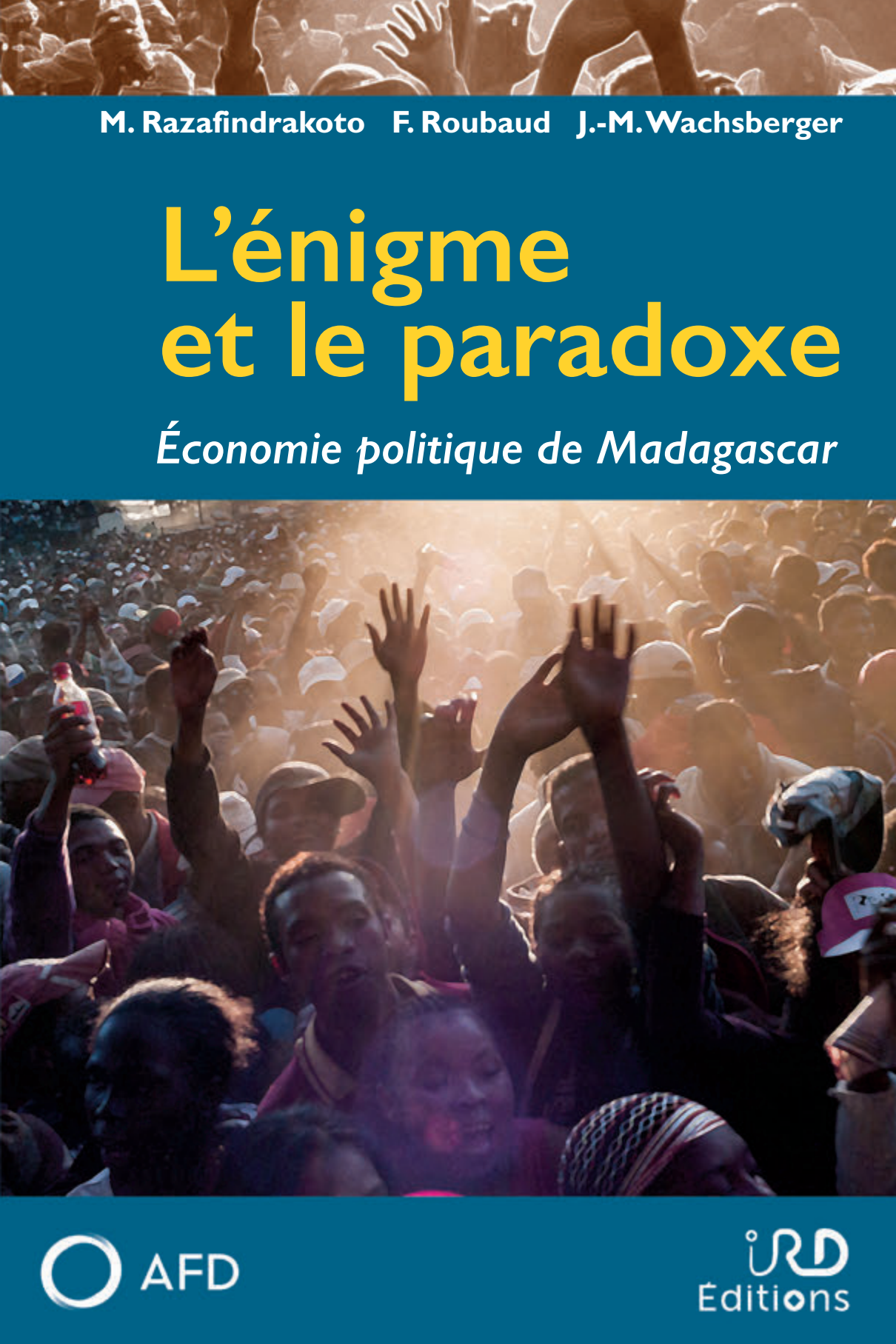




M. Razafindrakoto F. Roubaud J.-M. Wachsberger

L'énigme et le paradoxe

Économie politique de Madagascar

L'énigme et le paradoxe
Économie politique de Madagascar

L'énigme et le paradoxe

Économie politique de Madagascar

Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD,
Jean-Michel WACHSBERGER

IRD Éditions

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

AFD

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Collection Synthèses

Marseille, 2017

Préparation éditoriale

Marie-Laure Portal (11)

Mise en page et réfection des figures

Desk (53)

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Pierre Lopez

Coordination fabrication

Catherine Guedj

Photo de couverture

© IRD/Rijasolo/Riva Press – Antananarivo, Madagascar: Lors d'un concert de la Fête de l'indépendance, juin 2009.

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD/AFD, 2017

ISBN : 978-2-7099-2408-5

Sommaire

Remerciements	7
Introduction générale	9
Chapitre 1	
La trajectoire malgache à l’aune des théories du développement	15
Chapitre 2	
Repères pour une économie politique de la trajectoire malgache	47
Chapitre 3	
Les qualités structurelles	107
Chapitre 4	
Les facteurs de blocage	147
Chapitre 5	
Les élites à Madagascar : un essai de sociographie	189
Conclusion générale	229
Bibliographie	241
Éléments chronologiques	259
Index des noms propres et des noms malgaches	265
Glossaire des termes malgaches cités	271
Sigles et acronymes	275

Remerciements

Nous tenons à remercier ici tous ceux qui ont contribué à un titre ou à un autre à la réalisation de cet ouvrage. Il est bien sûr impossible de les citer tous, puisque cet ouvrage s'appuie sur une expérience de près d'un quart de siècle à Madagascar. En voici un certain nombre auxquels nous pensons aujourd'hui (les autres nous en voudront peut-être, mais nous trouverons bien les moyens de nous faire pardonner) :

- les différents services et équipes de l'IRD en France et à Madagascar qui nous ont appuyés et soutenus pour la réalisation des différents programmes menés avec les institutions malgaches ; et, dans la dernière ligne droite, les éditions de l'IRD pour leur célérité scrupuleuse qui nous ont permis d'être prêts pour présenter l'ouvrage à la diaspora (Zama, juillet 2017). Enfin, mention spéciale pour Diane, notre traductrice en anglais, et sa relecture au scalpel qui nous a permis de relever tant de scories sur le manuscrit français.

- les sponsors (l'AFD, le programme Nopoor de l'Union européenne, etc.) qui nous ont permis de financer pour partie nos recherches et, comme on dit chez les sportifs, d'aborder les matches les uns après les autres presque sereinement ;

- les multiples relecteurs (plus ou moins) anonymes dont les remarques et commentaires nous ont stimulés ;

- l'Instat à Madagascar, pour le partenariat étroit et de plusieurs décennies depuis le début du projet Madio en 1994 ; nous saluons en particulier ses différents directeurs généraux (neuf au total sur vingt ans : Armand, Daniel, Christian, Charles, Philippe, Mpianina, Jean, Gérard et enfin Ida), qui se sont succédé à la tête de cette institution, pour la confiance qu'ils nous ont accordée ainsi que Faly Rakotomanana pour le rôle majeur qu'il a joué de façon trop modeste, indéfectible et jusqu'à l'épuisement dans le cadre de nos collaborations ;

- l'équipe de Coef Ressources, avec pour chef d'orchestre Désiré Razafindrazaka, secondé par Laetitia Razafimamonjy, pour le partenariat effectif, solide et non moins convivial malgré les péripéties et difficultés de gestion du temps et de l'espace ;
- tous les collègues, amis, malgaches de sang ou de cœur, qui nous ont permis d'une manière ou d'une autre d'avancer dans nos réflexions (Alain, Alban, Brice, David, Denis-Alexandre, Erick, Geneviève, Gil, Jean, Linda, Michel, Nicolas, Nirintsoa, Patrick, Samuel, Thomas, etc. ; la liste serait trop longue si nous devions les citer tous mais nous avons une pensée particulière pour Christian, Lala et Dieudonné qui ont passé le relais).
- Les amis et membres de la famille qui nous encouragent et acceptent les heures et jours que nous avons passés dans les méandres du « mystère » malgache ;
- toutes les personnes qui ont accepté de se dérouter de leurs activités pour participer aux dizaines d'enquêtes statistiques et aux centaines d'entretiens qualitatifs. Que le temps qu'ils ont donné pour répondre aux questions plus ou moins fastidieuses et intrusives puisse trouver, à travers les analyses, réflexions et débats suscités, une forme de gratification.

Introduction générale

Avec un PIB par tête de moins de 400 dollars en 2016, et un taux de pauvreté monétaire abyssal (de plus de 90 % au seuil international), Madagascar est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde. Pourtant, rien ne le prédestinait à un tel destin dramatique, bien au contraire. Si la dernière crise politique, amorcée début 2009 et qui a trouvé une conclusion électorale fin 2013, a joué un rôle, celle-ci ne constitue qu'un épiphénomène si l'on se place dans une perspective historique. En fait, la trajectoire économique de long terme à Madagascar constitue un véritable mystère, qui au-delà du cas spécifique interroge plus largement les ressorts même de la divergence des processus de développement observés au niveau mondial. Non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis 1960, mais, à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature sociopolitique venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscités.

L'objectif de cet ouvrage est d'apporter des éléments de réponse à ce mystère dont on est bien en peine de trouver des équivalents dans le monde. Nous chercherons à fournir un cadre interprétatif à la trajectoire malgache de très long terme (près de trois siècles) en retraçant les nœuds structurants de son économie politique. Pour ce faire, nous tenterons d'analyser les phénomènes économiques en prenant en compte la diversité des acteurs sociaux et leurs organisations, la nature du ou des régimes d'accumulation¹ et leurs éventuelles contradictions internes, ainsi que les modes de régulation économiques et sociales mis en place à chaque période. Tout au long de cet ouvrage, nous apporterons des éclairages thématiques ciblés, venant questionner le cadre proposé, soit pour en valider la pertinence, soit pour en montrer les limites et les failles.

1. L'expression est ici prise dans un sens commun. Si on peut y voir une référence à l'école de la régulation, nous n'avons cependant pas repris dans cette étude ses concepts (mode de régulation, régime d'accumulation, formes institutionnelles, etc.).

Ce livre s'inscrit dans la continuité des travaux antérieurs (y compris les nôtres), principalement centrés sur les crises récurrentes à Madagascar, tout en cherchant à les dépasser. On citera par exemple la série de numéros spéciaux de revues scientifiques consacrées à ces questions. Ainsi en 1993, *Politique africaine* publie un numéro sur la transition politique et l'avènement des « forces vives » (RAISON-JOURDE, 1993). La revue récidive en 2002 à l'occasion de la nouvelle crise à peine résolue (*Madagascar : les urnes et la rue* ; RAISON-JOURDE et RAISON, 2002). La revue *Afrique contemporaine* n'est pas en reste : elle publie, également en 2002, un numéro double intitulé *Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique* (ROUBAUD, 2002). Ce numéro se distingue des deux premiers, essentiellement centrés sur la dimension politique des événements, par des analyses plus fouillées des aspects économiques de la trajectoire malgache. À partir de cette date, Madagascar disparaît des écrans radars, mis à part quelques articles ponctuels. Il faudra attendre 2012 pour qu'un premier ouvrage collectif sur la nouvelle crise soit publié (*Madagascar, le coup d'État de 2009* ; RANDRIANJA, 2012c). Comme son nom l'indique, ce recueil s'intéresse essentiellement aux événements du moment, même si un certain nombre de ses auteurs ne s'interdisent pas d'aller puiser dans un temps plus long. Enfin, *Afrique contemporaine* publie en 2014 un nouveau numéro spécial, coordonné par nos soins et intitulé *Madagascar : anatomie d'un État de crise* (RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2014c). Ce dernier actualise les publications antérieures en tenant compte de l'ensemble des informations disponibles jusqu'à la fin de l'année 2014, soit avec un recul de près d'un an sur le processus électoral dit de « sortie de crise ».

Mais la principale originalité du présent ouvrage et du dossier spécial d'*Afrique contemporaine* mentionné ci-dessus – deux projets éditoriaux étroitement imbriqués et complémentaires qui partagent une perspective commune – est d'apporter un éclairage sur la nature et l'origine de la récurrence des crises à Madagascar. Alors que les publications précédentes se focalisaient, à chaud, sur une crise en particulier (la dernière en date au moment de leur parution), nous cherchons ici à embrasser l'ensemble des crises afin d'explorer en quoi elles font système².

Ce qui apparaît aujourd'hui comme une évidence dans la façon d'énoncer l'équation malgache est de notre côté le fruit d'une longue maturation sur plus de deux décennies. Dans un premier temps, l'analyse de la double transition démocratique et du retour de la croissance dans la seconde moitié des années 1990 nous incitait à porter un jugement plutôt optimiste et à nous interroger sur une éventuelle exception malgache (ROUBAUD, 2000). La crise de 2002 nous a conduits à réviser le jugement que nous formulions en ces termes dans l'introduction du dossier d'*Afrique contemporaine* de 2002 : « Croissance économique et crise politique : Madagascar refuse-t-elle le développement ? » (ROUBAUD, 2002). Mais, au-delà des divergences d'appréciation sur le cours des événements, ces travaux reposaient sur deux piliers : l'imbrication étroite des cycles politiques et économiques ;

2. *Afrique contemporaine* avait publié en 2010 un article qui pose la problématique en des termes similaires (VÉRON, 2010). Mais, si celui-ci proposait quelques éléments d'interprétation quant aux crises malgaches, il restait avant tout programmatique d'une entreprise à mener, ce qui est l'objet même de notre propos général.

le rôle majeur des questions de gouvernance, dans l'acception la plus polysémique du terme. Déjà, les éléments constitutifs de l'équation malgache étaient posés : la divergence de Madagascar en termes de croissance économique et la mise à bas brutale des rares moments de reprise par des contestations populaires, que nous qualifions alors de « véritable loi d'airain » et que nous fûmes les premiers à mettre en évidence (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002a).

Bien que funeste pour Madagascar, c'est finalement la crise de 2009 qui a apporté l'élément de validation décisif à nos conjectures antérieures, une démonstration d'autant plus probante que la crise est advenue de manière inattendue pour nombre d'observateurs très majoritairement admiratifs de la dynamique insufflée par Ravalomanana. Ce coup de tonnerre nous a conduits à relire plus systématiquement l'ensemble des crises passées pour en stabiliser la caractérisation. Celle-ci repose sur trois éléments : a) l'involution de long terme de Madagascar (l'énigme) ; b) la cyclicité de plus en plus rapprochée des crises ; et c) l'imbrication entre croissance économique et crise politique (le paradoxe). C'est ce complexe que nous avons proposé d'étudier en 2010, dans le cadre d'un programme de recherche de l'Agence française de développement (AFD), intitulé *Gouvernance, institutions et croissance de long terme*, embrassant une dizaine de pays en développement et autant d'équipes de chercheurs.

Cette ébauche d'archéologie des idées est d'autant plus éclairante que cet énoncé de l'équation malgache fait aujourd'hui, peu ou prou, consensus. Il s'est même institutionnalisé. Cette présentation, illustrée par la divergence du PIB par tête entre Madagascar et l'Afrique, et la corrélation des cycles économiques et des crises politiques (fig. 1 et 2) ouvre les deux derniers documents officiels en date de la BANQUE MONDIALE (2015) et du Fonds monétaire international (FMI, 2015a), tous deux censés guider les politiques d'appui des deux institutions de Bretton Woods à Madagascar. Il n'en a pas toujours été ainsi. La diffusion de cet énoncé est même très récente. On la voit apparaître dans les écrits de la Banque mondiale au début de la décennie, même si cette dernière s'interroge surtout sur les raisons du déclin économique (« l'énigme ») en mettant en avant les questions de gouvernance (MORISSET, 2010). Puis l'idée est reprise dans plusieurs études de la BANQUE MONDIALE à Madagascar (2014 et 2015), ou, plus intéressant, dans différentes initiatives malgaches financées par elle (VANF, 2012 ; IEP et BANQUE MONDIALE, 2014). Ce prisme moins économiste est d'ailleurs plus général, comme en atteste le nouveau rapport sur le développement dans le monde en 2017, consacré à la gouvernance (BANQUE MONDIALE, 2017). Néanmoins, et malgré cette ouverture, les deux institutions continuent à privilégier des approches plus étroitement économiques³.

3. Alors que « Briser le cycle de crises récurrentes » est considéré comme un des défis principaux dans le rapport de la Banque mondiale (IEP et BANQUE MONDIALE, 2014) à Madagascar, cette question n'est envisagée que dans une partie du rapport consacrée à la politique macro-économique et les solutions proposées sont presque toutes d'ordre économique. De même, le FMI (2015b) reconnaît dans son rapport que « les incertitudes liées à la faiblesse des institutions et la médiocrité de la gouvernance ont érodé les fondements d'une croissance économique vigoureuse, la recherche de rentes à court terme ayant pris le pas sur l'édification à plus long terme de la nation », mais l'analyse de la manière dont les rentes sont extraites et des jeux d'acteurs en présence n'est ensuite pas menée. Dans les deux cas, l'analyse s'arrête aux portes de l'économie politique, en dépit de la fécondité de ce prisme, comme nous souhaitons en faire la démonstration dans cet ouvrage.

Il convient de noter que le présent ouvrage a dû composer avec de sévères contraintes. Ainsi et à l'instar de la plupart des pays pauvres, les sources écrites disponibles sont terriblement parcellaires. S'il existe une certaine tradition historique à (et sur) Madagascar, celle-ci traite plutôt du politique et du religieux, les questions économiques n'étant abordées que de façon marginale. Par ailleurs, toutes les données quantitatives de type macro-économique (quasiment inexistantes avant 1960 et lacunaires depuis), y compris les plus récentes, sont sujettes à caution (JERVEN, 2013 ; DEVARAJAN, 2013). Il est donc nécessaire de garder ces limites en tête et de s'en tenir à une posture modeste en regard de la tâche ambitieuse que nous nous sommes fixée (c'est un autre paradoxe). En particulier, certaines de nos conclusions restent fragiles, et une partie d'entre elles ne pourra peut-être jamais être validée de manière définitive, faute de données rétrospectives adéquates.

Pour ne pas rester sur une note pessimiste, ce travail innove dans deux directions principales. D'abord, il opère une synthèse critique, scrutée à l'aune des théories d'économie politique récentes, des travaux existants, en tentant d'articuler plus systématiquement deux histoires qui sont souvent, pour ce pays comme pour d'autres, menées séparément : l'histoire économique et l'histoire politique et sociale. Ensuite, il se propose, autant que faire se peut, de mobiliser au mieux les ressources empiriques existantes portant sur les acteurs sociaux, notamment la population et les élites. Ce recours original à des enquêtes statistiques, élaborées dans la plupart des cas à l'instigation des auteurs, présente un double avantage. À la différence des données agrégées, ces dernières sont représentatives et fiables. Elles autorisent des désagréations, des analyses plus fines, bref un retour des acteurs « en chair et en os », qui *in fine* sont les véritables agents cachés derrière les concepts d'institution, d'organisation, etc. Par-là, elles permettent de dépasser le cadre habituel des faits stylisés, nécessairement approximatifs (et parfois erronés), qui caractérisent nombre de travaux d'économie politique. Elles permettent également de réintroduire sur scène les citoyens ordinaires comme acteurs à part entière, alors qu'ils sont étonnamment absents du cadre d'analyse discuté ici, centré exclusivement sur le rôle des élites et des factions d'élites comme moteur de l'histoire. D'un point de vue plus général, nous espérons que la richesse du matériau empirique mobilisé pour étayer les thèses développées dans cet ouvrage démontrera le bien-fondé d'une démarche scientifique qui s'inscrit dans la durée. Ce livre est le fruit de près d'un quart de siècle d'investissements à et sur Madagascar, aussi bien dans la construction de partenariats institutionnels (l'Institut national de la statistique au premier chef, mais aussi d'autres organismes de l'administration publique, ainsi que l'université et les centres de recherche) que dans l'approfondissement de thématiques de recherche, y compris le développement d'enquêtes statistiques innovantes ; c'est une bonne illustration du *modus operandi* de la pratique de la recherche propre à l'IRD.

Cet ouvrage compte cinq chapitres. Le premier présente les données du mystère malgache et cherche à en scruter les causes à l'aide des théories économiques, traditionnelles et modernes, de la croissance de long terme. Non seulement ce

premier balayage ne fournit pas de réponses satisfaisantes à notre question, mais au contraire contribue à épaissir le voile d'incompréhension qui entoure la trajectoire malgache, tant la plupart des conditions paraissent favorables. Il nous conduit à opérer une incursion en économie politique, comme une potentielle solution à notre problématique. Le deuxième chapitre propose une lecture de l'histoire économique et politique de Madagascar depuis la période précoloniale en chaussant les lunettes de l'économie politique. Pour ce faire, nous mobilisons les catégories analytiques des travaux les plus récents de cette discipline. Plus particulièrement, nous nous inspirons des théories développées par NORTH *et al.* (2009 et 2012b), ACEMOGLU et ROBINSON (2005 et 2012), ainsi que par KHAN (2010) et nous appliquons les concepts qu'ils ont forgés (institutions, ordres sociaux, contrôle de la violence et des rentes, coalitions élitaires, etc.) au cas malgache. Dans les deux chapitres suivants, nous tentons de synthétiser les informations du chapitre précédent pour produire un cadre explicatif de la manière dont Madagascar fonctionne et des arrangements institutionnels qui le sous-tendent. Le troisième chapitre met d'abord en évidence ses atouts structurels essentiels. Le quatrième dégage ensuite les principaux facteurs de blocage. Enfin, le cinquième et dernier chapitre met en scène un acteur négligé et pourtant essentiel de la tragédie malgache, à savoir le monde des élites. À partir d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif et qui constitue une première dans ce domaine, ce chapitre se livre à une sociographie fine des élites, de leurs stratégies de reproduction et de leurs valeurs.

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'un projet éditorial plus vaste. Filant l'analogie avec *Le Quatuor d'Alexandrie*, la série de quatre romans écrits par Lawrence Durrell entre 1957 et 1960, qui tous traitent de l'amour selon plusieurs perspectives différentes sur un même ensemble d'événements et de personnages, situés à Alexandrie, on pourrait intituler notre projet *Le Quatuor de la Grande Île*, où les crises remplaceraient l'amour et Madagascar, Alexandrie. Outre cet ouvrage et le numéro d'*Afrique contemporaine* publié en 2014, il comprend également un livre collectif qui croise les regards sur la même thématique, à paraître en 2017 (*Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*), et enfin un dernier opus portant sur les élites et le rapport entre les citoyens et le pouvoir, dont le dernier chapitre du présent ouvrage offre une première ouverture.

Chapitre I

La trajectoire malgache à l'aune des théories du développement



Comme tout pays dont on cherche à expliciter le mode de fonctionnement, ce qui est bien l'objectif principal de cet ouvrage, Madagascar, dans toute sa profondeur historique et ses jeux subtils d'acteurs, est bien trop complexe pour se laisser dévoiler frontalement. Pour espérer avancer sur ce chemin ambitieux et *a priori* hors de portée, il faut trouver une clef d'entrée. En effet, en matière de recherche, c'est souvent à partir d'une question simple, dont on ne mesure pas toujours d'emblée les ramifications, que les plus grandes découvertes scientifiques ont été faites. Nous ne prétendons bien sûr pas entrer dans ce registre, mais notre démarche a suivi la même voie. Il ne fait mystère pour personne que Madagascar est « mal parti », tant les domaines abondent dans lesquels ses performances sont piètres voire catastrophiques. Mais une fois cet incontestable diagnostic posé, par quel bout l'aborder ? Dans notre cas, la question simple que nous avons retenue pour nous confronter à l'équation malgache est celle de la croissance économique. Non qu'elle soit la seule ni la plus importante, mais elle possède quelques bonnes propriétés pour ce qui nous occupe. D'une part, une simple courbe permet de s'en faire une idée claire, au moins sur les cinquante dernières années. D'autre part, la question de la croissance est probablement celle qui a le plus mobilisé les économistes, et bien d'autres avec eux, depuis des siècles. On pouvait donc espérer s'appuyer sur leurs théories pour expliquer la trajectoire économique malgache. C'est cette voie initiale très circonscrite qui nous a permis d'en ouvrir d'autres, de tirer d'abord un fil pour finalement tisser une toile bien plus large.

La première partie de ce chapitre pose les données de l'équation malgache. Il s'agit à la fois de formuler de manière aussi concise et précise que possible ce qui est la problématique de cet ouvrage (un « mystère » constitué d'une « énigme » et d'un « paradoxe »), mais également de s'assurer que cette façon de poser la question est bien légitime. En effet, l'immense incertitude qui entoure la connaissance des phénomènes économiques et sociaux à Madagascar, tout particulièrement lorsqu'ils sont appréhendés à partir de données chiffrées, exige une confrontation et une triangulation des sources existantes pour s'assurer de la robustesse, voire même de la véracité des faits exposés. La deuxième partie se propose de balayer les théories économiques « orthodoxes » de la croissance et du développement, des plus anciennes aux plus récentes, des plus

simples aux plus sophistiquées, pour trouver des éléments d'interprétation au « mystère » malgache. Force est de constater qu'aucune de ces théories n'apporte d'éléments probants, au contraire. Ceci nous conduit dans la troisième partie à effectuer une première incursion en économie politique, qui s'avère tout aussi peu concluante. Si, au sortir de ce chapitre, le lecteur ne dispose toujours d'aucune clef qui permette de comprendre la trajectoire de Madagascar, il est néanmoins moins démuné. Il peut maintenant écarter les interprétations qui ne fonctionnent pas. Il sait qu'il va devoir aller chercher ailleurs.

Les données du problème : l'équation malgache à résoudre

La trajectoire économique malgache se caractérise d'abord par une « énigme », à savoir une tendance récessive qui perdure depuis l'indépendance, il y a plus d'un demi-siècle, et que rien ne semble pouvoir endiguer. Peu de pays, y compris en Afrique subsaharienne, peuvent se targuer d'une aussi piètre performance en termes de croissance. Si l'économie malgache fait preuve d'une constance certaine, celle-ci se manifeste avant tout par son inexorable capacité involutive. Selon les données compilées par la BANQUE MONDIALE (2017), le PIB par tête était estimé à 132 dollars en 1960 et atteignait 402 dollars en 2015 (fig. 1). Dans le même temps, le PIB par tête de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, parti d'un niveau légèrement inférieur (117 dollars), était multiplié par quatorze (1 588 dollars) en 2015, soit un niveau quatre fois supérieur à celui de Madagascar. Pourtant l'Afrique est loin de s'être montrée particulièrement performante. L'Asie du Sud-Est et le Pacifique, plus pauvres d'un tiers en début de période avec 90 dollars, était seize fois plus riche que Madagascar en 2015, avec un PIB par tête moyen de 6 552 dollars. Cette comparaison à prix courant cache une partie de l'histoire, que les séries longues établies par MADDISON (2011) et son équipe permettent de dévoiler. En dollars constants, non seulement Madagascar décroche du continent, lui-même largement à la traîne des autres régions du monde, mais la Grande Île a vu le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2015, alors que celui de l'Afrique subsaharienne a presque triplé (2,8).

Au-delà des moyennes anonymes, la comparaison avec un certain nombre de pays d'Afrique permet de prendre une mesure plus palpable de l'échec malgache. Nous avons retenu à titre illustratif :

– le Cameroun et la Côte d'Ivoire, deux pays de taille comparable en termes de population, également anciennes colonies françaises et qui chacun représentaient le centre de développement dans leur région respective, l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest ;

– le Bénin, avec qui Madagascar a partagé de nombreuses similitudes du point de vue de sa trajectoire politique ;

– enfin le Burkina Faso, l'autre pays d'Afrique francophone où la même approche d'économie politique a été menée dans le cadre d'un programme de recherche commun (KOUSSOUBÉ *et al.*, 2015).

Madagascar se fait distancer par tous ces pays, et est le seul qui présente une trajectoire résolument régressive. L'amplitude des variations est certes plus marquée au Cameroun et en Côte d'Ivoire, sous l'impact des cours mondiaux des matières premières et de la guerre civile (pour la seconde), mais ces deux pays ont réussi à enclencher des processus durables de croissance (bien que réversibles), ce dont Madagascar s'est révélé incapable. Madagascar non seulement perd du terrain vis-à-vis de ces deux pays, mais il ne souffre pas la comparaison avec le Bénin et le Burkina Faso, pourtant infiniment moins bien dotés à tous points de vue. En dollar courant, le PIB par tête était deux fois plus élevé que celui du Burkina Faso en 1960. Cinquante ans plus tard, il lui était de 33 % inférieur. Le retard du Bénin qui était de 30 % à l'indépendance s'est transformé en un avantage de près du double en fin de période. En moyenne, ces deux pays, bien piètres performeurs à l'échelle mondiale, ont crû environ trois fois plus vite que Madagascar.

Si la trajectoire économique de Madagascar est une « énigme », c'est aussi un « paradoxe », et là se niche la seconde composante du « mystère » malgache que nous cherchons à lever. À y regarder de plus près, Madagascar n'a pas connu qu'un long épisode de récession continu. À de nombreuses reprises, le pays a semblé enclencher un cycle de croissance. Néanmoins, à chaque fois que Madagascar a connu une telle ébauche de décollage, celle-ci s'est soldée au bout de quelques années par une crise politique majeure (pour la croissance) qui a remis en question la dynamique positive amorcée (fig. 2). Tel fut le cas au début des années 1970, 1990 et 2000, ainsi qu'à la fin de la dernière décennie (période non encore résolue). Parodiant la formule de Marx, l'histoire tragique de Madagascar se répète comme une farce, *ad nauseum*.

La seconde moitié des années 1960 voit Madagascar amorcer un début de décollage, après une première moitié atone. Entre 1964 et 1971, le PIB croît de près de 5 % l'an. Pourtant, les mouvements étudiants et urbains de 1972, qui avaient été précédés par des révoltes paysannes dans le sud du pays l'année précédente, viennent briser cet élan et conduisent à la chute de la I^{re} République. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que le pays renoue avec la croissance, qui va en s'accéléralant. Entre 1986 et 1990, le PIB par tête augmente de 3 % par an. Les politiques d'ajustement structurel engagées depuis le début de la décennie semblent enfin porter leurs fruits. Las, le mouvement populaire en faveur de la démocratie, amorcé en 1991, met à bas le régime du président D. Ratsiraka et la II^e République, et brise l'élan économique à l'œuvre (RAISON-JOURDE, 1993). Il faudra attendre la seconde moitié des années 1990 pour voir le moteur de la croissance se remettre en marche, après une période de balbutiements et sous la houlette du président

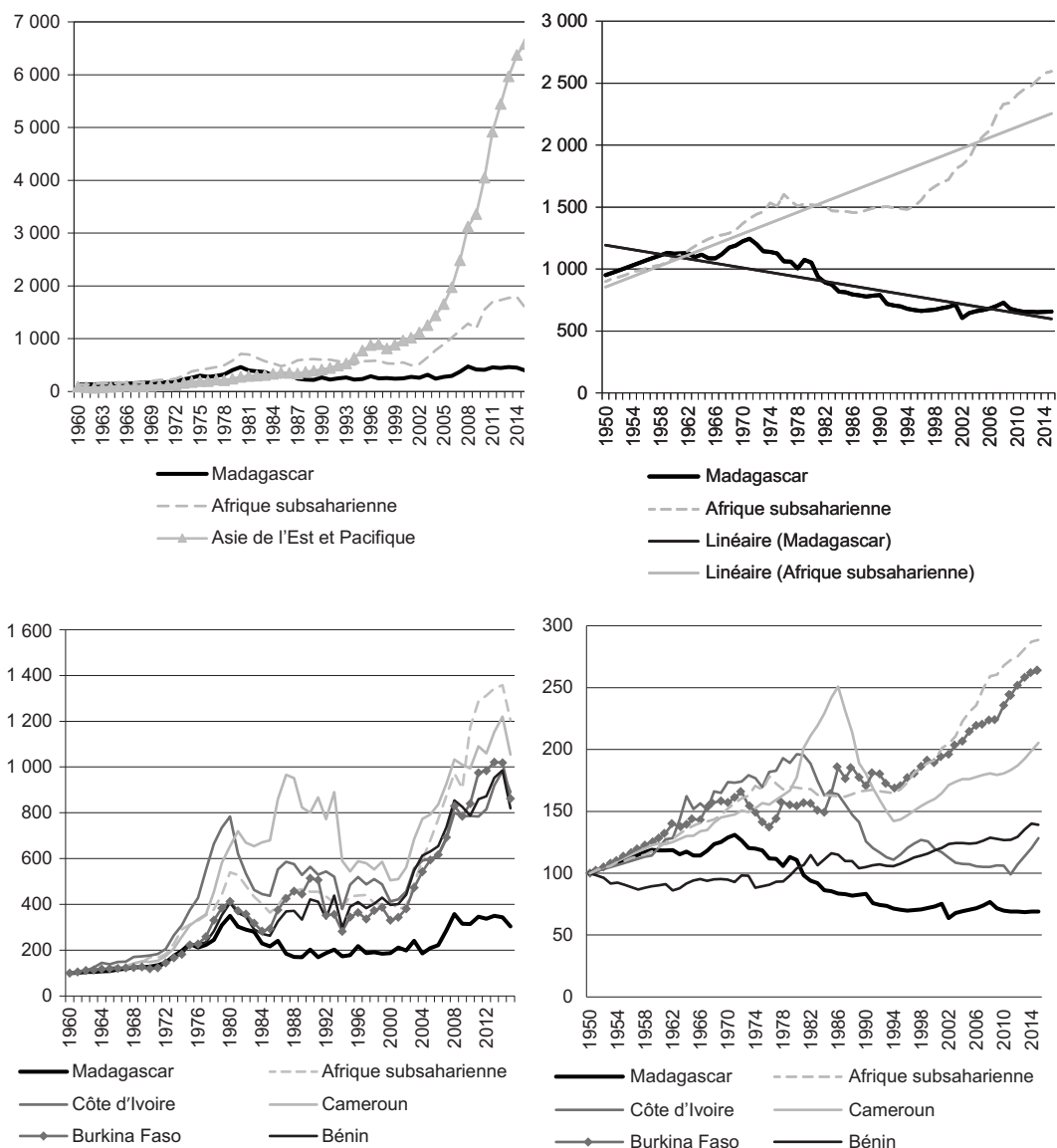


Figure 1

L'énigme malgache : un déclin économique inexorable.

PIB par tête sur les périodes 1960-2015 (US\$ courant) et 1950-2015 (1990 GK\$ international).

Sources : MADDISON (2011), WDI (2017) ; calculs des auteurs.

Figures de gauche : pour l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Est, il s'agit des pays en développement seulement.

Figures de droite : jusqu'en 2009, date de fin de la série de Maddison, le PIB par tête est estimé en dollars internationaux de 1990 selon la méthode de Geary-Khamis (GK\$).

Pour la période 2009-2015, les taux de croissance sont issus des WDI 2017 (mesurés en dollars internationaux constants de 2011, en parité de pouvoir d'achat).

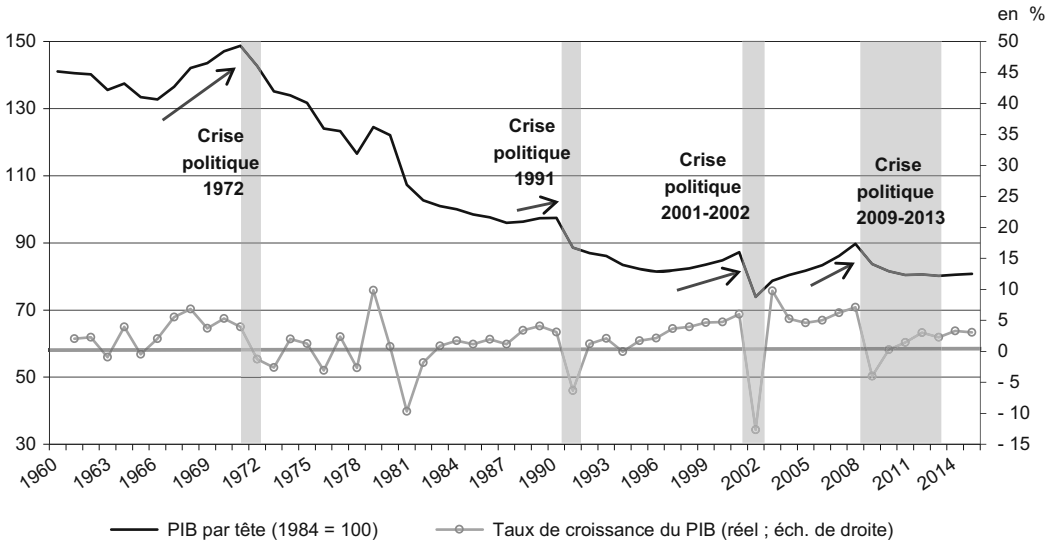


Figure 2

Le paradoxe malgache : croissance et crises sociopolitiques, 1960-2016.

Sources : INSTAT (2014), Indicateurs du développement dans le monde (2014) ; calculs des auteurs.

PIB par tête en FMG (franc malgache) constant de 1984.

D. Ratsiraka de retour au pouvoir, mais cette fois démocratiquement élu en 1996. Pourtant les élections présidentielles de 2001 auxquelles il concourait avec une confiance soutenue par ses succès économiques seront âprement disputées par son principal opposant M. Ravalomanana. Après six mois de contestations violentes, avec ses effets catastrophiques sur l'économie du pays (le PIB par tête reculera de 9 % en 2002), le second prendra le pouvoir tandis que le premier s'exilera en France (ROUBAUD, 2002). À nouveau, Madagascar se relèvera de cet épisode troublé et la croissance repartira à un rythme soutenu. Entre 2004 et 2008, le PIB croîtra de près de 6 % en moyenne, en accélération progressive, tandis que les prévisions de l'époque annonçaient une croissance encore plus rapide pour les années ultérieures. Pourtant les dérives autoritaires de M. Ravalomanana conduiront à un coup d'État début 2009 (RANDRIANJA, 2012a). M. Ravalomanana s'exilera à son tour en Afrique du Sud, tandis que les putschistes conduits par A. Rajoelina tiendront le pays en coupe réglée, dans un imbroglio juridique et institutionnel ; quant à l'économie, elle végétera ensuite et jusqu'à maintenant dans un état désastreux, faisant craindre l'effondrement du régime (et du pays) à tout moment, malgré la résolution électorale de la crise fin 2013 et l'accession par les urnes du président H. Rajaonarimampianina.

Au-delà des spécificités propres à chaque période que nous analyserons en détail dans la deuxième partie de ce chapitre, Madagascar semble donc voué à une loi d'airain difficile à entendre : toute poussée de croissance se traduit par un soubresaut politique qui en efface les traces immédiatement. À l'aune de l'histoire

du pays depuis un demi-siècle, la seule exception à cette règle correspond à la période dite d'« investissement à outrance », à la fin des années 1970 ; encore convient-il d'en relativiser la portée dans la mesure où l'épisode de croissance entièrement imputable à un choc massif d'investissement public, à tous points de vue insoutenable, n'aura duré qu'un an (+10 % en 1979), immédiatement stoppé (+1 % en 1980) et suivi d'une année de récession brutale (-10 % en 1981).

Avant de tenter d'expliquer la spécificité malgache, il convient de bien nous assurer que celui-ci est fermement établi. Notre diagnostic a été posé à partir des données de PIB calculées par l'Institut national de la statistique de Madagascar (Instat), puis compilées dans les grandes bases de données internationales, comme les *World Development Indicators* de la Banque mondiale, les *Penn Tables* ou encore les séries établies par Maddison et son équipe de l'université de Groningen, qui constituent les trois principales sources de référence à l'échelle mondiale.

Dans le cas africain, ces données ont été très sévèrement critiquées pour leur manque de fiabilité et de transparence (JERVEN, 2010a et 2011). La réévaluation du PIB du Ghana de 60 % en 2010 (permettant à ce pays d'acquérir le statut de pays à revenu intermédiaire) en est l'illustration la plus emblématique. L'incertitude qui entache les chiffres de croissance en Afrique a conduit l'un des meilleurs spécialistes de la question à intituler un de ses articles « *Random Growth in Africa?* », à partir d'une exploration serrée des données du Botswana, du Kenya, de la Tanzanie et de la Zambie (JERVEN, 2010b). Ce problème, que nous avons soulevé au début des années 2000 (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2003c), commence à être pris de plus en plus sérieusement à l'échelle internationale (DEVARAJAN, 2013 ; JERVEN, 2013 et 2015). Madagascar n'échappe pas à la règle. Nos propres travaux, conduits à la fin des années 1990, montraient à quel point le PIB, sa croissance et plus largement l'ensemble des comptes nationaux étaient sujets à caution (ROUBAUD, 1999). Plus récemment, la divergence des mesures de croissance du PIB en 2009 (estimée officiellement à +0,6 % par l'Instat, mais que le FMI établissait à -5 % ; RAKOTOMANANA *et al.*, 2010) montre que le problème n'a pas disparu. Quel crédit accorder aux comptes nationaux malgaches, quand on sait que des pans entiers de l'économie ne sont pas mesurés directement par la statistique (comme la consommation des ménages, le secteur informel, l'investissement privé), et que même les zones les plus visibles de l'économie, liées au secteur formel (public et privé), ne sont que partiellement appréhendées ? Même le commerce extérieur est mieux connu par les « statistiques miroir » des pays fournisseurs (pour les importations) et de destination (pour les exportations) que par les statistiques nationales.

Il convient donc de tenter d'asseoir notre diagnostic en mobilisant d'autres sources d'information. La piste la plus fructueuse peut être tirée de la mobilisation des enquêtes sur la consommation des ménages. Elle présente un double intérêt : d'une part, les enquêtes étant totalement indépendantes de la comptabilité nationale (qui ne les a jamais utilisées), c'est une façon de trianguler, de confronter les sources d'information afin de poser un diagnostic

robuste ; d'autre part, les enquêtes reflètent mieux le niveau de vie des populations que le PIB par tête, dont un certain nombre de composantes (investissement privé et public, etc.) ne reviennent pas aux ménages. Ce type d'exercice a été mené de longue date (RAVELOSOA et ROUBAUD, 1998) et actualisé récemment (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002a et 2010a). Nous ne détaillerons ici ni les méthodes et leurs limites, ni l'ensemble des résultats que de telles approches permettent d'obtenir (pour des analyses plus complètes voir les articles mentionnés ci-dessus) pour nous concentrer sur l'essentiel en lien avec notre propos.

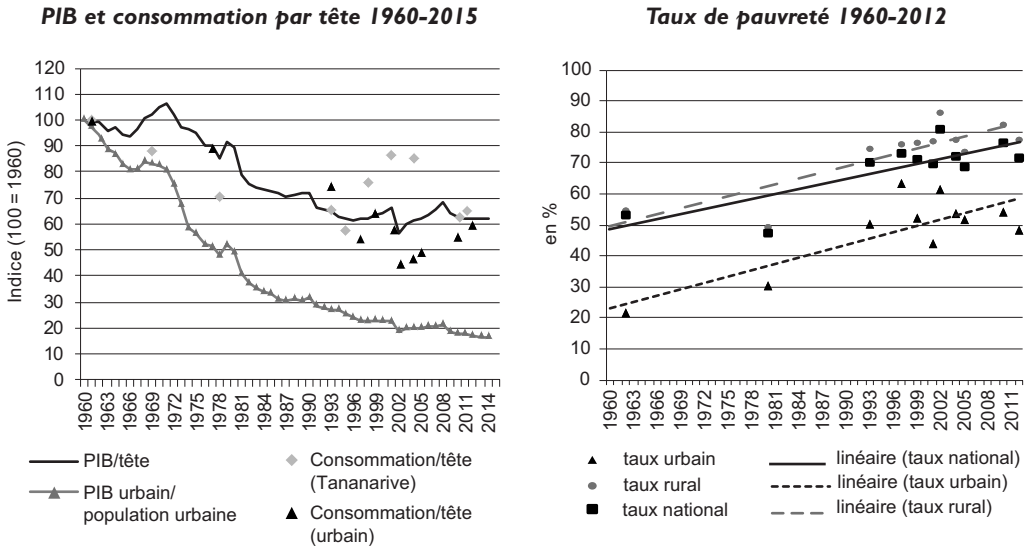


Figure 3
Le paradoxe confirmé.

Sources : INSTAT, Madio, Dial, comptes nationaux et différentes enquêtes auprès des ménages ; calculs des auteurs.

La figure 3 met en regard l'évolution du PIB sur une longue période et la consommation par tête d'une part, le taux de pauvreté d'autre part, tirés de l'ensemble des enquêtes représentatives conduites depuis l'indépendance. Deux faits ressortent de l'analyse. En premier lieu, le niveau de vie des Malgaches a effectivement baissé depuis l'indépendance. Ainsi par exemple, la consommation urbaine par tête était en 2010 moitié moindre qu'en 1962, date de la première enquête existante. Corrélativement, le taux de pauvreté monétaire urbain a explosé : estimé à 22 % en début de période, il atteignait plus du double en 2010 (54 %)⁴. La même tendance régressive a affecté les campagnes, quoiqu'à

4. La baisse de cinq points du taux de pauvreté entre 2010 et 2012, dernière date où l'on dispose d'une enquête, est sujette à caution. De l'avis même des auteurs, cette baisse pourrait s'expliquer par le fait que l'enquête de 2012-2013 a été réalisée en fin d'année, en période de fêtes (INSTAT, 2015). D'ailleurs, les chiffres révisés par la BANQUE MONDIALE (2015) font état d'une augmentation de six points de la pauvreté en milieu urbain et d'une baisse de deux points en milieu rural ; mais la série reconstituée n'est pas compatible avec les données antérieures à 2001.

un rythme moins marqué. En second lieu, les périodes de reprise semblent avoir été bien réelles, et pas seulement des artefacts statistiques. La seule qui peut réellement être diagnostiquée avec précision avec les enquêtes est celle qui a précédé la crise de 2001-2002. Le régime de croissance amorcé à la fin des années 1990 s'est traduit par un rebond de la consommation des ménages urbains, particulièrement spectaculaire dans la capitale Antananarivo (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002a et 2010a). Finalement et au-delà des différences observées dans l'intensité du phénomène, les deux sources de données (comptabilité nationale et enquêtes) convergent pour confirmer l'existence réelle de l'« énigme » et du « paradoxe » malgaches que nous cherchons à comprendre dans ce chapitre.

Premiers éléments d'interprétation : les théories courantes ne fonctionnent pas

Une fois le problème posé, tout l'enjeu consiste à proposer des éléments d'explication à la trajectoire malgache. Dans un premier temps, nous irons les rechercher dans la boîte à outils élaborée par les économistes, à savoir la théorie de la croissance et ses différentes déclinaisons. Dans un second temps, et face à son incapacité à rendre compte de la trajectoire économique malgache, nous ferons une première incursion en économie politique qui nous semble la mieux à même d'éclairer notre puzzle. Du point de vue de la méthode, deux remarques s'imposent. En premier lieu, il convient de garder en tête que le « mystère » malgache étant unique, les « causes » que nous lui recherchons doivent l'être également. Ainsi, par exemple, supposons que la corruption soit un phénomène qui inhibe la croissance. Il ne suffit pas d'observer que la corruption sévit à Madagascar (et donc que la croissance malgache est bridée par la corruption), mais il faut prouver qu'elle y est plus aiguë qu'ailleurs ; et ceci doit être vrai de n'importe quel facteur identifié. En second lieu, il ne s'agit pas ici de nous livrer à une analyse sophistiquée de la croissance. On cherchera plutôt à balayer un large spectre de déterminants possibles, pour apprécier si en première analyse la dynamique de certains d'entre eux est suffisamment spécifique et déficiente pour servir de coupable potentiel expliquant le mal malgache.

Pour ce faire, et en commençant par les facteurs économiques traditionnels, nous mobiliserons à titre principal la base de données internationale la plus complète et la plus utilisée, à savoir les *World Development Indicators* (WDI), compilée par la Banque mondiale, et sur laquelle est fondée une grande part de la littérature empirique sur la croissance économique dans le monde. À mesure que nous nous éloignerons des facteurs de l'économie standard, nous mobiliserons des bases de données plus micro, bien que représentatives (enquêtes auprès

des ménages) et qui paradoxalement sont en moyenne de meilleure qualité que les indicateurs macro-économiques agrégés. Dernière remarque liminaire : notre approche adoptant une perspective structurelle afin d'établir un diagnostic global et à grand trait (qualifié de *global picture* et de *stylized features* en anglais), nous ne nous embarrasserons pas à ce stade de raffinements méthodologiques, de toute manière inutiles compte tenu de la qualité des données. En particulier, chaque fois que cela est possible nous tirerons parti des séries temporelles sur longue période (un des atouts majeurs des WDI), en calculant des moyennes sur plusieurs décennies, en général un demi-siècle (1960-2015). Ce choix a pour effet d'écraser les détails, notamment le profil et la dynamique des phénomènes. Néanmoins, nous prétendons que nos conclusions générales sont suffisamment robustes pour ne pas devoir être remises en question par des approches plus fines sur un point ou un autre ; ce qui n'empêche pas que ces dernières méritent d'être conduites, à chaque fois que les conditions, d'accès aux données surtout, le permettront.

L'économie « stupid »⁵ ?

En bonne théorie économique classique, les premiers candidats (*the usual suspects*) pour expliquer le déficit structurel de croissance économique sont les facteurs de production : travail et capital physique, auxquels on peut adjoindre, dans une économie où plus de deux personnes sur trois travaillent dans l'agriculture, la terre. Il n'est bien sûr pas question ici de refaire la théorie de la croissance, un programme central qui a occupé des générations d'économistes depuis l'origine et les pères fondateurs jusqu'aux développements les plus sophistiqués de la croissance endogène (BARRO et SALA-I-MARTIN, 2004). Une telle entreprise appliquée au cas de Madagascar n'aurait aucun sens tant les données nécessaires à sa mise en œuvre sont défailtantes. Elle nous fournit néanmoins un cadre d'analyse commode pour penser notre problématique et poser les bases de nos réflexions. La richesse produite chaque année à Madagascar (estimée en l'occurrence par son PIB) peut être conçue comme le résultat d'une fonction de production, qui mobilise travail et capital disponibles dans le pays. La combinaison de facteurs incorpore de manière plus ou moins efficace le « progrès technique », un terme entendu par les économistes comme tout ce qui permet d'accroître l'efficacité du processus de production, c'est-à-dire d'augmenter l'output à volume donné d'inputs⁶. Dans ce cadre heuristique, un déficit de croissance peut provenir de deux causes, éventuellement liées : soit d'un processus d'accumulation des facteurs déficient, soit d'une mobilisation de ces facteurs sous-optimale, soit des deux.

Commençons par le travail. Les décompositions traditionnelles en font un facteur essentiel de la croissance. La plupart des indicateurs convergent pour

5. En référence au slogan de campagne de B. Clinton lors de l'élection de 1992, relevant l'importance déterminante des questions économiques, quand son adversaire G. Bush insistait sur ses succès en matière de politique internationale.

6. Autrement appelée Productivité totale des facteurs (PTF) ou productivité multifactorielle.

montrer que Madagascar est plutôt bien placé sur ce front, en quantité comme en qualité. En premier lieu, la croissance démographique (pour ce qu'on en sait, c'est-à-dire assez peu, le dernier recensement de la population datant de... 1993⁷ !) est du même ordre de grandeur à Madagascar qu'en Afrique subsaharienne (tabl. 1). La main-d'œuvre⁸ y croît même légèrement plus vite (3,6 % par an en moyenne dans la Grande Île contre 3 % sur le continent dans son ensemble entre 2005 et 2014). En second lieu, la structure par âge de la population et le fonctionnement du marché du travail sont plutôt favorables à Madagascar, en transformant le dividende démographique en dividende économique. Ainsi le taux d'emploi, c'est-à-dire la part de la population (ici 15 ans et plus) qui occupe un emploi atteint en moyenne 84 %, soit 20 points de plus qu'en Afrique subsaharienne, et le ratio le plus élevé de nos quatre pays « comparateurs ». Enfin, ce potentiel de croissance est d'autant plus important que la force de travail y est en moyenne plus qualifiée, donc (toujours potentiellement) plus productive (effet de qualité). Par exemple, le taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) était estimé en 2000 à 71 % à Madagascar contre 57 % en Afrique à la même date (et 61 % en 2010). À nouveau, et même si l'avantage initial s'érode, la moyenne de Madagascar sur une longue période est plus élevée que dans nos quatre pays de comparaison (le Cameroun apparaissant dans la situation la plus proche), et qu'en Afrique subsaharienne en général (tabl. 1). Selon les WDI, près d'un quart de la main-d'œuvre possède au moins une éducation secondaire (malheureusement la base de données ne fournit pas d'informations pour nos comparateurs, ni pour l'Afrique en général). Non seulement la main-d'œuvre est plus éduquée, mais elle est aussi en meilleure santé, comme en atteste l'espérance de vie à la naissance (3 ans de plus en moyenne qu'en Afrique subsaharienne, tous pays confondus). C'est d'ailleurs cette combinaison de santé et d'éducation qui explique pourquoi Madagascar occupe systématiquement un bien meilleur rang dans le classement des pays selon l'Indice de développement humain (IDH) que suivant le PIB par tête. En conséquence, le stock de capital humain, en dépit d'un rythme d'accumulation très inférieur à ce qu'il aurait pu être, ne peut pas être tenu pour responsable du décrochage de Madagascar en termes de croissance économique.

Le cas du capital physique apparaît plus problématique pour plusieurs raisons. En premier lieu, si la question des données statistiques est un enjeu majeur en Afrique (JERVEN, 2013 et 2015), cette difficulté est encore plus aiguë, voire insurmontable, pour la mesure du capital physique. Il n'existe tout simplement pas de séries de capital (en stock), tandis que les flux (l'investissement) sont particulièrement mal mesurés. Nous devons donc nous contenter d'approximations grossières, à l'instar de tout ce qu'on peut trouver dans la littérature, même si ces lacunes sont trop souvent passées sous silence. Nos indicateurs partiels conduisent à subodorer un phénomène de sous-accumulation du capital. L'approximation la plus raisonnable du stock de capital que nous permettent

7. Le prochain, maintes fois reporté, est programmé en 2018.

8. Population en âge de travailler (par convention, personnes de 15 ans et plus).

d'estimer les WDI, avec toutes les réserves de rigueur, est la somme de la Formation de capital fixe (FCF), publique et privée, réalisée année après année, par tête et en monnaie constante. En moyenne, entre 1981 et 2015, la FCF a été de 58 dollars (de 2010) par tête à Madagascar (61 dollars entre 1960 et 2015). À titre de comparaison, le ratio équivalent a été de 228 dollars pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, soit quatre fois plus qu'à Madagascar. Si l'on reprend nos comparateurs précédents, Madagascar est le pays où l'accumulation est sans conteste la plus faible. Les montants sont de 141 dollars au Bénin et 214 au Cameroun pour l'ensemble de la période ; de 81 dollars au Burkina Faso (depuis 1965) ; le cas ivoirien n'est pas très significatif puisque sans données avant 2008. Comme le niveau du capital était probablement plus élevé à Madagascar que dans d'autres anciennes colonies françaises, dont nos comparateurs font partie, du fait de l'importance supérieure accordée par la métropole à Madagascar par rapport à la plupart des autres zones d'Afrique subsaharienne, la question revient donc à s'interroger sur les raisons du déficit d'investissement dans le pays, en montant mais aussi en proportion du PIB. Avec environ 16 % du PIB (en moyenne depuis 1980), la formation de capital fixe à Madagascar est plus faible qu'en Afrique subsaharienne (18 %).

Pour essayer de conforter notre diagnostic par l'exemple, nous avons cherché un indicateur du capital qui soit à la fois illustratif, plus parlant et surtout moins sujet aux erreurs de mesure. La densité du réseau routier nous a semblé un bon candidat. Il est bien sûr lui-même très imparfait : il est biaisé (ne compte qu'un seul type d'infrastructures, essentiellement publiques ; pas les machines, les bâtiments, etc.) et lui-même contestable (qu'est-ce qu'on compte effectivement ?). Le résultat de notre test n'est pas concluant. Avec 3 km de route pour 1 000 ha (en 2011), Madagascar est mieux équipé que l'Afrique en moyenne (2,4 km). Il se situe dans la bonne moitié au niveau du continent (31^e sur 50 pays classés). Cette position moyenne se retrouve au niveau de nos comparateurs : Madagascar semble mieux raccordé que le Cameroun et surtout le Bénin, mais moins bien lotis que la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Ce bilan apparaît d'autant plus surprenant que la densité routière relève avant tout de l'investissement public dont on vient de souligner l'insuffisance (relative). En conclusion, sans prendre pour argent comptant les indicateurs existants, notre diagnostic qualitatif de sous-accumulation du capital, en particulier public, paraît raisonnable, et d'autant plus crédible qu'il a également été mis en avant par deux études récentes abordant cette problématique (D'HOORE, à paraître ; NAUDET et RUA, à paraître).

Dans un pays comme Madagascar, la question de la terre est évidemment un enjeu crucial. Ici encore et comme toujours, la question des données et de leur qualité se pose avec acuité. Nous nous en tiendrons à ce qui se fait de mieux en la matière, à savoir les données de la FAO, recoupées avec celles plus classiques des WDI, comme dans les paragraphes précédents. Madagascar est un grand pays sous-peuplé, mais cela en fait-il pour autant un pays riche en terre ? *A priori* non. En effet, selon la FAO, Madagascar disposait en 2005 de 0,45 ha de terre « cultivable » par personne, soit une

superficie deux fois inférieure à celle de l'Afrique subsaharienne en général (0,89), et la plus faible de nos quatre comparateurs. Le diagnostic doit cependant être nuancé. D'une part, Madagascar n'est en rien un point exceptionnel de ce point de vue : il se situe en 20^e position (des 53 pays classés) des pays les moins bien lotis, entre l'Afrique du Sud (0,41) et le Ghana (0,47), mais est mieux placé que l'Éthiopie (0,18), le Kenya (0,31) ou le Sénégal (0,37), par exemple. D'autre part, si l'on tient compte du potentiel irrigable de ces terres cultivables, Madagascar se situe mieux : avec près de 20 %, cette part est trois fois plus élevée qu'en Afrique (6 %). Au total, et toujours en 2005, Madagascar se classait en haut de l'affiche pour son potentiel irrigable. Avec 0,09 ha par personne, la Grande Île arrive en 42^e position continentale des pays classés par ordre de surface croissante, la moyenne africaine étant de 0,05 ha par personne ; nos quatre comparateurs se situant en deçà de ce seuil. Ici aussi, nos analyses, bien que grossières, montrent que, si Madagascar ne jouit pas d'une dotation factorielle exceptionnelle en terre, celle-ci n'est pas non plus particulièrement déficiente ; on en veut pour preuve l'importance du phénomène d'accaparement de terre, dont la fameuse « affaire Daewoo » ; en tout cas, rien sur ce plan qui explique la désastreuse performance de la croissance malgache.

La mesure du progrès technique pose une difficulté encore plus grande que celle des facteurs de production. Nous l'avons dit plus haut, il est identifié au résidu inexpliqué de la croissance (lorsque la croissance de la production est supérieure à celle de la quantité des facteurs travail et capital employés). Il se traduit donc à la fois dans la qualité des facteurs de production et l'efficacité de leur utilisation. Les brevets déposés ou le nombre de chercheurs dans un pays constituent des indicateurs indirects du progrès technique lié à l'effort de recherche et développement. Ces données sont disponibles dans les WDI. À Madagascar, entre 1994 et 2014, 37 brevets ont été déposés chaque année par des non-résidents et à peine huit par des résidents. Les chiffres sont aussi insignifiants en termes de personnels : Madagascar comptait sur la période 65 cadres travaillant dans le domaine de recherche et développement par million d'habitants (41 chercheurs et 24 techniciens). Malheureusement, aucun de ces indicateurs n'est disponible pour nos quatre pays de comparaison, pas plus que pour l'Afrique subsaharienne (ce qui indique en creux la faiblesse de ces éléments).

Pour pallier ce problème d'indicateurs indirects et imparfaits, la stratégie des économistes consiste à calculer la fameuse productivité totale des facteurs, c'est-à-dire le résidu qui « explique » la croissance, une fois décomptée la contribution des facteurs de production. Dans les pays en développement, ce calcul est souvent fait au prix d'hypothèses héroïques sur la forme et les paramètres de la fonction de production. Les *Penn Tables*, la base de données de référence dans ce domaine, proposent systématiquement une estimation de la PTF pour la plupart des pays du monde. Dans le cas malgache, les données ont été considérées comme ne permettant pas d'en fournir une estimation crédible, à l'instar d'un certain nombre d'autres

pays africains. Une posture que nous avons nous-mêmes adoptée, avec comme corollaire l'impossibilité de procéder à une décomposition standard de la croissance. Dans ce contexte et le cadre de notre fonction de production simplifiée, le seul bilan que l'on peut tirer à ce stade de nos analyses est que le déficit de croissance à Madagascar provient soit d'une accumulation défailante du capital physique, soit de gains de PTF déficients, soit des deux.

Tableau I
L'accumulation des facteurs de production (1960-2015)

	Madagascar	Afrique subsaharienne	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Cameroun
Travail						
Population (taux de croissance %)	2,8	2,6	2,7	2,4	3,4	2,7
Taux d'emploi (15 ans et plus)	84,1	63,6	71,9	81,0	64,0	65,3
Taux d'alphabétisation des adultes	66,6	58,9	29,1	22,7	40,7	65,3
Espérance de vie à la naissance	52,0	48,9	50,0	47,0	47,7	50,4
Capital physique						
Formation de capital fixe/tête (\$ 2010)	61	228	141	81	168	214
Densité du réseau routier (km/1 000 ha)	3,0	2,4	1,7	5,5	3,7	2,5
Terre						
Terre cultivable par tête (ha)	0,45	0,89	0,67	1,01	1,24	0,93
Potentiel d'irrigation (% terre cultivable)	19,0	6,0	4,6	1,8	2,3	1,9

Sources : WDI (2017), FAO (2005) ; calculs des auteurs.

Pour la FCF il s'agit de moyennes pour l'ensemble de la période. La série commence en 1965 au Burkina Faso, en 1981 pour l'Afrique subsaharienne et en 2008 en Côte d'Ivoire.

En conclusion, Madagascar n'apparaît pas moins doté en facteurs de production, à l'exception plausible du capital physique. Néanmoins et même si cette « anomalie » était fermement établie, se pose alors la question des causes. En effet, l'accumulation du capital est largement endogène : d'une part une faible croissance, donc une demande atone, réduit l'investissement (mécanisme connu sous le nom d'effet accélérateur) ; d'autre part, les mêmes facteurs peuvent inhiber à la fois la croissance et le capital. Notre exploration a donc seulement permis de repousser d'un cran la frontière des causes : si Madagascar accumule moins de capital, quelle en est la raison ? Par ailleurs, à volume de facteurs donné, d'autres éléments peuvent expliquer pourquoi leur combinaison donne des résultats plus médiocres à Madagascar qu'ailleurs, c'est-à-dire ce fameux « progrès technique » incorporé, entendu au sens le plus large, dont on peut explorer les multiples dimensions dans le cadre d'une fonction de production augmentée. C'est ce à quoi nous nous employons dans la suite de ce chapitre.

Les circonstances : l'histoire et la géographie ?

La contre-performance économique malgache apparaît d'autant plus aberrante si l'on prend en compte les « circonstances » exceptionnellement favorables dont ce pays (s')est doté du fait de son histoire et sa géographie. D'une part, Madagascar est un pays riche en ressources naturelles et en capital humain, et raisonnablement doté en terres arables. Il jouit de frontières naturelles et d'une unicité culturelle et linguistique (nonobstant quelques variations locales) qui ne doivent rien au découpage colonial. Grâce à une faune et une flore endémiques exceptionnelles, Madagascar se caractérise par une biodiversité sans équivalent dans le monde. À l'instar de la plupart des régions intertropicales, son écosystème est fragile et en voie de dégradation, mais cette évolution reste circonscrite (relativement à d'autres pays) du fait d'une pression anthropique limitée. De plus, la distribution de son patrimoine naturel (minéral et agricole) est plutôt équilibrée, ce qui lui a évité jusqu'ici de souffrir de la « malédiction des ressources naturelles » (*resource curse*) dans laquelle tant d'autres pays ont sombré. C'est d'ailleurs probablement une des raisons pour lesquelles Madagascar n'a jamais été durablement paralysé par des conflits armés internes, pas plus qu'externes, étant donné l'absence d'ennemis potentiels aux frontières. Tous ces éléments constituent autant d'avantages structurels (agroclimatiques, humains et politiques) que de nombreux pays pauvres (notamment ceux de la zone soudano-sahélienne) ne peuvent que lui envier.

Compte tenu de son acuité à l'échelle globale, et à Madagascar en particulier, il est important de dire un mot sur la question des catastrophes naturelles. Madagascar est en effet sensible à toute une série d'événements récurrents et en augmentation au cours de la période récente, en lien avec le changement climatique : cyclones, inondations, sécheresses, invasions acridiennes, etc. Madagascar est d'ailleurs considéré comme l'un des pays les plus vulnérables aux risques hydrométéorologiques. Effectivement, la base de données internationale EM-DAT, qui recense l'ensemble des catastrophes naturelles à l'échelle du monde⁹, et qui fait référence en la matière, ne compte pas moins de 76 événements depuis 1968 (date du premier enregistrement dans la base). Il s'agit essentiellement de cyclones (80 % des cas) et le nombre d'occurrences semble s'accroître avec le temps (48 des 76 ont eu lieu depuis 2000). Ces derniers ont causé près de 5 000 morts, et affecté plus de 16 millions de personnes. Il ne fait donc aucun doute que la Grande Île est sujette aux catastrophes naturelles. Néanmoins, la question qui nous intéresse ici est de savoir si elle l'est plus que les autres. La réponse est non, ou que cela dépend du type d'impact considéré. D'abord concernant le nombre de catastrophes, rapporté à la population (aujourd'hui) pour rendre l'indicateur comparable (on aurait aussi pu prendre la superficie), il est en moyenne de 3 épisodes (par million d'habitants) contre 2,4 en moyenne en Afrique, soit une prévalence légèrement plus élevée. De ce

9. Seules les catastrophes les plus importantes sont comptabilisées dans la base. Pour l'être, elles doivent remplir au moins une des trois conditions suivantes : avoir fait au moins 10 morts ; avoir affecté au moins 100 personnes ; avoir donné lieu à une demande d'assistance internationale ou à une déclaration d'état d'urgence.

point de vue, l'occurrence d'aléas climatiques n'apparaît pas extrêmement élevée, Madagascar se situant d'une part entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire (moins touchés) et d'autre part le Bénin et le Burkina Faso (au contraire plus affectés). Bien sûr, ces aléas climatiques peuvent être de plus ou moins forte intensité et causer des dégâts variables. De ce point de vue aussi Madagascar n'apparaît pas comme un pays spécifiquement malmené. En moyenne les aléas climatiques apparaissent plutôt moins meurtriers que dans de nombreux pays. Ainsi chaque épisode a fait en moyenne une soixantaine de morts à Madagascar contre près de 550 en Afrique. Au total, rapportées à la population, les catastrophes naturelles tuent près de cinq fois moins qu'en Afrique. En revanche, le nombre de personnes affectées est légèrement plus élevé à Madagascar : 223 000 contre 210 000 en Afrique en moyenne pour chaque catastrophe. En termes cumulés, les Malgaches ont une probabilité un peu plus forte d'être touchés que les Africains dans leur ensemble. Quant aux dommages et aux pertes économiques, on ne dispose pas d'indicateurs fiables à ce sujet, mais force est de constater que Madagascar n'a pas connu de catastrophes extrêmes. *In fine*, il semble que Madagascar, bien que touché par les aléas climatiques, ne soit pas (encore) dans une situation exceptionnelle dans ce domaine ; et donc que ces derniers ne puissent pas être invoqués pour expliquer la divergence du pays en termes de croissance. De plus, les dégâts (humains et matériels) des catastrophes naturelles résultent de l'interaction entre l'intensité physique d'un aléa climatique et la vulnérabilité socio-économique des ménages (WISNER *et al.*, 2014). Ainsi, la causalité va à l'inverse de celle envisagée ici : c'est plutôt parce qu'un pays est pauvre qu'il y a beaucoup de dommages que le contraire. Une conclusion partagée par D'HOORE (à paraître) dans son exploration de l'énigme malgache. Ce qui ne veut pas dire que les catastrophes ne sont pas appelées à jouer un rôle de plus en plus important à l'avenir.

Du point de vue de l'histoire, Madagascar avait à l'indépendance tous les atouts apparents pour réussir son décollage économique. Avant l'aventure coloniale, Madagascar était en voie d'unification politique sur une base endogène. L'État merina¹⁰ en cours de création présentait de nombreux traits communs avec ceux des pays asiatiques (centralisation étatique, bureaucratie, travaux d'irrigation, fiscalité, etc.), au point que son organisation économique a pu être qualifiée de mode de production asiatique (pour reprendre la terminologie marxiste). À l'aune des expériences contemporaines de développement, cette singularité est aujourd'hui largement considérée comme un atout. Dans le même temps, Madagascar semblait absorber sans fracture majeure les éléments de transformation sociétale introduits par les premières incursions des puissances occidentales (surtout sur les fronts économique, éducatif et religieux). Ainsi, par exemple, l'école y a été déclarée obligatoire en 1876, soit cinq ans avant la France. Sans nier le traumatisme imposé par la colonisation et son caractère inique et répressif, ainsi que les bouleversements qu'elle a engendrés, la rupture y a été bien moindre que dans d'autres contextes. Durant cette période,

10. Merina : un des groupes ethniques des hautes terres centrales de Madagascar.

Madagascar, considéré comme un des fleurons de l'empire colonial français, amorçait sa transformation économique. Cette attractivité peut être mesurée par la présence significative de colons établis dans la Grande Île, sans en faire toutefois une véritable colonie de peuplement. Dans les années 1930, Madagascar comptait environ 30 000 colons (essentiellement français), soit autant que l'AOF (Afrique occidentale française) et l'AEF (Afrique équatoriale française) réunies, comme le montre la comptabilité de l'Empire établie par le programme *Afristory* (COGNEAU *et al.*, 2017). Ce point mérite d'autant plus d'être souligné que certains travaux ont fait du taux d'installation des colons le principal facteur explicatif de la nature des institutions mises en place à l'époque (plus ou moins extractives) avec des conséquences décisives sur les institutions d'aujourd'hui d'une part, et sur le potentiel de développement de long terme de l'autre (ACEMOGLU *et al.*, 2001). Au lendemain de l'indépendance, les structures productives et le tissu social et politique se trouvaient dans les meilleures conditions, en comparaison de la plupart des autres pays colonisés qui accédaient au même moment à l'indépendance.

Les politiques économiques ?

Partant de ces indéniables avantages comparés, la désastreuse performance économique post-indépendance de Madagascar ne semble pas pouvoir s'expliquer par les seuls choix de politiques économiques. À gros traits, le pays a exploré successivement la plupart des options en présence sur « le marché » du développement au moment où il les mettait en œuvre (substitutions aux importations, ajustement structurel, lutte contre la pauvreté) sans aucun succès durable. Certains ont voulu voir dans l'expérience socialiste des années 1970 la rupture décisive ayant entraîné Madagascar sur une pente fatale. Cette interprétation nous semble caricaturale et erronée. En effet, le « socialisme à la malgache » impulsé par D. Ratsiraka dans le courant des années 1970 est sans commune mesure avec les expériences européennes, asiatiques, voire africaines en la matière. Il n'a été ni sanguinaire ni radical dans les domaines économique et politique, ne se distinguant sur ce plan qu'à la marge des politiques mises en œuvre par des pays restés dans le giron occidental (comme la Côte d'Ivoire par exemple) : rôle central de l'État, économie administrée, ivoirisation, nationalisation, domination du parti présidentiel, etc. De plus, il n'a été qu'une parenthèse de quelques années avant un revirement rapide à l'ajustement structurel, dès le début des années 1980. Enfin, d'autres pays s'étant également engagés dans cette voie de manière plus durable et plus profonde ont nettement mieux négocié leur conversion (exemple emblématique du Ghana ou encore du Bénin). Donc, si l'on veut bien faire l'économie de considérer l'épisode « socialiste » comme le *deus ex machina* des échecs ultérieurs, et dont il ne constitue lui aussi qu'un épiphénomène, Madagascar s'est globalement inscrit dans la lignée des politiques certes contradictoires, mais recommandées par les bailleurs de fonds (adoption des « bonnes politiques », pour reprendre le jargon en vigueur, plus

ou moins au bon moment), sans déviance majeure par rapport aux autres PED (Pays en développement, africains notamment).

Une bonne façon, partielle mais illustrative, d'asseoir et d'objectiver cette lecture de l'histoire économique de Madagascar, à partir d'éléments de preuve quantitatifs, est d'étudier les politiques de gestion des prix agricoles. En effet, un levier majeur de politique publique dans les pays en développement a été (et est toujours) le mode d'administration des filières de produits de rente. Source de premier plan de recettes d'exportation et publiques, ces filières ont été un champ d'expérimentation de premier plan des grandes orientations de politique économique, dans la double dimension : économie administrée contre économie de marché et stratégie d'import-substitution contre stratégie d'extraversion (arbitrage entre biens échangeables et non échangeables ; BANQUE MONDIALE, 2008). La création, puis le démantèlement des fameuses caisses de stabilisation agricoles, ou encore la manipulation des taux de change en sont les exemples les plus emblématiques.

C'est probablement ce qui a poussé la Banque mondiale à lancer dans les années 2000 un vaste projet de recherche intitulé « *Distortions to Agricultural Incentives* ». Ce dernier a débouché sur la création d'une base de données internationale visant à mesurer le niveau d'intervention sur les marchés agricoles. À grands traits, il s'agit de calculer le différentiel entre le prix de marché et les prix, souvent administrés, effectivement payés aux producteurs, et d'estimer la perte (ou le gain) en termes de commerce extérieur ou de bien-être (PIB). Ce programme a, par ailleurs, donné lieu à de très nombreuses publications, parmi lesquelles des monographies par pays, dont malheureusement Madagascar ne fait pas partie (ANDERSON, 2009). La base de données initiale couvrait les principales spéculations de 75 pays avec des informations annuelles pour une période de 50 ans (1955-2005) (ANDERSON et VALENZUELA, 2008). Dans sa dernière version, elle a été étendue à 82 pays et court jusqu'à 2010 (ANDERSON et NELGEN, 2013).

D'HOORE (à paraître), dans son article fondateur, a été le premier à mobiliser ces données pour explorer le « mystère malgache ». Les informations portent sur les dix principaux produits (riz, sucre, vanille, café, cacao, poivre, clou de girofle, manioc, maïs, patate douce). Sa principale conclusion est qu'effectivement les distorsions de prix ont été très défavorables aux producteurs (parmi les plus pauvres) et plus largement à la croissance du pays durant une longue période d'une vingtaine d'années (1970-1990), même si la ponction a été (trop) lentement résorbée. Nous inscrivant dans la lignée de cette première exploration, nous avons recalculé l'indicateur de distorsions, à savoir le volume de revenu potentiel qui n'est pas revenu aux producteurs en proportion du PIB, pour Madagascar, mais aussi pour un certain nombre de comparateurs. Il convient de souligner qu'en dehors des imprécisions dues aux données elles-mêmes (un certain nombre d'hypothèses ont dû être faites par les auteurs de la base), la conception même est « idéologiquement » connotée et mériterait d'être discutée plus avant. De manière sous-jacente, elle porte l'idée que le différentiel

de prix, la ponction quand il est négatif, est une distorsion et ne peut pas avoir été utilisé de manière productive, par exemple pour investir dans des infrastructures publiques susceptibles d'avoir un impact positif sur la production. C'est le défaut d'un raisonnement strictement comptable, en équilibre partiel, sans tenir compte des effets indirects et de rétractions, qualifiés d'externalités ou d'effets d'équilibre général par les économistes.

Nous retrouvons pour Madagascar les mêmes résultats que D'HOORE (à paraître). Moyennant l'acceptation des hypothèses ci-dessus, Madagascar se caractérise par un important biais urbain. Inférieure à 5 % du PIB durant toute la I^{re} République, la ponction sur les paysans s'est brutalement aggravée à partir de 1972, jusqu'à atteindre près de 13 % du PIB en 1976. Après un premier recul dès 1977 et une stagnation sur un palier situé à 10 % jusqu'au début des années 1980, l'écart s'est progressivement résorbé, avec l'ajustement structurel. Mais il faudra attendre le milieu des années 1990 pour que le niveau revienne à zéro, les producteurs étant alors supposés récupérer l'intégralité du prix mondial (déduction des coûts d'acheminement). Le profil des distorsions suit directement le cycle politique. Mais, le plus intéressant, comme nous l'annoncions, est que finalement le cas malgache n'est pas vraiment spécifique (fig. 4). Nos calculs montrent que de nombreux pays africains ont suivi des orientations similaires. Le profil des distorsions pour cinq pays africains choisis de manière raisonnée (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, et Sénégal) est proche de celui observé pour Madagascar. Pour tous, on observe la forme en U, avec un pic dans les années 1970. Si le niveau de la « ponction » semble plus élevé à Madagascar au point le plus bas (première moitié des années 1970), peut-être la plus grande spécificité de la Grande Île est la lenteur de résorption au cours des années 1980. Mais deux faits majeurs méritent l'attention. D'abord, la ponction s'est transformée en surplus dans la première moitié des années 2000, Madagascar étant le seul pays à voir s'opérer ce transfert positif. Ensuite et surtout, le volume des distorsions est infiniment inférieur à celui observé en Côte d'Ivoire, un cas pourtant longtemps considéré comme un exemple de réussite dans ce domaine (cf. l'exemple emblématique de la filière cacao). De ce point de vue, le président Houphouët-Boigny, pourtant chantre affiché du libéralisme dans le champ économique, n'a pas fait mieux que le président Ratsiraka, tenté un temps par les sirènes du socialisme et compté dans le camp des ennemis de l'Occident. Le même type de conclusion pourrait être tiré de la comparaison entre le Ghana, qui lui aussi a fait l'expérience du socialisme, et la Côte d'Ivoire, deux pays offrant par ailleurs de nombreux points de comparaison – dont celui d'avoir une frontière, une histoire et des populations d'origine commune –, mais aussi avec le Sénégal ou le Cameroun, moins extrêmes que la Côte d'Ivoire en termes d'administration des prix et toujours restés dans le giron capitaliste.

Finalement, nos analyses comparatives montrent une fois de plus que Madagascar n'a pas suivi un cycle de politiques économiques complètement déconnecté de celui des autres pays du continent qui nous servent de comparateurs. Il faut donc chercher ailleurs les raisons du mystère malgache. Nos explorations apportent un autre élément dans la caractérisation de l'économie

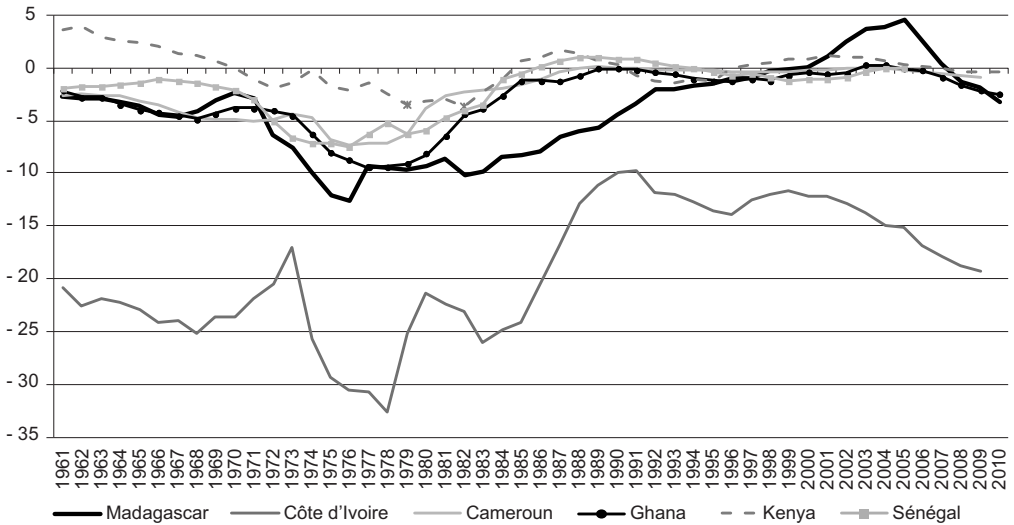


Figure 4

Distorsions dues aux prix agricoles à Madagascar et en Afrique, 1961-2010 (en % du PIB).

Sources : www.worldbank.org/agdistortions ; calculs des auteurs.

Note : moyenne mobile sur 5 ans.

malgache. Si rentes il y a, il s'agit dans l'ensemble de filons de taille modeste, comparativement à d'autres pays. Nous le constatons ici pour les filières agricoles, mais c'est aussi vrai des ressources publiques, dont la fiscalité et l'aide internationale, une constante tout au long de l'histoire malgache. En conséquence les stratégies de captation des rentes seront par nature assises sur des assiettes de dimension modeste.

La gouvernance ?

L'échec économique de Madagascar ne peut pas non plus s'expliquer par la piètre qualité de ses institutions et de sa gouvernance, tout au moins telle qu'elle est mesurée par les indicateurs officiels existants. Comme nous l'avons vu, ces dernières étaient à l'indépendance plutôt meilleures que dans d'autres pays de développement comparable. De plus, les indicateurs de gouvernance tels qu'ils apparaissent dans les grandes bases de données internationales ne sont pas significativement plus faibles à Madagascar que ceux, il est vrai peu satisfaisants, observés sur le continent. Les *Worldwide Governance Indicators*, développés par la Banque mondiale et qui constituent probablement la source la plus complète existante à ce jour sur la gouvernance (KAUFMANN et KRAAY, 2008), permettent d'illustrer ce propos sur la période 1996-2015¹¹. Bien que celle-ci couvre deux crises majeures (2002 et 2009), la position relative de Madagascar

11. L'émergence des indicateurs de gouvernance datant du milieu des années 1990, il n'est malheureusement pas possible de remonter plus loin dans le temps.

dans le concert des nations est en moyenne meilleure que celle de l'Afrique subsaharienne, qui elle-même est dans une situation plus favorable que l'Asie du Sud-Est.

La figure 5 présente l'évolution de la moyenne des positions relatives de Madagascar parmi les quelque 200 pays que compte la base, sur les six dimensions prises en considération (*Voice & Accountability*, *Political Stability & Absence of Violence*, *Government Effectiveness*, *Regulatory Quality*, *Rule of Law* et *Control of Corruption*). Alors que l'Afrique subsaharienne se situe au niveau du 30^e percentile sur vingt ans, Madagascar progresse du 40^e au 50^e percentile, avant que sa position ne se dégrade à partir de 2007, pour finalement régresser légèrement sous le niveau continental avec la crise politique de 2009 (mais la différence n'est pas significative). On notera que l'amélioration observée sur la période post-crise (2014-2016) est à peine perceptible. Pour poursuivre la mise en perspective amorcée précédemment en matière de croissance, nous reprendrons le même jeu de pays africains. Madagascar y apparaît toujours largement mieux placé que le Cameroun et la Côte d'Ivoire, sauf dans la période la plus récente où elle opère un spectaculaire rétablissement avec la fin de la guerre civile. Madagascar, qui faisait jeu égal avec le Bénin et le Burkina Faso (et même un peu mieux au début des années 2000), a décroché depuis la crise de la fin des années 2000. Pourtant, tous ces pays ont enregistré des performances économiques sans commune mesure avec celles de la Grande Île.

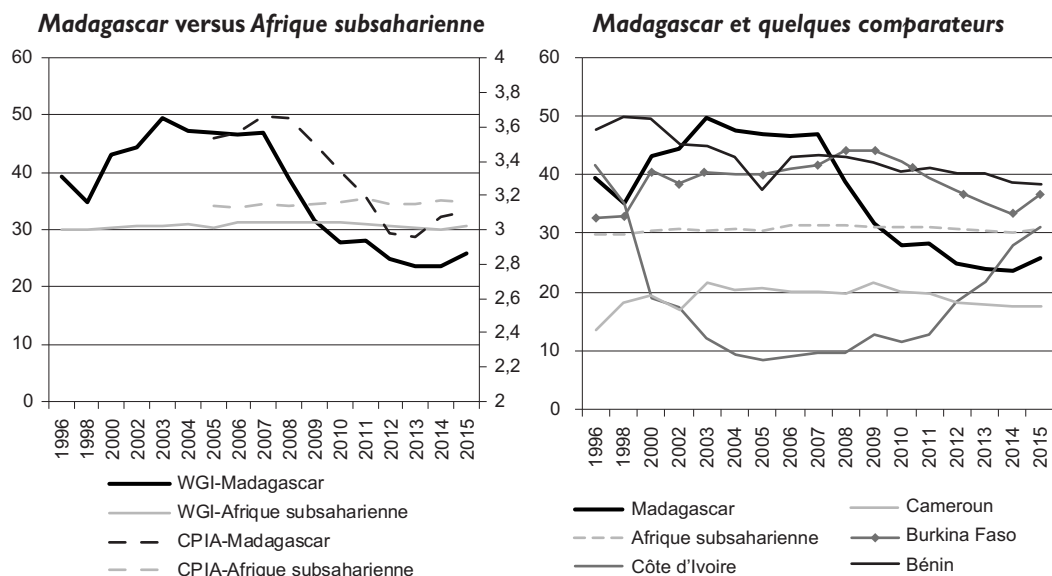


Figure 5
Évolution comparée de la gouvernance à Madagascar, 1996-2016.

Sources : WGI, 2017 ; calculs des auteurs.

L'indicateur correspond à la moyenne arithmétique du percentile des six dimensions de la gouvernance retenues par les WGI. Pour la définition du CPIA, voir note 12.

Le niveau moyen de la gouvernance tel que présenté dans la figure 5 est finalement assez peu informatif tant les composantes qui ont servi à son calcul sont hétérogènes. Pour aller au-delà, la figure 6 (panels 1 à 3) désagrége chacune des six dimensions individuelles sur l'ensemble de la période 1996-2015. Les conclusions précédentes en sortent confortées : Madagascar « domine » l'Afrique subsaharienne, le Cameroun et la Côte d'Ivoire sur tous les fronts.

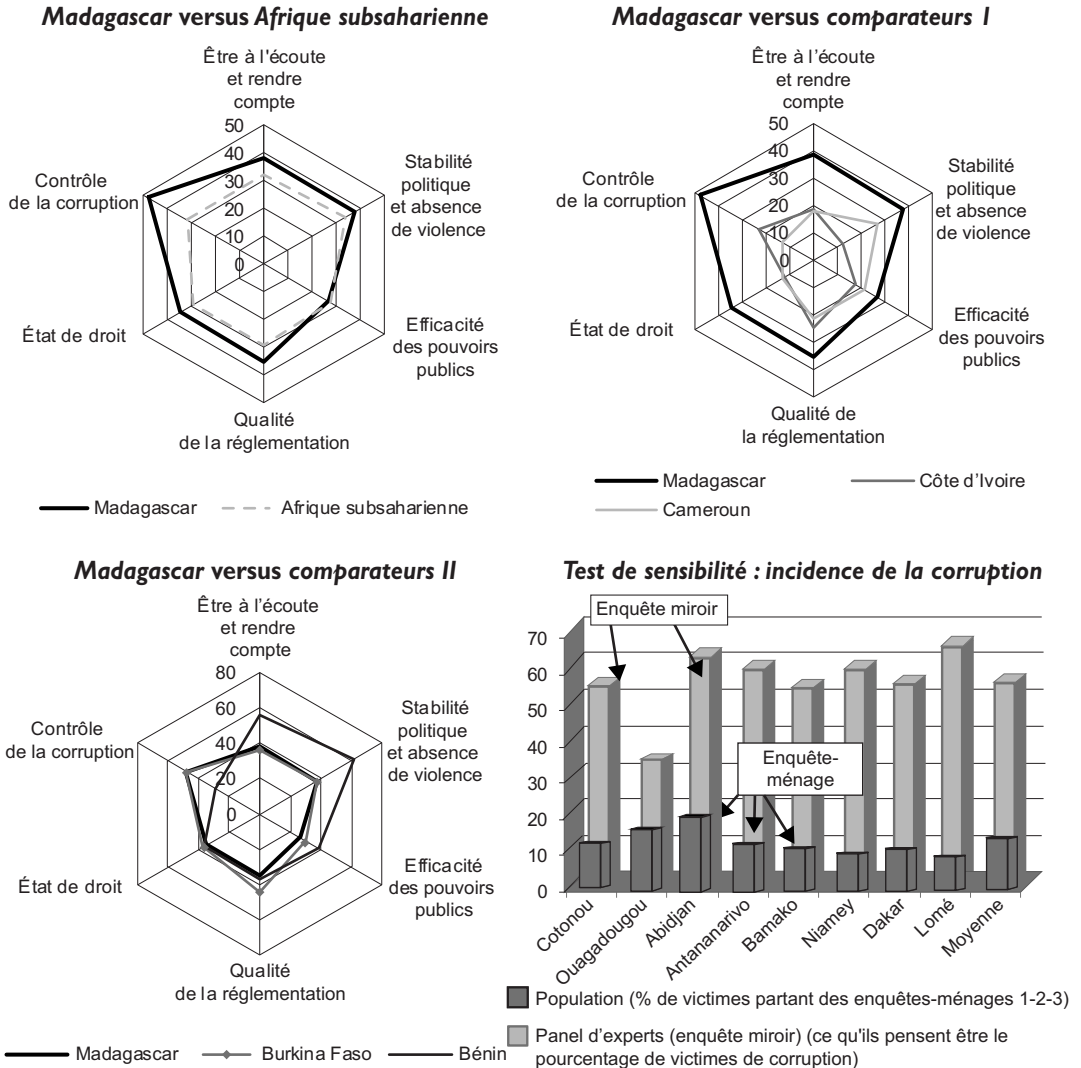


Figure 6
Dimensions individuelles de la gouvernance à Madagascar.

Sources : WGI, 2017 (panel 1-3) RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2010b (panel 4) ; calculs des auteurs.
Les indicateurs des panels 1 à 3 ; correspondent à la moyenne arithmétique du percentile de chacune des six dimensions de la gouvernance retenues par les WGI pour les années 1996 à 2011.

Le profil moyen de gouvernance du Burkina Faso est étonnamment semblable à celui de Madagascar. Enfin, et comme attendu, le Bénin apparaît dans l'ensemble mieux gouverné que Madagascar, essentiellement dans deux domaines : *Voice & Accountability* et *Political Stability & Absence of Violence* ; il se comporte en revanche moins bien en matière de *Control of Corruption*. Encore convient-il de relativiser la bonne performance relative du Bénin qui s'explique largement par la dégradation de la situation à Madagascar en lien avec le coup d'état de 2009. En 2004 par exemple, Madagascar se place à la hauteur du Bénin dans les deux dimensions où ce dernier enregistre ses meilleurs scores et, en 2007, date à laquelle Madagascar se trouve encore en haut de sa courbe de gouvernance, la Grande Île est sensiblement mieux classée que le Bénin sur quatre des six indicateurs sous revue.

À l'instar des données économiques, les indicateurs de gouvernance sont loin d'être d'une fiabilité à toute épreuve (ARNDT et OMAN, 2006 ; RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2010b). Afin de s'assurer que le classement relativement favorable de Madagascar n'était pas dû à une prime de perception de la part d'experts internationaux (comme ce fut le cas de manière avérée sous le régime de M. Ravalomanana, un des *donors darlings*¹², bien en cour auprès de la communauté du développement), le panel 4 de la figure 6 présente l'incidence de la petite corruption bureaucratique dans huit pays africains, dont Madagascar. Certes, ce test de robustesse n'est que partiel puisqu'il ne concerne qu'une des dimensions de la gouvernance (et même seulement une de ses composantes, puisque la grande corruption n'est pas mesurée – ni mesurable d'ailleurs), mais il présente l'avantage de fournir une mesure objective (l'expérience effective de la corruption par les ménages) et non une perception par nature plus subjective.

Le principal enseignement que l'on peut tirer de cette comparaison est que Madagascar se situe dans la moyenne des huit pays où l'expérience a été menée. Les mesures de la corruption au quotidien collectées par les enquêtes *Afrobaromètre*, cette fois au niveau national et sur un plus grand nombre de pays, vont dans le même sens : Madagascar y occupe une position médiane en Afrique, et même probablement plus favorable si l'on tient compte du fait que les enquêtes n'ont été menées que dans les pays engagés dans un processus démocratique, dont on peut penser qu'ils sont moins corrompus que les autres (LAVALLÉE *et al.*, 2010). Ces résultats confirment en tout cas que l'écart de taux de croissance n'est pas *a priori* dû à un déficit structurel en matière de gouvernance.

Toutes les autres bases de données internationales sont convergentes : Madagascar n'est pas un point aberrant (*outlier*) en termes de gouvernance.

12. Les pays qui ont l'heur de plaire aux bailleurs de fonds pour leur zèle à mettre en œuvre les jeux de réformes qu'ils préconisent, au gré des modes du moment, sont souvent qualifiés de « *donors darlings* » (« chouchous des donateurs »), de « *poster boys* » (« idoles de magazines ») ou encore de « *front runners* » (« champions »).

Par exemple, selon le CPIA¹³, Madagascar se plaçait en 2011 (au cœur de la crise), au même niveau que l'Afrique subsaharienne et n'était toujours pas considéré comme un État fragile (BANQUE MONDIALE, 2012) ; pas plus qu'il ne l'était entre 1999 et 2005, selon le *CIFP Fragility Index* (NAUDÉ *et al.*, 2012). Une première clef de l'énigme malgache est que, si l'on accepte la thèse selon laquelle le développement économique d'un pays est intimement lié à la qualité des institutions qu'il a su forger (voire en est la conséquence), les indicateurs courants de qualité institutionnelle sont incapables d'identifier la défaillance malgache. En revanche, malgré leurs limites, ces indicateurs semblent montrer que le nouveau pouvoir issu des urnes fin 2013 n'a pas réussi à redresser la situation qui s'est détériorée durant la dernière crise en matière de gouvernance, comme dans d'autres domaines, ce qui pose la question de savoir si la résilience de l'économie malgache n'est pas entamée.

L'ethnicité : la clef du mal malgache ?

Dans leur tentative d'expliquer la contre-performance africaine (la fameuse *Africa dummy*), les économistes se sont massivement tournés vers une interprétation essentialiste : sa diversité ethnique. L'article fondateur d'EASTERLY et LEVINE (1997), intitulé « *The African Growth Tragedy* », a marqué le lancement d'une longue série de travaux mettant l'ethnicité au cœur du problème africain. Cette interprétation reste très prégnante, aussi bien dans la littérature savante que dans la vulgate sur l'Afrique subsaharienne, en présentant le grand avantage d'entretenir le sens commun. Nous ne nous interrogerons pas ici sur les critiques sévères qui ont été adressées à cette thèse, pour nous concentrer sur les caractéristiques malgaches en termes d'ethnicité.

À première vue, Madagascar n'échappe pas à la règle, au contraire : le niveau de fractionnement ethnique y est à son maximum possible et l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne (0,88). Ce constat vient étayer nombre d'analyses qui font de la fracture entre Merina et « Côtiers »¹⁴ la clef de lecture centrale de l'histoire malgache, et ce à toutes les époques : de la période précoloniale (les royaumes merina ayant progressivement subjugué les entités politiques « côtières ») à la période post-indépendance (jusqu'aux années 2000, l'interdiction pour un Merina de briguer la présidence était une règle tacite), en passant par la colonisation (les autorités françaises, dans leur volonté d'assurer leur domination, n'ont eu de cesse de réduire le pouvoir des élites merina au profit des élites « côtières »).

La figure 7 montre néanmoins une première anomalie dans la composition ethno-linguistique de Madagascar. Alors que les fragmentations ethnique et linguistique sont en général hautement corrélées, ce n'est pas le cas à Madagascar,

13. Le CPIA (*Country Policy and Institutional Assessment*), élaboré par les experts de la Banque mondiale, est censé mesurer la qualité des améliorations des politiques et institutions publiques à l'aune de 16 indicateurs du développement, dans quatre domaines : la gestion économique, les politiques structurelles, les politiques d'insertion sociale et d'équité, ainsi que la gestion et les institutions du secteur public.

14. Le terme « Côtier » est appliqué depuis la colonisation pour caractériser les membres des ethnies non originaires des hautes terres (Merina et Betsileo), quand bien même leur territoire, comme celui des Bara, n'aurait pas d'accès à la mer.

qui représente de ce point de vue une exception. Le niveau de fragmentation linguistique est de loin le plus faible d'Afrique (et l'un des plus faible du monde) puisqu'il est proche de zéro (0,02). Ceci reflète l'unicité linguistique du pays et plus largement la très forte homogénéité culturelle de la Grande Île.

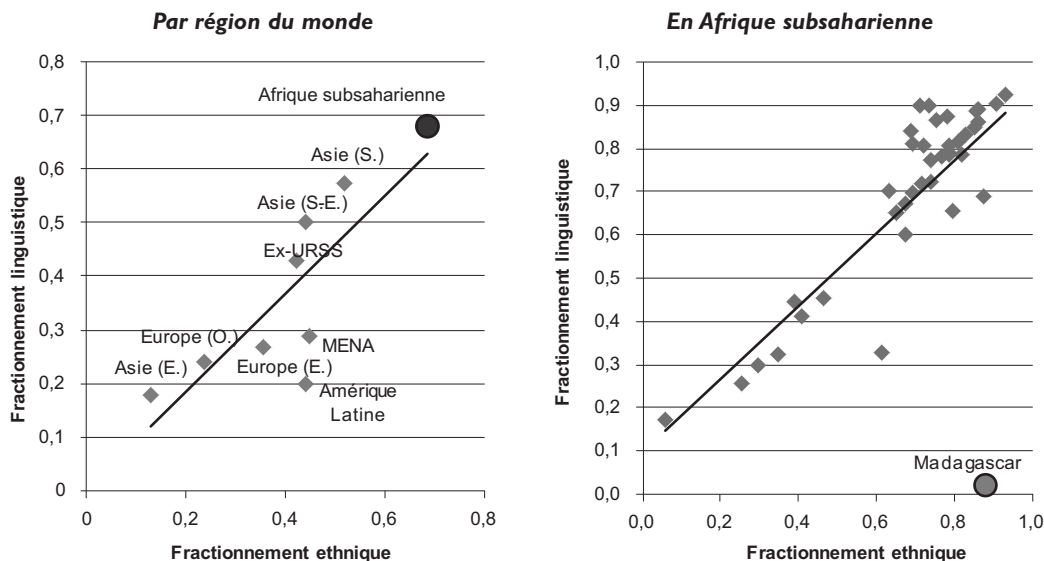


Figure 7
Fragmentations ethnique et linguistique comparées de Madagascar.

Sources : FEARON (2003) ; calculs des auteurs.

Si la fragmentation ethnique est élevée à Madagascar, ceci n'implique pas nécessairement que l'ethnicité puisse être considérée comme l'alpha et l'oméga des dynamiques politiques, sociales ou économiques. Les enquêtes *Afrobaromètre* permettent de tester ce postulat malheureusement trop courant... et de l'invalidier. Comme l'illustre la figure 8, Madagascar est l'un des pays (sinon le pays) du continent où la dimension ethnique dans la vie politique et économique est la moins marquée (en tout cas pour la vingtaine de pays où les enquêtes ont été conduites). Massivement, les Malgaches privilégient leur identité nationale à leur identité ethnique (seuls les Tanzaniens se montrent plus attachés à l'identité nationale). Ils sont de loin les moins nombreux à considérer que certains groupes ethniques sont discriminés (à peine 10 %, et seulement 3 % pensent que c'est souvent le cas). Enfin, la grande majorité des Malgaches affirment que leur groupe ethnique n'exerce ni plus ni moins d'influence politique que les autres. Cette faible prégnance du fait ethnique à Madagascar avait déjà été identifiée dans des études précédentes (ROUBAUD, 2000 ; RAMAMONJISOA, 2002), mais jamais de façon aussi indiscutable. Il est d'ailleurs tout à fait symptomatique que les tentatives récurrentes des hommes politiques pour activer le ressort ethnique, comme ce fut le cas par exemple lors de la crise de 2002, ont systématiquement échoué.

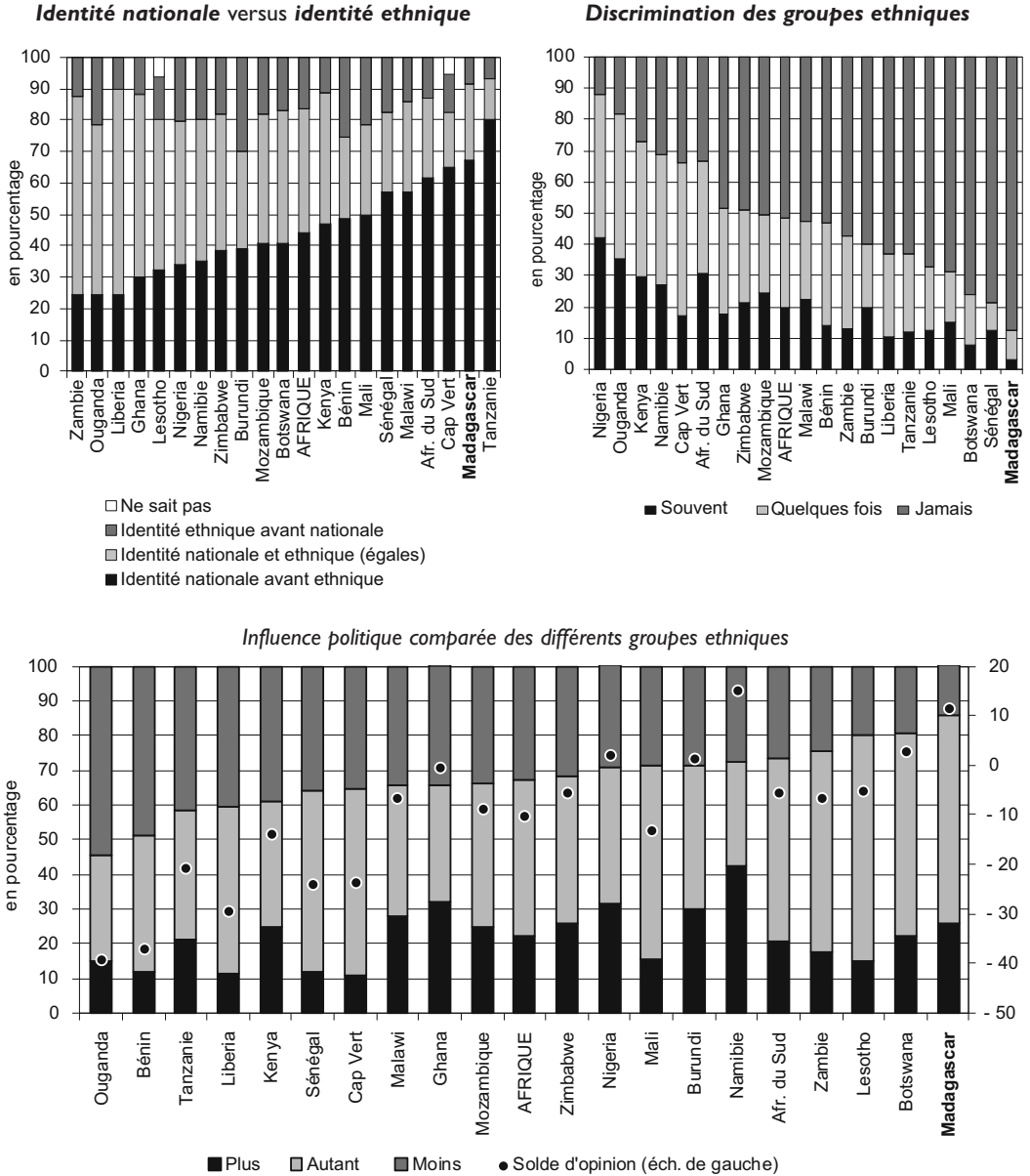


Figure 8
La faible prégnance de l'ethnicité à Madagascar et en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2008) ; calculs des auteurs.

Les questions sont formulées comme suit : « Supposons que vous ayez à choisir entre être Malgache et être de [groupe ethnique du répondant], laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ? », « Est-ce que les [groupe ethnique du répondant] sont traités injustement par le gouvernement ? », « Les membres de votre groupe ethnique ont-ils moins, autant ou plus d'influence sur la politique que les autres groupes de ce pays ? ».

Une première incursion en économie politique

Au terme de ce premier balayage des explications possibles de la contre-performance économique de Madagascar depuis l'indépendance, le mystère s'épaissit. La plupart des facteurs explicatifs invoqués dans la littérature semblent jouer à contre-emploi. Ces derniers sont dans l'ensemble plutôt meilleurs que ceux observés en Afrique subsaharienne, alors que la croissance de long terme y est significativement plus faible. Tout l'enjeu de la suite de cette étude va consister à rechercher les fondements de ce résidu inexpliqué, pour reprendre le vocabulaire de l'économétrie de la croissance. Alors que celle-ci s'est employée à tenter de réduire la *dummy* africaine, nous nous trouvons dans la situation paradoxale de devoir expliquer la *dummy* malgache (dans le contexte africain).

Ce constat n'est pas nouveau pour nous. La récurrence systématique des crises politiques suite aux (trop) rares phases d'expansion économique nous amenait il y a déjà dix ans, à l'occasion des événements de 2002, à nous demander si Madagascar refusait le développement, sans pour autant proposer un schéma interprétatif complètement satisfaisant. Le principal enseignement que nous tirions de ce phénomène était que l'approche économiciste qui dominait le champ des politiques de développement en cette période d'ajustement finissant était incapable d'appréhender la trajectoire globale du pays. Au minimum, l'analyse conjointe et les interactions entre transition politique et économique, caractéristique de la fin des années 1990, devaient être menées de conserve¹⁵. La nouvelle crise a rendu plus évidente cette intrication entre cycles économique et politique, et le paradoxe afférent est devenu un truisme aux yeux de la plupart des analystes de Madagascar. Mais, pour ce faire, il ne suffit pas de juxtaposer les histoires économiques et politiques, ni même d'en étudier les interactions en mobilisant les approches classiques de l'économie, d'une part, et de la science politique de l'autre, mais il est nécessaire de les dépasser pour donner du sens à l'« énigme » et au « paradoxe » malgache. C'est justement ce que les nouveaux travaux d'économie politique peuvent nous apporter.

Dans ce registre, le cadre conceptuel proposé par North et ses coauteurs (NORTH *et al.*, 2009 et 2012a) sur la nature des états naturels et les ordres d'accès ouvert apparaît tout à fait stimulant (encadré 1 sur les différents types de régimes proposés par les auteurs). En effet, la concomitance entre périodes d'expansion économique et crises politiques laisse supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays pourrait être sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Dans cette hypothèse, tenter de comprendre

15. Tel était d'ailleurs l'objectif initial du projet « Madio » que nous avons lancé en 1995, qui portait sur l'analyse du double processus de transition économique et politique à Madagascar, avec une première publication sur ce thème l'année suivante (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 1996).

Encadré I
Présentation schématique des différents ordres sociaux
du cadre North et al. (2009 et 2012a)

OAL (Ordre d'accès limité, en anglais LAO : *Limited Access Order*) ou état naturel (schéma 1) : coalition dominante limitant l'accès au pouvoir politique et économique ; enrichissement lié à l'accès aux rentes ; relations sociales basées sur des rapports personnels (liens, loyauté, statut, hiérarchie). Environnement peu propice au développement.

– OAL « fragile » : instabilité des organisations ; absence de contrôle de la violence ; institutions faibles ; État n'assurant pas l'offre de biens publics ;

– OAL « basique » : gouvernement bien établi et durable ; organisations stables (sous le contrôle d'une coalition dominante) ; mais violence contrôlée par des organisations éparses ;

– OAL « mature » : application de l'État de droit chez les élites ; meilleur contrôle de la violence ; renforcement des organisations non étatiques (organisations du secteur privé, opposition, société civile).

OAo (Ordre d'accès ouvert, en anglais *Open Access Order*) : accès ouvert permettant la concurrence dans le champ politique et économique (ce qui induit l'innovation et la création de valeurs) ; monopole du contrôle de la violence par l'État ; relations sociales régies par des échanges impersonnels, institutions fortes. Environnement propice au développement.

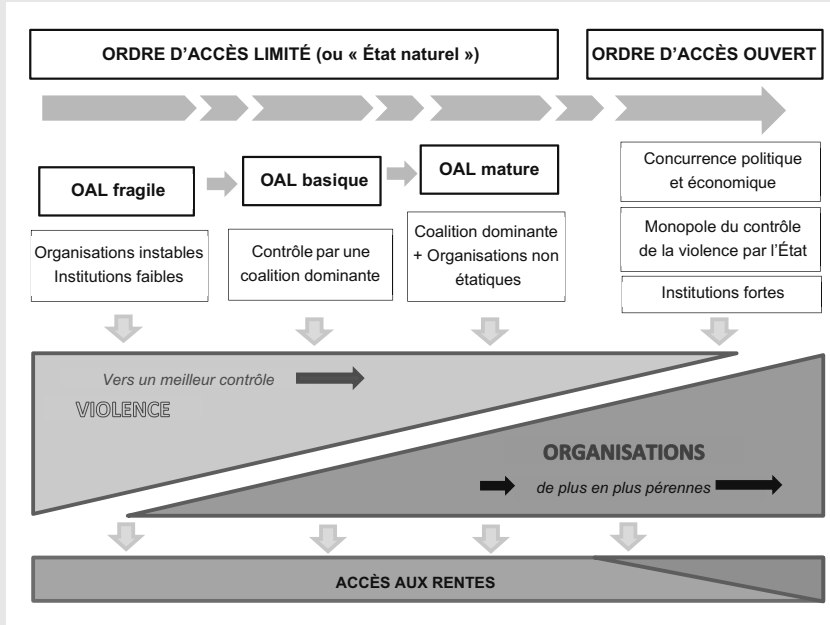


Schéma 1
Le cadre conceptuel de North et al. (2009 et 2012a).

Source : élaboration des auteurs.

l'« énigme » et le « paradoxe » malgaches nécessite non seulement d'analyser les mécanismes économiques en œuvre, mais aussi de prendre en compte les éléments du contexte sociopolitique dans lesquels ils se déploient. Les jeux de pouvoir, les élites et les institutions qu'elles façonnent à leur profit sont évidemment au cœur de ce complexe. Il est d'ailleurs tout à fait symptomatique que, face au désarroi engendré par la « découverte » du paradoxe malgache, désarroi d'autant plus profond que, avant le déclenchement de la crise, Madagascar était (re)devenu aux yeux de la communauté internationale en mal de modèle l'un des rares *poster boy* du développement en Afrique, les études adoptant ce cadre d'analyse se soient multipliées bien au-delà de ce que l'on peut observer dans d'autres PED. Plusieurs études fondées sur ces prémices, en passe de devenir la nouvelle *doxa*, y ont été publiées depuis le déclenchement de la crise de 2009, soit explicitement (BANQUE MONDIALE, 2010 ; URFER, 2012a), soit implicitement (MORISSET, 2009 ; JÜTERSONKE et KARTAS, 2010).

En première lecture, le cadre d'analyse proposé par NORTH *et al.* (2009, 2012a) apparaît très séduisant, aussi bien d'un point de vue général, que pour l'application qu'on pourrait en faire dans le cas de Madagascar. Au-delà du lien intrinsèque entre trajectoires économique et politique souligné précédemment, l'économie politique pointe l'importance d'autres éléments clefs. Elle permet de dépasser le carcan de l'individualisme méthodologique, en redonnant aux acteurs sociaux (organisations, groupes organisés, etc.) un espace d'intervention central dans la dynamique économique à l'œuvre. Le rôle que ces acteurs sociaux confèrent aux élites (*powerful groups*) et aux coalitions qu'elles nouent pour le partage des rentes économiques et le contrôle de la violence apparaît effectivement incontournable pour comprendre la dynamique politico-économique de Madagascar. Elle montre aussi que l'extrême personnalisation des institutions et leur détournement par les groupes élitaires à leur propre profit font que même les organisations formelles importées du nord ne fonctionnent en rien comme leurs homologues et, partant, ne produisent pas les mêmes résultats que dans les ordres d'accès ouvert.

Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur l'application de ces concepts au cas malgache et d'apprécier leur pertinence dans les parties suivantes. Néanmoins, il nous semble important dès maintenant de montrer que ces thèses sont loin de fournir le sésame pour comprendre la trajectoire malgache, au moins en ce qui concerne leurs tentatives de déclinaison en termes quantitatifs. Cette première exploration se base sur un article qui justement utilise le cadre théorique de NORTH *et al.* (2009 et 2012a) pour en tester la validité par une approche économétrique (GOLLWITZER *et al.*, 2014). Une telle ambition est évidemment très exigeante¹⁶, et les auteurs sont obligés de se limiter à l'une des nombreuses hypothèses mises en avant par NORTH *et al.* (2009 et 2012a), à savoir les conditions de passage d'un état naturel (ou d'un

16. De ce point de vue, BLUHM et SZIRMAI (2012) s'interrogent sur le statut théorique des thèses de NORTH *et al.* et la possibilité de les « mettre en équation » (« *It is not quite clear to the reader whether the North et al. framework is really a theory of economic development, or rather a theory of overall modernization of society, or perhaps only an insightful typology* »).

ordre d'accès limité) à un ordre d'accès ouvert (*doorstep conditions*). NORTH *et al.* (2009) identifient trois conditions :

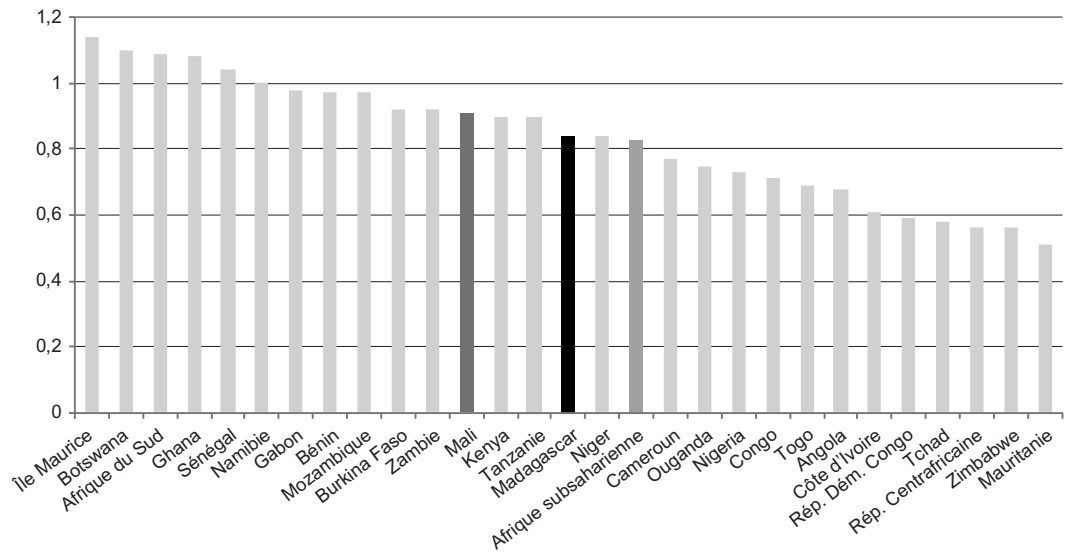
- l'établissement d'une règle de droit pour les élites (*rule of law for elites*) ;
- l'existence d'organisations pérennes (*support for perpetually lived elite organizations*) ;
- le contrôle de la violence par le politique (*political control of the organizations with violence capacity*).

En s'appuyant sur différentes bases de données internationales, et tout particulièrement l'*Institutional Profiles Database* (IPD) de l'AFD (CROMBRUGGHE *et al.*, 2010), *a priori* la plus appropriée pour appréhender les concepts de NORTH *et al.* (2009 et 2012a), ils construisent des mesures synthétiques des trois conditions d'accès mentionnées ci-dessus (ainsi qu'un indicateur agrégé), puis tentent d'estimer l'impact causal du degré d'avancement de ces mesures sur différentes variables de performances économiques et politiques. Notre propos n'est pas ici de discuter l'approche et les conclusions de cette étude, mais d'apprécier la position relative de Madagascar. Les résultats n'apparaissent pas très convaincants. Le premier panel de la figure 9 montre que Madagascar occupe une position intermédiaire en Afrique subsaharienne, se situant grosso modo au même niveau que la moyenne continentale pour l'indicateur agrégé de conditions d'accès¹⁷. La Grande Île est mieux placée que le Cameroun et surtout que la Côte d'Ivoire, mais apparaît nettement moins performante que le Bénin et le Burkina Faso. Un diagnostic plus fin par composante (panels 2 et 3 de la fig. 9) confirme que Madagascar ne se distingue de la moyenne africaine sur aucune des trois conditions, et semble relativement plus avancé quant à la pérennité de ses institutions.

Ce premier chapitre a dans un premier temps dressé un état des lieux de la croissance malgache sur une longue période. Il a mis en lumière ce que nous avons convenu d'appeler le « mystère » malgache, caractérisé à la fois par une tendance involutive continue (l'« énigme ») et par une récurrence systématique des crises politiques durant les rares périodes de rebond de la croissance (le « paradoxe »). Dans un second temps, nous avons balayé un large spectre de théories de la croissance et du développement économiques, y compris les plus récentes, susceptibles d'expliquer ces deux phénomènes. Le principal enseignement que l'on peut tirer de ces premières analyses, est que ces théories s'avèrent incapables de rendre compte du « mystère » malgache, qui non seulement reste entier, mais apparaît encore plus opaque qu'en première lecture. C'est à relever ce défi que s'attellent les quatre chapitres suivants, à la fois en allongeant la profondeur historique de nos analyses (chap. 2), en mobilisant les outils de l'économie politique pour recomposer l'ensemble des éléments empiriques existants mais éparpillés afin de comprendre la façon dont Madagascar fonctionne (chap. 3 et 4), et enfin en mettant un coup de projecteur sur le monde des élites, un univers aussi opaque que fantasmatique (chap. 5).

17. Nous avons souligné dans la figure la place du Mali, en guerre ouverte entre janvier 2012 et juin 2015 et toujours aujourd'hui déstabilisé au Nord par les djihadistes, pour montrer toute la difficulté à appréhender la solidité institutionnelle et la piètre capacité prédictive de l'indicateur.

Condition agrégée : position relative de Madagascar en Afrique subsaharienne



Conditions individuelles

Madagascar versus Afrique subsaharienne

Madagascar et ses comparateurs

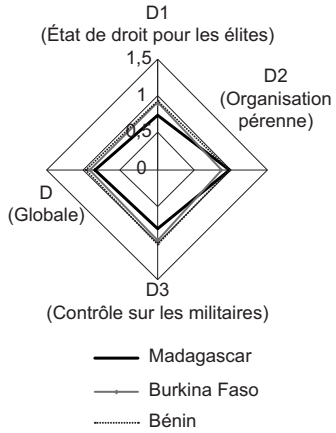
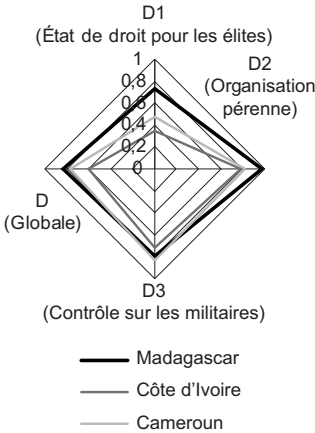
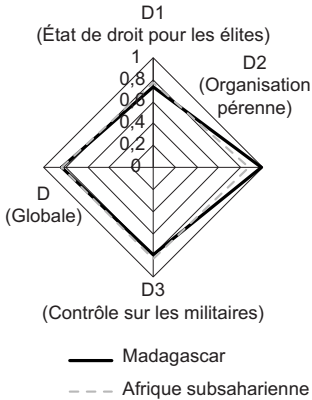


Figure 9
Madagascar et les conditions de passage à un ordre d'accès ouvert.

Sources : d'après GOLLWITZER et al. (2014) ; calculs des auteurs.

Chapitre 2

Repères pour une économie politique de la trajectoire malgache



Ce chapitre vise à fournir un cadre interprétatif de la trajectoire malgache sur le long terme en retraçant les nœuds structurants de son économie politique. La concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse en effet supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays est sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Une telle hypothèse invite à opérer une relecture de l'histoire longue en appliquant une grille d'analyse d'économie politique : quels sont les acteurs en présence à chaque période et quels liens entretiennent-ils les uns aux autres, quelles sont les principales sources de pouvoir et de richesse, quelles sont les institutions qui contribuent à la régulation sociale, quelles sont les contradictions du système ?

S'il existe de nombreux ouvrages portant sur l'histoire et la société malgache, très peu d'entre eux ont adopté une telle perspective. Le plus souvent, l'histoire culturelle, l'histoire économique – d'ailleurs singulièrement lacunaire – et l'histoire politique sont traitées de façon indépendante les unes des autres. Rares sont par ailleurs les travaux qui produisent une analyse de très long terme. Ce chapitre se veut une réponse à ces limites. En mobilisant les principales catégories de l'économie politique, il opère une relecture de ces travaux et les utilise pour en extraire ce qui nous semble être les nœuds structurants de la trajectoire malgache. Ce faisant, il se situe dans le droit fil d'une série de recherches récentes menées par des économistes dans cette même perspective (NORTH *et al.*, 2009 et 2012b ; KHAN, 2010 ; ACEMOGLU et ROBINSON, 2012). Cette relecture de l'histoire malgache nous conduit alors à distinguer six grandes périodes, marquant chacune une nette rupture avec celle qui précède, tout en maintenant certaines caractéristiques des précédentes et sans réussir pour autant à en résoudre les principales contradictions. Chaque période est caractérisée par un renouvellement relatif de la coalition élitaire au pouvoir, du mode de production et d'extraction des richesses et des éléments de la régulation sociale. Chacune d'entre elles est aussi marquée par une crise politique majeure qui en révèle ses contradictions et en précipite la fin. Si l'on exclut la dernière, dont on ne connaît pas encore le terme, ces périodes sont de plus en plus courtes, ce qui indique que les régimes qui se succèdent arrivent de moins en moins à assurer leur stabilité.

La première période est celle de la constitution de l'État merina. Ont été retenus ici de l'analyse historique les éléments qui nous ont semblé structurants et qui ont marqué de leur empreinte l'histoire longue : l'hégémonie merina, le mode de production asiatique, la structuration sociale en groupes statutaires et la symbolique du pouvoir supportant la théologie politique. La deuxième période, qui s'ouvre en 1895 avec la colonisation française et se termine avec la crise de 1972, hérite en partie des traits précédents mais est aussi profondément marquée par la colonisation et la première indépendance. Elle se traduit par la domination des intérêts français, la montée des élites « côtières » et l'essor d'une économie de traite. La troisième période (1972-1991) est celle de la malgachisation de l'économie, de la promotion d'élites méritocratiques et du développement de la rente étatique. La quatrième période, qui débute après la crise de 1991 et se termine par la crise de 2002, est le temps d'une relative ouverture, tant économique que politique, facteur de développement et d'expression de nouveaux acteurs, mais aussi source d'instabilité. La cinquième époque, qui se termine avec le coup d'État de 2009, est caractérisée par la tentative d'accaparement de tous les pouvoirs (économique, politique et symbolique) par le chef d'État en place et ses affidés. La sixième période, encore en cours, est marquée par l'incapacité des élites au pouvoir à constituer une coalition stable, à contrôler la violence et contrer les dérives mafieuses.

Du XVIII^e siècle à 1895 : le développement de l'État

L'histoire de Madagascar comme entité politique et culturelle précède nettement la période coloniale, contrairement à celle de nombreux pays d'Afrique noire qui ont été constitués non seulement tardivement, mais aussi souvent artificiellement par le jeu des arrangements entre pays colonisateurs. L'unification culturelle fut en effet en partie réalisée bien avant l'unification politique, comme en témoigne la présence d'une langue partagée par les 18 ethnies officiellement recensées (même s'il existe des différences régionales importantes) ainsi que la similarité entre certaines pratiques et valeurs sociopolitiques (conception holiste et hiérarchique de la société, référence aux ancêtres « géniteurs » pourvoyeurs d'identité, attachement à la terre des ancêtres, hiérarchie de l'espace reproduisant la hiérarchie sociale...) (BEAUJARD, 1991 ; OTTINO, 1998 ; GALIBERT, 2004 ; ANDRIANJAFY-ANDRIAMANINDRISOA, 2004). Quant à l'unification politique, elle a été ébauchée lors de l'extension du royaume merina d'Andrianampoinimerina (1787-1810) à la fin du XVIII^e siècle et s'est ensuite poursuivie et étendue au XIX^e siècle sous l'influence de ses successeurs, en même temps qu'augmentait l'emprise de l'État sur ses administrés.

Au milieu du XVII^e siècle, au moment où la traite négrière prenait un essor considérable, Madagascar était encore constitué de multiples fiefs royaux en compétition les uns avec les autres et contrôlant chacun une parcelle de territoire. Le commerce des esclaves permit cependant à certains d'entre eux de connaître une relative extension. Ce fut le cas d'abord des royaumes sakalava, établis à l'origine dans le sud-ouest de l'île et ayant ensuite essaimé vers le centre et le nord-ouest, au gré de leurs querelles intestines (LOMBARD, 1988 ; CHAZAN-GILLIG, 1991). Les monarques dont les noms sont restés dans l'histoire (notamment Lahifotsy, Tsimenata ou encore Toakafo) tiraient alors en bonne partie leur puissance de leur suprématie militaire et commerciale. Achetant des armes à feu aux commerçants arabes, indiens puis européens, ils pouvaient lever des armées qui partaient dans les régions centrales « récolter » des esclaves vendus en retour aux marchands. Leur richesse était donc essentiellement un produit du commerce. Matérialisée sous forme d'armes à feu, de troupeaux et de divers objets achetés aux commerçants d'outre-mer, elle demeurait sans partage entre leurs mains et celles de leurs affidés et leur permettait de maintenir et renforcer les éléments non seulement matériels, mais aussi symboliques de leur royaume. L'ordre politique qui assurait leur stabilité ne reposait en effet pas uniquement sur leur pouvoir de contrainte. Il tenait aussi à un système symbolique dans lequel les monarques apparaissaient comme étant, en tant que descendants d'un ancêtre supérieur, détenteur du *hasina* royal (BLOCH, 1983), c'est-à-dire de l'essence invisible du pouvoir et de la fertilité, et capable de le transmettre à leurs descendants et à leurs sujets tout en recevant d'eux leur propre *hasina*. C'est de cette capacité que les monarques, considérés par leurs sujets comme de quasi-dieux, tiraient leur légitimité politique, régulièrement réactivée lors de rites collectifs tels le rituel de la circoncision, la cérémonie du couronnement, celle du bain royal ou encore les funérailles royales. Ce mode d'organisation politique n'était pas spécifique aux royaumes sakalava. On le retrouvait de façon proche dans d'autres régions, montrant une diffusion de ces idées politiques et d'organisation de la royauté le long des routes empruntées par les hommes à la recherche de nouvelles implantations ou pour le commerce saisonnier¹⁸ (RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Les royaumes merina, à propos desquels les sources et études historiques sont les plus nombreuses, furent constitués, au début du XVII^e siècle, par des immigrants d'origine austronésienne, sur des logiques similaires. Leurs souverains (*mpanjaka*), détenteurs du pouvoir politique (*fanjakana*), situés au centre et sur la colline culminante du royaume, exerçaient leur pouvoir symbolique et militaire sur les populations situées en contrebas, lesquelles avaient un statut social d'autant plus faible qu'elles occupaient une position altitudinale plus basse. La hiérarchie sociale distinguait en effet plusieurs groupes statutaires parfois appelés castes¹⁹. Au sommet de cette

18. Vers la fin du XVII^e siècle, les royaumes sakalava connurent cependant un relatif déclin du fait du basculement relatif du commerce d'esclaves vers l'est pour répondre aux besoins liés au développement des plantations coloniales dans les îles Mascareignes. Ce basculement vers l'est favorisa alors la montée en puissance d'autres royaumes, tout particulièrement betsimisaraka au nord-est et merina dans les hautes terres de l'Imerina.

19. Le terme de « caste » appliqué à la société malgache a souvent été discuté. CONDOMINAS (1961) lui préfère par exemple le terme de « pseudo-castes », RAISON-JOURDE (1991) celui de « groupes statutaires ». C'est cette appellation que nous retiendrons dans la suite de cet ouvrage.

hiérarchie se situaient les *andriana* (nobles), parents du roi, en dessous les *hova* (roturiers blancs), puis les *mainity* (roturiers noirs)²⁰ et, en bas de la hiérarchie sociale, les *andevo* (esclaves).

Une pluralité de facteurs (plus forte densité de population, climat et nature des terres, origine austronésienne des populations, absence d'accès direct à la mer) avait aussi entraîné dans cette région le développement d'une riziculture extensive dans les plaines marécageuses. Les rois n'exerçaient alors une domination pas seulement rituelle sur les populations, mais également matérielle, en leur offrant une protection militaire en contrepartie de leur allégeance et de paiements en riz et autres biens.

Dans un mouvement similaire à celui décrit comme conforme à « la loi du monopole » par N. Elias en Europe (ELIAS, 1975), ces différents royaumes finirent par être unis sous la domination d'un seul souverain. Ce fut tout particulièrement l'œuvre d'Andrianampoinimerina (vers 1740-1810), à la fin du XVII^e siècle, dont les réformes marquèrent aussi une rupture nette par rapport au mode d'organisation des royaumes précédents, en fixant les bases d'une véritable institutionnalisation politique. Après avoir conquis par la force ou la diplomatie les autres royaumes des hautes terres, il stabilisa son empire²¹ en nouant des alliances avec les royaumes voisins les plus puissants : accords diplomatiques militaires avec le royaume sakalava du Boina et commerciaux avec les royaumes betsimisaraka de la côte est (vente d'esclaves obtenus lors des razzias en dehors du royaume). Il s'assura également la loyauté des populations sous son contrôle d'une part en mettant en place une véritable religion d'État basée sur la constitution d'un « panthéon national » (RAISON-JOURDE, 1991) d'objets magiques (*sampy*) et le renforcement symbolique de l'image du souverain comme père et mère (*raiamandreny*) de son peuple, et d'autre part en leur garantissant sa protection contre la traite esclavagiste. En échange de cette dernière, les paysans devaient alors non seulement payer des taxes, mais aussi fournir des prestations (*fanompoana*) de toute sorte au souverain et notamment contribuer aux travaux d'aménagement collectifs agricoles tels que la construction de digues et de systèmes d'adduction d'eau. Ceci conduisit à une extension des productions rizicoles dans les plaines marécageuses (RAISON, 1972), fixant en retour les populations sur leurs terres.

Ce qui ressemble au mode de production asiatique, décrit en leur temps par K. Marx et F. Engels²², fut prolongé après la mort d'Andrianampoinimerina,

20. La distinction sociale entre Blancs (*fotsy*) et Noirs (*mainity*) se retrouve sur tout le territoire malgache. Elle est décrite par exemple au milieu du XVII^e siècle par M. Flacourt, représentant de la compagnie française de l'Orient à Fort Dauphin (sud-est de Madagascar), comme structurant les relations sociales des sociétés qu'il observe (RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Les termes *fotsy* et *mainity* ne sont pas de pures dénominations symboliques, mais renvoient aussi à des différences de couleur de peau et d'origine (austronésienne versus africaine) (RAZAFINDRALAMBO, 2005a et 2005b ; RAMAMONJISOA, 1984).

21. Sur la discussion sur le terme d'« empire » appliqué au royaume merina, voir RANDRIANJA et ELLIS, 2009.

22. Il s'agit d'une société reposant sur deux piliers : 1) les communautés villageoises héritées de la dernière phase du mode de production communautaire primitif qui regroupent la plus grande partie de la population ; 2) des formes d'organisation étatique qui centralisent ces villages et leur imposent un tribut (MARX et ENGELS, 1973 et 2010).

d'abord sous le règne de son fils Radama I^{er}, puis sous ceux successifs des reines Rasoherina, Ranavalona I, II et III. Les conquêtes militaires de Radama I^{er} lui permirent d'étendre son emprise sur le Betsileo, sur la côte est, sur le sud du Menabe, puis sur le royaume sakalava tandis que son alliance avec la Grande-Bretagne lui assurait un soutien matériel essentiel. Le traité de 1817 lui reconnut ainsi le titre de roi de Madagascar et une légitimité internationale tout en le soumettant en retour à l'interdiction du commerce d'esclave, décrétée par le parlement Britannique depuis 1807. Les successeurs d'Andrianampoinimerina poursuivirent aussi l'institutionnalisation de l'État merina, par l'instauration d'une armée de métier²³, la nomination des gouverneurs civils et militaires dans les régions contrôlées et le développement d'une administration bureaucratique, formée dans les écoles mises en place, à la suite du traité de 1817, par les missionnaires de la LMS (*London Missionary Society*). Ces premiers fonctionnaires, non rémunérés, furent essentiellement recrutés parmi les fils de nobles et officiers du palais. Sous le règne de Ranavalona I^{re}, il fut d'ailleurs explicitement « interdit d'apprendre à lire aux esclaves, puis à quiconque n'était pas employé du gouvernement » (GOGUEL, 2006). Après la conversion au protestantisme de la reine Ranavalona II et de son Premier ministre et époux Rainilaiarivony en 1869, la gestion politique des populations fut encore renforcée par la généralisation, en 1876, de l'école primaire et du service militaire²⁴ (RAISON-JOURDE et RANDRIANJA, 2002), l'instauration d'un code des lois (101 en 1868, 305 en 1881), et la constitution d'un gouvernement sous le modèle occidental, formé de huit ministres (RANDRIANJA et ELLIS, 2009).

Cette construction de l'État sous l'égide de l'aristocratie *andriana*²⁵ a été propice à l'apparition d'une nouvelle oligarchie administrative et commerciale, en partie recrutée parmi les *hova*. Les positions au sein de l'État, tout particulièrement celles des officiers supérieurs, leur assuraient en effet une considérable source de pouvoir et d'enrichissement, par le pillage, le recours au travail forcé et le contrôle du commerce (d'esclaves dans un premier temps, puis de bétail et de riz) vers l'outre-mer. Les membres de cette oligarchie ont ainsi pu progressivement entrer en concurrence avec l'aristocratie merina²⁶ et finir par occuper une place prépondérante, particulièrement sous le règne de Ranavalona II et de son Premier ministre *hova* Rainilaiarivony²⁷. La conversion de la reine au protestantisme en 1869 et la destruction des *sampy* marque d'ailleurs bien l'affaiblissement de la royauté *andriana* en la privant d'un support essentiel de

23. « Recrutée au sein de la couche aisée de la population car celle-ci était la seule à pouvoir se procurer des fusils et uniformes » (RAMASY, 2010).

24. L'obligation scolaire de 1876 resta cependant purement théorique. Ce sont les missions chrétiennes, sous un vague contrôle de l'État qui fournirent l'essentiel de l'effort dans le domaine scolaire. (RALAIMIHOATRA, 1965).

25. RANDRIANJA et ELLIS (2009) indiquent qu'il y avait à l'origine tellement de petits royaumes que, au XIX^e siècle, un quart de la population libre au moins était considéré comme étant *andriana*.

26. L'assassinat en 1863 de Radama II, qui succédait depuis 1861 à sa mère Ranavalona I^{re}, pourrait être un résultat du conflit entre ces deux groupes dirigeants. En vue de contrecarrer le pouvoir des grandes familles *hova*, le jeune roi s'était assuré le soutien politique des autorités françaises en contrepartie de la signature d'une chartre accordant un droit d'exploitation exclusif de toute la partie nord de l'île à un syndicat d'entrepreneurs français représenté par J. Lambert.

27. Issu d'une grande famille engagée de longue date dans les fonctions militaires.

légitimité. Mais, plutôt qu'un passage du pouvoir de l'aristocratie à une oligarchie de « familles bourgeoises », c'est en réalité une association « sans démarcation précise, de familles puissantes avec les mêmes intérêts » (ARCHER, 1976) qui s'est alors formée. Rainilaiarivony fut en effet marié à trois reines successives (Rasoherina, Ranavalona II, Ranavalona III) et les mêmes familles sont restées au pouvoir jusqu'à la période coloniale.

Quant à la grande majorité de la population des régions sous contrôle, elle demeurait non seulement exclue du partage des richesses, mais encore, pour celle constituant les hommes libres²⁸, soumise à la pression de l'enrôlement militaire ou de celle du travail forcé (CONDOMINAS, 1961). Sous Radama I^{er}, la corvée représentait par exemple quatre jours par semaine (BLOCH, 1983). Ceci explique l'importance, en périphérie des zones contrôlées, des groupes de bandits ou des communautés de « marrons » (*marofotsy*), composés de déserteurs de l'armée ou du travail forcé et d'esclaves échappés (RANDRIANJA et ELLIS, 2009). C'est d'ailleurs dans ces groupes que se recruteront les principaux insurgés *menalamba*²⁹ qui, de 1895 et 1898, fragiliseront, dans l'Imerina, l'installation de l'État colonial français. Cette rébellion, que l'on a souvent présentée comme un mouvement antifrçais, fut en fait d'abord la marque d'une implosion politico-sociale se produisant dans un contexte de décrépitude de l'État merina. Dans ce cadre, la révolte des *menalamba* pourrait exprimer une forme de réaction à la domination de l'oligarchie *hova* et aux orientations religieuses chrétiennes sur lesquelles elle s'appuyait (ELLIS, 1998 ; CAMPBELL, 1991).

À l'aube de la colonisation, l'État malgache apparaît ainsi comme un État en développement. Une partie du territoire échappe encore à son contrôle et la formule politique sur laquelle il est construit apparaît relativement fragile. Plusieurs sources de pouvoir coexistent en effet dans le pays. L'aristocratie *andriana* merina tire son pouvoir politique de la légitimité que lui confère son statut de descendant royal. Dans une société historiquement cloisonnée en groupes statutaires organisés de façon hiérarchique, cette origine, régulièrement réactivée par des rites religieux, est une dimension symbolique essentielle de sa supériorité. M. Bloch a ainsi bien montré comment cette « mystification culturelle » permettait de dissimuler « l'exploitation sans scrupule d'une grande masse de sujets par une minorité de souverains » sous l'apparence d'un « système harmonieux, ordonné, échelonné selon une hiérarchie qui ne présente aucune rupture sociale prononcée » (BLOCH, 1983). Cependant, si l'extension du royaume merina lui a permis d'exercer son pouvoir au-delà de l'Imerina, elle n'a pas, pour autant, fait disparaître celui de ses équivalents dans d'autres anciens royaumes (notamment sakalava) avec qui des alliances ont parfois dû être nouées. Le développement des échanges commerciaux et l'institutionnalisation de l'État ont fait par ailleurs apparaître une nouvelle oligarchie, à la fois

28. Entre 40 et 50 % de la population de l'Imerina auraient été des esclaves au XIX^e siècle (RANDRIANJA et ELLIS, 2009).

29. De *mena*, « rouge », et *lamba*, « toge ». Les insurgés teintaient leurs vêtements en rouge.

administrative, militaire et commerçante issue des « grandes familles »³⁰ *hova* en charge des conquêtes et de l'administration du royaume. Cette oligarchie a fini par occuper une place prépondérante dans la société malgache en construction, se positionnant au sommet même de l'État, sans cependant bénéficier de la légitimité traditionnelle des *andriana* avec qui elle dût continuer à composer. Les richesses sont liées au prélèvement sur les produits de l'agriculture et de l'élevage et au commerce de ces mêmes produits avec les marchands étrangers. Ce prélèvement impose un développement administratif de l'État d'autant plus nécessaire que sa légitimité traditionnelle est amoindrie par la conversion chrétienne de la royauté et la montée en puissance de l'oligarchie *hova*.

De 1895 à 1972 : le bouleversement colonial et la I^{re} République

Le moment colonial : politique des races et économie de traite

La période coloniale vint modifier en profondeur cet ordre politique et social. Le réveil de l'intérêt porté à l'expansion coloniale en France sous le gouvernement Ferry et les rivalités franco-anglaises sur le plan de l'action missionnaire débouchèrent sur une première guerre franco-malgache en 1884-1885 à la suite de laquelle Madagascar devint un protectorat français. Puis, après les accords franco-anglais de 1890 sur le partage de leur influence en Afrique orientale³¹, une deuxième guerre avec la France en 1894-1895 conduisit à l'annexion complète de l'île par cette dernière. La monarchie fut alors abolie et la reine et ses principaux courtisans exilés. L'esclavage fut également interdit et un demi-million d'esclaves libérés. Le général Gallieni, nommé gouverneur militaire, eut à charge de mettre en œuvre la politique coloniale française.

L'organisation politique

Contraint, comme pour toutes les colonies par la loi de 1900 à se financer sur ses propres ressources, le général Gallieni instaura, à côté des impôts indirects (tels que les taxes sur la consommation, prélevées au niveau des *fokonolona*³² ou des conseils de village), un impôt direct qu'il appelait l'« impôt moralisateur » du fait qu'il était censé, comme stimulant au travail, générer de nouveaux

30. L'expression « grandes familles » est couramment employée à Madagascar pour se référer à des familles d'origine statutaire élevée et dont l'influence (politique et économique) remonte aux premiers temps de l'État malgache, ce qui leur accorde une forme de légitimité sociale.

31. La France renonce à son influence sur Zanzibar en échange de sa liberté d'action sur Madagascar.

32. Communautés villageoises traditionnelles.

comportements³³. Il institua également le système des prestations³⁴ qui donna suite en 1926 au Smotig (Service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général)³⁵. Ce faisant, il ne faisait que prolonger, par d'autres moyens, le système de ponction sur la main-d'œuvre paysanne mis en place précédemment par l'État merina. La taxe personnelle n'était due par ailleurs que par les seuls Malgaches, ce qui en faisait un signe de sujétion (RAJAONAH, 1996)³⁶.

Pour étendre son emprise à l'ensemble de l'île, dont de nombreuses parties échappaient encore en réalité au contrôle de l'État merina, il mit en place sa « politique des races » : « Après avoir détruit l'hégémonie *hova*³⁷, la "race conquérante", et éliminé tous les relais de l'influence anglaise, supposée enracinée à Madagascar via la *London Missionary Society*, [il s'agissait que] chaque "race" [soit] gouvernée par des notables indigènes choisis en son sein, et placés sous le contrôle de l'administration française » (BOETSCH et SAVARESE, 2000). Cette politique d'administration indirecte eut pour conséquence de redonner du pouvoir aux élites politiques « côtières » traditionnelles. Néanmoins, en raison de leur niveau d'alphabétisation supérieur et de leur expérience administrative antérieure, les grandes familles merina continuèrent d'occuper les principales fonctions administratives coloniales. Enfin, Gallieni amorça une politique de scolarisation en vue de faciliter les relations des populations avec le nouveau *fanjakana* et de répondre aux besoins du pouvoir colonial. Il créa ainsi des écoles rurales et des écoles régionales d'apprentissage industriel et agricole, au sein desquelles l'enseignement était dispensé en français, par des laïcs formés spécifiquement dans des écoles normales régionales. La scolarisation augmenta alors nettement sous la période coloniale, même si ce développement se fit de façon très inégale sur le territoire, avec un très net avantage pour la province d'Antananarivo par rapport aux autres, tout particulièrement celles du sud. Parallèlement, l'administration coloniale créa en 1896 à Antananarivo l'école Le Myre de Vilers, destinée à la formation des fonctionnaires de l'État (administration, chemin de fer, postes et télécommunication, topographie, travaux publics, secteur médical) et, après 1905, des instituteurs eux-mêmes (HUGON, 1976 ; RATRIMOARIVONY-RAKOTOANOSY, 1986 ; GOGUEL, 2006), ainsi que l'école de médecine, chargée de former les « médecins de colonisation » (MERLIN, 2002). Suivant les principes méritocratiques de la III^e République française, l'accès à ces écoles se faisait par concours avec néanmoins, conformément à la « politique des races », un système de quotas par région. Ce système scolaire permit alors l'émergence d'une nouvelle élite méritocratique, au

33. Comme l'a montré BRAUDEL (1967) dans son analyse du développement du capitalisme en Europe, l'instauration d'un impôt permet une ouverture violente de l'économie paysanne de subsistance. À Madagascar, la lourdeur de l'impôt, « sans comparaison avec celui d'Afrique occidentale, obligeait les indigènes à se salarier chez les colons » (RAISON-JOURDE et ROY, 2010).

34. 50 jours de travail par an étaient demandés à tout homme de 16 à 60 ans (RALAIMIHOATRA, 1966).

35. « Impôt des bras » se substituant à l'« impôt du sang » selon l'administration, le Smotig affectait à un travail obligatoire de trois ans la fraction du contingent indigène non retenue pour le service militaire obligatoire (RALAIMIHOATRA, 1966).

36. La quittance de la capitation servait d'ailleurs de papier d'identité et l'on parlait communément de « payer sa carte » (RAJAONAH, 1996).

37. Le terme *hova* était utilisé par les Français comme synonyme de Merina.

sein de laquelle se recruteront les principaux leaders nationalistes du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) mais aussi les futurs dirigeants du Parti social-démocrate (PSD), dont Tsiranana lui-même.

Les évolutions économiques

Madagascar restait au début du ^{xx}e siècle un pays neuf avec de vastes terres en friche et des ressources en sous-sol quasi intactes. L'administration coloniale s'efforça alors d'appliquer la doctrine française de la « mise en valeur » (SARRAUT, 1923) de l'île en incitant les colons à s'y établir³⁸ et en l'ouvrant au commerce extérieur de la France. Elle relança la culture du riz sur les hauts plateaux et introduisit de nouvelles cultures d'exportation (café sur la côte est, vanille et clous de girofle sur la côte nord-est, thé, caoutchouc...), tout en réglementant les techniques agricoles. Elle adopta des mesures tarifaires favorisant l'importation des produits français et entreprit de faciliter les déplacements intérieurs en mettant en place un ensemble routier et en impulsant la création du chemin de fer Tananarive-Tamatave. Cette organisation économique et sociale ne permit pourtant qu'un accroissement limité des richesses produites. L'« impôt moralisateur », loin de stimuler la production, pesait sur les ressources des populations rurales et réduisait du même coup les possibilités de débouchés pour les produits importés, tandis que le recours au travail forcé limitait la main-d'œuvre disponible pour les exploitations agricoles. Les activités économiques les plus florissantes restèrent alors les activités commerciales, dominées par un petit nombre de grandes compagnies françaises (Compagnie lyonnaise, Compagnie marseillaise de Madagascar, Société industrielle et commerciale de l'Émyrne), drainant dans leur sillage une cascade d'intermédiaires commerçants, souvent étrangers (Réunionnais, Chinois et surtout *Karana*³⁹). Ces grandes compagnies, embrassant en théorie les activités les plus variées (mines, industries de transformation, élevage, collecte de produits naturels, plantations, transports fluviaux et terrestres) et disposant de comptoirs dans chaque région, investirent en réalité bien moins dans les activités de production que dans les activités tertiaires (transport maritime et routier, banques...), instituant ce qu'on appelle une économie de traite⁴⁰ (JACOB et KOERNER, 1972). On retrouve finalement à Madagascar les éléments essentiels de ce qui a été analysé par ailleurs comme « les impasses du développement colonial » (HÉMERY et BROCHEUX, 1995). La « mise en valeur » n'a pas modifié une société agraire en grande partie autarcique mais a, au contraire, creusé le gouffre entre une petite oligarchie et le reste de la population. FREMIGACCI (2007a et 2014a) analyse finement, dans le cas malgache, les limites économiques de ce modèle :

38. Pour diverses raisons, Madagascar ne fut cependant jamais une colonie de peuplement. L'installation de colons y resta limitée.

39. De « Quran » : le Coran. Nom donné, à Madagascar, aux Indiens arrivés dans le pays à la fin du ^{xvii}e siècle.

40. L'« économie de traite » désigne un système économique piloté par de grandes compagnies étrangères dans lequel les « traitants » achètent, essentiellement pour les exporter, les produits récoltés par les cultivateurs tout en les maintenant en situation de dépendance en leur vendant des produits importés (vivres, semences, ustensiles ménagers, articles en matière plastique, biens de consommation industriels) et en répondant à leurs besoins de financement (BADOUIN, 1967).

la faiblesse des salaires limitait le recours au progrès technique et empêchait l'extension du travail salarié, qui, « perçu comme *fanompoana* (corvée) » demeurait fortement dévalorisé ; les paysans malgaches se « convertissaient aux cultures de plantation pour éviter la contrainte du salariat tout en payant l'impôt », mais, du fait du faible prix garanti aux producteurs, consacraient l'essentiel de leurs efforts et de leur considération aux cultures vivrières.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale et les nouvelles préoccupations françaises pour le développement économique des colonies (dont témoigne la constitution en 1946 du Fides – Fonds d'investissement pour le développement économique et social), que se produisit un début de décollage économique de l'île. Afin de stimuler le développement du secteur rural qui, après un demi-siècle de colonisation, n'avait évolué que très superficiellement, l'administration coloniale opta pour une réorganisation administrative en créant en 1950 les Collectivités autochtones rurales (CAR). Celles-ci, dirigées par un représentant élu, mais sous tutelle administrative, bénéficiaient d'un budget et de compétences élargies. Elles pouvaient obtenir des équipements à prix réduit grâce à la CEAMP (Centrale d'équipement agricole et de modernisation du paysannat) et des financements préférentiels auprès du Crédit de Madagascar⁴¹. Cette intervention économique massive de l'État colonial permit de substantielles avancées du secteur agricole⁴² et l'apparition d'une classe de petits planteurs malgaches (RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Le principe économique principal resta cependant celui de l'économie de traite, qui connut une amplification grâce aux investissements dans les infrastructures routières. Le commerce extérieur fut ainsi multiplié par 2,5 de 1948 à l'indépendance, au prix d'une forte augmentation de la dépendance extérieure aux produits manufacturés : de 138 % en 1938, le taux de couverture des importations par les exportations tomba à 76 % en 1958. À l'inverse, le secteur industriel resta très limité. À l'aube de l'indépendance, les industries (essentiellement de transformation de produits agricoles et de l'élevage) tenaient sur « un tableau de quelques lignes » (GENDARME, 1960).

Les tensions politiques et sociales

Les principes d'organisation du système colonial portaient en germe les éléments propices à l'émergence de mouvements nationalistes : la « politique des races », réduisant le pouvoir des « grandes familles » merina, et la mainmise des grandes compagnies françaises sur les activités commerciales limitant leurs possibilités d'enrichissement les poussaient à s'organiser politiquement ; l'extension de la scolarisation faisait naître de nouvelles aspirations au sein des populations en bénéficiant ; enfin, le traitement diffé-

41. L'État créa également en 1951 la Société immobilière de Madagascar (SIM) et, en 1952, la Société d'électricité de Madagascar (SEM).

42. Mise en culture de plusieurs dizaines de milliers d'hectares, multiplication de petits travaux hydrauliques agricoles, diffusion des charrues et des heresses, utilisation massive d'engrais, extension de la culture du coton, du riz, développement de la pisciculture, amélioration du cheptel bovin, essor des cultures d'exportation (vanille, clous de girofle, café) (RANDRIANJA et ELLIS, 2009 ; RALAIMIHOATRA, 1966).

rencié entre citoyen et sujet français, inscrit dans le Code de l'indigénat, suscitait des aigreurs, tant dans le monde urbain que dans le monde rural.

Au début du ^{xx}^e siècle, il n'y avait ni liberté de la presse, ni liberté d'association. Les journaux malgaches n'avaient en particulier pas le droit d'aborder des thèmes politiques, et les seules réunions autorisées étaient celles des cultes, des amicales et des mutuelles. C'est sur ce terreau que se développèrent les premières organisations anticoloniales. En 1913, se constitua ainsi la VVS⁴³, une société secrète recrutant parmi les fonctionnaires, les employés de commerce et surtout la jeunesse estudiantine issue de l'école de médecine et de l'école Le Myre de Vilers. Cette société secrète, dont les membres furent accusés de révolte et d'incitation à la révolte, fut démantelée en 1916 et un grand nombre de ses affiliés condamnés aux travaux forcés. Une résurgence de cette mobilisation des élites méritocratiques eut lieu cependant dans l'entre-deux-guerres. Les revendications, exprimées dans un journal tenu par Paul Dussac, un colon français, puis par la manifestation réprimée du 19 mai 1929, n'étaient alors pas encore l'indépendance mais la suppression du Code de l'indigénat et l'accès à la pleine citoyenneté française, soit l'assimilation (LAHINIRIKO, 2012). Là encore, le mouvement fut réprimé par les autorités coloniales : les principaux leaders communisants, Joseph Ravoahangy⁴⁴ et Jean Ralaimongo⁴⁵, furent assignés à résidence et Dussac incarcéré, après qu'un décret de 1930 eut instauré un délit de presse.

Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement nationaliste prit plus d'ampleur en s'institutionnalisant. L'arrivée du Front populaire au pouvoir en France en 1936 avait déjà permis une première ouverture des droits civiques dans la colonie. Le droit syndical avait été accordé aux Malgaches sachant lire et écrire, le délit de presse abrogé et le Smotig supprimé. Après la guerre, la nouvelle Constitution française établissant l'Union française amplifia encore cette évolution en étendant, à un corps électoral cependant restreint⁴⁶, les possibilités de participation politique. Entre juillet 1945 et mars 1947, il y eut ainsi 12 élections et deux référendums. Trois représentants malgaches furent élus à l'assemblée nationale française. La liberté de presse et la liberté d'association permirent alors la constitution de partis politiques. Le premier parti nationaliste indépendantiste, le MDRM, formé à Paris à l'initiative des trois députés, fut organisé politiquement à Madagascar essentiellement par des membres de l'élite merina (SPACENSKY, 1967 ; LAHINIRIKO, 2012). Il fut aussi soutenu financièrement, comme d'ailleurs les mouvements clandestins qui gravitaient autour de lui⁴⁷, par des

43. « Vy » : fer ; « Vato » : pierre ; « Sakelika » : ramification.

44. Le D^r Ravoahangy, un des fondateurs de la VVS, avait rejoint Ralaimongo en 1926, une fois qu'il eut été amnistié.

45. Instituteur betsileo qui, engagé volontaire lors de la Première Guerre mondiale, avait pris contact en France avec les partis de gauche.

46. Seuls pouvaient voter les citoyens qui avaient reçu une certaine éducation et qui étaient propriétaires de terre (DESCHAMPS, 1960).

47. La société secrète « Jina » (« Jeunesse nationaliste »), œuvrant pour le soulèvement populaire, avait à sa tête Samuel Rakotondrabe un des rares industriels malgaches de l'époque.

membres de l'ancienne bourgeoisie dont les intérêts économiques avaient pâti de la colonisation (ARCHER, 1976 ; TRONCHON, 1974). En dépit de cette prépondérance merina, il s'assura cependant un large soutien dans le pays en incitant à la création de coopératives, censées permettre aux Malgaches de « s'en sortir avec leurs propres forces » (LAHINIRIKO, 2012). En réaction à la formation du MDRM et exprimant la peur que les grandes familles merina ne soient les principales gagnantes d'une indépendance immédiate (RANDRIAMARO, 1997), se créa le Parti des déshérités de Madagascar (Padesm), constitué d'une alliance de merina *mainity* ou descendants d'esclaves et de membres des élites « côtières ». Ce parti, sans véritable base populaire, reçut le soutien financier et politique du pouvoir colonial, qui voyait dans le MDRM une tentative de restauration du pouvoir merina (SPACENSKY, 1967, ARCHER, 1976). C'est dans ce contexte politiquement tendu qu'éclata, le 29 mars 1947, à l'est, l'insurrection qui, en dépit de la répression féroce⁴⁸ dont elle fut l'objet de la part de l'administration coloniale (TRONCHON, 1974 ; KOERNER, 1994 ; FREMIGACCI, 1999 et 2007b ; COLE, 2001), se poursuivit de façon désordonnée pendant 18 mois, signe de l'impopularité du régime colonial. Le MDRM, tenu pour principal instigateur de cette insurrection, fut alors démantelé et ses dirigeants condamnés puis exilés, ce qui permit au Padesm de s'assurer le monopole de la représentation politique jusqu'en 1956 (SPACENSKY, 1967).

La loi-cadre française de 1956, accordant le suffrage universel, le collège unique (plus de distinction entre citoyens français et autres citoyens) et instaurant le principe d'une décentralisation administrative sous le contrôle d'une assemblée élue dans les colonies, ne permit cependant pas aux héritiers du MDRM que furent l'UPM (Union des populations malgaches) puis l'AKFM (*Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara*)⁴⁹ de revenir au premier plan politique, sauf dans la province de Tananarive. Le PSD (Parti social-démocrate de Madagascar), fondé par Tsiranana⁵⁰, ancien leader du Padesm⁵¹, devint prépondérant, et, grâce à son alliance avec l'UDSM (Union démocratique et socialiste de Fianarantsoa et Tuléar, fondée par Norbert Zafimahova, lui aussi ancien leader du Padesm), Tsiranana fut élu vice-président du gouvernement central⁵² de Madagascar en 1958.

48. Le comptage des morts de 1947 et l'appréciation de l'importance de la répression par les forces françaises sont un enjeu important de la construction mémorielle malgache. Les éléments de cette construction ont souvent été énoncés sans reposer sur un véritable travail de recherche. L'ouverture des archives de Vincennes a permis à J. Fremigacci d'évaluer le nombre de morts à plus de 30 000, dont au moins 20 000 civils morts de malnutrition et de maladie du fait des déplacements liés au conflit.

49. Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar.

50. Instituteur, issu d'une famille Tsimihety influente du nord de Madagascar.

51. Ce parti, dévalorisé aux yeux des populations pour sa collaboration avec le pouvoir colonial, disparut dans les années 1950.

52. Présidé par un haut-commissaire français représentant la République et composé d'un vice-président et de huit membres malgaches.

De 1960 à 1972 : l'indépendance dépendante de la première République

La période coloniale et les évolutions politiques de l'après Seconde Guerre mondiale avaient conduit à diviser les élites dirigeantes en factions merina (nationalistes) et « côtières » (francophiles), deux catégories⁵³ attisées par la politique « ethnique » de l'administration coloniale (ARCHER, 1976). Le démantèlement du MDRM et le ressentiment des populations « côtières », notamment celles de la côte est (qui avaient payé le plus lourd tribut à l'insurrection⁵⁴) finirent par assurer la prépondérance des courants politiques « côtiers », favorables à une indépendance sans rupture brutale avec la puissance coloniale. Le PSD devint ainsi rapidement hégémonique. La loi-cadre de 1956 permit à son dirigeant, P. Tsiranana, d'accéder d'abord à la vice-présidence du gouvernement central de Madagascar. Le référendum de 1958 valida son option politique (autonomie de Madagascar au sein de l'union française) et la modification constitutionnelle de 1959 le porta à la présidence de la République⁵⁵, position de laquelle il négocia finalement, en 1960, l'indépendance. La Constitution, largement inspirée de celle de la V^e République française, accordait un pouvoir très important au président, à la fois chef de l'État et chef du gouvernement, d'autant plus que l'assemblée législative était complètement acquise à sa cause, seuls trois députés n'étaient pas issus du parti présidentiel (RANDRIAMIHAINGO, 2004).

La réorganisation politique de l'État

Le pouvoir politique d'après l'indépendance assura une large représentation des élites « côtières », tout particulièrement de leurs membres issus de la fonction publique⁵⁶. L'indépendance ne signifiait cependant pas l'éviction totale de la France du pouvoir politique. L'ambassadeur de France était fréquemment consulté dans les grandes décisions (RAZAFIMBELO, 2004), des ministres français siégeaient au gouvernement, les consuls français restaient membres des assemblées provinciales (RANDRIANJA et ELLIS, 2009), les officiers de l'armée étaient formés à l'académie militaire d'Antsirabe (créée en 1965), par des instructeurs français. Enfin, de nombreux assistants techniques contribuaient au plus haut niveau au fonctionnement de l'État, concurrençant sur ces postes l'ancienne bourgeoisie administrative merina.

En raison du contrôle de l'appareil productif par des étrangers, l'essentiel de la compétition sociale se fit sur la période pour l'accès aux postes d'État, qu'il s'agisse des postes politiques, administratifs ou militaires, et emprunta souvent la forme d'une opposition entre élites « côtières » et élites merina⁵⁷. Une grande

53 Qui n'avaient qu'un lointain rapport avec les réalités de l'insurrection de 1947-1948.

54 Les Betsimisaraka, Bezanozano, Tanale et Zafisoro avaient fourni le gros des troupes combattantes du MDRM (SPACENSKY, 1967).

55 Il fut élu par les membres de l'Assemblée constituante par 113 voix sur 114.

56 À titre d'exemple, lors des élections législatives de 1965 que le PSD remporta avec 94 % des voix, près de 60 % des élus étaient des fonctionnaires et/ou des maires ou adjoints (GOGUEL, 2006).

57 Sans que cela ne traduise pour autant un « conflit fondamental » entre ethnies « côtières » et ethnie merina. Les politiques menées ne reflètent d'ailleurs sur la période aucun parti pris notable en faveur d'une région ou d'une autre (ARCHER, 1976).

partie des postes politiques furent ainsi préemptés par les élites « côtières », même si les anciennes élites merina n'en furent pas totalement écartées. Tsiranana fit en effet une large place à leurs représentants au sein de ses gouvernements et aux postes de directions de l'État⁵⁸. Ces postes politiques assurèrent à leurs détenteurs des possibilités non négligeables d'enrichissement. Nombre des membres du gouvernement de Tsiranana occupèrent ainsi des postes de direction dans les filiales malgaches des compagnies étrangères et Tsiranana lui-même fut actionnaire dans plusieurs entreprises coloniales et directeur général de la Compagnie des transports, l'une des plus grandes de l'île (ARCHER, 1976). En revanche, le pouvoir administratif resta, lui, essentiellement aux mains d'une bourgeoisie urbaine issue des anciens groupes statutaires dominants de la monarchie merina. Dans cette rivalité entre élites « côtières » et élites merina, l'assistance technique étrangère fut cependant souvent utilisée comme moyen d'empêcher un trop fort afflux, dans l'administration, de personnes scolarisées dans les hauts plateaux.

De 1960 à 1972, le PSD maintint et étendit même son hégémonie dans le pays. Alors qu'il y avait de nombreux partis à la veille de l'indépendance, seuls deux autres partis survécurent véritablement à cette période : l'AKFM du pasteur Richard Andriamanjato dans la capitale (lequel a occupé le poste de maire de la capitale pendant toute la I^{re} République), défendant une ligne politique pro-soviétique et le Monima de Monja Jaona dans le sud, parti populiste paysan et anti-impérialiste, admirateur à ce titre de la Chine. Les membres du PSD occupaient les principaux postes de l'administration et des ministères, au point même qu'on a pu parler d'État PSD. « L'adhésion au parti était alors un moyen rapide d'ascension sociale » (RAZAFIMBELO, 2004) mais aussi un « moyen de participer de la toute-puissance du *fanjakana* donc d'être protégé » (RAISON-JOURDE et ROY, 2010). Le nombre de fonctionnaires tripla en 12 ans (VÉRIN, 1990) et l'État PSD finit par infiltrer toute la société. En brousse, les chefs de canton étaient les exécutants économiques et sociaux de l'autorité et les « élections étaient transformées en formalité d'approbation » (VÉRIN, 1990). Lors de l'élection présidentielle de 1972, quelques mois à peine avant les événements de 1972 qui conduisirent à la mise en place d'un gouvernement transitoire, Tsiranana fut ainsi réélu avec 99,8 % des suffrages exprimés.

La I^{re} République fut aussi le temps du développement de l'armée malgache, qui connut une augmentation importante de ses effectifs (RAMASY, 2010). En 1960, les officiers supérieurs des forces armées avaient été formés en France, à Saint-Cyr et à l'école de guerre, et la plupart d'entre eux, comme le chef d'état-major, le général Ramanantsoa, étaient issus de l'ancienne oligarchie merina, à l'esprit aristocratique (ARCHER, 1976). La hiérarchie militaire se confondait ainsi en partie avec les anciennes hiérarchies statutaires. Le gouvernement de Tsiranana s'efforça de limiter au maximum le pouvoir de cette élite merina en favorisant la promotion d'officiers « côtiers » au sein de l'armée et en augmen-

58 Dans le premier cabinet de Tsiranana, un ministre sur deux était Merina (ARCHER, 1976). Charles Andriantsitohaina, issu d'une grande famille aristocratique merina et qui deviendra un poids lourd de l'économie malgache, occupait à cette époque le poste de chef de cabinet du ministère d'État en charge de l'économie nationale.

tant fortement les effectifs de la gendarmerie (7 000 hommes en 1971 contre 4 000 dans l'armée ; ARCHER, 1976), dont les officiers étaient originaires de différentes ethnies et de différentes régions. Il créa également en 1966 d'une part l'académie militaire d'Antsirabe (Acnil) – qui offrait une éducation gratuite assortie d'emplois aux familles ne pouvant pas envoyer leurs enfants à l'université et dont les statuts réservaient des places aux « Côtiers » (RAMASY, 2010) – et d'autre part les Forces républicaines de sécurité (FRS)⁵⁹, majoritairement composées de militaires issus des régions côtières.

Par ailleurs, l'État PSD privilégia les investissements scolaires. Tsiranana qui, bien qu'issu d'une famille influente du nord de Madagascar, devait sa promotion à l'ouverture scolaire, mit en place une politique scolaire ambitieuse : ouverture d'un collège d'enseignement général (CEG) dans chaque sous-préfecture et d'un lycée dans chaque préfecture, création d'une université (1963), accords de coopération avec la France permettant à de nombreux bacheliers de bénéficier d'une bourse pour aller étudier en France. Le succès de cette politique de promotion scolaire contribua à l'afflux d'étudiants qualifiés sur un marché du travail urbain, en décalage avec les possibilités réelles d'emplois qualifiés. Ces aspirations non satisfaites furent à l'origine des mouvements de grève et des manifestations estudiantines du premier semestre 1972, dont celle du 13 mai 1972, qui fut réprimée dans le sang⁶⁰ par les Forces républicaines de sécurité. Ces grèves étudiantes, initialement organisées à Antananarivo sous l'impulsion du mouvement de jeunesse de l'AKFM, se diffusèrent rapidement à tout le pays (ALTHABE, 1980 ; GOGUEL, 2006 ; RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Elles conduisirent finalement à la chute du régime et la remise des pleins pouvoirs au général Ramanantsoa, militaire le plus gradé et le plus ancien dans le grade de général.

Les évolutions économiques

En dépit d'une volonté affirmée de l'État PSD d'agir sur le développement du pays, l'organisation économique de la période ne fut pas fondamentalement modifiée par rapport à la précédente. L'objectif du plan quinquennal (prolongé en réalité jusqu'en 1972), défini comme un outil pour « transformer directement et rapidement les données socio-économiques de l'île, sans révolution, sans léser aucun intérêt, en profitant de tous les moyens [...] aussi bien la dynamique du secteur privé libéral et capitaliste que des cadres plus stricts des entreprises d'État »⁶¹, visait initialement à impulser le développement sans remettre fondamentalement en cause l'organisation précédente. Misant en partie sur une « politique du ventre »⁶² (HUGON, 1974) permettant l'augmentation de la production agricole et son exportation⁶³, il

59 Équivalent des CRS en France.

60 Il y eut une quarantaine de morts.

61 Déclaration de P. Tsiranana.

62 Le but en était d'assurer la satisfaction des besoins primaires des populations. L'expression n'a donc ici rien à voir avec celle que BAYART (1989) a popularisé dans son analyse de l'État en Afrique et renvoyant à une conception de l'appareil d'État perçu comme lieu d'accès aux richesses, aux privilèges, au pouvoir et au prestige pour soi et pour les membres de son clan.

63 Mise en place de coopératives dans le domaine de la vanille et de la banane, de syndicats de communes pour la collecte des pois du cap, de fermes d'État (VERIN, 1990).

comprenait également un volet de développement industriel par substitution aux importations⁶⁴ qui se développa essentiellement à partir de 1966.

De 1960 à 1970, la production industrielle augmenta ainsi en francs malgaches courants de 13,5 % par an, faisant passer la part du secteur industriel de 10 % à 18 % du PIB (HUGON, 1974). On vit ainsi apparaître des industries comme la Papeterie de Madagascar (Papmad) à Antananarivo, en 1965, la Société malgache de raffinage (SMR) à Toamasina en 1964 et 1965, la Société textile de Mahajanga (SOTEMA) en 1968, la direction de la construction et d'armement naval (DCAN) à Antsiranana⁶⁵. L'emplacement géographique de ces différentes unités industrielles dans quelques chefs-lieux de province reflétait une volonté de développer le pays dans son intégrité territoriale, même si les provinces de Fianarantsoa et de Toliara semblaient avoir été omises dans la mise en œuvre de cette politique (*Expansion Madagascar*, 2011). Pour assurer la distribution de ces produits malgaches au meilleur prix, fut aussi développée une chaîne commerciale d'épicerie, les magasins M (VÉRIN, 1990).

Bénéficiant en partie de cette impulsion au développement d'une industrie locale, on vit ainsi émerger sur la période une bourgeoisie industrielle malgache⁶⁶, principalement issue des grandes familles merina⁶⁷. La quasi-totalité des industries appartenaient cependant encore aux étrangers. Il en était d'ailleurs de même dans le secteur tertiaire : le secteur de distribution continua d'être contrôlé par les trois grandes compagnies d'import-export et la majorité des postes clés dans les banques et les compagnies privées resta détenue par des Européens (ARCHER, 1976). Ces entreprises du secteur moderne, qui contrôlaient les deux tiers de la partie monétarisée du produit national, transféraient à l'extérieur plus du double de ce qu'elles investissaient dans le pays (GOGUEL, 2006). Après sa réélection en 1965, P. Tsiranana, tenté par l'autoritarisme et visant un développement agricole accéléré, rendit le travail obligatoire, envoya l'armée planter des arbres, condamna par roulement les fonctionnaires désormais pléthoriques (55 000 en 1965 contre 6 000 avant l'indépendance) à travailler sur les hauts plateaux et prit un certain nombre de mesures contre les « oisifs » des campagnes⁶⁸. Cette pression sur les hommes n'eut cependant pas les effets escomptés. L'économie de traite resta encore un mode d'organisation dominant et les cultures de rente, bien que relativement peu étendues, représentèrent encore les trois quarts des exportations. Même dans ce secteur, la présence étrangère était également importante, contribuant au tiers de la production.

64 Taxation des importations de l'ordre de 50 %, nombreuses facilités accordées par le Code d'investissement de 1962 (HUGON, 1974), création en 1962 d'une Société nationale d'investissement (SNI) devant servir d'intermédiaire financier, et en 1963 de la Banque nationale malgache de développement.

65 Cette société avait été créée en 1945, mais reçut des aides conséquentes lors du plan quinquennal.

66 C'est tout particulièrement le cas de la Savonnerie tropicale fondée en 1967-1968 par A. Ramaroson, membre de la bourgeoisie tananarivienne riche et ancien militant nationaliste.

67 Même si on peut identifier quelques exceptions notables dans le secteur du sisal avec la présence de producteurs franco-malgaches, dans le secteur minier artisanal où s'imposent des familles indiennes et dans celui de la vanille tenu par des élites locales « côtières » (BANQUE MONDIALE, 2010).

68 « Chaque année, des chefs de canton se lançaient dans des chasses à l'homme, furieux de trouver des cases désertées par les villageois partis camper en forêt avec marmites et riz » (RAISON-JOURDE et ROY, 2010).

Quant aux productions vivrières, elles furent nettement défavorisées. Leurs prix, tout particulièrement celui du riz, furent maintenus stables afin de limiter le coût de la vie en milieu urbain et d'avantager les agro-industries (HUGON, 1974 ; VÉRIN, 1990). Enfin, la dépendance extérieure se maintint, en dépit de la baisse des importations de biens de consommation, du fait des matières premières et biens d'équipements importés.

La colonisation et la 1^{re} République qui lui succéda modifièrent donc en partie la structure du pouvoir au sein de la société malgache. Elles mirent fin à l'hégémonie politique merina, en préemptant le pouvoir central et en redonnant du pouvoir aux élites « côtières », attisant ainsi de nouvelles rivalités. L'accent mis sur la scolarisation et l'extension du périmètre de l'État entraîna progressivement la constitution d'une nouvelle élite méritocratique, recrutée parmi les familles les plus aisées des différentes régions. La suppression officielle des groupes statutaires et l'abolition de l'esclavage ne modifièrent cependant pas en profondeur une société reposant sur des principes de distinction. Comme l'indique RAJAONAH (1996) en citant F. Braudel, les cadres mentaux, ces « prisons de longue durée », se maintinrent jusque dans les comportements. Les *andriana* continuèrent à avoir leur clientèle *mainity* (échange de riz et prêt de terrain contre travaux domestiques) et, grâce à des stratégies appropriées (militaire, scolaire, ecclésiastique), se maintinrent parmi les élites (RAJAONAH, 1996). La politique de mise en valeur déboucha sur la constitution d'une économie de traite reposant sur une exploitation des produits de la terre en vue de leur exportation, et sur l'importation de produits français. Sur l'ensemble de la période, la croissance fut de l'ordre de 2,7 %, ce qui, compte tenu de la croissance démographique, maintint tout juste le niveau moyen de richesse par tête, et creusa encore l'écart entre l'immense majorité rurale (plus de 80 % de la population) – dont le revenu réel par tête diminue de 30 % en moyenne sur la période – et un monde urbain pourtant hétéroclite. Cette dégradation du niveau de vie dans les zones rurales fut d'autant plus mal ressentie que la pression fiscale, par le biais des impôts directs (l'IMF, impôt du minimum fiscal, qui avait remplacé la taxe de capitation), continuait de peser lourdement sur leurs habitants⁶⁹. L'analyse de ce que G. Roy appelle un « cahier de doléances » villageois de 1966-1967 (RAISON-JOURDE et ROY, 2010) montre bien l'importance de ce mal-être reposant sur le sentiment de perte de considération du *fanjakana* à l'égard de ses administrés (non-respect du *fihavanana*). C'est d'ailleurs une des principales raisons des révoltes paysannes⁷⁰, encadrées par le Monima, qui eurent lieu dans le sud du pays en 1971 et furent violemment réprimées par la gendarmerie⁷¹.

69 En 1966, sur 24 millions d'impôts (FMG), 3,5 provenaient ainsi du monde rural, ce qui est important, compte tenu de la faiblesse des revenus dans ce milieu (GOGUEL, 2006).

70 Refus de payer l'impôt et la cotisation au PSD.

71 Les chiffres officiels firent état de 48 morts et 62 blessés chez les insurgés. Mais d'autres sources font une évaluation à plus de 800 morts et autant de personnes en état d'arrestation (RAISON-JOURDE et ROY, 2010).

Les contradictions du système de la I^{re} République conduisirent ainsi à son grippage au début des années 1970. L'explosion scolaire se traduisit par une forte demande d'emploi qualifié sur un marché du travail fortement saturé, et les privilèges accordés aux étrangers, tant pour ce qui est des postes techniques que dans les affaires économiques, provoquèrent une montée du ressentiment des anciennes élites. Ce sont ces aspirations non satisfaites qui furent à l'origine des mouvements de grève et des manifestations estudiantines du premier semestre 1972, ralliés par les Zoam⁷², association de chômeurs et jeunes marginaux affiliés au MFM de Manandafy Rakotonirina, premier parti politique marxiste révolutionnaire⁷³. Les révoltes paysannes et manifestations étudiantes furent interprétées par le pouvoir en place comme des tentatives de déstabilisation. Au lieu de chercher une solution consensuelle, Tsiranana se figea dans une attitude répressive en faisant écraser dans le sang les révoltes paysannes par la gendarmerie, en emprisonnant son ministre de l'intérieur Resampa, qui avait manifesté son mécontentement devant ces réactions, en permettant aux FRS de tirer sur la foule des manifestants étudiants en mai 1972, et en tenant des propos incitant aux conflits ethniques⁷⁴. Ce sont ces derniers éléments qui conduisirent à une mobilisation des syndicats, des Églises et de la société civile pour réclamer une nouvelle organisation du pouvoir. Tsiranana fut alors contraint de remettre le pouvoir au général Ramanantsoa.

De 1972 à 1991 : la malgachisation et l'extension de la rente étatique

De 1972 à 1975 : l'intermède Ramanantsoa

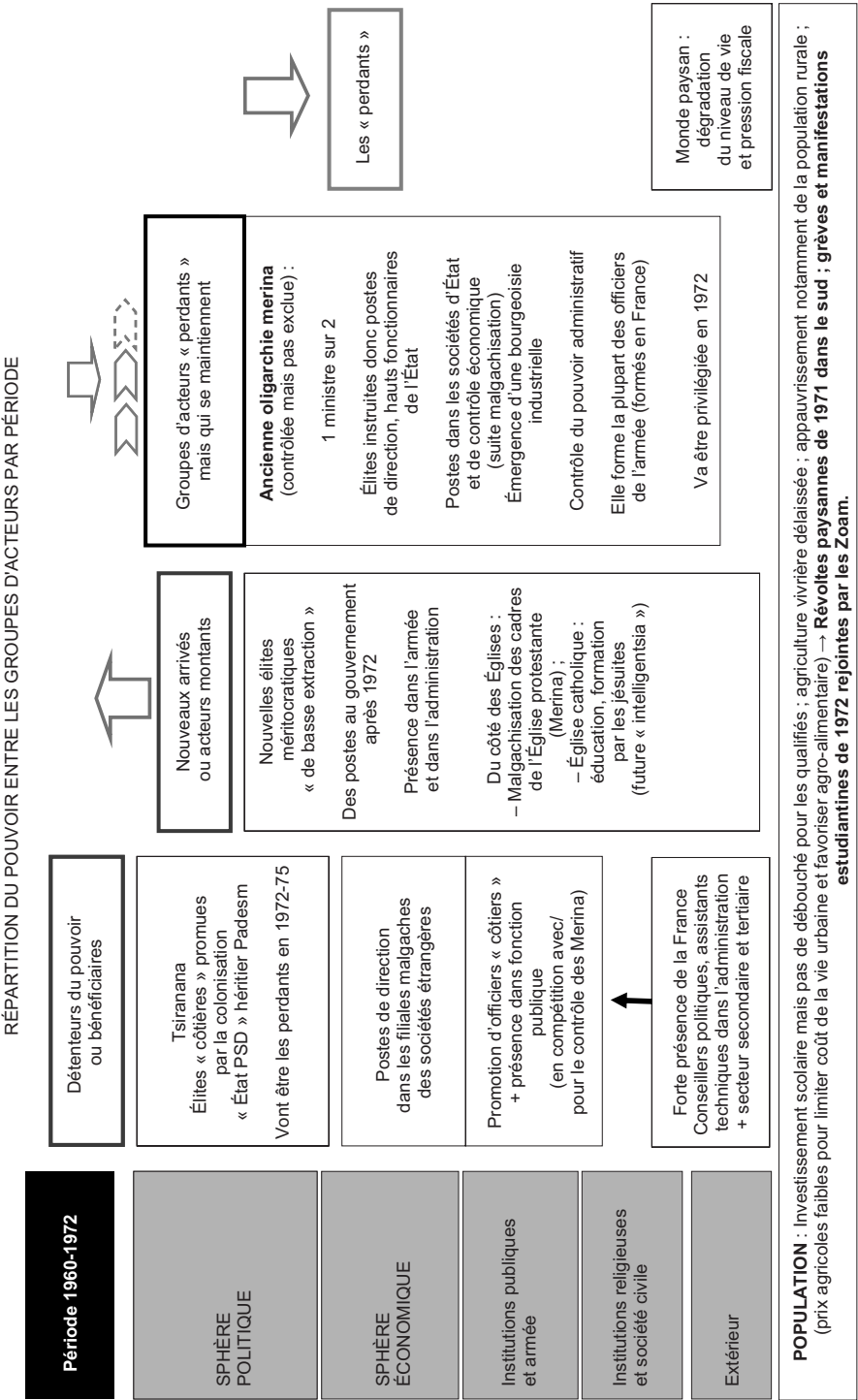
Le général Ramanantsoa fut ainsi porté au pouvoir par une coalition d'intérêts contradictoires (SPACENSKY, 1970). Celui-ci obtint ensuite un véritable plébiscite populaire lors du référendum du 8 octobre 1972 qui lui accorda un mandat de 5 ans : il obtint en effet 86 % des suffrages exprimés⁷⁵. Il s'efforça alors de constituer un gouvernement technico-militaire dissocié de toute ligne politique

72 L'irruption des Zoam dans la vie politique malgache est très importante. Ils apparurent pour la première fois en avril 1972, quand des jeunes chômeurs firent leur entrée sur le campus universitaire, portant des chapeaux de cowboys et demandant qu'on reconnaisse les opinions des Zwam (*Zatovo Western Anivon'i Madagasikara*) autrement dit jeunes cow-boys de Madagascar. Devenue organisation, le nom fut changé en Zoam (jeunes chômeurs ; *zatovo orin'asa*).

73 Ce dernier mouvement urbain « donna naissance à plusieurs organisations de gauche, regroupées, sous l'égide du comité KIM (*Komity lombonan'ny Mpitolona*) qui réussirent, avant d'être démantelées par le général Ramanantsoa, à obtenir des concessions et la reconnaissance de certains principes démocratiques dans le nouveau régime » (ARCHER, 1976 ; ALTHABE, 1980).

74 Assimilant par exemple les membres de l'AKFM à l'ancienne monarchie merina (SAURA, 2006)

75 Cet usage du référendum comme moyen, pour un gouvernant établi de façon non conventionnelle, d'obtenir un plébiscite populaire sera particulièrement courant dans l'histoire malgache. On y reviendra ultérieurement.



de parti. Les partis furent d'ailleurs interdits et un Conseil national populaire pour le développement (CNDP), censé représenter la population, fut substitué à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Les changements économiques

C'est sous ce premier gouvernement militaire que furent initiées les réformes économiques et sociales qui marqueront la trajectoire malgache des deux décennies suivantes. Deux programmes ambitieux furent en effet mis en place, l'un visant l'indépendance de Madagascar vis-à-vis des intérêts étrangers, l'autre la dynamisation des activités productives agricoles via la réorganisation des *fokonolona*.

Afin d'assurer l'indépendance économique, Madagascar quitta la zone franc et de nouveaux accords de coopération furent signés avec la France. Avec l'aval de cette dernière, l'État instaura une politique de malgachisation de l'économie en imposant dans les grandes entreprises le recrutement de cadres et de dirigeants malgaches, ainsi que le réinvestissement d'une partie des bénéfices et en incitant à une reprise des capitaux des petites entreprises ou du colonat par des nationaux avec assistance de l'État. Il s'assura par ailleurs le contrôle des secteurs clés de l'économie (banques, assurances, commerce extérieur, transports extérieurs et intérieurs) par une prise de participations majoritaires dans leur capital, ou en agissant par mandataires. Ainsi furent créées de grandes Sociétés d'intérêt national telles que la Sonaco (Société nationale de commerce extérieur) et la Sinpa (Société d'intérêt national de commercialisation des produits agricoles) qui, en situation de quasi-monopole, jouirent alors de privilèges exorbitants (HUGON, 1974). Ce nouveau capitalisme sous contrôle public contribua au renforcement du pouvoir de l'État, tout en encourageant la formation d'une élite technologique et administrative. Les principaux postes de contrôle économique furent alors occupés par des membres issus de l'ancienne élite merina, *andriana* ou *hova*, soupçonnées d'être organisées en un « club des 48 ». Si rien n'indique que ce club ait jamais existé comme organisation clairement constituée, il pourrait cependant avoir été une alliance informelle entre grandes familles liées par des réseaux d'amitié et de parenté⁷⁶ d'une part et des intérêts économiques de l'autre. Ses membres supposés ont en effet exercé sur la période un contrôle oligarchique de l'économie, par leur investissement direct dans les activités de production ou en nouant des alliances avec des entrepreneurs et négociants de province, souvent étrangers tels que les dirigeants de la Compagnie marseillaise de Madagascar, les frères Barday à Majunga, Lam-Sek à Fianarantsoa ou encore Sam-Kan à Tuléar (ARCHER, 1976).

Cette politique de malgachisation entraîna en réalité une réduction des activités économiques donc de l'emploi, ce qui contribua à alimenter en retour les troubles sociaux urbains. Beaucoup d'Européens, de Chinois et d'Indiens

⁷⁶ Le sens du nombre 48 n'est pas clair. Il pourrait correspondre soit à la date de sa supposée formation, soit au nombre de familles en faisant partie. Sur le club des 48, voir ARCHER (1976 : 77-92).

quittèrent l'île (RAZAFIMBELO, 2004) pendant cette période et les grandes entreprises étrangères eurent tendance à réduire leurs dépenses d'investissement, par peur de ne pouvoir ultérieurement rapatrier leurs bénéfices. Le PIB chuta d'environ 4 % et la récession toucha principalement les secteurs du textile et de l'habillement, les industries mécaniques et métalliques, les travaux publics et le bâtiment et affecta en amont les secteurs des matières premières et de l'énergie, et en aval le transport et le commerce (HUGON, 1974). La sortie de la zone franc et la crise économique mondiale contribuèrent également à la dégradation économique du pays. Madagascar a en effet été, selon P. Hugon, un des pays du monde les plus touchés par la crise, en pesant sur le prix des matières premières et des produits manufacturés importés (à même volume de produits pétroliers et dérivés, la valeur des importations est passée de 6,2 milliards de FMG en 1972 à 19,5 milliards en 1974). Il s'ensuivit une inflation importée qui, combinée à une inflation monétaire liée à l'augmentation des concours au trésor, atteignit 12 % en 1973 et près de 23 % en 1974 (HUGON, 1974), rognant d'autant le pouvoir d'achat de la plus grande partie des ménages malgaches.

Le deuxième volet de la politique de développement visait à réformer les structures rurales. Porté par le colonel R. Ratsimandrava, ministre de l'Intérieur, il avait pour objectif le développement économique reposant sur une forme de décentralisation, en accordant aux communautés rurales traditionnelles (*fokonolona*) plus de liberté de choix et d'organisation (en leur accordant notamment le contrôle des terres non cultivées⁷⁷) et en restructurant l'administration de manière ascendante, des cellules de base jusqu'au niveau national. La première étape de cette politique fut la suppression du minimum fiscal et de la taxe sur le bétail qui devait ainsi permettre aux communautés décentralisées de réaliser certaines opérations de développement (HUGON, 1974). Cette politique de développement agricole fut appuyée par une politique des prix (garanti du prix du paddy au producteur, subvention des engrais) et un contrôle des circuits de commercialisation du riz par la Sinpa. La suppression de l'impôt du minimum fiscal ainsi que la hausse des prix agricoles conduisirent à accroître les revenus ruraux surtout pour les paysans propriétaires. Cependant, compte tenu de la conjoncture économique, ceux-ci n'augmentèrent pas leur production de riz et réduisirent même la part consacrée à la commercialisation (11,2 % contre 16,6 %), d'où une augmentation rapide des importations rizicoles. Par ailleurs, la hausse des prix agricoles contribua à renchérir encore plus le coût de la vie en milieu urbain et à mettre en difficulté un certain nombre de petites entreprises fortes utilisatrices de main-d'œuvre et de produits agricoles locaux (HUGON, 1974 : 336).

Les évolutions politiques

Le gouvernement du général Ramanantsoa se voulait apolitique et garant de l'unité nationale. Il était composé de six militaires des différents corps d'armée

77 Les *fokonolona* furent aussi dotés d'une commission économique, le *vatoeka* aux pouvoirs de décisions étendus.

et de gendarmerie et de six civils reconnus pour leur compétence. Il assurait également en principe la représentation des six provinces de Madagascar. On peut cependant identifier au sein de ce gouvernement des sensibilités différentes, liées aux parcours professionnels et aux origines sociales des individus, qui alimentèrent l'instabilité politique de l'époque.

Issu de la haute bourgeoisie Tananarivienne, le général Ramanantsoa était naturellement disposé à privilégier les intérêts des membres de l'élite aristocratique merina. C'est sous son influence et celle du colonel Rabetafika⁷⁸ que les principaux postes de direction économique furent accordés à des membres de cette élite⁷⁹, alimentant ainsi, dans l'opinion publique, la croyance en l'existence d'un club des 48, et ce d'autant plus que les techniciens qui remplacèrent les Français étaient aussi plus souvent issus de ce monde (du fait d'une formation technique et intellectuelle supérieure liée à la meilleure infrastructure éducative des hauts plateaux).

Le commandant de gendarmerie R. Ratsimandrava et le capitaine de corvette D. Ratsiraka devaient, eux, leur parcours professionnel et leur ascension sociale à l'extinction officielle du système de classement statutaire et à l'ouverture méritocratique. Le premier, fils d'un instituteur d'Antananarivo militant du Padesm, était un Merina d'origine *Andevo* (RAMASY, 2010 ; RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Le second, d'origine Betsimisaraka, avait grandi dans une famille modeste dans la région est de Madagascar où son père était « écrivain interprète »⁸⁰. Les deux représentaient *a priori* une sensibilité de gauche au sein du gouvernement, même si D. Ratsiraka, très impliqué en tant que ministre des Affaires étrangères dans la négociation des accords de coopération avec la France et la sortie de la zone franc, se tint prudemment en retrait des affaires intérieures dans cette période. C'est en revanche R. Ratsimandrava qui initia la réforme des *fokonolona* remettant en cause les structures traditionnelles du pouvoir⁸¹, et qui commandita, à la fin de l'année 1974, les enquêtes sur les malversations des dirigeants des Sociétés nationales d'investissement qui déstabilisèrent le gouvernement Ramanantsoa.

Les anciens membres du PSD et des élites « côtières » furent, eux, les grands perdants de la réorganisation politique. Évincés des principaux postes politiques et économiques, certains d'entre eux constituèrent alors l'Union socialiste

78 « Membre d'une des familles les plus illustres d'Imerina. Le grand-père de Rabetafika avait été pasteur à Tananarive ; son frère cadet était ambassadeur à New York ; sa cousine professeur d'anglais à l'université de Madagascar, était aussi mariée avec le docteur Ranjeva, enseignant, lui aussi, à l'université et descendant de la famille royale d'Imerina » (ARCHER, 1976 : 71).

79 On peut citer le ministre de l'Économie et des Finances, le directeur du Trésor, la direction du département des finances, le gouverneur de la Banque centrale, le chef du département des impôts (ARCHER, 1976 : 82).

80 L'écrivain interprète faisait l'interprétariat des administrateurs français. Certaines sources font de Ratsiraka un descendant d'esclaves affranchis et présentent son père comme un sympathisant du Padesm. Dans ses mémoires, l'ancien président dément cependant ces affirmations (LAVRARD-MEYER, 2015).

81 Le but de la réforme était « la maîtrise populaire du développement ». Dans les *fokonolona*, toutes les personnes de plus de 18 ans devaient avoir droit à représentation. Les *fokonolona* devaient gérer leur budget et avoir le droit d'établir leurs propres statuts légaux (*dina*) concernant la sécurité intérieure. Leurs membres devaient pouvoir statuer, sans contrôle administratif, sur l'organisation de l'agriculture, du commerce et de la justice civile (ARCHER, 1976).

malgache qui se déclara ouvertement agir pour l'intérêt des « Côtiers » et organisa des manifestations anti-Merina et antigouvernementales dans des villes de la côte (RAZAFIMBELO, 2004). Entre décembre 1972 et janvier 1973, une série d'émeutes éclata à Tamatave, Majunga, Diego-Suarez et dans d'autres centres urbains. Parallèlement, des dissensions se marquèrent au sein de l'armée entre les officiers les plus gradés, passés par Saint-Cyr et l'école de guerre et le plus souvent Merina d'origine aristocratique et ceux, non-Merina pour la plupart, montés par le rang, et exclus de la représentation politique. C'est l'un d'entre eux, le colonel Brechard Rajaonarison, d'origine Antaisaka, ancien sous-officier promu après l'indépendance (ARCHER, 1976) qui sera accusé en 1975 d'avoir soutenu une tentative de coup d'État. La rébellion du GPM⁸² (héritier des FRS) qui suivit cette accusation (B. Rajaonarison s'était réfugié dans la caserne du GPM et celui-ci refusa de le livrer aux autorités), soutenue par Resampa, Tsiranana et les ministres « côtiers » du gouvernement, fut le détonateur qui conduisit à la chute du gouvernement Ramanantsoa. Celui-ci, coincé entre les revendications politiques des élites « côtières » rangées derrière le PSM et Tsiranana, sa loyauté envers l'oligarchie économique-politique merina et les pressions aux réformes économiques et politiques du MFM et du Monima, fut finalement conduit à remettre le pouvoir à R. Ratsimandrava (qui menaçait de dénoncer les membres du régime corrompus dans les affaires), le 5 février 1975. Six jours plus tard, ce dernier fut cependant assassiné, sans que ce meurtre ne soit jusqu'ici élucidé de façon indiscutable⁸³. Un directoire militaire fut alors mis en place, qui réussit à rétablir l'ordre public en réprimant par les armes la rébellion du GPM et en déclarant la loi martiale.

De 1975 à 1991 : la II^e République et l'extension de la rente étatique

Au sein du directoire militaire, c'est D. Ratsiraka qui finit par obtenir le plus d'influence, du fait de sa capacité supposée à répondre aux revendications contradictoires des différents groupes en présence et du fait de son image de fermeté vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, construite lors de son action comme ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa. Conformément à une disposition constitutionnelle prévue par le référendum de 1972, il fut ainsi élu chef d'État par les membres de ce directoire, le 15 juin 1975. Le directoire fut alors remplacé par un Conseil suprême de la révolution (CSR) et D. Ratsiraka lança dans la foulée une première vague de nationalisation dans les banques, les assurances, les cinémas, la Société des transports maritimes (SMTM), la Société malgache de raffinage puis la Compagnie

82 Groupement de police mobile.

83 Le « procès du siècle » qui eut lieu de mars à juin 1975 fit comparaître de nombreux inculpés, dont Resampa et Tsiranana, mais ne prononça que des peines mineures. Les archives de ce procès ont brûlé à la fin 1975, ce qui réduit fortement les chances de connaître un jour la vérité. Cela n'empêche cependant pas les chercheurs de proposer des pistes d'analyse (voir par exemple ARCHER, 1976 ; RAISON-JOURDE et ROY, 2010).

marseillaise de Madagascar⁸⁴. Le 21 décembre 1975, il fit adopter par référendum⁸⁵ le *Boky Mena*⁸⁶, la charte de la révolution socialiste, et une nouvelle Constitution, ce qui lui conféra la présidence de la II^e République pour 7 ans. Il réédita ainsi la pratique du plébiscite par référendum initié par G. Ramanantsoa quelques années plus tôt.

Le *Boky Mena* et la Constitution instaurèrent un système d'inspiration socialiste fortement centralisé et personnalisé, très semblable à celui mis en place en Tanzanie (DÉLÉRIS, 1986). L'exécutif et tout particulièrement le président de la République y occupaient une place prépondérante (RABETAFIKA, 1990)⁸⁷. L'organe législatif n'était plus composé que d'une seule chambre et les députés, élus au suffrage universel pour 5 ans, étaient obligatoirement membre du Front national de défense de la révolution (FNDR)⁸⁸, défini dans les articles 8 et 9 de la Constitution comme l'organe politique devant « animer et guider la Révolution dans son élan vers l'édification du socialisme, et inspirer l'activité de l'État ». Les députés ne faisaient ainsi qu'avaliser les projets de loi. Mais l'objectif de la charte était aussi de procéder à un rééquilibrage des provinces au profit des provinces « côtières ». C'est dans cette perspective que furent notamment mises en place des collectivités locales décentralisées devant d'une part garantir une meilleure représentation des provinces et d'autre part assurer plus de pouvoir au peuple : *faritany*, *fivondronam-pokonolona* (*fivondronana*), *firaisam-pokonolona* (*firaisana*), *fokontany*⁸⁹. En réalité, le centralisme politique s'accrut sur cette période par rapport à la I^{re} République. D'une part ce système était conçu de façon hiérarchisée et pyramidale⁹⁰. D'autre part, en dépit de l'autonomie financière et exécutive dont furent dotés les *fokontany*, leur encadrement demeurait très fort via la mise en place de structures d'appui techniques et idéologiques et le contrôle politique de leurs représentants élus, qui devaient obligatoirement être membres du FNDR. Or, au sein de ce Front (comprenant l'Arema – Avant-garde de la révolution malgache – les quatre partis ayant appelé à voter « oui » au référendum de décembre 1975 – l'AKFM, le Monima, le VITM⁹¹, l'Udecma⁹² – et le MFM⁹³), l'Arema, parti fondé par le président en 1976, devint rapidement hégémonique. Lors des principales élections qui ont eu lieu durant cette période, l'Arema fut en effet quasiment

84 L'État prit 51 % des parts de ces entreprises mais en laissa cependant la gestion aux anciens propriétaires, sauf pour la Compagnie marseillaise de Madagascar qui fut totalement nationalisée.

85 Ce référendum lui assura un confortable soutien populaire puisque le « oui » obtint 95 % des suffrages exprimés.

86 « Livre rouge ».

87 Le président est « l'organe suprême du pouvoir d'État ». Il préside le Conseil suprême de la révolution (CSR) et le gouvernement dans un Conseil des ministres. Il nomme les deux tiers des membres du CSR et choisit le dernier tiers sur une liste de personnalités présentées par l'Assemblée nationale populaire (ANP).

88 Comme doit l'être d'ailleurs le président.

89 Respectivement : « province », « préfecture », « sous-préfecture », « village » ou « quartiers ».

90 Chaque collectivité territoriale supérieure exerçait une tutelle directe sur le niveau inférieur et l'ensemble se trouvait sous la tutelle administrative et financière du gouvernement (RAJAONESY, 2008).

91 *Vonjy iray tsy mivaky* (« Élan populaire pour l'unité de Madagascar »), survivance du PSD ralliée au FNDR.

92 Union des démocrates chrétiens.

93 Il n'intègre le FNDR qu'après 1977.

toujours en position de monopole (RANDRIAMIHAINGO 2004 ; PIERRE BERNARD *et al.*, 1998)⁹⁴. Sous cet éclairage, cette organisation politique était donc très proche de celle précédente⁹⁵.

Les transformations économiques et sociales

Ratsimandrava avait voulu renverser la politique agricole en faveur du paysan-nat en doublant le prix du riz à la production, en supprimant l'impôt du minimum fiscal et l'impôt sur le bétail et en faisant du *fokonolona* la « base de la structuration du monde rural en vue de la maîtrise populaire du développement »⁹⁶ sous une forme autogestionnaire. La décentralisation et la réforme agraire de la II^e République n'eurent, eux, qu'un lointain rapport avec ces objectifs. Le *fokontany* (réunissant les membres du *fokonolona*), bien que disposant de pouvoirs étendus⁹⁷, ne constituait finalement qu'une « courroie de transmission des directives révolutionnaires du haut vers le bas de la société » (RAISON, 2007). Quant à la réforme agraire, incitant à développer un mode de production et de distribution collective par la création de coopératives socialistes, la dotation de subventions et l'accès au crédit, elle n'autorisait pas non plus l'autonomie de décision et d'initiative des populations rurales. Celles-ci étaient en effet fortement encadrées par les forces armées de développement⁹⁸, dont le rôle était d'éduquer, d'organiser et de diriger les paysans conformément aux directives du plan préparé par l'autorité centrale.

L'objectif premier de la réforme agraire était d'assurer l'autosuffisance alimentaire en développant les cultures vivrières. Les prix des produits de première nécessité (PPN) furent ainsi encadrés et les circuits de distribution contrôlés, tandis que les cultures d'exportation furent taxées, via la mise en place de caisses de stabilisation assurant le financement budgétaire de l'État⁹⁹. Cette politique conduisit en fait à une baisse de la production de café, de girofle, de vanille et de poivre et à une réduction corrélative des recettes d'exportation, tandis que la baisse des prix réels aux producteurs sur les produits vivriers déboucha sur leur rationnement et le développement du marché noir (BLANC-PAMARD, 1985 ; RAISON, 1991). La production commercialisée de riz stagna ainsi entre 1975 et 1983 (alors que la population augmentait de 30 %) et les

94 Lors des élections des *fokontany* tenues en mars 1977, l'Arena obtint 90 % des 73 000 sièges. En juin 1977, l'Arena gagna 220 sièges sur 232 lors des élections pour les six assemblées générales provinciales, et 112 sièges sur 137 dans l'Assemblée nationale populaire.

95 Elle se reproduira sous Ravalomanana où le TIM, parti du président, sera lui aussi dans une position dominante.

96 Ordonnance du 24 mars 1973 (ANDRIAMIRADO, 1977).

97 « Sur le plan administratif, il disposait de services publics, sur le plan législatif, il élaborait des *dina* ayant force exécutoire, sur le plan juridictionnel, il exerçait les attributions à lui confiées par les lois sur l'organisation judiciaire, sur le plan de la défense, il participait à la défense du territoire et à la sécurité publique, sur le plan économique, il œuvrait pour le développement de l'économie socialiste notamment en organisant des coopératives, sur le plan politique, il élisait et révoquait ses représentants, sur le plan social, il réalisait toute activité concourant au bien-être social et au développement socioculturel de ses membres » (RANDRIAMIHAINGO, 2004).

98 Afin d'éliminer les sources de conflits au sein des forces de l'ordre, source de blocage dans la période précédente, D. Ratsiraka unifia l'armée de terre et la gendarmerie dans une seule force appelée d'abord armée populaire puis armée de développement (ARCHER, 1976).

99 De 1975 à 1983, les producteurs du café n'ont ainsi obtenu que 40 % du prix mondial, ceux de vanille et de girofle 25 % (IFPRI, 1998).

importations de riz quintuplèrent, représentant en 1983 plus de 80 % de la production commercialisée (HUGON, 1986). Le début des années 1980 fut ainsi marqué par des situations récurrentes de pénuries.

Le développement de l'industrie devait lui aussi passer par le contrôle par l'État des moyens de production. La première vague de nationalisation de 1975 avait déjà largement amorcé la prise de contrôle étatique de l'appareil de production. Fin 1976, l'État contrôlait déjà 100 % du système bancaire, des assurances, de l'électricité et des eaux, les trois quarts des exportations et 60 % des importations (respectivement 30 % et 20 % auparavant), le tiers de l'industrie, et 14 % des transports maritimes (VÉRIN, 1990 ; RABETAFIKA, 1990). En 1976, les industries stratégiques furent à leur tour mises directement sous le contrôle direct des militaires. Ainsi fut créé l'Office militaire national pour les industries stratégiques (Omnis), dont le projet avait déjà été évoqué par D. Ratsiraka lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa. Cet organisme, dont D. Ratsiraka fut nommé président, avait la charge de gérer l'industrie lourde (chantier naval d'Antsiranana, etc.) et les exploitations de minerais stratégiques (RAVALOSON, 2000). Le contrôle économique de l'État s'accrut encore après la parution de la Charte des entreprises socialistes en 1977 et la nationalisation d'autres entreprises, comme la compagnie sucrière Sosumav, la société Denis Frères ou encore le comptoir Coroi (VÉRIN, 1990). Dans le domaine agricole, les terres encore détenues par les colons sur la côte orientale furent nationalisées et confiées à des familles malgaches avec un encadrement coopératif. Enfin fut créée la Koparema-Procoops, une centrale d'achat de produits de première nécessité (PPN) gérée par l'Arema et destinée aux paysans.

À partir de 1978, visant l'accélération du développement économique et profitant des excédents conjoncturels de la balance commerciale, le gouvernement se lança dans une politique dite d'« investissements à outrance » (71 milliards de francs malgaches en 1978, et environ 150 milliards chacune des trois années suivantes). Cette politique, qui cherchait aussi à favoriser le développement économique des régions, permit l'acquisition de moyens de transport et de labour, le développement des infrastructures et la construction des centres universitaires des provinces. En revanche, elle déboucha sur la mise en place de structures industrielles, souvent surdimensionnées ou mal situées¹⁰⁰, qui se révélèrent pour la plupart peu rentables voire parfois inopérantes¹⁰¹, en raison d'une mauvaise évaluation des besoins, du mauvais entretien des matériels, des difficultés d'approvisionnement, de l'étroitesse du marché intérieur ou encore du système de prix administrés aux fortes rigidités (ANDRIANARISON, 1996). Par ailleurs, cette stratégie d'investissements, menée en pleine récession mondiale,

100 Par exemple, la Zema, unité d'engrais d'Ambovombe, était située dans une zone où l'agriculture était peu développée à cause de la sécheresse, sans port pour l'exportation et avec une route en très mauvais état ne permettant pas aisément le transport (*Expansion Madagascar*, 2011).

101 À titre d'exemples extrêmes, l'usine d'engrais chimique Zeren de Tamatave, les complexes de fabrication d'outillage agricole Toly, l'usine de transformation du soja Lalaso n'ont jamais fonctionné. La minoterie Kobama installée dans la région du Vakinankaratra ou encore le Famama (Famokarana Mahabibo Malagasy) à Mahajanga n'ont toujours tourné qu'au ralenti.

entraîna une sérieuse dégradation de l'économie et des finances : détérioration de la balance commerciale due à la compression des exportations de matières premières et au triplement de la facture pétrolière, augmentation de l'endettement (de 18 % du PIB en 78 à 52 % en 82) et nouvelle accélération de l'inflation. De 1974 à 1978, les prix avaient en effet augmenté en moyenne de 7,5 % par an. Mais, de 1979 à 1982, le taux d'inflation bondit de 11,3 % à 28,6 % (HUGON, 1986 ; VÉRIN 1990 ; RANDRIAMIHAINGO, 2004).

Un aspect essentiel des réformes de cette période réside enfin dans la politique de scolarisation. Les inégalités du système scolaire, héritées du système colonial, s'étaient maintenues sous la I^{re} République, en dépit de l'extension de la scolarisation, marginalisant les ruraux et les régions « côtières ». Trois mesures devaient résoudre ce problème sous la II^e République : la malgachisation de l'enseignement (qui se faisait auparavant en français), une nouvelle extension démocratique et la décentralisation de l'enseignement supérieur. Un malgache officiel (en réalité celui parlé sur les hauts plateaux) devint alors progressivement la langue d'enseignement dans le primaire et le secondaire et les jeunes bacheliers, sans recevoir de réelle préparation pédagogique, furent réquisitionnés pour accomplir un service national d'enseignement. La décentralisation de l'enseignement supérieur visait, elle, l'équilibre des régions et la démocratisation de l'accès. Le nombre de boursiers quadrupla ainsi entre 1974 et 1979 et 30 milliards de francs malgaches furent investis pour l'édification des Centres universitaires régionaux (CUR)¹⁰². Là encore, les résultats ne furent pas à la hauteur des attentes. La « démocratisation » se traduisit en réalité par des facilités de passage de classe, d'accès au secondaire, et d'admission au baccalauréat. Faute de moyens adéquats en professeurs, locaux et matériels scolaires, la décentralisation contribua à perturber le déroulement normal des études et provoqua une chute importante de niveau (RANDRIAMAROTSIMBA, 2005).

La politique de développement de cette décennie fut ainsi un échec quasi-complet. De 1974 à 1983, la situation du secteur industriel se détériora fortement avec en 1974 une production inférieure à son niveau de 1967 (RAZAFINDRAKOTO, 1996) et des effectifs divisés par deux (VÉRIN, 1990), tandis que stagnait la production agricole. Dans un contexte de forte croissance démographique, il s'ensuivit finalement une baisse marquée du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages (RAVELOSOA et ROUBAUD, 1998 ; FREMIGACCI, 2007a).

À partir des années 1980, le pays fut amené, sous la pression des bailleurs de fonds, à changer d'orientation économique. Appliquant les Plans d'ajustement structurel (PAS) proposés par le FMI, au-delà même des attentes des bailleurs¹⁰³ (HUGON 1986 ; WILLAME, 1994 ; LEYMARIE, 1989a), le pays s'engagea alors sur la voie des réformes libérales : libéralisation progressive des prix et de la

¹⁰² Antananarivo pour le droit, l'économie, la gestion, la sociologie, les lettres et sciences humaines, la médecine, les sciences ; Antsiranana pour la filière électromécanique ; Fianarantsoa pour les mathématiques, la physique, et le troisième niveau de l'école normale ; Mahajanga pour les études de médecine et dentaire ; Toamasina pour la gestion ; Toliara pour les lettres, les sciences, l'école normale et la philosophie.

¹⁰³ À la Banque mondiale, le programme fut présenté comme l'un des plus remarquables du continent africain (WILLAME, 1994).

circulation des marchandises¹⁰⁴, dévaluations répétées, liquidation de sociétés non rentables, privatisation des banques nationalisées, forte limitation du niveau des dépenses publiques (blocage des salaires et du recrutement de fonctionnaires) et création de zones franches en 1980 (RAZAFINDRATANDRA, 1993, ANDRIANARISON, 1996, WILLAME, 1994). En contrepartie, le pays bénéficia de très importantes facilités de financement et d'un remboursement exceptionnel de sa dette par le Club de Paris en 1988.

Si l'ajustement structurel permit un net redressement des comptes publics, il ne permit cependant qu'une relativement faible amélioration du commerce extérieur et ne déboucha pas sur un net regain économique. L'ajustement structurel pesa particulièrement sur les couches moyennes et populaires salariées. Entre 1980 et 1988, les salaires réels des fonctionnaires connurent une baisse de 56 %, et les salaires réels agricoles et urbains une baisse de 22 %¹⁰⁵ (WILLAME, 1994). Les mesures prises furent également impuissantes à résoudre les problèmes de pénurie et de flambée des prix. Après un léger fléchissement, l'inflation atteignit de nouveau 18 % en 1987 et 26,6 % en 1988. Elles creusèrent aussi fortement les inégalités, la libéralisation des prix et des circuits commerciaux des produits vivriers favorisant en effet la spéculation et l'accroissement des marges des intermédiaires (HUGON, 1989 ; ARAUJO BONJEAN et AZAM, 1996). Elles permirent en revanche une amélioration des revenus des exploitants agricoles : 20 % pour les producteurs de riz, 7,9 % pour les producteurs de vanille, 1,9 % pour les producteurs de girofle (seuls les producteurs de café connurent une baisse de 22,5 % ; WILLAME, 1994). Ce n'est qu'en 1988 que le PIB par tête retrouva une croissance positive. Les années 1980 furent aussi marquées par une grave crise sanitaire : alors que les indicateurs de santé des enfants s'amélioraient sur le continent africain, le niveau de mortalité augmenta à Madagascar, se traduisant par un recul de l'espérance de vie à la naissance de 13 ans pour les hommes et 8 ans pour les femmes entre 1976 et 1986 (GASTINEAU *et al.*, 2010).

Les évolutions sociopolitiques

La période dite socialiste de D. Ratsiraka, qui est en réalité une économie capitaliste dirigée par l'État, à l'image de ce qui s'est fait par exemple en Côte d'Ivoire, prolongea la période précédente. L'extrême centralisation politique et l'extension du périmètre de l'État entre 1975 et 1993 furent propices à l'arrivée au pouvoir et à l'enrichissement d'une nouvelle génération de cadres qui n'avaient pu obtenir de places lors de la République précédente par insuffisance de capital symbolique ou matériel (GALIBERT, 2011a). De façon encore plus marquée que dans la période antérieure avec le PSD, l'adhésion à l'Arema devint une source

¹⁰⁴ Libéralisation du prix du riz en 1985, libéralisation totale des exportations à l'exclusion du café, de la vanille et du girofle, suppression de la taxe à l'exportation du poivre, suppression de la caisse de stabilisation du poivre en 1987, suppression du fonds de stabilisation du café et de la girofle, libéralisation des échanges intérieurs et extérieurs, sauf pour la vanille, disparition de la situation de monopole de l'État sur les exportations en 1988.

¹⁰⁵ Un jour de salaire agricole correspondait à environ 1 kg de riz blanc en 1991 alors que, au début des années 1970, il permettait d'en acheter plus de trois (RAISON, 1991).

essentielle de promotion sociale. Cette nouvelle élite politique ne monopolisa cependant pas l'intégralité des postes de responsabilité. Si les élites « côtières » furent les grandes perdantes de cette période, les membres des grandes familles merina, bien qu'exclues des plus hautes fonctions, retrouvèrent néanmoins une partie des prérogatives qu'elles avaient perdues sous la I^{re} République. La représentation des Merina au sein des gouvernements passa ainsi de 18 % sous la I^{re} République à 36 % sous la II^e République (PRYOR, 1990). C'est aussi pendant cette période que se développa le plus la « rente étatique » (GALIBERT, 2011a). Les militaires, auxquels le président D. Ratsiraka était redevable de son accession à la tête de l'État, furent parmi les grands gagnants de cette extension. Largement représentés au sein du CSR et du gouvernement, ils bénéficièrent aussi de la possibilité d'enrichissement grâce à la constitution de l'Omni, qui leur donna la possibilité de diriger des entreprises stratégiques (GALIBERT, 2011a). L'accroissement du secteur public ouvrit aussi de nombreuses possibilités d'enrichissement pour des cadres de l'Arema, et tout particulièrement pour les plus proches du président Ratsiraka, qui se virent attribuer les principaux postes de direction et de gestion des entreprises publiques. Enfin la multiplication des postes administratifs des nouvelles collectivités territoriales, du fait des prérogatives qu'ils accordaient à ceux qui les occupaient, constitua autant d'opportunités de prélèvement sur les richesses produites (FANOMEZANTSOA, 1993). Comptait moins, alors, dans ces nominations ou attributions, l'ethnie ou le groupe statutaires que l'allégeance politique et/ou la proximité familiale.

Contrôle politique et contrôle économique limitèrent donc le pouvoir des anciennes élites (qu'il s'agisse de l'oligarchie « côtière » qui avait accédé au pouvoir sous la I^{re} République, ou des grandes familles merina des hauts plateaux) et permirent le développement d'une couche de nouveaux riches. Il faut pourtant nuancer l'importance de ce verrouillage du système. En termes politiques, le strict contrôle de l'activité politique, la répression des opposants et l'interdiction de certains partis se traduisirent, certes, par le repli du nombre de partis légaux et des résultats électoraux à sens unique : la liste unique du FNDR obtint 96 % des voix aux législatives de 1976, tandis que l'Arema raflait 117 sièges sur 137 à celles de 1983. Après avoir recueilli 95 % de « oui » au référendum de 1975, D. Ratsiraka fut une première fois réélu à la présidence avec 80,1 % des suffrages en 1982, contre Monja Jaona, seul candidat autorisé. La descente aux enfers de l'économie malgache et les bouleversements politiques sur la scène internationale (effondrement du mur de Berlin, discours de la Baule, etc.) marquèrent alors le début de la contestation dont témoignent d'abord les mobilisations urbaines et paysannes du milieu des années 1980, notamment l'affrontement sanglant entre les Kung-Fu et les TTS (*Tanora Tonga Saina*¹⁰⁶) à la fin de 1984 (RAKOTOMANGA, 1998 ; RAISON-JOURDE, 2002)¹⁰⁷.

106 Jeunes, conscient de l'avenir et de leur place dans la société.

107 Les premiers regroupaient des membres des classes moyennes ou supérieures, notamment des fils de familles de personnalités civiles et militaires, adeptes d'un club d'art martial très structuré, et plutôt opposés au régime. Les seconds, membres d'une organisation informelle composée de jeunes chômeurs et lointains cousins des Zwam de 1972, se chargeaient d'infiltrer et de désorganiser les manifestations d'opposants en commettant des pillages et autres actes permettant l'intervention légale des forces de l'ordre.

Il faut aussi souligner le poids nouveau des Églises dans le champ politique. Il n'existe pas de données exhaustives permettant de connaître la proportion de chrétiens à Madagascar. Une estimation à partir de l'enquête démographique et de santé (EDS de 1997) permet néanmoins de penser qu'elle s'élève à près de 75 %. Dans les zones urbaines, on sait qu'elle excède les 90 % et que le niveau de pratique y est extrêmement élevé. À Antananarivo par exemple, les deux tiers des habitants se déplaçaient en 1997 dans un lieu de culte au moins une fois par semaine (ROUBAUD, 2000). C'est dire le poids que peuvent avoir ces lieux et les discours qui y sont tenus sur le comportement des personnes. En 1972, les Églises chrétiennes historiques de Madagascar, à savoir les Églises protestante réformée (calviniste), anglicane, luthérienne et catholique, n'avaient en fait été impliquées que de façon très éloignée dans la crise politique. Cette implication devint en revanche nettement plus importante sous la II^e République. Un Conseil chrétien des Églises de Madagascar (FFKM, *Fikambanan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara*), conseil œcuménique rassemblant les quatre églises historiques, vit le jour en novembre 1979. Dès 1982, il se donnait pour fonction, lors de son premier congrès national, de contribuer au redressement de la Nation. De 1989 à 1991, les prises de position publiques du FFKM¹⁰⁸ et les grands rassemblements liturgiques « où les homélies laissaient une large place au discours sur la liberté et les droits de l'homme » (TRONCHON, 1995), en firent un vecteur d'opposition politique et d'émergence de la société civile. C'est par exemple dans son sillage que se constitua en 1989 le Comité national pour l'observation des élections (KMF/CNOE) (GALIBERT, 2011a).

Pouvoir économique et pouvoir politique

En termes économiques, les nationalisations concernèrent pour leur immense majorité des entreprises étrangères, laissant libres les entreprises tenues par des nationaux. Ainsi, l'ampleur des nationalisations n'empêcha pas que subsiste, même avant le virage libéral, un important secteur privé. En 1991, le secteur public pourrait en effet n'avoir compté finalement que pour moins du tiers du PIB formel et ne représenter que 3 % des emplois (Banque mondiale, 1995)¹⁰⁹. Des membres des grandes familles merina, sans être parties prenantes du régime, continuèrent ainsi, sous la période socialiste, à faire fructifier leurs entreprises. C'est le cas par exemple de C. Andriantsitohaina avec ses entreprises Viro et Prochimad, ou encore d'A. Ramaroson avec la savonnerie tropicale (Banque mondiale, 1995). D'autres auraient pu même profiter de cette période en obtenant des positions monopolistiques sur leurs produits. RAISON-JOURDE (1993) cite ainsi le cas du monopole de l'importation de médicaments par la Cofarma, entreprise dirigée par le pharmacien G. W. Razanamasy¹¹⁰.

108 Une déclaration publique de 1982 énonce par exemple « Tout se passe comme si le pouvoir et les décisions étaient accaparés par un groupe qui s'en arroge des avantages exorbitants » (JACQUIER DUBOURDIEU, 2002).

109 Il n'existe en fait que très peu de données industrielles sur cette période, et encore plus rarement de données distinguant le secteur public du secteur privé (RAZAFINDRAKOTO, 1994). Le nombre de 60 % de la production réalisée par les entreprises publiques dans les années 1980, qu'on retrouve dans certains écrits, ne renvoie jamais à des études précises.

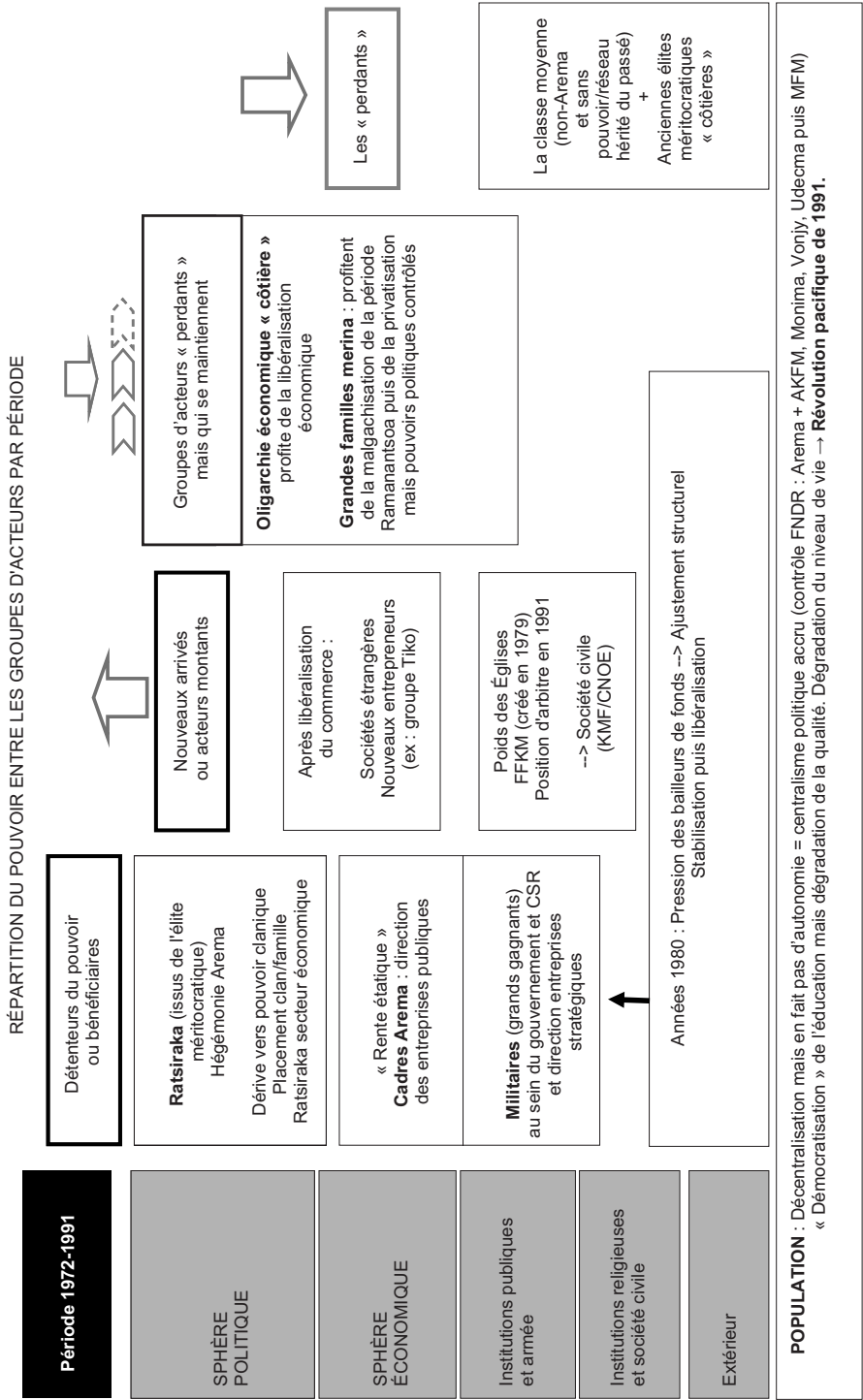
110 Voir sur ce point le débat dans le courrier des lecteurs de *Politique Africaine*, 53 (1993).

Il n'y a donc pas eu sur cette période d'opposition frontale entre les tenants du régime et ces anciennes élites, dont certains membres d'ailleurs ont continué d'occuper aussi des postes politiques. Le colonel Rabetafika a par exemple été nommé inspecteur général de l'armée après avoir été déclaré non coupable au procès du siècle.

Le tournant libéral du début des années 1980 entraîna de plus une recomposition relative du paysage économique en ouvrant les opportunités économiques. Les privatisations furent pour les grandes familles merina une nouvelle source d'enrichissement privé, du fait de « leur meilleure connaissance du monde anglo-saxon, fondamentale dans la discussion avec les instances internationales » (RAISON-JOURDE, 1993). La première vague de privatisation eut ainsi tendance à concentrer le capital dans le secteur des hautes terres (JÜTESONKE et KARTAS, 2010). Dans les régions côtières, les carences de l'État central avaient déjà permis à une petite oligarchie bourgeoise de construire des systèmes efficaces de détournement des investissements publics (FAUROUX, 1999). La libéralisation du commerce lui permit encore d'accentuer son pouvoir sur l'économie locale (par exemple les familles Rajabaly, Kaleta ou encore Solo Dollar ; RAKOTONDRABE, 1993). De nouveaux entrepreneurs purent également se développer, grâce au financement extérieur. C'est tout particulièrement le cas de M. Ravalomanana, Merina d'origine paysanne, qui, grâce à un prêt de la Banque mondiale, créa une entreprise de produits laitiers, Tiko, qui deviendra en quelques années un véritable empire (RANDRIANJA, 2005 ; VIVIER, 2007). Enfin, des sociétés possédées par des Non-Malgaches purent de nouveau s'implanter ou regagner des parts de marché. C'est particulièrement le cas dans le secteur commercial d'entreprises chinoises ou indiennes, dont les propriétaires, à l'image de la famille Barday ou Ismail, étaient souvent implantés de longue date à Madagascar. Certains groupes français (Bolloré, Fraise) tirèrent également parti du programme de privatisation pour se positionner sur la commercialisation et l'exploitation de denrées agricoles (tabac, sisal...), la production et la distribution de boissons, ou encore l'extraction minière (Banque mondiale, 1995).

Les dirigeants du parti dominant ne furent pour autant pas évincés des positions économiques. Trois millions de dollars de dons reçus par D. Ratsiraka du colonel Kadhafi et de Saddam Hussein furent par exemple versés à la Procoops, dirigée par sa belle-sœur et épouse du ministre de la Défense, H. Raveloson-Mahasampo. Cette entreprise, transformée en société anonyme, devint alors tentaculaire, et développa des activités tous azimuts extrêmement rentables : commerce de zébu, plantations (riz, manioc), construction d'habitations à bon marché, activités d'import-export, exploitation minière... (LEYMARIE 1989a, 1989b).

La période qui s'ouvrit en 1972 et se poursuivit avec la II^e République constitua sous certains aspects une rupture avec la période précédente. Elle fut marquée par la malgachisation de l'économie et de la société, source de fierté retrouvée pour le peuple malgache, et la volonté affirmée de créer un ordre social nouveau,



dans lequel les anciennes distinctions hiérarchiques et géographiques seraient abolies. Ces éléments, martelés dans les discours officiels, servirent très certainement à assurer au parti au pouvoir un fort soutien populaire, du moins dans les premières années. Il n'en reste pas moins que l'organisation politique se maintint sous une forme extrêmement centralisée et personnalisée, dans la lignée des différents pouvoirs qui s'étaient succédé précédemment. De ce point de vue, on se situe plus dans la continuité des formules politiques précédentes que dans la rupture. Sur cette période, les anciennes élites se trouvèrent limitées dans leur accès au pouvoir économique et politique, dont elles avaient précédemment le quasi-monopole, tandis que s'instaurait un nouveau groupe dirigeant, de type clanique, autour du président et de son parti. L'échec des réformes entreprises déboucha cependant dans les années 1980 sur une ouverture économique qui ré-aiguïsa les compétitions et une progressive libéralisation politique qui permit la montée des contestations et l'expression populaire des frustrations, notamment au sein des classes moyennes (abstention aux élections présidentielles et législatives de 1989, manifestations dans les centres urbains, grèves estudiantines...). De fait, ni la période socialiste ni celle de l'ajustement structurel ne répondirent aux objectifs affichés de réduction des inégalités, que ce soit entre régions (particulièrement entre les hautes terres et les régions « côtières »), entre zones urbaines et zones rurales ou encore entre héritiers statutaires et couches populaires. Cette phase se marqua en réalité par un creusement de la coupure entre les paysans (et dans une moindre mesure les travailleurs du secteur informel) et l'État et le système capitaliste, du fait que l'abandon de l'impôt du minimum fiscal, l'échec de la réforme des *fokonolona* et le sentiment d'abandon par le *fanjakana* en firent désormais des acteurs « non capturés »¹¹¹.

De 1991 à 2002 : les errements de l'ouverture économique et politique

La contestation des résultats de l'élection présidentielle de mars 1989 fut le point de départ d'un vaste mouvement de protestation¹¹². Poussé à libéraliser la vie politique, le président mit fin au FNDR en 1989 et rétablit la liberté de création des partis politiques en 1990. Ceci n'arrêta cependant pas le mouvement qui se fédéra sous le nom de « Forces vives » et qui, après des manifestations quotidiennes et après avoir réussi à déclencher une grève générale, installa un gouvernement insurrectionnel en juin 1991. La répression dans le sang (30 morts et 203 blessés) d'une manifestation en août 1991 et la tentative

111 Dans son livre sur le socialisme tanzanien, HYDEN (1980) montre que la paysannerie n'était alors pas « capturée » par l'économie de marché capitaliste et par l'État, et qu'elle gardait son choix d'évasion (*exit option*) en se retirant dans une économie de subsistance.

112 D. Ratsiraka l'emporta avec 62,7 % des voix contre 19,3 % au leader du MFM, Rakotonirina Manandafy, 14,9 % à M. Razanabahiny (VITM) et 3 % à Monja Jaona.

de jouer la carte « ethnique »¹¹³ (RAKOTONDRABE, 1993, LEYMARIE, 1995, FAUROY, 1999) finirent de décrédibiliser D. Ratsiraka qui fut alors contraint de prendre comme Premier ministre G. W. Razanamasy, maire d'Antananarivo et membre éminent de la haute bourgeoisie merina, et à entreprendre des négociations avec les Forces vives. Ces négociations débouchèrent, en octobre, sur la convention « du Panorama » qui scella alors un accord permettant la constitution d'un gouvernement de transition au sein duquel A. Zafy, représentant les Forces vives et ancien ministre de la Santé du gouvernement Ramanantsoa, fut nommé président de la Haute Autorité de l'État (HAE), G. W. Razanamasy chef du gouvernement, tandis que D. Ratsiraka restait président de la République.

Les Églises jouèrent un rôle certain dans l'encadrement du mouvement de 1991, en faisant une révolution pacifique, ponctuée de chants et de prières, au plus loin des événements de 1972 (URFER, 1993 ; RAISON-JOURDE, 1995 ; TRONCHON, 1995 ; RALIBERA 2008). S'érigeant en arbitre politique dès 1990, le FFKM contribua à la résolution du conflit en organisant plusieurs concertations nationales dont la dernière aboutit à la signature de la convention dite « du Panorama », à l'issue de laquelle il devint partenaire du nouveau gouvernement dont les institutions (HAE et Comité pour le redressement économique et social – CRES) se constituèrent « sous sa responsabilité et sa direction » (GALIBERT, 2009).

Flux et reflux de l'ouverture démocratique

La démocratisation était une revendication principale du mouvement de contestation de 1990-1991. Le gouvernement provisoire fit ainsi adopter par référendum une Constitution restaurant le bicamérisme et instaurant un régime parlementaire dans lequel l'Assemblée nationale avait le pouvoir de contrôler l'exécutif en investissant le Premier ministre et de déposer le président. Le mandat du chef de l'État, qualifié dans le préambule de la Constitution de *raïamandreny*, plus détenteur de l'autorité morale que du pouvoir exécutif, fut également réduit à 5 ans, renouvelable une seule fois. Cette nouvelle organisation politique de l'État entendait ainsi mettre fin à l'extrême concentration et personnalisation du pouvoir des périodes précédentes (CADOUX, 1993). En février 1993, A. Zafy, originaire du nord, ancien ministre du gouvernement Ramanantsoa et apparenté par alliance aux Zafimahova, une des grandes familles côtières, fut alors élu président de la République au suffrage universel direct (avec deux tiers des suffrages contre un tiers à D. Ratsiraka).

Ce nouvel équilibre des pouvoirs politiques fut cependant une source essentielle de fragilité politique. La liberté de création des partis politiques en mars 1990 avait déjà ouvert la voie à une multiplication de nouveaux partis politiques, représentant plus des intérêts particuliers que des groupes sociaux ou des idées politiques. Lors des élections législatives de juin 1993,

113 L'incitation pour les assemblées provinciales à se proclamer en « États fédéraux » notamment suscita à Tuléar et Diego un certain nombre d'actions violentes anti-Merina et anti-étatiques qui firent craindre le déclenchement d'une guerre civile.

encouragés par le système proportionnel¹¹⁴, 121 partis ou organisations politiques furent ainsi en lice¹¹⁵, parmi lesquels 26 furent finalement représentés à l'Assemblée nationale (PIERRE BERNARD *et al.*, 1998). Si cette diversité n'empêcha pas A. Zafy, dans un premier temps, d'obtenir une majorité de soutien, elle nuisit cependant à la mise en place d'une politique économique cohérente et fit entrer Madagascar dans une phase de grande instabilité. Les quatre années de présidence d'A. Zafy virent ainsi la succession de trois premiers ministres différents et de cinq gouvernements. Le conflit sur les politiques à suivre – entre son Premier ministre, M. Ravony, soutenu par une majorité des parlementaires, et A. Zafy – conduisit le président à soumettre en septembre 1995 un référendum constitutionnel¹¹⁶ redonnant au président le pouvoir de nommer son Premier ministre. Ce coup politique qui permit le remplacement de M. Ravony par N. Ratsirahonana au poste de Premier ministre et une recentralisation du pouvoir, n'empêcha pourtant pas les parlementaires de voter huit mois plus tard une motion de censure du gouvernement puis une motion d'empêchement définitif du président pour violation de la Constitution (PIERRE BERNARD *et al.*, 1998 ; ROUBAUD, 2000).

Après quelques mois pendant lesquels le Premier ministre assura la présidence par intérim, Madagascar s'engagea donc, fin 1996, pour la seconde fois depuis les événements populaires de 1991, dans des élections présidentielles libres et transparentes. Compte tenu de l'émiettement des partis politiques, ces élections mirent cependant aux prises, au second tour, les deux mêmes candidats qu'en 1993, A. Zafy et D. Ratsiraka, et consacrèrent finalement la victoire de ce dernier. Cependant, compte tenu du taux record d'abstention (50,3 %), traduisant le désenchantement démocratique des citoyens et le rejet d'une partie des classes moyennes urbaines du choix qui leur était proposé (ROUBAUD, 1997a), celui-ci ne fut en réalité élu qu'avec un quart des électeurs potentiels. D. Ratsiraka revint donc au pouvoir mais en ayant abandonné cette fois toute référence au socialisme et en ayant au contraire endossé les habits du libéralisme. En mars 1998, il fit lui aussi voter par référendum¹¹⁷ une nouvelle réforme constitutionnelle renforçant considérablement le pouvoir présidentiel (nomination et révocation du Premier ministre, nomination des plus hautes autorités judiciaires, notamment le président de la Haute Cour constitutionnelle, le premier président et le procureur général de la Cour suprême, dissolution de l'assemblée nationale) et limitant du même coup celui du Parlement (ce dernier ne pouvait plus réclamer l'empêchement du président que de façon temporaire et uniquement pour cause d'incapacité physique ou mentale).

114 Le choix de ce mode de scrutin avait été avalisé tant par les pro-Ratsiraka que par les partisans des Forces vives, du fait qu'aucune des deux « formations » n'était sûre de pouvoir obtenir la majorité en cas de scrutin majoritaire (RAKOTOARISOA, 2002).

115 Le nombre de partis n'a pas cessé d'augmenter depuis ce temps. En 2009 on en comptait plus de 180, en août 2012, plus de 340. Sources : Loi 2009-002 relative aux partis politiques et site du ministère de l'Intérieur de Madagascar en août 2012.

116 Un peu plus de 70 % des inscrits se déplacèrent et 64 % d'entre eux votèrent pour l'amendement constitutionnel.

117 Le « oui » l'emporta avec 51 % des voix des 70 % des électeurs qui se sont déplacés pour voter.

La réforme constitutionnelle prévoyait aussi la création des provinces autonomes (Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara), dotées d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative, dans la suite logique de ce qui avait été imaginé en 1991 pour sauver la II^e République. Les mobilisations populaires de 1990-1991 avaient en effet été particulièrement marquées à Antananarivo, principalement habité par des personnes originaires des hauts plateaux, Merina à 80 %. D. Ratsiraka avait alors tenté de maintenir son régime en jouant sur la fibre ethnique et l'ancien ressentiment anti-Merina. Il avait ainsi mobilisé, à grand renfort de communication, les soutiens d'autorités « traditionnelles » provinciales (*tangalamena*) et suscité la création d'un mouvement fédéraliste qui avait débouché en septembre 1991, à Tamatave, sa ville d'origine, sur une conférence nationale des États fédérés et un certain nombre d'événements violents (DELVAL, 1994 ; FAUROUX, 1999).

La création des provinces autonomes par le référendum de 1998 répondit ainsi moins à un objectif de décentralisation démocratique qu'à une stratégie de consolidation du pouvoir présidentiel grâce au soutien d'autorités provinciales censées représenter leurs administrés. De fait, les provinces autonomes restèrent très largement sous la tutelle du chef de l'exécutif, qui nomma dans chaque province un délégué général du gouvernement chargé de l'administration déconcentrée et qui bénéficiait du droit constitutionnel de dissoudre le conseil provincial (l'assemblée parlementaire locale élue) pour « causes déterminantes ». De plus, si les provinces autonomes furent effectivement créées par une loi du 22 août 2000, les élections provinciales se traduisirent, du fait du mode de scrutin majoritaire et de la faible implantation des autres partis, par une large domination de l'Arema¹¹⁸ dans les conseils provinciaux et donc son contrôle des exécutifs provinciaux : les six gouverneurs élus furent des membres de l'Arema (RAKOTOARISOA, 2002). Ce verrouillage politique, associé à une nouvelle « arémaïsation » de l'administration et des résultats macro-économiques plutôt flatteurs, permit d'assurer pendant six ans une relative stabilité politique, période pendant laquelle les proches du régime, au premier rang desquels le président et sa famille purent de nouveau user de leurs positions politiques pour s'enrichir (RANDRIANJA, 2005 ; RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Il s'ensuivit cependant une consolidation du désenchantement démocratique, déjà attesté par la montée des taux d'abstention aux différentes élections. Une enquête de 1997 faisait ainsi apparaître que l'immense majorité des citoyens portait un regard très sévère sur la classe politique (84,9 % déclarant qu'elle ne reflétait pas ses préoccupations) et d'une façon générale sur le fonctionnement démocratique (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2003a).

L'entrée dans la « modernité » économique libérale

On l'a vu plus haut, les nombreuses mesures de libéralisation et de désengagement de l'État prises dans les années 1980 après l'expérience catastrophique de fermeture du pays des années 1970 n'avaient pas réussi à endiguer le *trend*

¹¹⁸ Devenue en 1997 l'Association pour la renaissance malgache.

récessif amorcé au cours de la décennie antérieure, et ce n'est qu'en 1988 qu'on commença à entrevoir un début de récupération du PIB par tête. Les événements populaires de 1991 vinrent cependant compromettre cette trajectoire ascendante. Entre 1991 et 1993, les troubles civils et l'instabilité politique entraînèrent en effet un net ralentissement économique et une chute du PIB par tête de 8,9 % (PATERNOSTRO *et al.*, 2001). Dans la période suivante, les dissensions politiques eurent elles aussi des conséquences directes sur l'économie. Elles créèrent un climat de confusion décourageant les investisseurs privés et retardèrent les négociations avec les bailleurs de fonds internationaux, à un moment où le pays était asphyxié financièrement et donc très dépendant de l'aide extérieure. En 1994, alors que la situation de l'économie malgache continuait de se dégrader, des luttes opposèrent le Premier ministre, partisan de l'application des mesures de rigueur préconisées par les organisations multilatérales et le chef de l'État, qui préconisait le recours à des « financements parallèles » d'origine douteuse, en vue d'échapper à la tutelle des institutions de Bretton Woods. Cette bataille politique se traduisit alors par l'interruption des versements de l'aide internationale qui ne reprirent qu'après le remplacement d'A. Zafy à la tête de l'État, à la fin de 1996. Reflet de cette instabilité politique et des craintes qu'elle suscite, l'évolution macro-économique du pays de 1991 à 1997 fut ainsi marquée par une très faible croissance (0,1 % par an), tandis que l'instauration en 1994 d'un taux de change flottant déboucha sur une dépréciation de 300 % du franc malgache et une nouvelle poussée inflationniste¹¹⁹ (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002a ; DOROSH *et al.*, 2003 ; GASTINEAU *et al.*, 2010).

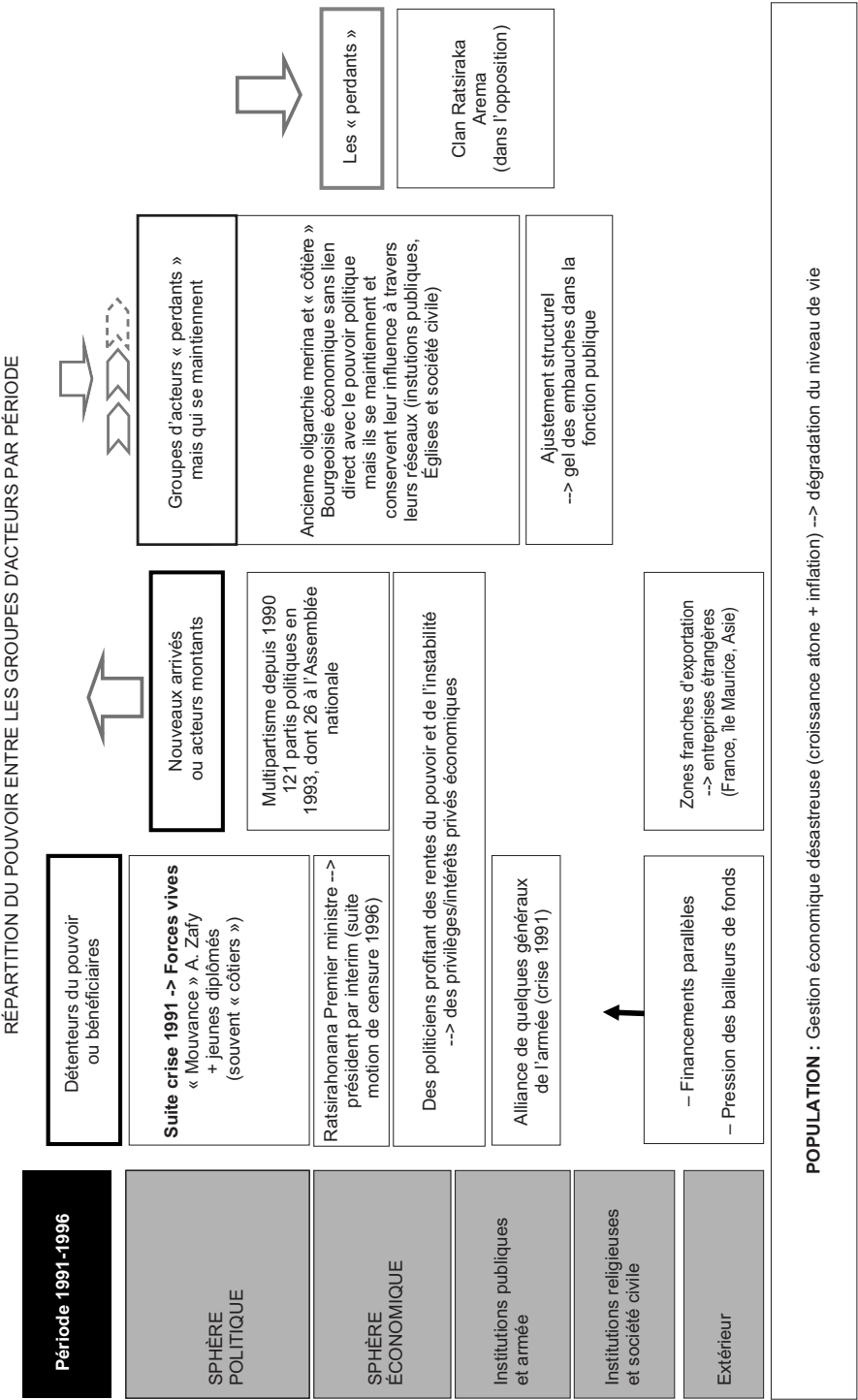
Le retour de D. Ratsiraka au pouvoir, en dépit de la faible marge avec laquelle il fut élu, mit provisoirement fin à l'instabilité politique et inaugura un nouveau cycle de croissance qui dura jusqu'à la crise politique de 2002. Pour la première fois depuis le début des années 1980 (exception faite de l'embellie passagère des années 1988 et 1989), le PIB par tête se remit en effet à croître, à un rythme de plus en plus rapide. D. Ratsiraka poursuivit les recettes libérales préconisées par le FMI et amorça une nouvelle vague de privatisation. Celles-ci, comme celles de la première vague de privatisation, furent vendues pour une valeur notablement sous-évaluée, ce qui permit à des proches du pouvoir bien informés et ayant accès aux financements de les acheter à moindre coût (Banque mondiale, 2009). L'accord signé avec l'institution de Bretton Woods conduisit les autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux à reprendre leurs activités dans le pays et permit à Madagascar de bénéficier de l'annulation et du réaménagement d'une partie de sa dette extérieure par le Club de Paris. L'amélioration du contexte sociopolitique constitua ainsi clairement un des facteurs explicatifs de la dynamique positive sans précédent depuis trois décennies, obtenue sur cette période. La croissance fut d'abord la conséquence d'une augmentation de la demande intérieure. Celle-ci s'expliqua par l'accroissement de la consommation permise par le recul de l'inflation et l'augmentation des salaires, notamment dans le secteur public, mais aussi par la reprise des investissements publics

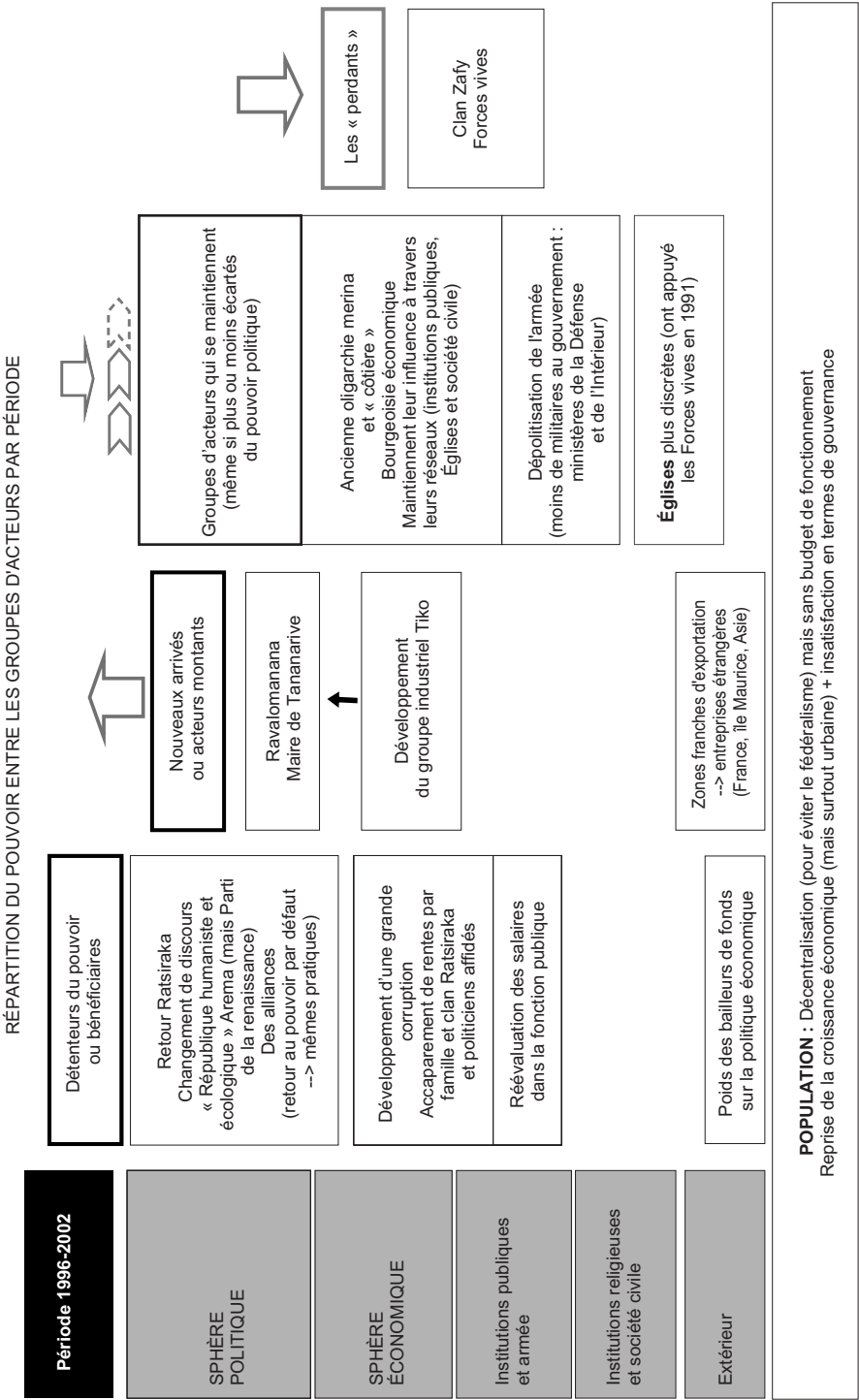
¹¹⁹ 36,9 % en 1994, 48,4 % en 1995.

et privés. Profitant du climat favorable des affaires, d'une main-d'œuvre comptant parmi les moins chères du monde, du statut des zones franches et de la possibilité nouvelle qui leur était offerte d'acquérir des terrains par le biais de baux emphytéotiques de 99 ans, un certain nombre d'investisseurs étrangers vinrent notamment s'installer dans le pays. Cette croissance fut aussi la conséquence d'un profond changement dans l'organisation économique du pays, opéré au cours de la décennie 1980. Les exportations de produits industriels en devinrent en effet un moteur essentiel, se substituant aux produits agricoles traditionnels dont la demande mondiale ne progressait que faiblement. La montée remarquable du poids des exportations de la zone franche industrielle (CLING *et al.*, 2005) témoigna de ce mouvement d'industrialisation (passant de 2 % au début des années 1990 à près de 40 % du montant total des exportations en 2000). Parallèlement, les produits traditionnels (café, vanille, girofle, poivre, cacao), qui représentaient encore 38 % de la valeur totale des exportations en 1990, ne contribuèrent plus que pour 14 % des recettes en 2000. Cette dynamique, tout à fait exceptionnelle à l'échelle de l'Afrique subsaharienne dont les performances commerciales furent au contraire plutôt médiocres sur la période (GROS *et al.*, 2001), traduisit ainsi la capacité de Madagascar à frayer avec le monde économique moderne (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002a).

Cette croissance creusa cependant plus profondément les inégalités spatiales et sociales historiquement présentes dans le pays. Elle fut en effet essentiellement urbaine, voire tananarivienne – c'est en effet surtout dans et aux alentours de la capitale que les industries compétitives se développèrent et que s'étendirent les zones franches (RADERT, 2008), alors que les productions rurales et « côtières » connurent un développement bien plus faible. Ainsi, si la pauvreté urbaine se réduisit fortement sur la période, passant de 63 % à 44 % (et de 39 % à 19 % dans la capitale), elle se maintint dans les zones rurales, y touchant environ 77 % (GUBERT et ROBILIARD, 2010). Cette performance modeste du secteur agricole fut en partie imputable aux conjonctures climatiques souvent défavorables, mais est aussi le signe de la profonde coupure du pays. Dans nombre de zones rurales, l'absence d'infrastructures et l'atomisation des petits producteurs, peu intégrés à l'économie marchande, demeura un obstacle à l'accroissement des productions vivrières, en dépit de la libéralisation des prix censé avoir un effet stimulant (ROUBAUD, 1997b). D'autre part, les politiques d'intervention publique catastrophiques (contrôle du commerce, fixation des prix, taxation, etc.) dans les secteurs d'exportations traditionnelles, et plus particulièrement les produits de rente (vanille, café, girofle, etc.) conduisirent au mieux à une stagnation de ces filières, et dans certains cas à un véritable effondrement des recettes d'exportation (vanille), tout en assurant localement des « bénéfices exorbitants aux potentats locaux qui en monopolisaient le commerce » (RAISON-JOURDE et RAISON, 2002). Le monde urbain resta lui aussi profondément divisé, les plus démunis profitant peu ou pas de l'embellie économique (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 1999).

La décennie 1990 marqua un certain nombre de changements dans l'organisation sociopolitique malgache. L'ouverture démocratique permit l'expression de





nouvelles aspirations mais entraîna également une forte instabilité politique. Les flux et reflux de la libéralisation politique accompagnèrent l'extension de nouvelles formes de mobilisation collective, au sein des anciennes et nouvelles Églises, tout particulièrement celles inspirées du pentecôtisme et du mouvement du Réveil (GINGEMBRE, 2011), mais aussi, dans une moindre mesure, au sein d'organisations non gouvernementales (DROY, 1996). Si ces dernières sont souvent créées « sous l'impulsion d'organismes étrangers... pour capter la rente du développement », un certain nombre d'entre elles constitue bien cependant une ébauche de société civile. C'est le cas tout particulièrement du KMF/CNOE créée en 1989, et plus tard, du SeFaFi (*Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena* – Observatoire de la vie publique), qui naîtra en février 2001. Ces associations de la société civile restèrent cependant le plus souvent organisées d'en haut, par quelques personnalités (le plus souvent des femmes) membres des couches supérieures de la société malgache. Le KMF/CNOE comme le SeFaFi avaient (et ont toujours) par exemple comme présidente d'honneur Madeleine Ramaholimihaso, issue d'une grande famille merina¹²⁰. La « modernité libérale » contribua aussi à la diffusion de l'individualisme économique au plus profond de la société malgache, comme en attestent le développement de la corruption à tous les niveaux, l'apparition des « 4'mis » (les sans-abri d'Antananarivo ; ANDRIANARIVO-RAZAFIMANJATO, 2000) ou encore, dans une forme extrême, la multiplication de vol d'ossements dans des tombes ancestrales en vue de leur revente (RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Ces changements n'empêchèrent cependant pas le maintien de caractéristiques héritées des périodes précédentes : fortes dissensions entre élites, tendance à la concentration et à la personnalisation du pouvoir, oubli, voire négligence du monde rural.

De 2002 à 2009 : l'ère Ravalomanana ou la fusion des pouvoirs politique, économique et religieux

La crise de 2002

La stabilité politique de la période 1996-2002 n'était en réalité que superficielle. Elle reposait sur une « reconcentration » du pouvoir politique et un contexte économique favorable dans lequel la compétition politique pouvait apparaître moins nécessaire pour le maintien ou l'extension des positions des anciennes

¹²⁰ « Fille de Joseph Ramanandraibe, négociant industriel (collecte, import-export, chocolaterie) ayant fait fortune sous la période coloniale à la tête de l'une des plus grandes compagnies malgaches d'import-export et de plusieurs rizeries, elle est issue d'une des grandes familles merina d'origine *andriana*. Fondatrice et dirigeante d'un cabinet d'expertise comptable, elle est mariée à Rahaga Ramaholimihaso, directeur de publication de *La-Tribune*. Catholique engagée, elle est aussi une des représentantes laïques de l'Église à Madagascar ayant ses entrées au Vatican » (*La Lettre de l'Océan Indien*, 2002).

élites. Mais elle dissimulait aussi deux autres phénomènes dont l'origine est plus ancienne : la montée de nouveaux acteurs économiques intervenant dans les secteurs modernes les mieux insérés dans le système économique mondial et celle d'un profond rejet de la classe politique par la population. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'apparition de M. Ravalomanana sur la scène politique et comprendre les événements de 2002.

Les années 1980 avaient permis l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs « tirant sa rente de l'industrie légère, surfant sur la libéralisation de l'économie à l'échelle planétaire et soutenue par les institutions financières internationales » (RANDRIANJA, 2012b). L'engagement en politique de certains d'entre eux à cette période (comme M. Ravalomanana ou H. Razafimahaleo) découle de leur volonté d'imposer un nouveau cadre économique favorable à leurs activités. On l'a rappelé plus haut, M. Ravalomanana est un entrepreneur merina issu du monde rural, dont la réussite économique fut permise par l'ouverture économique des années 1980. Dans ces années au cours desquelles les phénomènes de corruption, de népotisme et de prévarication des élites politico-économiques devinrent de plus en plus visibles, alimentant en retour leur discrédit dans la population, sa trajectoire incarnait le rêve d'un changement social au cours duquel le mérite individuel et la probité pourraient être valorisés. C'est ainsi que, entré en politique sous le label « Tiako Iarivo¹²¹ », et grâce à une puissante campagne de communication, il emporta largement la mairie d'Antananarivo en 1999 contre un politicien pourtant issu du sérail, le fils du pasteur R. Andriamanjato (ancien dirigeant de l'AKFM et maire de la capitale de 1959 à 1975). Mais son aura et le soutien politique populaire dont il bénéficiait ne tenaient pas qu'à sa fulgurante et exceptionnelle réussite économique, dans une relative indépendance vis-à-vis du pouvoir politique¹²². Ils reposaient aussi sur sa dimension religieuse, attestée par sa forte implication dans la FJKM, principale église protestante de Madagascar, dont il deviendra vice-président en 2000¹²³. Cet engagement, dans un contexte général de renouveau et d'extension du religieux, apparaissait alors comme un gage de moralité et de désintérêt personnel, au plus loin de l'amoralité supposée des élites politiques anciennes.

Fort du succès remporté à l'élection municipale d'Antananarivo, il se présenta aux présidentielles du 16 décembre 2001, en mobilisant des moyens financiers considérables (il disposait pour sa campagne d'un avion et de plusieurs hélicoptères) et en s'appuyant sur de nombreux comités de soutien souvent pilotés par des pasteurs de la FJKM. Mêlant à un discours politique renouvelé, axé sur la création et la stimulation d'entreprises tous azimuts, l'invocation de l'unité retrouvée dans la foi religieuse, il sut toucher un électorat jeune et en demande de

121 « J'aime les mille ». Antananarivo est étymologiquement la « cité des mille ». Les avis divergent quant à l'explication de ce nom.

122 Ce dernier point est cependant à nuancer. Son décollage est lié à un prêt de la Banque mondiale dont le représentant à Madagascar, J. Broffman, est devenu par la suite actionnaire de la société Tiko. M. Ravalomanana a par ailleurs largement bénéficié de diverses exonérations d'impôts et taxes douanières sous le gouvernement Zafy (RAISON-JOURDE et RAISON, 2002 ; RANDRIANJA, 2005).

123 Il fut depuis réélu à ce poste aux élections de 2004, 2008 et 2012.

justice. Stimulée par l'enjeu spécifique de cette élection, la participation électorale au premier tour fut relativement importante au regard de l'élection présidentielle précédente (près de 70 % contre 50 % en 1996). La contestation de ces résultats déclencha une crise politique qui ouvrit une quasi-partition du pays. Alors que le ministère de l'Intérieur annonçait la tenue probable d'un deuxième tour opposant M. Ravalomanana à D. Ratsiraka, le comité de soutien du premier (qui, grâce à des moyens logistiques considérables, avait pu recueillir directement les résultats dans une grande partie des bureaux de vote), ainsi que le consortium indépendant d'observation des élections (dont faisait notamment partie le KMF/CNOE) estimèrent tous les deux que M. Ravalomanana l'avait emporté dès le premier tour. Il s'ensuivit plus de 6 mois de conflits politiques. D'importantes manifestations (de plusieurs milliers de manifestants) eurent d'abord lieu dans les zones urbaines et tout particulièrement à Antananarivo et débouchèrent sur une grève générale qui finit par convaincre M. Ravalomanana de s'autoproclamer président deux mois plus tard (le 22 février) et d'instaurer un gouvernement parallèle. Quant à D. Ratsiraka, il délocalisa son gouvernement à Toamasina, déclarée nouvelle capitale par les gouverneurs des cinq provinces côtières, et ses troupes instaurèrent des barrages routiers sur les routes nationales en vue d'asphyxier la capitale (RAKOTOARISOA, 2002). La paralysie du pays ne prit alors véritablement fin qu'après la proclamation par la Haute Cour constitutionnelle de la victoire de M. Ravalomanana le 29 avril 2002. Celle-ci fut suivie en juin de la reconnaissance internationale du régime, en juillet du départ à l'étranger (les Seychelles, puis la France) de l'ancien président et enfin de l'entrée des forces de l'armée régulière dans Toamasina « libérée » (PESLE, 2006).

Quelles furent effectivement les forces politiques et sociales en présence pendant cette crise ? La coupure géographique du pays pendant la crise pourrait faire penser à une opposition ethnique entre « Côtiers » et membres des hauts plateaux. Cette observation ne résiste cependant pas à une analyse plus approfondie, comme l'atteste une étude de 2002 sur les résultats du scrutin du 16 décembre 2001 (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002b). Elle montrait en effet que, si la dimension régionale du vote (les candidats obtenant des scores plus importants dans la région d'où ils sont originaires) existait bien, elle ne suffisait en aucun cas à expliquer la répartition des scores. Par extension, c'est donc l'hypothèse d'un choix ethnique qui disparaissait, confirmant ce qu'un des auteurs avait déjà mis en évidence lors d'élections précédentes (ROUBAUD, 2000). À Antananarivo, D. Ratsiraka avait par exemple obtenu 20 % des suffrages, soit bien plus que l'électorat betsimisaraka (1 % des habitants de la capitale). Inversement, à Toamasina, M. Ravalomanana avait obtenu 41 % des voix, soit deux fois plus que la proportion de Merina dans la ville. L'étude révélait en revanche d'autres lignes de clivage. Le vote Ravalomanana par *fivondronana* y apparaissait en effet d'autant plus important que le niveau de scolarisation était plus élevé, et d'autant plus important que les taux d'abstention étaient plus faibles et avaient le plus diminué par rapport aux élections précédentes. Les auteurs en concluaient que le choix de M. Ravalomanana exprimait un vote de rejet des régimes précédents par les segments les plus critiques et les plus désenchantés vis-à-vis du monde politique.

Mais, s'il n'y a pas d'opposition régionale ou ethnique entre les deux candidats, comment dès lors comprendre la profonde coupure géographique du pays, de février à juin 2002 ? Au-delà de ce qui tient peut-être à des traits culturels spécifiquement malgaches, le relativement faible degré de violence constaté (on estime en effet à moins de 100 décès le nombre de victimes de la crise), eu égard à ce qui aurait pu se passer dans un pays en situation apparente de guerre civile, témoigne du caractère en partie construit de cette coupure. Les blocages des voies de circulation vers la capitale par les partisans de D. Ratsiraka furent en réalité opérés par des miliciens payés¹²⁴ et armés d'équipements militaires fournis par l'Algérie (RANDRIANJA et ELLIS, 2009). Ils suscitèrent rarement des affrontements violents de grande ampleur¹²⁵. Ils permirent en revanche de substantiels profits à ceux qui les tenaient¹²⁶. Quant à l'armée, profondément divisée, elle resta en retrait des événements, attendant la proclamation de la Haute Cour constitutionnelle d'avril 2002 pour faire finalement allégeance au vainqueur (RABENIRAINY, 2002). Seuls quelques officiers et sous-officiers se rangèrent ouvertement, au nom du loyalisme, au côté de D. Ratsiraka, apparaissant dans quelques régions « comme de véritables seigneurs de guerre aux côtés de certains barons du régime » (RANDRIANJA, 2005).

Il faut souligner en revanche le rôle joué par les gouverneurs de région mis en place par D. Ratsiraka et à qui il avait attribué la charge d'organiser la résistance. Y voyant là une opportunité sans précédent d'augmentation de leur pouvoir politique et économique, quatre d'entre eux contribuèrent particulièrement à la dégradation du climat social en déclarant, en mai 2002, l'indépendance de leur province¹²⁷. Ces indépendances, qui traduisaient essentiellement la volonté de pouvoir d'une oligarchie provinciale, ne reposaient sur aucune réalité économique (Toamasina par exemple bénéficiait, grâce à son port, d'importantes recettes fiscales tirées des droits de douane et taxes, mais les exportations et importations étaient pour la plus grande partie à destination et en provenance d'Antananarivo) et ne reflétaient guère les aspirations des populations¹²⁸. Elles portaient en revanche, en germes, comme lors du mouvement fédéraliste de la seconde moitié de l'année 1991 (RAKOTONDRABE, 1993 ; FAUROUX, 1999), un certain nombre de phénomènes de cristallisation ethnique et de criminalisation politique (RAISON-JOURDE et RAISON, 2002). Les Églises, qui avaient été un des principaux artisans de la résolution politique de la crise de 1991-1992, ne jouèrent pas cette fois un rôle de médiateur, tant la plupart de leurs membres semblèrent se ranger, y compris l'Église catholique, derrière M. Ravalomanana.

124 D. Ratsiraka essaya aussi de recourir à des mercenaires étrangers. L'avion qui les conduisait à Madagascar fut cependant contraint de retourner en France quelques heures après son envol sur intervention du quai d'Orsay (RAMASY, 2010).

125 L'histoire retient surtout la tentative de jeunes kung-fu descendus de la capitale pour faire sauter le barrage de Brickaville à la mi-mars.

126 Les barrages étaient en réalité peu hermétiques et constituaient surtout pour leurs gardiens une source d'enrichissement (RAISON, 2002).

127 Il s'agit d'Antsiranana, de Toamasina, de Toliara et de Mahajanga. Les deux autres provinces, Antananarivo et Fianarantsoa, les plus peuplées du pays, sont restées sous le contrôle du gouvernement autoproclamé de M. Ravalomanana.

128 À Antsiranana, Toliara et Mahajanga, M. Ravalomanana avait obtenu au premier tour des présidentielles une large majorité des suffrages (AFP, 2002).

On vit ainsi défilier sur la place du 13 mai, devant M. Ravalomanana proclamant son slogan extrait de l'évangile selon saint Marc : « N'ayez pas peur, croyez seulement !¹²⁹ », les plus hauts dignitaires de l'Ekar (église catholique) mais aussi de nombreux curés et bonnes sœurs en cornettes.

On peut enfin s'interroger sur l'importance des manifestations et la durée de la grève générale à Antananarivo, Mahajanga et Fianarantsoa. L'appel à la grève générale fut en effet lancé sur la place du 13 mai à la fin janvier et la grève ne fut levée que deux mois plus tard. Cette longue durée pour un pays dans lequel une majeure partie des ménages est tout juste au seuil de subsistance indique certes l'ampleur du soutien populaire dont jouissait le candidat Ravalomanana, mais elle s'explique aussi par le maintien des salaires de beaucoup de grévistes sur la période. C'est d'abord le cas des fonctionnaires, pour lesquels une organisation spéciale permit au Trésor d'effectuer la paie¹³⁰. Mais c'est aussi celui des salariés des entreprises engagées dans les groupements professionnels, tels que le GEM (dirigé par C. Andriantsitohaina). Dès début février, ce dernier avait en effet noué un accord avec les principaux syndicats malgaches sur une résolution rapide de la crise économique et la protection des entreprises contre les actes de vandalisme, en échange duquel le versement de salaires des grévistes pouvait être maintenu¹³¹.

La période Ravalomanana : fusion des pouvoirs politique, économique et religieux

Le programme électoral de M. Ravalomanana promettait un développement économique rapide centré sur le développement industriel et respectant les recommandations du consensus de Washington sur la stabilisation, la privatisation et la libéralisation¹³². En ce sens, le programme politique, même habillé des oripeaux de la lutte contre la pauvreté, n'était pas différent de celui du gouvernement précédent. Grâce, dans un premier temps, à des investissements importants dans les infrastructures publiques (tout particulièrement la réhabilitation des ports et des grandes routes reliant la capitale aux chefs-lieux des six provinces¹³³) puis à une stratégie économique (MAP, *Madagascar Action Plan*) visant à développer le secteur privé et inciter les investisseurs étrangers à s'installer dans des régions riches en ressources naturelles (création, sous son deuxième mandat, des pôles intégrés de croissance de Taolagnaro, Nosy Be, Antsirabe et Toamasina), le pays eut ainsi, de 2006 à 2009, un taux de croissance de près de 5 % par an. La libéralisation de l'économie connut un nouveau bond en avant. Le nombre de jours nécessaires pour fonder une entreprise passa par exemple de 67 en 2000 à 7 en 2007 (RANDRIANJA, 2012b).

129 « *Aza matahotra fa minoa fotsiny ihany* ». Ce slogan se trouvait aussi sur tous les camions de l'entreprise Tiko.

130 Le 18 février, la Banque centrale et les Banques primaires d'Antananarivo ouvrirent leurs portes à cet effet, ce qui entraîna de longues queues et la levée de certains barrages.

131 Marquant aussi indirectement son opposition à D. Ratsiraka, le GEM refusa aussi le transfert des prérogatives de la Banque centrale vers les provinces et dénonça les entraves à la circulation des biens et personnes.

132 Désigne un accord tacite entre les institutions financières de Bretton-Woods pour n'aider financièrement les pays en développement en difficulté qu'à la condition qu'ils adoptent des politiques de type libérale (WILLIAMSON, 1990).

133 « En sept ans, le régime construisit 9 000 km de routes bitumées, soit bien plus que tous les gouvernements successifs cumulés depuis l'indépendance » (RANDRIANJA, 2012b).

L'ère Ravalomanana fut aussi marquée par une amélioration sensible des indicateurs internationaux de gouvernance : gestion financière, lutte anticorruption, régulation des marchés publics, lutte contre la fraude financière et le blanchiment d'argent, indépendance de la justice ; rôle de la société civile et des médias. La création en 2003 d'un Conseil supérieur de lutte contre la corruption (CSLCC) et la mise en place en 2004 d'un Bureau indépendant anticorruption (Bianco) permirent d'impulser une baisse notable de l'incidence de la petite corruption dans le pays (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2003b ; RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2009a). Sur le plan de la liberté d'expression, la période fut aussi marquée par la multiplication des journaux et stations de radio, au ton souvent très libre. Madagascar apparaissait ainsi, dans les années 2000, aux yeux de la communauté internationale et des bailleurs de fonds comme un véritable modèle de réussite justifiant toutes les attentions et tous les soutiens.

Ces performances économiques et politiques doivent cependant être nuancées par la prise en compte des caractéristiques de la croissance et par l'observation plus fine du fonctionnement politique. Sous le premier mandat présidentiel, plus que l'expansion du secteur privé, ce furent les dépenses publiques, financées en bonne partie par l'aide extérieure, qui tirèrent la croissance. Il faut souligner ici le poids considérable de l'aide extérieure à Madagascar dans les années 2000 : elle a représenté en effet « 40 % des dépenses publiques et 2/3 des recettes de l'État, soit deux fois plus que ce qui est constaté en Tanzanie, Mozambique et Sénégal » (Banque mondiale, 2009). La détaxation de nombreux intrants industriels en vue de favoriser l'industrie nationale ne stimula par ailleurs pas les exportations, mais entraîna au contraire une détérioration de la balance commerciale du fait de l'augmentation des importations. La dépréciation de la monnaie qui s'ensuivit fut accompagnée d'une hausse sensible de l'inflation (22 % en 2004 ; 11,4 % en 2005). Le prix du riz importé, base de l'alimentation de la population malgache, fut notamment multiplié par 2,5 entre 2003 et 2005. Quant aux investissements privés et étrangers du deuxième mandat, ils se concentrèrent fortement autour d'un petit nombre de projets, tout particulièrement ceux liés à l'extraction minière d'ilménite et de nickel (projets Sheritt et QMM/Rio Tinto). Ce type de spécialisation internationale, constitua une régression par rapport à la décennie précédente (dont la dynamique productive avait été largement tirée par le boom des entreprises franches), dans la mesure où elle était constitutive d'une économie d'enclave, peu créatrice d'emplois et désarticulée du tissu productif local (GASTINEAU *et al.*, 2010). Il en résulta une concentration géographique de la croissance, qui, compte tenu de l'« absence de péréquation financière de l'État et des difficultés migratoires du fait de l'enclavement de certaines régions », se traduisit par une hausse des inégalités et ne permit pas, contrairement aux objectifs du DSRP, une baisse sensible du taux de pauvreté (en 2006, plus de 85 % des Malgaches vivaient ainsi encore avec moins de 2 \$ par jour ; Banque mondiale, 2009).

Sur le plan de la gouvernance, les succès en termes de lutte contre la petite corruption ou de liberté des médias occultaient une tendance de fond à la concentration des pouvoirs et à la dérive autocratique du président. Celui-ci utilisait sa position au sommet de l'État à la fois pour limiter la concurrence sur les produits

de son entreprise et pour réduire la contestation politique (notamment par la pratique des contrôles fiscaux inopinés). Quant à la liberté d'expression, elle était en réalité sous contrôle, comme en atteste un certain nombre de mesures politiques allant des fermetures de radios privées à Tamatave et Tuléar en 2004 à celle en 2008 de la station de TV Viva (qui sera l'élément déclencheur de la crise suivante), en passant par le non-renouvellement du visa du correspondant français de RFI en 2005 et l'expulsion en 2006 de C. Chadeaux, fondateur du journal *L'Express* et rédacteur en chef du journal *Les Nouvelles*.

L'arrivée de M. Ravalomanana au pouvoir marquait un changement fort dans le mode de recrutement des élites politiques. Il n'était en effet ni un héritier descendant d'une grande famille, ni un représentant de l'élite scolaire (il a quitté très tôt le système scolaire et maîtrise mal le français) et/ou militaire. Il ne devait son arrivée au pouvoir qu'à sa fulgurante réussite économique et à son engagement religieux. Il ne bouleversa pas pour autant la formule politique malgache, mais en accentua au contraire les traits principaux : contrôle politique par un parti hégémonique, extrême présidentialisation, accaparement clanique du pouvoir. Dès son accession à la présidence, et comme l'avaient fait en leurs temps Ratsiraka avec l'Arema ou Tsiranana avec le PSD, il créa son propre parti, le TIM¹³⁴, dont le nom joue sur la proximité sonore avec celui de son groupe agro-alimentaire Tiko. En raison de la division et de la faiblesse de l'opposition¹³⁵, le TIM devint très largement majoritaire lors des élections législatives (106 sièges sur 160) et communales de 2003 et accentua encore son hégémonie lors des élections législatives de 2007 (105 sièges sur 127), notamment parce qu'une modification de la loi électorale avait réduit l'importance des régions les plus peuplées et traditionnellement les plus favorables à l'opposition (Banque mondiale, 2009). Sous les mandatures de M. Ravalomanana, l'Assemblée nationale redevint ainsi plus un organe d'enregistrement et validation des décisions de l'exécutif qu'une force autonome de proposition des lois¹³⁶. La présidentialisation est aussi attestée par la hausse considérable du nombre de conseillers présidentiels et la multiplication par 10 du budget de la présidence entre 2003 et 2008 (Banque mondiale, 2009). La centralisation politique s'accrut encore après l'adoption en 2007, par référendum¹³⁷, d'une nouvelle révision constitutionnelle qui remplaçait les provinces autonomes par des régions (au nombre de 22) dont M. Ravalomanana choisit directement les dirigeants, qui autorisait le président à gouverner par ordonnance « en fonction de circonstances exceptionnelles dont il reste le seul juge, sans limitation de temps clairement définie » et qui réduisait le nombre de députés de 160 à 127. Elle s'exprima encore par la modification, fin 2007, du statut des *fokontany*, dont les chefs n'étaient plus élus mais « désignés par le chef de district, représentant l'État soumis hiérarchiquement au ministre de l'Intérieur » (GALIBERT, 2009).

134 *Tiako i Madagasikara*, « J'aime Madagascar ».

135 L'Arema était décapitée : un grand nombre de ses dirigeants, exilés à l'étranger, furent jugés par contumace et condamnés à plusieurs années de prison, ce qui les dissuada de revenir au pays.

136 De 2003 à 2006, l'Assemblée nationale n'avança que huit propositions de lois, contre 218 venant de l'exécutif. (JÜTERSONKE et KARTAS, 2010).

137 Le « oui » a obtenu 75 % des voix, mais le taux de participation n'a été que de 44 %.

Cette extrême concentration politique fut aussi un moyen pour le président d'étendre son pouvoir économique. Ses entreprises de production et distribution alimentaire (produits laitiers, huiles, farines) et de boissons, bénéficiant de mesures de protection tarifaire (taxes de l'ordre de 20 % sur les produits importés identiques à ceux qu'elles produisaient) et d'exemption de taxes sur leurs intrants, se retrouvèrent en situation de quasi-monopoles¹³⁸ et connurent alors une très importante extension de leurs activités. Sur la période 2002-2009, le groupe Tiko du président étendit aussi ses activités en dehors de l'agro-alimentaire en se positionnant dans les secteurs des médias, du BTP, de l'édition ou encore du pétrole, et son chiffre d'affaires fut multiplié par quatre (RANDRIANJA, 2005 ; Banque mondiale, 2009 ; D'ERSU, 2009 ; PELLERIN, 2009). La confusion des pouvoirs économique et politique et leur forte concentration dans les mains d'un petit groupe de personnes atteignirent alors un seuil encore jamais égalé par le passé. « Le siège du TIM, se trouvait [ainsi] dans les locaux de Magro [la filiale de Tiko chargée de la distribution des produits agro-alimentaires] tout comme le siège d'Alma, une des sociétés du groupe Tiko, fut longtemps situé dans une annexe du ministère des Travaux publics » (PELLERIN, 2009). Ceux que l'on a finis par appeler les « *Tiko Boys* », c'est-à-dire les dirigeants des entreprises du groupe Tiko, se retrouvèrent bien souvent dans les cabinets ministériels, à la direction des agences de l'État et à celle des entreprises publiques¹³⁹.

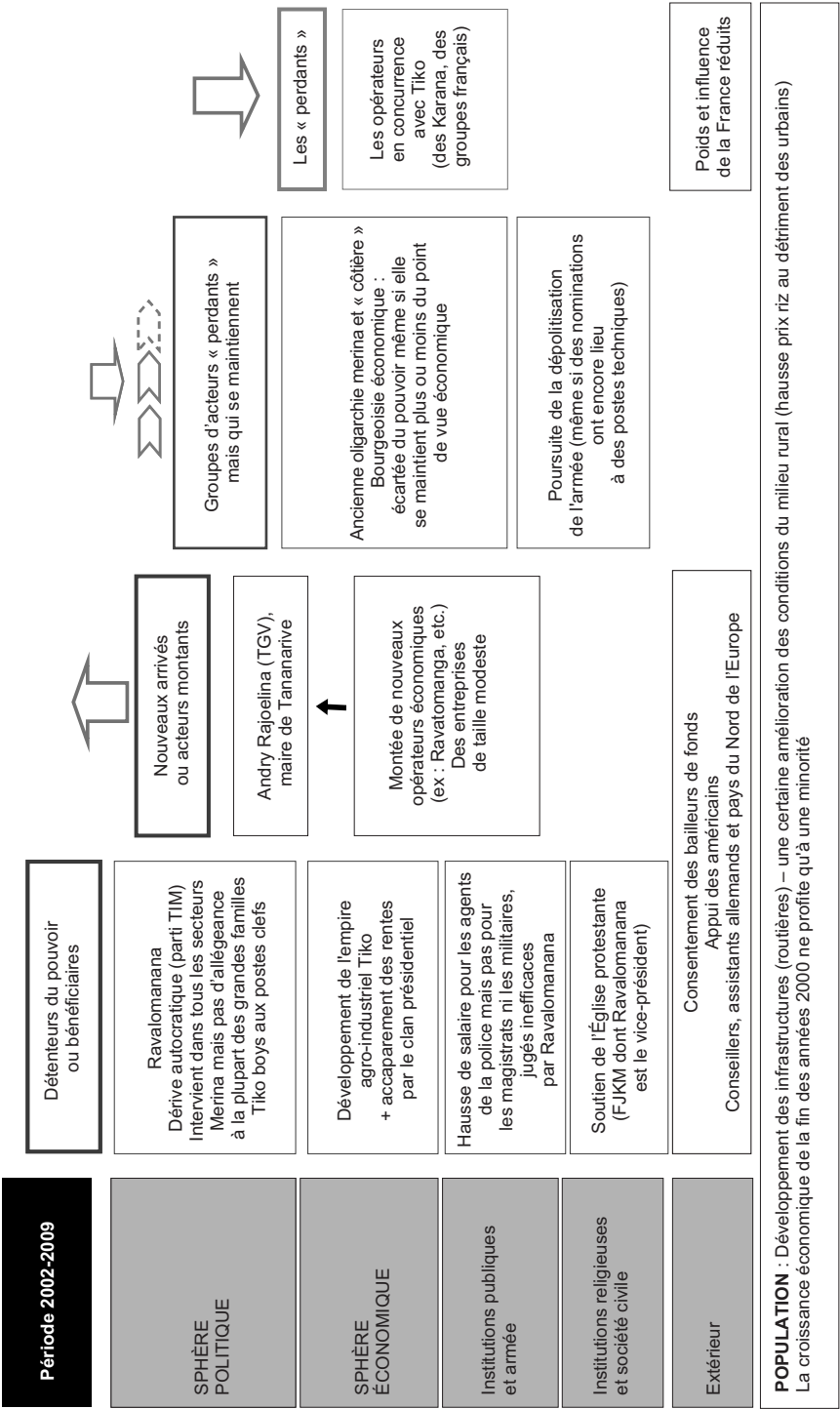
Enfin, à cette fusion des pouvoirs politique et économique, il y a lieu d'ajouter la volonté du président Ravalomanana d'accroître son pouvoir au sein de l'appareil religieux. Son accession au pouvoir devait beaucoup à son activisme religieux et au soutien de la FJKM. Après avoir annoncé en mars 2006 sa volonté de faire évoluer le régime malgache vers une théocratie, il fit, lors de la révision constitutionnelle de 2007, supprimer la référence à la laïcité dans la Constitution et inscrire en préambule de celle-ci une mention sur la croyance du peuple malgache au Dieu créateur. Auparavant, il avait été réélu en 2004 à la vice-présidence de la FJKM¹⁴⁰, tandis que le président de l'Assemblée nationale et membre du TIM, J. Lahiniriko, en devenait le trésorier. Sur la période, il fut aussi le plus généreux donateur de la très puissante Fédération des Églises chrétiennes de Madagascar (FFKM), s'assurant de cette façon du soutien de nombre de ses membres éminents, non seulement protestants, mais aussi catholiques. Le Premier ministre J. Sylla, catholique, fut par ailleurs nommé à ce poste sur une suggestion du cardinal A. Razafindratandra (PIGEAUD, 2006).

138 Tiko développa également d'autres stratégies pour gagner des parts de marché. Par exemple « Tiko obtint en 2008 le retrait de Madagascar de la firme américaine Seaboard Corp., partenaire du groupe malgache Prey au sein des Moulins de Madagascar, grâce à un dumping sur le prix de la farine ; Prey fit ensuite faillite, entraînant la suppression de 600 emplois directs et son patron [...], Edgard Razafindravahy, fut contraint à l'exil à force de harcèlement fiscal » (D'ERSU, 2009).

139 Si l'État poursuivit son programme de privatisation, il maintint cependant des participations dans de nombreuses entreprises non stratégiques. Il demeura ainsi actionnaire dans l'exploitation hôtelière (Carlton), la pêche (Pêcherie de Nosy Be), le textile (Cotona, FITIM), le bois (Fanalamanga), la production et distribution de boisson (Star), la compagnie aérienne, la téléphonie, l'exploitation de granit et de marbre. (Banque mondiale, 2009).

140 Il fut réélu en 2010.

RÉPARTITION DU POUVOIR ENTRE LES GROUPES D'ACTEURS PAR PÉRIODE



De 2009 à nos jours : la décadence de l'État

M. Ravalomanana bénéficiait d'un fort soutien populaire dont témoignent les résultats obtenus au premier tour de la présidentielle en 2001¹⁴¹, sa réélection en 2006¹⁴² et, dans une moindre mesure, l'adoption par référendum de la réforme constitutionnelle de 2007¹⁴³. Les enquêtes *Afrobaromètre* (2005 et 2008) révélaient d'ailleurs cette cote de popularité : près de 65 % des Malgaches y indiquaient leur confiance dans le président dans le temps même où la défiance à l'égard du monde politique était plutôt de mise. Ce soutien s'était cependant érodé entre 2005 et 2008 dans les zones urbaines (de 60 % à 52 %) et parmi les Malgaches les plus diplômés (de 67 % à 44 %). En 2008, plus d'un tiers des personnes ayant suivi des études secondaires ou plus estimaient en effet que la liberté d'expression n'était pas respectée et plus de 65 % n'étaient pas satisfaites de la façon dont la démocratie fonctionnait (RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2009b). L'accaparement de l'espace public et économique par le pouvoir nourrissait en réalité de profonds ressentiments et mécontentements dans un certain nombre de segments de la société malgache.

Certains d'entre eux entrèrent ainsi progressivement en dissidence. C'est d'abord le cas pour les membres de l'oligarchie politico-économique, qui avaient réussi tant bien que mal à maintenir ses positions sous tous les régimes précédents et à qui le pouvoir n'hésitait pas à s'attaquer frontalement. Il en est ainsi de l'élite politico-administrative merina, qui occupait auparavant, de façon dynastique¹⁴⁴, les postes les plus importants (au sein de la banque centrale, des banques commerciales, du ministère des Finances...), et qui s'était vue progressivement dépossédée de ses prérogatives. C'est également vrai pour les opérateurs économiques (dont une partie est composée de membres des « grandes familles » historiques), dont les profits avaient été mis à mal, soit du fait de la libéralisation qui réduisait la protection dont ils bénéficiaient sur leurs activités de traite, soit au contraire du fait des pratiques anticoncurrentielles menées par le gouvernement dans les domaines touchant aux activités du groupe Tiko (PELLERIN, 2009 ; D'ERSU, 2009). C'est ainsi que, dès 2003, le SIM (Syndicat des industries malgaches) dénonça publiquement la politique de détaxation des produits importés et qu'en novembre 2008 le Conecs (Conseil national économique et social), dont le président était A. Ramaroson (également président-directeur général de la Savonnerie tropicale), organisa une manifestation avec plus de 800 personnes à Antananarivo (PELLERIN, 2009).

141 Il avait obtenu selon un premier décompte 46 % des suffrages, ce qui aurait dû lui garantir d'être élu si un deuxième tour avait eu lieu. Bien qu'il ait, après plusieurs mois de crise, été finalement déclaré victorieux, RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (2002b) montrent, avec une analyse serrée des résultats officiels du premier tour, qu'il ne pouvait en fait avoir obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés.

142 En 2006, il remporta l'élection au premier tour avec 55 % des suffrages exprimés. Il y avait 13 autres candidats. Le taux d'abstention s'était élevé à 38 %.

143 Il fut en effet organisé de façon très improvisée et en pleine période d'inondations (GALIBERT, 2009). De surcroît, le taux de participation ne fut que de 44 %.

144 On y retrouvait les mêmes noms depuis la I^{re} République (GALIBERT, 2009 ; RANDRIANJA, 2012b).

Du côté de l'armée, la réduction relative de son importance dans la société était aussi porteuse d'inquiétude et de mécontentement. On a vu plus haut qu'à partir de 1972 celle-ci avait été étroitement impliquée dans les affaires politiques. La volonté du pouvoir de s'assurer le soutien indéfectible de l'armée s'était d'ailleurs traduite par des promotions très politiques, faisant de l'armée malgache une des plus étoilée au monde (un général pour 100 soldats ; RABENIRAINY, 2002 ; SeFaFi, 2003 ; RAMASY, 2010). La période qui s'était ouverte en 1991 avait impulsé une démilitarisation de l'État (surtout sous les gouvernements Zafy qui ne comptaient pas plus de deux militaires), contribuant au renvoi de l'armée en dehors du champ politique, ce dont témoigne son refus de prendre position en 2002 (même si ce refus est aussi la marque de ses dissensions internes). Ce mouvement fut en partie poursuivi sous M. Ravalomanana. Même s'il prit soin d'accorder une place dans ses gouvernements à un représentant de chacune des différentes armes (gendarmerie, police, armée de terre, marine), il entreprit à partir de 2003 une politique de dépolitisation et démilitarisation. Il nomma ainsi en 2004, pour la première fois dans l'histoire malgache, une civile comme ministre de la Défense nationale. Dans le même temps, il tenta de réduire le pouvoir de l'armée en augmentant le contrôle de l'État sur la gestion des traitements et pensions, en faisant monter aux postes de commandement de l'armée des colonels en lieu et place de généraux (au mépris des hiérarchies de grade et d'ancienneté qui prévalaient auparavant), en exprimant la volonté de réduire la taille de l'armée (mise à la retraite de généraux, projets récurrents de fermeture de l'Académie militaire d'Antsirabe...), en la cantonnant dans un rôle humanitaire de sécurisation des zones rurales, ou encore en privilégiant la gendarmerie à l'armée. Tous ces éléments contribuèrent à créer un « fort ressentiment au sein des forces armées » (RANDRIANJA, 2005 ; RAMASY, 2010 et 2012).

Enfin, les Églises, qui semblaient s'être rangées unanimement en 2002 derrière M. Ravalomanana (contre D. Ratsiraka) finirent aussi par se trouver profondément divisées. La concurrence religieuse affaiblit en effet le consensus précédent, clivant les Églises protestantes (GINGEMBRE, 2011) et opposant en partie l'Église catholique, plus fortement engagée dans les associations de la société civile et refusant de cautionner la dérive autoritaire du chef de l'État, et la principale Église protestante (la FJKM) poussée à soutenir le régime du fait de l'engagement du chef de l'État en son sein. L'Église catholique finit ainsi par entrer en quelque sorte dans l'opposition et fut alors sujette aux brimades de l'État (expulsion du père jésuite S. Urfer, interdiction d'émissions... ; GALIBERT, 2009 ; D'ERSU, 2009). Dans le conflit qui suivra, l'Église catholique, par l'entremise du cardinal O. Razanakolona, soutiendra d'ailleurs ouvertement A. Rajoelina contre M. Ravalomanana (GINGEMBRE, 2012).

La crise de 2009

Ce sont ces forces d'opposition qui conduisirent au renversement de M. Ravalomanana en 2009. Une remise en cause de son pouvoir s'était déjà exprimée dans la capitale en octobre 2007, lorsque la population s'était

massivement abstenue lors des élections législatives, faisant suite à la réforme constitutionnelle : 75 % des électeurs de la capitale avaient en effet alors boudé les urnes. Cette défiance s'exprima de nouveau avec l'élection, dès le premier tour¹⁴⁵, d'A. Rajoelina à la mairie d'Antananarivo en décembre 2007 contre le candidat du TIM et PDS (président de la délégation spéciale) d'Antananarivo. Même si l'ampleur de l'abstention lors de cette élection (57 %) indique clairement qu'il fut moins porté au pouvoir pour ses caractéristiques personnelles que du fait de la volonté d'une partie de l'électorat de sanctionner le gouvernement, A. Rajoelina présentait néanmoins deux traits propres à attirer le soutien d'une population en attente de changement : il était jeune (33 ans à l'époque) et non issu du monde politique. Venant d'une famille de la bourgeoisie merina peu argentée, il s'était constitué une petite fortune en créant Injet, une entreprise de supports publicitaires. Cette dernière, adossée à la grosse agence de publicité Domapub, détenue par la famille de sa femme, obtint rapidement le monopole de l'affichage publicitaire à Antananarivo. Ce serait d'ailleurs d'abord pour défendre les intérêts économiques de sa société qu'A. Rajoelina aurait décidé de se présenter à la mairie (D'ERSU, 2009). Depuis 1994, il était aussi l'organisateur d'un grand concert annuel appelé *Live*, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de jeunes « dans une ambiance de mixité sociale peu courante à Antananarivo » (GALIBERT, 2009). Cette jeunesse constituait ainsi un vivier de soutiens non négligeable.

L'ascension d'A. Rajoelina constituait un danger certain pour le président de la République, qui tenta alors par tous les moyens de la contrecarrer. C'est la fermeture par le pouvoir de la télévision Viva (achetée par le jeune maire en 2007) en décembre 2008 qui mit le feu aux poudres. En réaction, A. Rajoelina organisa en janvier 2009 une série de rassemblements, sur le thème de la liberté d'expression et de la dénonciation des pratiques politiques du gouvernement (dont l'achat d'un deuxième avion présidentiel, et un projet de location gratuite d'1,3 million d'hectares de terres arables pour une durée de 99 ans à une société sud-coréenne), qui réunirent à chaque fois entre 15 000 et 30 000 personnes, jeunes des « bas quartiers » pour la plupart, qui trouvaient là l'occasion d'un exutoire à leur insatisfaction. Il fut alors soutenu dans son combat par un certain nombre de personnalités qui y virent l'occasion de mettre fin au règne de M. Ravalomanana. Il reçut ainsi plus ou moins explicitement le soutien de membres éminents de la société civile tels que M. Ramaholimihaso ou N. Ramaroson (par ailleurs aussi membres de « grandes familles »), de personnalités politiques telles que R. Ratsiraka (neveu de D. Ratsiraka, député-maire de Toamasina, ancien candidat à la présidentielle de 2006), A. Ramaroson (président du parti politique Masters et frère d'A. Ramaroson) ou encore M. Roindefo (président du Monima et fils de son fondateur M. Jaona, lui aussi ancien candidat à l'élection présidentielle de 2006), de membres de l'Église catholique ou encore des chrétiens fondamentalistes dissidents de la FJKM (D'ERSU, 2009 ; GINGEMBRE, 2011).

¹⁴⁵ Il obtint 63 % des voix.

Fin janvier 2009, en référence aux événements de 1991, A. Rajoelina constitua une Haute Autorité de transition (HAT), dont il prit la tête. Une manifestation dégénéra en pillages. Les locaux de la télévision nationale et de la télévision MBS du président furent pillés ainsi que les entrepôts du groupe Tiko. Le 7 février, la garde présidentielle tira sur des manifestants se rendant au palais présidentiel, en tuant plus d'une trentaine. C'est cet événement, enfreignant le tabou du recours à la violence, qui fit perdre sa légitimité à M. Ravalomanana et le conduisit finalement à « accepter » de renoncer au pouvoir. Le 17 mars, il signa ainsi une ordonnance confiant les pleins pouvoirs à un directoire militaire formé des plus hauts gradés. Cependant ces derniers furent capturés par des officiers du Corps d'administration des personnels et services de l'armée de terre (Capsat) qui étaient entrés en mutinerie quelques jours plus tôt et qui remirent le pouvoir à A. Rajoelina tandis que M. Ravalomanana prenait la fuite vers l'Afrique du Sud.

De Rajoelina à Rajaonarimampianina

La Haute Autorité de transition dirigée par A. Rajoelina, qui devait n'être qu'un gouvernement de transition, s'installa en réalité durablement dans le paysage malgache. Des institutions ad hoc furent constituées (le Congrès de la transition – CT, le Conseil supérieur de la transition – CST), dont les membres furent nommés de façon à simuler une représentation nationale. Les sièges furent ainsi attribués à chaque parti ou corps intermédiaire de la société civile en fonction de leur importance présumée et de façon à garantir une couverture nationale. Le maintien de ce régime ne put cependant se faire qu'au prix de plusieurs remaniements ministériels conduisant à un véritable tourniquet gouvernemental, d'une augmentation du nombre de parlementaires (de 160 avant la crise à 356 en novembre 2010, puis 526 en décembre 2011) et d'une limitation de la liberté d'expression (intimidations en tout genre, interdictions de manifestations et restrictions à la possibilité de manifester¹⁴⁶, condamnations de journalistes¹⁴⁷, procès ou menaces de procès en diffamation¹⁴⁸). L'opposition, faible, n'arriva ni à mobiliser les foules, ni à véritablement s'unir. L'armée, choyée par le nouveau régime qui procéda massivement à des promotions de grade et accorda des avantages financiers aux sous-officiers et officiers, resta globalement en retrait même si on a pu assister à cinq mutineries et/ou tentatives de fomenter un coup d'État¹⁴⁹. Jusqu'à la signature d'une feuille de route, en septembre 2011,

146 Ce n'est pas seulement symbolique : le nouvel hôtel de ville inauguré en décembre 2010 (l'hôtel de ville avait été détruit le 13 mai 1972 lors de la première crise politique de la République malgache) occupe désormais l'essentiel de la Place du 13 mai (rebaptisée d'ailleurs Place de l'Amour), limitant fortement sa capacité à réunir les foules en colère.

147 En janvier 2013, deux journalistes d'opposition ont été condamnés à 3 ans de prison ferme pour « outrage envers les institutions et les forces publiques, manifestation sans autorisation, destruction de biens ».

148 Notamment contre R. Ranjeva, figure majeure de l'opposition, pour complicité dans la tentative de mutinerie de novembre 2010 ou encore contre le *tangalamena* P. Zakariasy pour avoir dénoncé une mafia du bois de rose, fin 2012, ou encore contre A. Ramaroson.

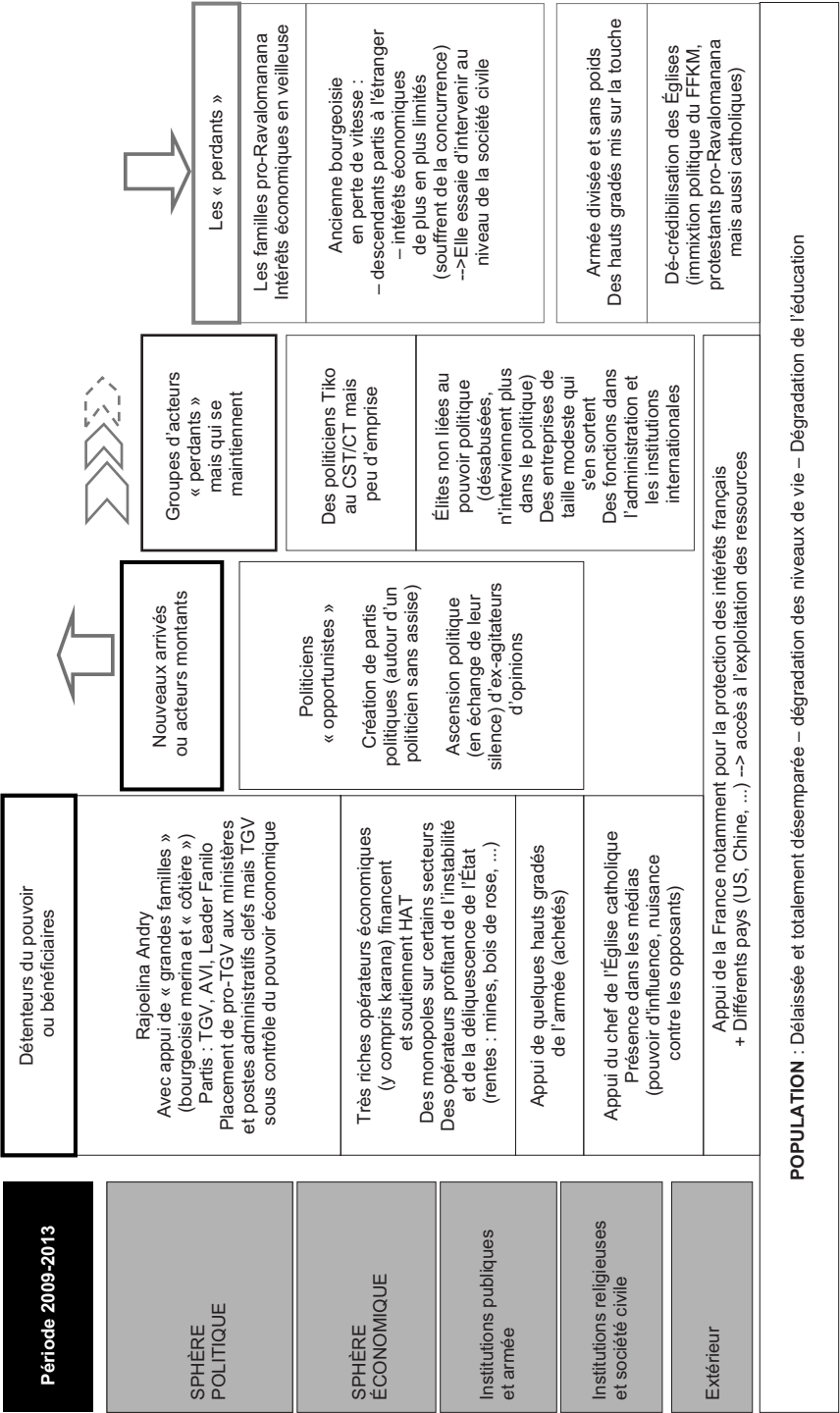
149 Elles eurent lieu en mars 2009, mai 2010, novembre 2010, mars 2012 et juillet 2012. Ces « mutineries » ne semblent pas être l'expression de forces politiques. Elles n'ont en effet jamais inclus plus d'une trentaine de soldats, n'ont entraîné, lorsqu'elles ont eu lieu, que des combats de faible intensité (deux morts en mai 2010 ; trois morts en juillet 2012) et ont souvent eu uniquement comme moteur des revendications catégorielles (mai 2010, mars 2012).

organisant les étapes du retour à une normalité politique, le régime vit ses recettes budgétaires sérieusement amputées, l'aide internationale ayant été en bonne partie gelée. Cet assèchement poussa alors les autorités à rechercher de nouvelles sources de financement, comme l'exportation de bois de rose (RANDRIAMALALA et LIU, 2010), en signant des contrats de prospection minière avec des compagnies étrangères ou encore en s'assurant le soutien financier d'opérateurs économiques privés. L'absence de contrôle véritable sur ces opérations entraîna le développement de trafics à grande échelle, l'accroissement de la corruption et des détournements massifs au sein de l'administration. L'arrêt des investissements publics et la limitation des activités économiques pesèrent sur la croissance. Les infrastructures routières et sanitaires se dégradèrent, tandis que la pauvreté s'accrut et l'éducation recula. Enfin, la criminalité augmenta fortement en ville, mais aussi dans certaines zones rurales où des *dahalo* (voleurs de bœufs) terrorisaient les populations et tenaient en échec les forces de police.

Le retour à la légitimité électorale en 2014 n'a, semble-t-il à la fin de 2016, pas encore mis fin à cette déliquescence. Le président H. Rajaonarimampianina a été bien mal élu puisqu'il n'a obtenu, comme D. Ratsiraka en 1996, qu'un peu plus d'un quart des voix des électeurs potentiels et ne semble pas arriver à fédérer suffisamment d'acteurs politiques et économiques autour de lui pour assurer son pouvoir. Le système semi-parlementaire réintroduit par la réforme constitutionnelle de 2010 a dès le début marqué ses limites, comme celui issu du mouvement de 1991, en pointant l'impossibilité pour l'Assemblée nationale de dégager une majorité stable. Il a ainsi fallu plus de trois mois pour proposer un Premier ministre. En trois ans, le chef de l'État a dû changer trois fois de Premier ministre et seuls de multiples tractations et changements d'affiliations politiques au sein du Parlement lui ont permis de se maintenir au pouvoir. Il a dû faire face au vote d'une motion de déchéance du chef de l'État par les députés pour manquement à la constitution en juin 2015, rejetée par la HCC puis, quelques jours plus tard, à une motion de censure rejetée de peu¹⁵⁰. Les trafics de ressources naturelles, constitutifs d'une économie mafieuse, voire, selon le mot de J. Ramasy (BAT, 2016), d'une « gouvernance criminelle », loin d'avoir disparu, semblent au contraire se pérenniser et l'État se révèle toujours impuissant à contrôler les violences et l'insécurité liées aux vols de zébus (PELLERIN, 2014). La dégradation du climat social se marque par ailleurs par l'essor du sentiment d'insécurité, la multiplication des cas de justice populaire entraînant souvent des heurts avec la police ou la gendarmerie¹⁵¹, la montée des litiges fonciers et autres manifestations sociopolitiques témoignant d'une grogne

150 La motion n'est pas passée grâce aux députés absents : elle a été approuvée par 95 voix contre 102 requises ; seuls 17 députés avaient voté contre.

151 Destruction d'une partie de l'usine Sucoma, pillages et heurts avec la gendarmerie à Morondava lors d'un conflit entre les ouvriers de l'usine tenue par une société chinoise et sa direction en 2014 ; émeute à Sambava en novembre 2015 ; émeutes de Mampikony et Vatomandry en novembre 2016 ; Dahalo tués par la foule à Betafo en novembre 2016.



sociale¹⁵², ou encore la « micro » insurrection militaire de novembre 2016¹⁵³. Sur le front économique, la normalisation politique semble avoir cependant permis le retour en 2016 de la croissance économique (le taux de croissance estimé à 4,1 %, est supérieur au taux moyen de 2,6 % constaté durant la période 2011-2015, et dépasse le taux de croissance démographique) et la Banque mondiale se déclare optimiste dans ses perspectives économiques, pourvu que les différents partenaires s'engagent à respecter les procédures démocratiques et favoriser la stabilité politique (Banque mondiale, 2016a). Ces réserves, associées au caractère éminemment politique de ce chiffre de croissance post-crise et plus généralement à l'atavisme structurel des institutions internationales à établir des projections macro-économiques optimistes (donc très souvent démenties), doivent nous inciter à la plus grande prudence quant à l'avenir. Le seul diagnostic qui nous semble pouvoir être porté à chaud est, qu'au-delà des hommes et du retour de l'ordre constitutionnel, le régime sociopolitique n'a en rien changé et donc que les conditions d'une nouvelle crise sont toujours présentes de manière latente.

Cette relecture de l'histoire malgache s'est employée à mettre en exergue les grandes évolutions dans le mode de régulation économique et sociale de l'île au cours de son histoire longue. Des changements significatifs ont eu lieu et on a assisté à l'élargissement progressif du cercle élitair politique et économique : l'institutionnalisation de l'État dès la période précoloniale, l'abolition de l'esclavage et du système statutaire, et le développement de la scolarisation ont permis l'émergence d'une élite méritocratique ; de même, le clientélisme politique ou l'utilisation de la « rente étatique » ont conduit à l'apparition de nouveaux acteurs politiques ou économiques. Parallèlement, les aspirations démocratiques se sont fait jour et ont pu s'exprimer pour dénoncer les dérives des différents régimes et provoquer leur chute. La sphère du pouvoir n'apparaît donc pas comme étant verrouillée.

Il reste néanmoins que, derrière les discours et les idéologies affichées qui ont pu varier dans le temps, le système et les pratiques au sommet de l'État ont peu évolué. Ni la phase de malgachisation post-indépendance, ni la période socialiste ni celle de l'ajustement structurel et de la libéralisation, ni l'arrivée au pouvoir d'un *self-made-man* issu du monde rural, et encore moins la période dite de transition de 2009 à 2013 et celle qui l'a suivie, caractérisées par une décadence de l'État, n'ont permis de faire valoir le principe d'équité pour réduire les inégalités entre héritiers statutaires et couches populaires, parallèlement à celles entre les régions (particulièrement entre les hautes terres et les régions « côtières »), et celles entre les zones urbaines et rurales. Que les positions sur l'échiquier social soient héritées des origines sociales ou aient été acquises initialement au mérite dans les quelques cas d'ascension sociale, de manière

152 L'affaire de Soamahamanina est emblématique des litiges fonciers qui se développent. Dans cette localité, des manifestations violentes, orchestrées par la population locale, se sont dressées, entre mai et octobre 2016, contre l'autorisation d'exploitation d'une mine d'or par une société chinoise, jusqu'à obtenir son départ (PIGEAUD, 2017).

153 Le 10 novembre, la mairie d'Antananarivo a été encerclée pendant plusieurs heures par des militaires en arme après l'arrestation de l'un des leurs par la police municipale.

générale, elles ont été essentiellement utilisées par leurs détenteurs pour mener des stratégies de court terme de contrôle et d'accroissement de leur pouvoir économique ou politique. Aucun régime ne peut se prévaloir d'avoir permis un véritable essor du pays. Par ailleurs, marque de la faible capacité des élites à former des coalitions stables, « tous les chefs d'État qui se sont succédé depuis 1960, ont eu affaire, directement ou indirectement, à une crise politique pour arriver au pouvoir ou/et en partir » (RABEMANANORO, 2014). Les dirigeants successifs depuis la I^{re} République sont par ailleurs presque toujours arrivés à la tête de l'État à titre d'homme providentiel, seule alternative envisagée pour mettre fin au régime précédent. Par nature fragile, chaque régime a systématiquement cherché à renforcer son pouvoir en le concentrant, en le personnalisant, et en s'assurant le soutien d'un groupe restreint d'acteurs influents (les nouvelles élites « côtières », les cadres du parti, les représentants des Églises, etc.). Enfermé dans une logique de court terme, aucun n'a cherché l'appui de la grande masse en cherchant à répondre aux aspirations populaires. Au contraire, l'oubli et l'exclusion de cette grande majorité, essentiellement rurale, ont été une constante de l'histoire malgache. Pourtant, ce sont les mécontentements accumulés qui, à chaque fois, ont conduit à des mobilisations et au renversement des régimes en place, parfois au service de manipulations politiciennes.

Les rentes économiques à Madagascar n'ont jamais été de grande ampleur, limitées par nature ou faute de stratégie pour favoriser leur extension. Toutefois, à l'échelle d'un pays où prédomine la pauvreté, et étant distribuées entre un nombre très restreint d'acteurs, héritiers ou initiés, ces rentes représentent de véritables aubaines et sont source de fortes inégalités. Parmi ces rentes figure la possession de terrains et d'autres valeurs immobilières. L'économie de traite (café, vanille, girofle, thé), qui s'est développée au temps de la colonisation, a connu une période de succès suivie de stagnation, voire de déclin, dans les années 1980 et 1990, faute de politique d'accompagnement adaptée et face à la concurrence internationale. La nationalisation d'entreprises étrangères (dans les années 1970) et, par la suite, les privatisations (dans les années 1980 et 1990) ont permis en revanche l'émergence d'un petit nombre d'entrepreneurs nationaux aux côtés des minorités *karana* et *zanatany*. Durant cette période, les plus proches du pouvoir, mieux informés, ont également cherché à profiter des opportunités créées par la libéralisation du commerce, les possibilités d'exonérations, les subventions, et les grands investissements publics détournés de façon plus ou moins licites. Malgré la taille limitée du marché intérieur, la distribution de produits de grande consommation constitue également un secteur rémunérateur, où les *Karana* sont très présents. Le développement de la zone franche d'exportation à partir de la fin des années 1990 attire plus particulièrement les investisseurs étrangers. Les nationaux sont en faible nombre dans ce secteur, l'accès au marché international très concurrentiel étant difficile, réservé à ceux qui ont un réseau à l'extérieur. Mais les rentes les plus facilement accessibles sont celles résultant de l'aide extérieure, qui peuvent être captées à travers différents contrats ou marchés publics (travaux publics, appuis à différentes institutions, etc.). L'apparition des nouvelles rentes minières, au côté du

commerce illicite de bois précieux, au cours des années 2000 pourrait constituer un tournant compte tenu des montants en jeu, incommensurablement plus élevés comparés à ceux extraits des rentes précédemment citées, et potentiellement sources de déstabilisation ou de conflit majeur. Finalement, les rentes à Madagascar ont surtout été constituées d'opportunités ou bénéfices tirés ponctuellement (ou sur une courte période) de positions privilégiées héritées ou acquises au sein ou en liaison avec les sphères du pouvoir. De fait, ces rentes sont inaccessibles aux personnes extérieures au pouvoir. L'accès et le contrôle se font par ailleurs dans le cadre de stratégies individuelles ou familiales et non de groupes.

Chapitre 3

Les qualités structurelles



Une dégradation quasi continue de l'économie est à l'œuvre sur longue période à Madagascar. Depuis les années 1960, les différents changements aussi bien des stratégies économiques que des systèmes politiques n'ont pas permis d'inverser la dynamique régressive. Les théories classiques et modernes du développement peinent à expliquer cette contre-performance économique sur une longue période. La relecture de l'histoire du pays tend à montrer une certaine constance des formes du pouvoir et des modes de gouvernance ainsi qu'un maintien au fil des années des mêmes groupes d'acteurs. À l'instar d'un puzzle dont on recompose les morceaux, étape par étape, les analyses qui suivent cherchent à expliciter la manière dont Madagascar fonctionne en dégagant les principales qualités structurelles de la société.

Dans ce chapitre, nous identifions trois points forts sur lesquelles le pays peut s'appuyer : le contrôle de la violence ; les capacités des institutions formelles dont témoignent la double transition économique (avec l'arrivée d'une classe d'entrepreneurs nouveaux) et politique (avec les alternances démocratiques) ainsi que les résultats obtenus dans le champ bureaucratique, notamment en termes de lutte contre la corruption ; l'expression des aspirations démocratiques de la population.

Notre démarche consiste à mobiliser aussi bien nos connaissances du terrain que les analyses existantes sur Madagascar. Elle combine et confronte un ensemble de matériaux empiriques issus d'enquêtes quantitatives menées sur une période allant du milieu des années 1990 jusqu'aujourd'hui, avec des interviews qualitatives réalisées auprès d'interlocuteurs clefs de la société malgache, ainsi que des résultats issus de l'analyse de l'histoire longue.

Ordre social et contrôle de la violence

NORTH *et al.* (2009, 2012a) accordent une place centrale dans leur analyse au contrôle de la violence. La stabilisation de l'ordre social est considérée comme le premier objectif des sociétés et la capacité de l'État à contenir toute forme

de violence est l'élément déterminant pour caractériser aussi bien les différents stades des États naturels ou OAL (« fragiles », « basiques », « matures ») que le passage de l'État naturel à celui d'OAO (encadré 1).

Dans les ordres sociaux d'accès ouvert, la capacité à fonder des organisations avec ou sans le consentement de l'État garantirait une compétition non violente dans tous les domaines de la société. La violence aurait ainsi été rendue illégitime et seul l'État pourrait y avoir recours de façon strictement encadrée par le système législatif. Dans les États naturels, la violence serait au contraire accessible à tous ceux qui sont assez forts et bien organisés pour en faire usage, ce qui constituerait une menace certaine pour la stabilité. C'est pourquoi il tendrait à se former dans ces sociétés une coalition dominante qui établirait des compromis rentables entre les groupes les plus puissants tout en limitant l'accès des autres membres de la société aux rentes économiques. Par ailleurs, la plupart des États naturels accorderaient aussi, par le rôle du patronage ou des réseaux clientélistes, certaines protections aux non-élites qui constitueraient des systèmes incitatifs endiguant la violence (celle des non-élites) et facilitant la coopération. Néanmoins, si NORTH *et al.* (2009, 2012a) reconnaissent implicitement la possibilité d'une violence des non-élites, ils affirment que les épisodes de violence opposeraient le plus souvent des factions élitaires qui cherchent à modifier en leur faveur la nature du compromis noué précédemment. Cette thèse stimulante suscite cependant un certain nombre de questions lorsqu'il s'agit d'analyser le fonctionnement de long terme de la société malgache.

Les épisodes de violence : des dérapages et non des stratégies politiques revendiquées

La violence politique apparaît singulièrement limitée dans l'histoire malgache depuis son indépendance. Les crises politiques et les changements à la tête de l'État qu'elles entraînent souvent, se sont déroulés jusqu'à présent avec un recours à la violence physique très faible. Contrairement à ce qui peut s'observer dans bien d'autres pays du continent africain, les conflits se sont traduits en effet par un nombre relativement faible d'atteintes corporelles, qu'il s'agisse de privation de liberté, de blessures ou de décès, et n'ont été précédés, accompagnés et/ou suivis que par un durcissement politique limité (fig. 10).

Lors des périodes de troubles, les forces armées ont de surcroît plutôt été en retrait et ont même joué parfois un rôle d'intermédiation et d'apaisement. Enfin, la violence apparaît rarement comme une ressource politique aux mains de groupes élitaires. Au vu de l'histoire longue, la violence, sporadique, n'est ni contrôlée ni orchestrée par l'un ou l'autre groupe élitare. Aucune stratégie collective, concertée et véritablement organisée, de contrôle et d'accès au pouvoir ne semble avoir réellement cours, sachant que les élites d'une certaine manière ont assisté sans s'y attendre aux soulèvements populaires lors des trois premières crises.

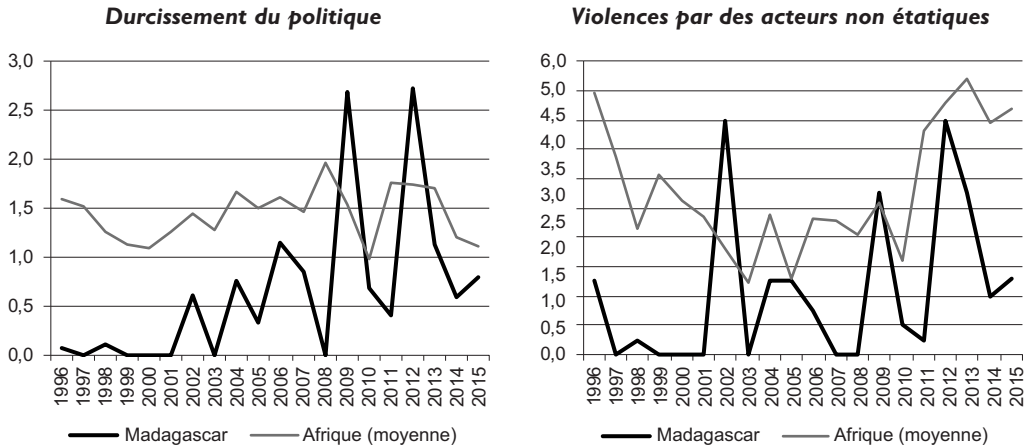


Figure 10
Évolution des violences politiques de 1996 à 2015.

Représentation des auteurs à partir de BAD et al. (2016)¹⁵⁴.

Si on peut se réjouir d'un tel constat, il suscite néanmoins des interrogations sur le sens de cette instabilité politique et, au-delà, sur la nature de l'État malgache. Comme ailleurs en Afrique, les conflits semblent certes être une forme d'activité politique « normale » (BACH et SINDJOUN, 1997). En revanche, en dépit d'évolutions récentes alarmistes (PELLERIN, 2014), l'allégeance à l'État s'est quasiment toujours imposée sur le territoire, l'usage de violence politique est essentiellement resté une prérogative de l'État, et cet usage n'a quasiment jamais été privatisé par l'armée. Quant aux changements politiques, ils se sont toujours parés d'une forme légaliste, même lorsqu'ils sont survenus avant le terme attendu initialement. L'État malgache montre ainsi un profil paradoxal : fragile si on se réfère à l'instabilité des gouvernements qui le représentent, mais solide si on prend en compte sa capacité à juguler la violence et à maintenir ses institutions dans le temps. Il cadre ainsi mal avec l'analyse que font NORTH et al. (2009, 2012a) des États naturels fragiles. Ces derniers sont en effet décrits comme incapables de contrôler la violence : l'équilibre est toujours précaire, la possibilité d'endiguer la violence dépendant de l'aptitude de la coalition dominante à établir des compromis rentables entre les groupes les plus puissants et à développer des réseaux clientélistes.

Une telle vision pourrait être considérée comme discutable, en premier lieu d'ailleurs par la population malgache elle-même, en particulier en regard de la situation depuis la crise de 2008. Toutefois, les tirs de militaires sur la foule insurrectionnelle le 10 août 1991 et le 9 février 2009, les mutineries devenues fréquentes (mais vite

¹⁵⁴ On manque encore cruellement de données statistiques comparatives sur la violence dans une perspective de long terme. Ces graphiques sont obtenus à partir des données enregistrées par la BAD, l'OCDE et le PNUD depuis 1996. Le deuxième est un indicateur calculé à partir du nombre de morts et de blessés lors de troubles et violences collectives. Le premier est un indicateur synthétique rendant compte de la déclaration d'état d'urgence, des arrestations et incarcérations politiques, des moyens supplémentaires pour la police et du durcissement du climat politique (expulsion, limogeage, couvre-feu, dissolution de partis).

circonscrites car à l'initiative de petits groupes d'individus isolés) dans l'armée, l'insécurité grandissante, avec comme exemple emblématique la terreur que font régner les « *dahalo* » dans le sud de l'île aujourd'hui, constituent des phénomènes d'autant plus marquants pour la population qu'ils contrastent avec le fonctionnement de la société et le pacifisme mis en avant comme une caractéristique de la population malgache (voir par exemple OTTINO, 1996).

Pour souligner le recours limité à la violence politique à Madagascar, notre argument tient aussi du constat de la formidable capacité de la grande majorité des habitants à accepter les difficultés quotidiennes (pauvreté généralisée, injustice, déliquescence des institutions, querelles politiciennes, etc.) sans s'insurger de manière organisée contre ses dirigeants. Si les crises et troubles politiques peuvent venir contredire cette idée, d'une part, les mouvements initiés revendiquent leur caractère non violent, d'autre part, ils peuvent justement être les exceptions qui confirment la règle : les crises étant des épisodes d'explosion suite à des frustrations trop longtemps contenues.

Encadré 2 Anatomie de la violence : une revue des épisodes d'instabilité depuis un demi-siècle

De l'indépendance à la fin des années 1960, le pays ne connaît pas d'épisode marqué de violence. Celle-ci apparaît au début des années 1970 mais avec une ampleur limitée. En 1971, le soulèvement paysan dans la région de Tuléar, sous la direction du Monima (parti politique à tendance maoïste), ne concerne qu'environ 1 000 paysans qui attaquent, avec des armes de fortune, des postes militaires et des centres administratifs. C'est dire la faible capacité de mobilisation du Monima de Monja Jaona. Leur mobilisation est par ailleurs extrêmement régulée par le serment, prêté sur un bœuf sacrifié, de ne pas tuer et qui en fait une rébellion moins de violence que de menace (RAISON-JOURDE et ROY, 2010). Il n'en reste pas moins que la répression politique est brutale et violente, rappelant les sinistres méthodes employées par le pouvoir colonial en 1947 et débouchant sur une cinquantaine de victimes selon les autorités, mais plus certainement entre 800 et 1 000 morts (ALTHABE, 1978 ; RAISON-JOURDE et ROY, 2010).

En 1972, la grève générale estudiantine est essentiellement non violente, même après que les étudiants ont été rejoints par les Zwam¹⁵⁵. Les dérapages sont en effet très rares. Là encore, c'est de l'État que viendra la violence et non de la jeunesse urbaine, estudiantine ou prolétaire. L'arrestation et la déportation, au pénitencier de Nosy Lava, de 395 étudiants déclenchent le 13 mai un vaste mouvement populaire (100 000 personnes dans les rues d'Antananarivo).

¹⁵⁵ Les Zwam – *Zatovo* (jeune), *Western* (du fait de leur identification aux cow-boys), *Andevo* (esclave), *Malagasy* – sont une organisation informelle de jeunes déshérités issus de quartiers populaires (« bas quartiers »). Ils vivaient hors la loi et entraient en conflit régulier avec la police. Ils marqueront leur ascension dans le combat politique en devenant *Zoam* – *Zatovo Ory Asa* (jeune sans emploi) *eto Madagasikara* – tout en maintenant cependant leur organisation sur la base du quartier. (RAISON-JOURDE, 1972 ; ALTHABE, 1978 ; RANDRIAMARO, 2009).

Ce sont alors les tirs des FRS (équivalent des CRS français) sur la foule qui entraînent des émeutes urbaines (incendie de voitures, barricade, destruction de trottoirs pour faire des projectiles, attaque de la radio nationale, incendie de l'hôtel de ville, etc.). En dépit des propos, eux extrêmement violents, de Tsiranana¹⁵⁶, ces événements ne feront « qu'une quarantaine » de morts et 150 blessés, essentiellement du côté des manifestants (BLUM, 2011). Dans ce conflit, les groupes élitaires apparaissent singulièrement en retrait. Ni la gendarmerie, ni la police, ni l'armée n'interviendront. L'AKFM (parti politique communisant), représentant plutôt l'élite merina évincée du pouvoir politique, se positionnera même contre les troubles, ce qui explique certainement l'incendie de l'hôtel de ville¹⁵⁷.

La descente aux enfers de l'économie malgache sous la période Ratsiraka marque cependant, dans les années 1980, un certain retour¹⁵⁸ de la violence sociale. Dans les zones rurales, le phénomène des *dahalo*, voleurs de bœufs empruntant à la tradition Bara, prend de l'ampleur, entraînant une répression féroce des gendarmes. En 1982, par exemple, sous le prétexte de les pourchasser, ils tuent « par méprise » une centaine de paysans dans la région de Tuléar. En 1989, la multiplication des opérations coup de poing de l'État avec autorisation d'ouvrir le feu (opération Tsy Mitsitsy, c'est-à-dire « sans merci ») aurait aussi fait une centaine de morts. Les troubles gagnent aussi les zones urbaines. En décembre 1984, des membres des TTS (*Tanora Tonga Saina*, c'est-à-dire les « jeunes conscientisés »), à la solde de l'Arema et de D. Ratsiraka, issus comme les Zwam de la période précédente des bas quartiers et pratiquant enlèvements, racket et marché noir, sont massacrés par les adeptes d'un club de kung-fu, faisant plus de 100 morts. Dans cet épisode, la violence déployée par ceux que l'on a appelés « les Kung-Fu » n'est pas *a priori* au service d'un quelconque groupe élitare (même si les Kung-Fu servirent à plusieurs reprises de service d'ordre lors des manifestations du Monima et du MFM¹⁵⁹). Elle a néanmoins une tonalité politique certaine dans la mesure où les TTS constituaient en sous-main les troupes de choc du régime. Les attaquer, c'était donc entrer ouvertement en conflit avec l'État. C'est ainsi qu'en juillet 1985, le régime répliqua en faisant détruire par des engins blindés la villa du leader Kung-Fu, provoquant des dizaines de morts suivies de nombreuses arrestations.

En 1987, sur fond de crise économique, on assiste en mars à une série de pillages de magasins tenus par des *Karana* (les Indiens de Madagascar), à Tananarive, Antsirabe, Tuléar et Fianarantsoa. Le caractère systématique de ces opérations (OPK, opération

156 « S'il y a eu beaucoup de morts, c'est parce que vous l'avez voulu. [...] Si vous ne vous arrêtez pas, vos enfants mourront. Et vous aussi. Voilà ! C'est moi le président qui vous le dit. Je vous donne un conseil, parents, travailleurs, élèves, si vous tenez à la vie, ne participez pas à la grève. [...] Si c'est nécessaire, même s'il faut 2 000 morts, nous le ferons en une seule fois ! 2 000 même 3 000 ! En une seule fois ! Tssak, Tssak ! Voilà des morts. Après cela, même si vous êtes 5 000, 6 000, 100 000, on vous aura ! Tssak ! Tssak ! Mais cela ne se fera pas [...] Soyez sage, hein ? Tirez-vous de cette histoire louche » (cité par BLUM, 2011).

157 La municipalité d'Antananarivo était dirigée par ce parti depuis l'indépendance. D'une manière générale, l'AKFM dominait le champ politique dans la province d'Antananarivo.

158 Le terme de retour fait ici allusion à la révolte des *Menalamba* qui, de 1895 à 1898, vont fragiliser, dans l'Imerina, l'installation de l'État colonial français. Cette rébellion, que l'on a souvent présentée comme un mouvement antifrçais, fut en fait d'abord la marque d'une implosion politico-sociale se produisant dans un contexte de décrépitude de l'État merina. Dans ce cadre, la révolte des *Menalamba* pourrait exprimer une forme de réaction à la domination de l'oligarchie *hova* et aux orientations religieuses chrétiennes sur lesquelles elle s'appuyait (ELLIS, 1998 ; CAMPBELL, 1991).

159 Parti maoïste, comme le Monima, mais urbain et essentiellement tananarivien, dirigé par M. Rakotonirina.

anti-karana) laisse cependant un doute sur leur origine. S'agit-il d'une réaction spontanée de xénophobie, face à l'enrichissement d'une minorité stigmatisée par son « origine étrangère », qui profite de la crise, ou d'une manœuvre, pour détourner la colère de l'opinion contre les « étrangers » ?

En 1991, la non-violence fut une revendication spécifique du mouvement social. Les immenses rassemblements sur la place du 13 mai ne donnèrent ainsi lieu à aucun débordement. Comme au début des années 1970, c'est de l'État que viendra en fait la violence. Une manifestation de 500 000 personnes en direction du palais présidentiel fera plus d'une trentaine de morts et plusieurs centaines de blessés, fauchés par les tirs des militaires, sur ordre de D. Ratsiraka (LAVRARD-MEYER, 2015). Dans ces événements, ce n'est donc pas la violence potentielle des manifestants, encadrés par les Forces vives, qui faisait leur force politique mais leur nombre. C'est en effet par le poids du nombre qu'ils tentaient d'obtenir une solution négociée avec le pouvoir en place.

En 2001-2002, la crise fut, elle aussi, peu violente. Si on a pu alors parler de guerre civile larvée en raison de l'apparente coupure en deux du pays, les affrontements ont été en réalité très peu fréquents et le nombre de morts ne s'est élevé « qu'à une centaine ». Néanmoins les combattants furent bien ici des instruments violents à la solde de groupes politiques : miliciens issus du lumpenprolétariat du côté de D. Ratsiraka, réservistes de l'armée du côté de M. Ravalomanana.

La crise de 2009 marque en revanche, sinon une rupture, du moins une inflexion avec celles qui l'ont précédée. Les mobilisations populaires furent accompagnées, dès le début, de barrages dans les quartiers populaires, assortis de phénomènes de violence interpersonnelle (agressions) puis, dans les jours qui suivirent, par des pillages un peu partout dans le pays de magasins chinois, indiens mais surtout des magasins Magro appartenant au président. Ces événements se soldèrent par au moins 68 morts, pour la plupart dus aux imprudences des manifestants¹⁶⁰ (VIMIER, 2010). Quelques jours plus tard, une marche de manifestants aux mains nus sur le palais présidentiel fut arrêtée par un tir de la garde présidentielle, faisant une trentaine de morts et plus de 200 blessés¹⁶¹. Enfin, la tentative de sortie de crise par la remise du pouvoir par le président à un directoire militaire (réédition de ce qui s'était fait en 1972 puis 1975) fut aussi mise en échec par la mobilisation des officiers de la Capsat qui installèrent A. Rajoelina au pouvoir, ce qui constitue le premier véritable coup d'État de l'histoire malgache¹⁶². Pour autant, la violence reste ici encore limitée et la passation de pouvoir se fait quasiment sans échange de coup ni effusion de sang.

Sous la direction d'A. Rajoelina, les nombreuses mutineries (mars 2009, mai 2010, novembre 2010, mars 2012, juillet 2012) dans l'armée ou la gendarmerie ne semblent

¹⁶⁰ Une quarantaine de morts ont par exemple été retrouvés calcinés après l'incendie du magasin Magro d'Antananarivo.

¹⁶¹ Certaines présentations des faits développées depuis prétendent que les tirs auraient pu, en réalité, venir d'abord de la foule, ce dont auraient pu témoigner des traces de balle sur des panneaux urbains si ces derniers n'avaient pas été changés.

¹⁶² L'autoproclamation comme président par M. Ravalomanana à l'issue du premier tour des élections présidentielles de 2001 s'apparente aussi cependant à un coup d'État même s'il est fort probable qu'il aurait été élu à l'issue d'un second tour « transparent ». RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (2002b) montrent avec une analyse serrée des résultats officiels du premier tour qu'il ne pouvait en fait avoir obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés.

pas être l'expression de forces politiques. Les « mutineries » n'ont en effet jamais inclus plus d'une trentaine de soldats, n'ont entraîné, lorsqu'ils ont eu lieu, que des combats de faible intensité (deux morts en mai 2010 ; trois morts en juillet 2012) et ont souvent eu uniquement comme moteur des revendications catégorielles (mai 2010, mars 2012). L'élection de fin 2013 s'est aussi déroulée avec très peu de contestations et les difficultés à gouverner dans le cadre de la IV^e République (impossible accord entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif) n'ont pas entraîné jusque-là de violence. En revanche, la violence sociale s'accroît sensiblement. Dans les zones urbaines, l'insécurité atteint des niveaux inédits et les journaux témoignent de façon régulière de vols, cambriolages, agressions parfois mortelles et même d'attaques de banques. Dans le sud du pays et les zones enclavées, les *dahalo*, regroupés en bande de plusieurs dizaines d'individus parfois équipés d'armes à feu, volent les troupeaux et s'affrontent aux villageois et aux forces de l'ordre. Ces dernières réagissent souvent de façon disproportionnée, en brûlant des récoltes et des habitations et en procédant à des exécutions sommaires.

Au vu de l'histoire longue, aucune organisation non étatique ne semble donc avoir de véritable pouvoir de mobilisation de la violence. Si la violence est bien présente dans la société malgache, elle est en bonne partie refoulée et prend plus les formes, lorsqu'elle s'exprime, d'éruptions infrapolitiques manifestant un mécontentement qui n'identifie pas clairement ses causes et ne désigne pas directement des responsables. Certaines forces politiques ont certes tenté d'utiliser ces mécontentements en soutien à leur cause. C'est tout particulièrement le cas de D. Ratsiraka, qui a maintes fois utilisé les milices des bas quartiers pour assurer la stabilité de son régime et essayé, lors des crises politiques, de mobiliser à son profit les insatisfactions des Malgaches déshérités. De la même façon, certains éléments laissent penser que les pillages de 2009 (comme d'ailleurs ceux de 1987) pourraient avoir été, sinon commandités, du moins encouragés, par l'opposition à M. Ravalomanana (ou par les partisans de D. Ratsiraka en 1987). Mais ces accès de violence débordent en réalité toujours les forces politiques qui veulent les récupérer, mais ne les contrôlent pas. Tout se passe ainsi comme si la violence n'était pas ou ne pouvait pas être une ressource stratégique légitime dans le jeu politique malgache. C'est souvent l'usage même de la violence par le pouvoir en place qui précipite en effet son remplacement (P. Tsiranana en 1972, D. Ratsiraka en 1991, M. Ravalomanana en 2009) et les changements de régime, même lors des crises, se font toujours de façon très peu violente.

L'aversion pour la violence : une raison du faible recours à la violence en politique ?

De manière générale, l'île se caractérise-t-elle effectivement par un faible niveau de violence ? Selon le *Global Peace Index*, qui note les pays selon leur degré de pacifisme, Madagascar fait partie de ceux qui sont les mieux classés en 2016 : à la 38^e position sur 162 pays dans le monde et à la 3^e place sur

44 pays d'Afrique subsaharienne (Institute for Economics and Peace, 2016)¹⁶³. Ce classement ne découle pas uniquement du fait que Madagascar n'est pas touché par des conflits internationaux. En effet, si on ne retient que les indicateurs relatifs à la sûreté et à la sécurité intérieure, le pays se situe au 51^e rang au niveau mondial. Même si les indicateurs globaux mobilisés par cet institut présentent des limites, ces chiffres tendent à témoigner d'un climat relativement paisible dans l'île. Dans tous les cas, aucun indicateur ne semble indiquer une situation extrême aujourd'hui à Madagascar en matière de paix et de sécurité.

L'analyse comparative des données d'enquêtes auprès des ménages réalisées dans une vingtaine de pays africains vient également confirmer la relative faiblesse du niveau de violence politique, mais également physique à Madagascar (fig. 11). L'île se classe parmi les deux ou trois pays où la population affirme de façon largement majoritaire (à près de 80 % ou plus, contre 40 % en moyenne dans les 20 pays analysés) que la concurrence politique ne génère pas ou très rarement des conflits violents. Madagascar se singularise également par la faiblesse de la violence physique subie par la population au quotidien, avec un pourcentage très faible de victimes d'agressions physiques ou de vol à domicile comparé aux autres pays (respectivement 4 % qui ont été victimes de violence physique et 11 % de vols à Madagascar contre 12 % et 32 % en moyenne dans les pays considérés, soit environ trois fois moins qu'ailleurs).

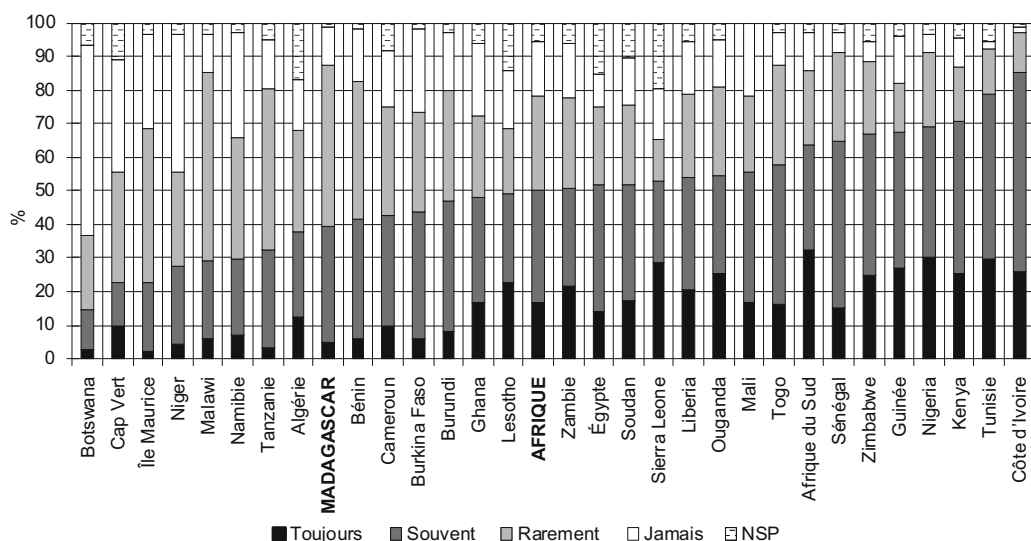


Figure 11
Conflits violents engendrés par la concurrence entre les partis politiques.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2013-2014) ; calculs des auteurs.

163 Le *Global Peace Index* prend en compte 23 indicateurs qui résultent aussi bien des perceptions que des données compilant les expériences, les comportements de la population ou des faits objectifs caractérisant les pays. Ils portent sur trois domaines : l'implication des pays dans les conflits locaux et internationaux, la sûreté et la sécurité intérieure, le degré de militarisation.

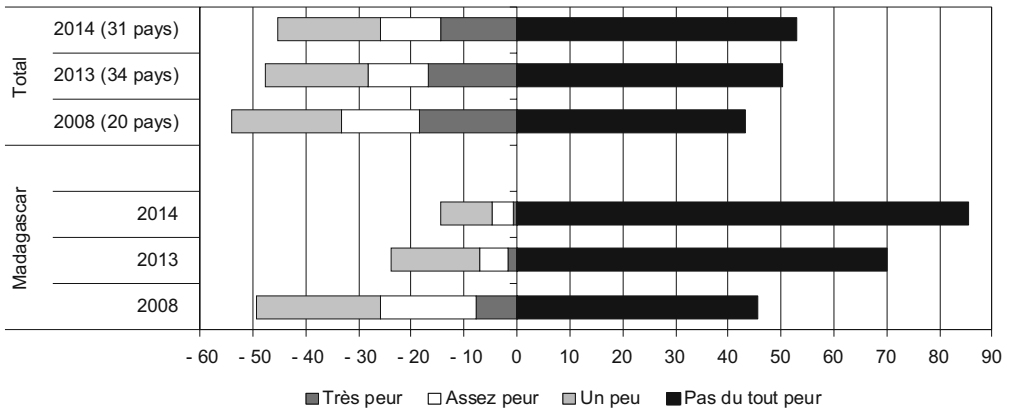


Figure 12
Peur d'intimidation ou de violence politique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2008, 2013 et 2014-2015) ; calculs des auteurs.

Par ailleurs, comparés aux citoyens d'autres pays africains, les Malgaches se sentent faiblement menacés par les intimidations lors des campagnes électorales (fig. 12). Si la situation était mitigée en 2008 (un quart avait « assez » ou « très » peur, 23 % « un peu » peur et 46 % « pas du tout », des pourcentages proches de la moyenne des pays africains considérés), elle apparaît exceptionnelle au vu des chiffres en 2013 et 2015, qui n'autorisent aucun doute sur le niveau très limité des menaces. En 2015, la grande majorité (85,5 %) des Malgaches déclare ne ressentir aucune inquiétude en termes de violence politique durant les périodes d'élections (seuls le Cap Vert et le Niger affichent des taux plus favorables parmi la trentaine de pays africains étudiés).

Madagascar se singularise également par la faiblesse de la violence physique subie par la population au quotidien (fig. 13). Le pourcentage de victimes d'agressions physiques ou de vol à domicile est très limité comparé aux autres pays (respectivement 4 % ont été victimes de violence physique et 18 % de vols à Madagascar, contre 10 % et 27 % en moyenne dans les pays considérés en 2014-2015).

Constat encore plus étonnant, Madagascar une nouvelle fois se révèle un cas aberrant, se démarquant totalement de l'ensemble des pays considérés lorsqu'on analyse la relation entre expériences vécues et perceptions de l'insécurité (fig. 14). Alors que le pourcentage de victimes de l'insécurité est plutôt faible (18 % de victimes de vol à domicile et moins de 4 % de victimes d'agression physique), une part importante de la population éprouve un sentiment d'insécurité en 2014 (72 % ne se sentent pas en sécurité dans leur quartier et 60 % ont peur d'être agressés à la maison). Ces pourcentages sont beaucoup plus élevés que dans des pays où l'expérience de l'insécurité est 3 à 4 fois plus fréquente : au Cameroun, 44 % ont été victimes de vol mais 46 % « seulement » éprouvent un sentiment d'insécurité ; au Nigeria, 19 % ont été victimes

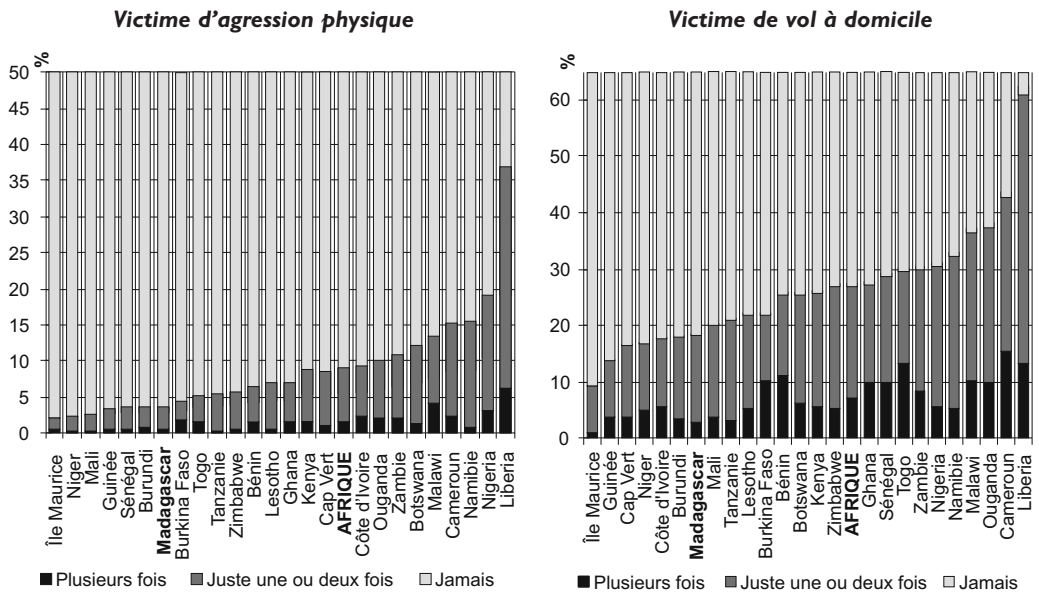


Figure 13
Victime d'agression physique ou de vol à domicile.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2014) (31 pays).

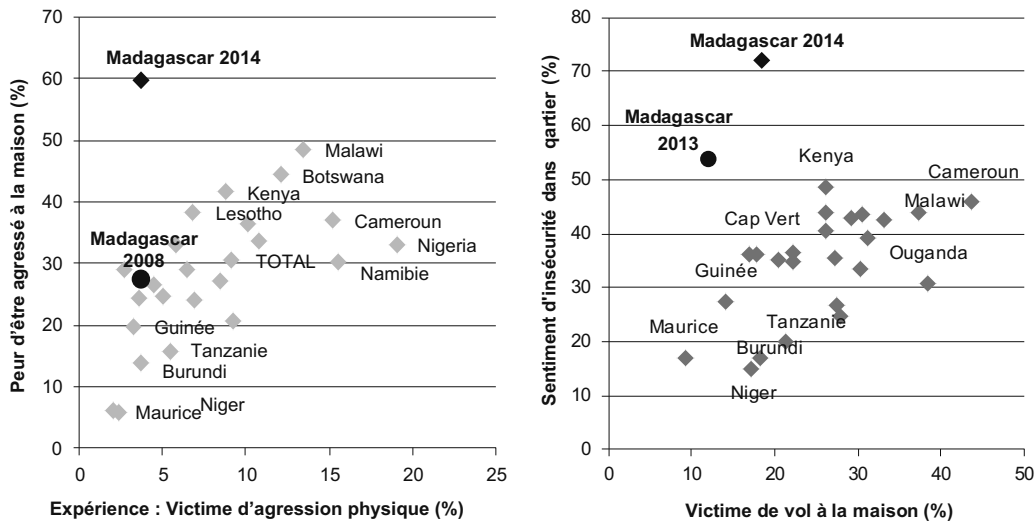


Figure 14
Sentiment et expérience d'insécurité à Madagascar et en Afrique, 2008-2015.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, pour Madagascar, Coef Ressources/Dial (2008, 2013, 2014, 2015) ; calculs des auteurs.
Les losanges sont les données de 2014. Le point rond indique la position de Madagascar en 2008 pour la figure de gauche et en 2013 pour la figure de droite.

d'agression physique et 31 % de vol à domicile mais 33 % « seulement » déclarent avoir peur d'être agressés chez eux.

Deux faits sont ainsi à souligner quand on compare Madagascar aux autres pays d'Afrique : la perception du niveau d'insécurité est anormalement élevée dans l'absolu, et encore plus compte tenu du nombre relativement limité de Malgaches effectivement victimes d'agression ou de vol ; en dynamique, si on observe une augmentation du nombre de vol à domicile (de 12 % en 2013 à 18 % de victimes en 2014), celle-ci s'accompagne d'une montée démesurée du sentiment d'insécurité (le pourcentage de ceux qui s'en plaignent passe de 54 % en 2013 à 72 % en 2014). Cette peur de la violence qui ne se justifie pas par la confrontation effective avec l'insécurité semble témoigner d'un rapport spécifique des Malgaches à la violence¹⁶⁴. La tendance à en exagérer le risque, la portée ou l'ampleur pourrait s'expliquer par une aversion particulière de la population pour la violence.

On peut bien sûr être tenté d'y voir un trait culturel spécifique. Les anthropologues ont en effet maintes fois attiré l'attention sur le *fihavanana*, terme réputé intraduisible tant il inclut de facettes différentes, mais qui constituerait un ethos commun aux Malgaches, idéal d'harmonie et d'entente sociale qui, par cet art de vivre qu'est le *fiaraha-monina* (tact social, l'art de vivre ensemble), forcerait les hommes à s'autocontrôler et à se retenir d'exprimer un désaccord trop marqué (OTTINO, 1996). Toute forme de conflit serait ainsi à éviter. Lors d'un débat, les orateurs malgaches n'en finissent plus par exemple de se confondre en excuses conjuratoires sur ce qu'ils vont dire. L'importance des interdits (*fady*) et la crainte du blâme des ancêtres (*tsiny*), toujours très présents, viendraient encore renforcer ce contrôle de la violence. Dans un texte de 1981, J. Dez insistait cependant sur l'« illusion » de cette non-violence dans la société malgache. Dans les campagnes, ce serait en fait le risque d'éveiller la jalousie d'autrui (*fialonana*) et d'être, en réaction, victime bien réelle de sorcellerie (*mosavy*) utilisant du poison mortel, qui constituerait l'élément régulateur principal de la violence, ce qui, du coup, se marquerait chez les Malgaches plus par un sentiment d'insécurité que de culpabilité. Cette explication culturaliste n'est cependant pas totalement convaincante. Ces modes de régulation des comportements par la socialisation et la sorcellerie ont en effet été décrits de façon identique dans bien d'autres sociétés, notamment africaines (MARIE, 1997a, 1997b), lesquelles ont pu cependant parfois se révéler particulièrement violentes. Par ailleurs, la violence « antisociale » des *dahalo* dans les campagnes du sud, sinon contredit cette analyse, du moins la nuance fortement.

¹⁶⁴ Confronté au même type de paradoxe en France dans les années 1980, LAGRANGE (1984) montre d'une part, à partir de séries mensuelles, que la perception de l'insécurité augmente quand les médias relatent des événements violents impressionnants dont les victimes sont des gens ordinaires. D'autre part, il observe une corrélation entre le niveau d'inquiétude et l'isolement ou la faiblesse des liens sociaux. Sachant que la prégnance de la peur et de la méfiance fait partie des caractéristiques souvent avancées pour caractériser la société malgache, on étudiera plus loin ces arguments pour éclairer le rapport des Malgaches à la violence et l'insécurité. Plus largement, il semble que la peur exprimée par la population traduise son doute croissant quant à la capacité du mode d'organisation collective à assurer la paix sociale, un phénomène qui est à relier avec l'instabilité politique récurrente du pays.

Les rapports entre culture et politique sont en réalité bien moins mécaniques et unidirectionnels que ce qui est couramment évoqué lorsqu'il est fait référence, dans le champ politique, au *fihavanana*. Les travaux historiographiques les plus récents (RAISON-JOURDE et RANDRIANJA, 2002 ; GALIBERT, 2004, KNEITZ, 2014) ont en effet bien montré que sa « migration », à partir de l'indépendance, d'un code traditionnel des relations sociales à l'intérieur du voisinage et de la parenté à un contrat de citoyenneté, relevait moins d'une réalité première que d'un lien « imaginaire » propre à permettre la constitution d'une nation malgache. Théorisé comme tel dès les années 1970 par P. Ramasindraibe (RAJAONAH, 2014), le *fihavanana* est depuis régulièrement exalté par le discours politique (il a d'ailleurs été inscrit depuis 1992 dans le préambule de la Constitution de la III^e République comme valeur essentielle de la société malgache¹⁶⁵) et diffusé via les médias et les programmes scolaires. Ces références répétées au *fihavanana* comme « contrat de citoyenneté » entretiennent la fiction d'une société où prévaudrait l'égalité des conditions et pèsent ainsi sur les comportements et représentations politiques des individus.

L'observation de la société malgache fait apparaître pourtant aisément que ce contrat de citoyenneté est pour le moins très imparfaitement réalisé. La norme véhiculée par cette notion ne joue donc pas uniquement dans le sens positif. En condamnant tout acte remettant en cause l'harmonie de la société, elle est à l'origine d'une violence structurelle et invisible qui réprime toute forme d'opposition à l'ordre établi. Ainsi, le *fihavanana* se traduit-il par le consentement des faibles à la soumission (RAISON-JOURDE, 2014).

Les formes de la violence symbolique : primauté de l'ordre social et prégnance d'un système hiérarchique

Une autre analyse complémentaire pourrait être plus sociohistorique. La société malgache est en effet historiquement extrêmement hiérarchisée, distinguant et classant à l'infini les individus selon un ordre inégalitaire hérité et dont la symbolique se maintient au fil du temps, en dépit des transformations politico-sociales du pays. Le système des groupes statutaires, tout particulièrement, reste ancré dans les corps et les esprits, assignant aux individus des valeurs inégales. C'est ainsi par exemple, que M. Ravalomanana, pour renforcer sa légitimité politique, a laissé courir le bruit qu'il était de descendance noble et que son successeur s'est parfois efforcé d'endosser les attributs royaux¹⁶⁶. Au sein même des groupes statutaires supérieurs, les principes de différenciation et de classement restent aussi très prégnants. Cependant la différenciation sociale a eu

165 « Le peuple malgache souverain [est] profondément attaché à ses valeurs culturelles et spirituelles, notamment au *fihavanana*, garant de l'unité nationale ».

166 La cérémonie de promulgation de la VI^e République et d'inauguration du nouvel hôtel de ville le 11 décembre 2010 est à ce titre exemplaire. A. Rajoelina, vêtu d'une tenue traditionnelle inspirée de celles que portaient les rois et accompagné de sa femme tout de rouge vêtue comme l'étaient les princesses et portant une ombrelle pour se protéger du soleil rejoignit en effet, à pied, la Place du 13 mai en partant du Palais de la reine, entouré de gardes du corps rituels, de *mpiantsa* (chanteuses royales) et de mille guerriers, reconstituant ainsi un fragment de la légende de Radama I^{er} (CARAYOL, 2010).

tendance à se simplifier au cours du temps entre une très large majorité de *mainity* et une petite minorité de *fotsy*, instituant un système occulte dont les gens ne parlent guère ouvertement mais qui conditionne fortement leurs comportements (notamment matrimoniaux). Cette hiérarchie symbolique est donc aussi une hiérarchie réelle dans la mesure où les *mainity* sont « confinés dans la reproduction sociale de la pauvreté par des interdits de mariages, [et] souvent exclus du foncier rural et de propriété urbaine » (GALY, 2009). Vu sous cet angle, les rapports sociaux peuvent être décrits comme reposant sur une violence symbolique qui maintient la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la plus grande masse de population. Dans une telle configuration, le danger principal pour l'ordre social pourrait alors venir du rejet, par cette masse, de la situation inégalitaire dans laquelle elle est maintenue au fil du temps¹⁶⁷. Une des raisons du refus, voire du tabou, de l'utilisation de la violence en politique par les élites pourrait finalement être leur peur de déclencher un désordre social dont elles auraient collectivement particulièrement à perdre, ce que révèle notamment l'extrait d'interview suivant avec un représentant de l'élite intellectuelle malgache :

« [...] Je n'ai jamais été sur la Place sur 13 mai¹⁶⁸, ni en 1991, ni en 2002, ni en 2009 et je ne pense pas que j'irai même maintenant, même au bout d'un ras-le-bol qui dépasserait les bornes. Peut-être que, plus que de la gabegie, plus que des scandales, j'ai trop peur de l'instabilité, du désordre, de l'anarchie. [...] J'ai trop peur d'un 14 juillet 1789, d'une prise de la Bastille. Je me considère comme dans une Bastille, en quelque sorte [...] » (8 février 2012).

Le maintien d'un tel système suppose une forme d'acceptation, dans l'esprit de tous, de ces principes de différenciation accordant une inégale valeur aux individus. C'est cet esprit qui permet aux dirigeants politiques de penser souvent qu'ils peuvent agir à leur guise sans en référer à quiconque. C'est aussi ce qui permet, notamment lors des crises, à quelques descendants de grandes lignées de s'auto-proclamer *raiamandreny*¹⁶⁹ et d'intervenir à ce titre dans le débat politique. L'inégalité constitutive de la société malgache permet ainsi aux dirigeants politiques d'agir sans accorder beaucoup d'importance à leurs administrés. Les rois avaient en effet un droit absolu d'exploitation de leurs sujets, mais aussi de vie et de mort. Les discours des rois (*kabary*) se ponctuaient imperturbablement par

167 Le Padesm des années 1950 était d'ailleurs une tentative de créer une force politique contrant les élites dominantes en fédérant les déshérités. Mais cette construction était artificielle et ce parti était en réalité le produit d'une élite « côtière » qui avait plus à perdre qu'à gagner à l'émergence d'une prise de conscience des dominés.

168 Place sur laquelle se sont déroulés les principaux mouvements populaires.

169 En 2010, 37 personnalités ont créé un groupement intitulé *raiamandreny Mijoro*. Par ailleurs, le projet de Constitution de la IV^e République établissant le pouvoir d'intervention des *raiamandreny* sur la société : « Article premier – La société malgache hérite de la sagesse ancestrale basée sur le "*fanahy malagasy*" qui privilégie le "*fihavanana*", un cadre de vie permettant un "vivre ensemble" sans distinction de région, d'origine, d'ethnie, de religion ni de sexe. Article 2 – 1 – Le Cercle de préservation du *Fihavanana* (*Seha-piahiana ny Fihavanana*) veille à la prévention de crise et de conflit de toute nature pouvant porter atteinte aux vertus des valeurs ancestrales entre les Malgaches en vue de préserver l'unité nationale. 2 – Le Cercle de préservation du *fihavanana* est composé de *raiamandreny* ou *olobe* représentant, à parité égale entre hommes et femmes, les associations ou organisations traditionnelles et socioprofessionnelles de toutes les provinces autonomes de la République. Les *raiamandreny*, ou *olobe*, sont choisis en raison de leur notoriété morale et de leurs compétences en matière de valorisation de la culture et des acquis traditionnels, d'une part, et en matière de prévention et de résolution des crises et des conflits, d'autre part ». Ces mentions ont néanmoins disparu de la Constitution adoptée.

« sinon, je vous tue tous », « j'ai seul le droit de vie et de mort sur la population » ou « si vous en venez à transgresser mes ordonnances, je vous mettrai à mort » (GALY, 2009). Ce mépris de la vie s'est retrouvé d'une certaine façon dans les régimes post-indépendance. Les émeutes paysannes ou les agissements des *dahalo* ont donné par exemple lieu à des répressions par les forces de l'ordre souvent meurtrières sans que cela ne déclenche de véritable émoi au sein des élites et plus généralement du monde urbain. Les propos de Tsiranana relevés plus hauts dans l'encadré 2 traduisent aussi, d'une certaine façon, le peu de prix accordé à la vie humaine des gens du peuple par les classes dirigeantes.

C'est aussi l'importance de cette domination symbolique sur les *mainity* qui pourrait expliquer que les violences, qui apparaissent parfois dans le sillage des crises politiques, sont le plus souvent des éruptions libérant des frustrations sans qu'elles arrivent à s'exprimer clairement en termes politiques. Il en a été ainsi de la révolte de *Menalamba* au XIX^e siècle, des émeutes paysannes du début des années 1970 (en dépit de leur encadrement par le Monima), des *rotaka* urbaines et des OPK (opérations anti-karana) des années 1980. De la même façon, les organisations en bandes armées de *dahalo* d'aujourd'hui pourraient être une forme de réaction aux inégalités et à l'oubli constant des pauvres par le pouvoir central. En revanche, l'ouverture culturelle sur le monde des années 1980 est propice à des prises de conscience portées notamment par des groupes de musique tels que Mahaleo ou, dans une moindre mesure, Rossy. Cette émergence de la conscience des inégalités pourrait expliquer la progressive montée des débordements et transgressions de la violence, tout particulièrement constatés lors de la crise de 2009 et depuis¹⁷⁰.

Les capacités opérationnelles des institutions formelles

Dans le cadre conceptuel de NORTH *et al.* (2009, 2012a), la transition des pays considérés comme des États naturels (OAL) vers un ordre d'accès ouvert (OAO) est un processus hasardeux et de long terme (le nombre de pays l'ayant réussi étant réduit à peau de chagrin). Dans la typologie des États naturels, Madagascar, avec la récurrence de ses crises sociopolitiques et la situation qui perdure depuis 2009 – chaque jour le pays risquant de sombrer en situation « d'État failli » –, semble se situer en bas de l'échelle (État naturel fragile). Nous voudrions montrer que la typologie proposée pour caractériser les États naturels (États naturels fragiles, États naturels basiques, États naturels matures), censés se succéder dans

170 Pour une analyse plus développée sur la violence à Madagascar, voir RAZAFINDRAKOTO *et al.* (à paraître [b]).

le temps dans une perspective à connotation évolutionniste, pose problème¹⁷¹. La situation nous paraît plus complexe. Ainsi, Madagascar suivant les périodes affiche des capacités et des réalisations qui pourraient le placer à un stade supérieur des États naturels, aussi bien dans le champ économique que bureaucratique et politique. Pour ce faire nous prendrons trois exemples : le succès de la zone franche, les résultats significatifs en matière de lutte contre la corruption bureaucratique et le processus de transition démocratique. C'est finalement plutôt l'incapacité à maintenir dans la durée le renforcement et la consolidation de ses institutions qui paraît déterminante, plutôt que la possibilité d'atteindre (localement et de manière temporaire) certains niveaux de résultats caractéristiques d'ordre plus mûrs dans un temps relativement court.

Un succès continental exceptionnel : le cas des zones franches

S'il est un secteur économique où les exigences de compétitivité pour se développer sont drastiques et peu compatibles avec un ordre social assis sur l'extraction de rentes improductives, c'est bien celui des zones franches industrielles d'exportation. Non seulement, les entreprises franches doivent disposer des facteurs de production et les combiner de manière efficiente pour pouvoir espérer maintenir ou accroître leur part sur le marché mondial, où elles sont mises en concurrence avec les entreprises les plus performantes à l'échelle globale¹⁷² (chap. 1), mais elles doivent pouvoir bénéficier d'un environnement institutionnel suffisamment développé (droits de propriétés, services publics aux entreprises, capital humain, etc.), sans lequel le seul avantage comparatif en termes de coût du travail ne saurait opérer. Madagascar a réussi ce pari, sans équivalent en Afrique ou dans des pays de niveau de développement comparable. Ainsi plusieurs dizaines de pays africains ont instauré des régimes francs (133 pays dans le monde, selon BOST, 2010), sans qu'aucun ne connaisse de résultats significatifs¹⁷³. En fait, en dehors de Madagascar, le seul autre exemple de succès en Afrique subsaharienne est l'île Maurice, un pays autrement plus développé.

L'introduction de ce régime d'exception en 1990 a suivi la décision de développer un modèle de croissance tiré par les exportations, promu par les institutions de Bretton Woods dans le cadre des PAS. Des exemptions fiscales accordées, combinées à de faibles rémunérations ainsi que des accords commerciaux préférentiels avec l'Europe (initiative EBA – Everything but Arms) et les États-Unis (Agoa¹⁷⁴ – African Growth and Opportunity Act) ont poussé la zone franche malgache à une croissance continue et exceptionnelle à l'aune du pays. Selon

171 Dans une version récente de leur thèse, NORTH et al. (2012) conviennent que des retours en arrière sont possibles (« *LAOs often exhibit episodic crises and regression rather than continuously moving forward* »).

172 Sauf à se spécialiser sur des niches, ce qui n'est pas le cas de la zone franche malgache, spécialisée dans la confection textile.

173 À l'exception du Kenya, à une bien moindre échelle.

174 Loi adoptée en 2000 par le congrès américain visant à soutenir l'économie des pays africains en leur facilitant l'accès au marché américain.

l'association patronale des opérateurs de la zone franche (GEFP), 180 entreprises opéraient sous ce régime fin 2004 et employaient environ 100 000 salariés.

Le succès fulgurant des zones franches malgaches a été bien documenté par RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (1997), et CLING *et al.* (2005 et 2009). Il s'est traduit par de nombreuses conséquences favorables pour l'économie malgache. En premier lieu, en termes de croissance des exportations : partant d'un niveau négligeable, la part des zones franches dans l'ensemble des exportations s'est accrue pour atteindre près de 50 % en 2005-2006, une proportion inégalée dans aucun autre pays pauvre (fig. 15). Il a aussi modifié la nature des exportations, un changement que l'on pourrait qualifier de véritable transformation structurelle réalisée en quelques années : alors que Madagascar exportait essentiellement des produits agricoles au début des années 1990, la part des produits manufacturés atteignait près de 50 % au milieu des années 2000 ; et ce en dépit de l'effet catastrophique de la crise politique de 2002.

En second lieu, la croissance des entreprises franches s'est traduite par un véritable boom de l'emploi (fig. 16). Jusqu'en 2001, les emplois créés en zone franche ont cru quatre fois plus rapidement que ceux générés par le secteur privé formel, ou par l'économie dans son ensemble. La crise de 2002 a vu l'emploi s'effondrer, mais la phase de récupération a été extrêmement rapide.

Tous les autres indicateurs de la qualité des emplois (*labour standards*, protection du travail, etc.) sont également à l'avantage des entreprises de la zone franche. Non seulement elles ont progressivement formalisé leurs relations de travail, mais elles ont aussi probablement été le facteur principal de diffusion, aux autres entreprises à Madagascar, de ces nouvelles normes de contractualisation du travail, plus en cohérence avec les standards internationaux.

Ultérieurement, le démantèlement des accords multifibres – AMF – (2005) et la fin programmée de l'Agoa (2007), maintenu à titre exceptionnel jusqu'en 2009, ont brisé la dynamique enclenchée, avant que la crise de 2009 ne vienne encore aggraver la situation. Depuis 2010 la croissance s'est interrompue au niveau des entreprises franches, mais les niveaux d'emplois et d'exportations se maintiennent globalement depuis cette date¹⁷⁵.

Finalement, le succès des zones franches à Madagascar met clairement en évidence que le pays est capable de générer une dynamique d'enrichissement issue d'une réelle création de valeurs (emplois, revenus), impulsée par une classe d'entrepreneurs nouveaux (soit nationaux, soit en provenance de l'étranger), donc génératrice de développement, ce qui est le propre des OAO (OULD AOUDIA, 2011), et non d'intérêts bénéficiant de leur proximité avec le pouvoir pour faire fructifier leurs rentes du fait de leur appartenance à la coalition dominante des élites en place (caractéristique des États naturels). Si l'on exclut les facteurs externes (interruption des accords multifibres et de l'Agoa en 2009

¹⁷⁵ On peut dès lors se demander si Madagascar a atteint un niveau d'équilibre qui ne changera plus significativement, même si le contexte sociopolitique s'améliore, ou si un nouveau démarrage est possible dans le cas où le retour d'un climat de confiance entraînerait l'arrivée de nouveaux investisseurs. Nous ne disposons pas aujourd'hui d'éléments permettant de conclure dans un sens ou dans l'autre.

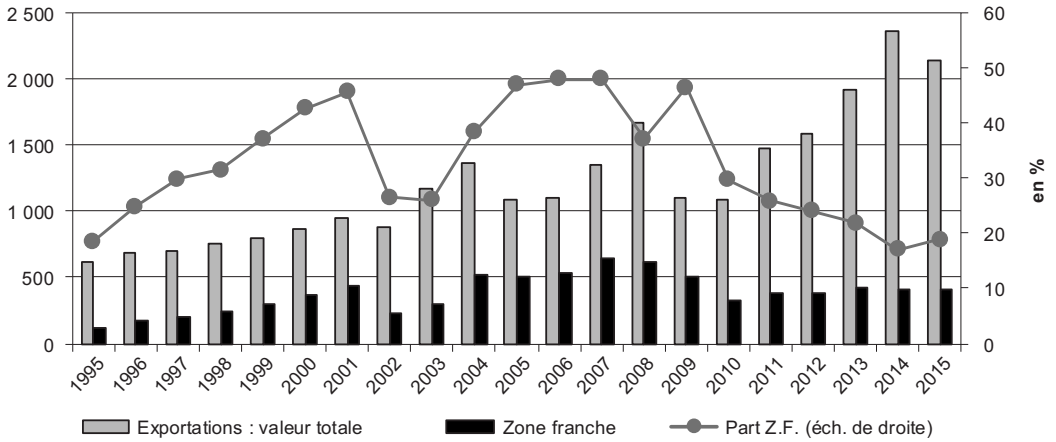


Figure 15
Le boom des exportations de la zone franche, 1995-2015.

Sources : International Trade Centre PC-TAS database for total exports ; Otexa and Eurostat for Zone franche exports (clothing products) ; calculs des auteurs.

Note : valeurs exprimées en millions de dollars.

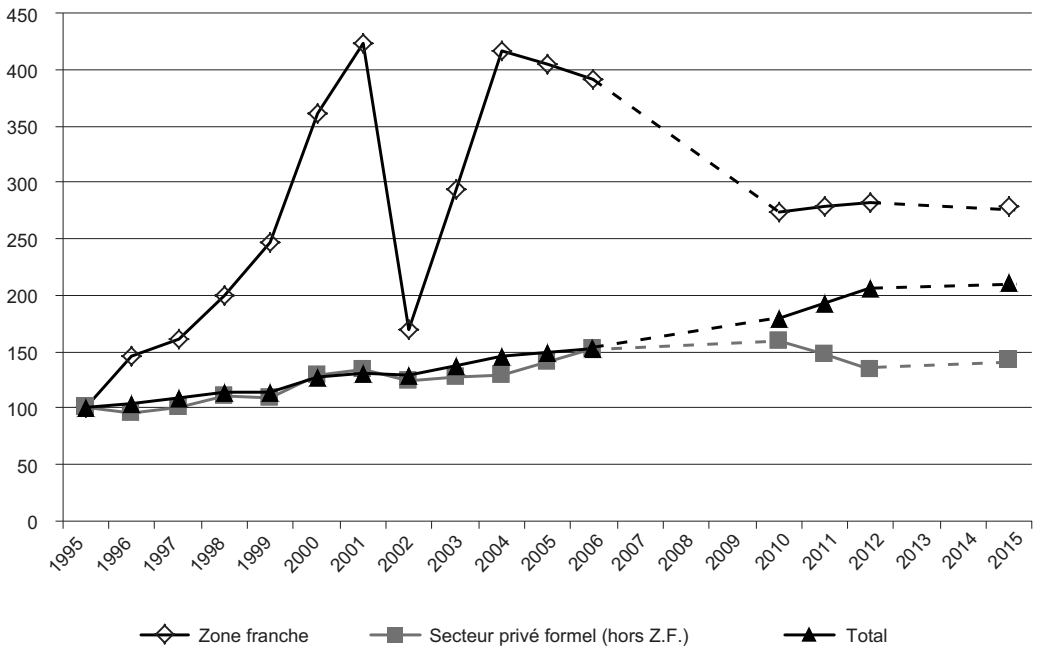


Figure 16
Dynamique de l'emploi formel en et hors zone franche, 1995-2015.

Sources : Enquêtes 1-2-3, 1995-2015, Madio, Dial/Instat ; calculs des auteurs.
les pointillés indiquent qu'on ne dispose pas de données pour la période.

Note : base 100 en 1995.

pour des raisons de sanctions politiques), confortant le rôle ambigu de la communauté internationale (chap. 4), ce succès a effectivement été interrompu deux fois par des accès de violence sociopolitique, dont seul le contrôle aurait permis de consolider la dynamique enclenchée. Mais rien ne nous permet de penser que les épisodes de violence en question ont été entraînés par un groupe élitair exclu des bénéfices de cette nouvelle manne, ou par le pouvoir en place parce qu'il n'en aurait pas profité. L'origine des ruptures se trouve ailleurs et les pertes occasionnées n'en sont qu'un effet collatéral.

Des performances significatives en matière de lutte contre la corruption bureaucratique

La corruption généralisée est affichée comme une des caractéristiques structurales et constitutives des États naturels comme Madagascar. La corrélation entre niveau de développement et de corruption observée dans toutes les études quantitatives fondées sur les grandes bases de données internationales en atteste. La faiblesse des institutions et des organisations associées rendrait quasiment impossible de réduire significativement la corruption, et les exemples de politiques ayant eu un impact positif et durable sont extrêmement limités, tout particulièrement dans les États naturels les plus précaires (fragiles et basiques), auxquels se rattache Madagascar. Cette difficulté intrinsèque à lutter contre la corruption serait renforcée par le présupposé que la corruption au quotidien en Afrique serait d'autant plus prégnante qu'elle constituerait un phénomène socialement accepté, fondé sur des valeurs et des croyances fondamentalement différentes de celles en vigueur dans les OAO. Cette thèse rejoint une ligne d'interprétation basée sur des postulats culturalistes de la façon dont l'Afrique « fonctionne ». Les logiques patrimoniales et clientélistes, le flou de la frontière entre sphères publique et privée (*straddling*), le primat des attaches communautaires et ethniques et les fonctions de redistribution informelle, conduiraient, dans le cadre d'une « économie morale de la corruption », (CHABAL et DALOZ, 1999) à faire de la corruption une pratique sociale naturelle acceptée de tous. Descendants modernes des chefferies traditionnelles, les fonctionnaires seraient légitimement habilités à recevoir des « cadeaux » de la part des administrés qui marqueraient ainsi leur allégeance à ces nouveaux détenteurs du pouvoir. L'impunité dont ils bénéficient serait largement consentie par la population, qui participerait de ce fait, par collusion, à l'entretien de ces pratiques. Même lorsqu'ils se démarquent de cette version commune, les travaux anthropologiques tracent finalement une frontière assez floue avec l'approche culturaliste. Ainsi, en mettant en avant les logiques socioculturelles favorisant le « complexe de la corruption » (logique de négociation, logique du cadeau, logique des réseaux de solidarité, logique de l'autorité prédatrice, logique de la redistribution), OLIVIER DE SARDAN (1999) conforte l'idée d'une forme de collusion à tous les échelons de l'échelle sociale. Ce qui n'empêche pas de souligner à quel point les rapports entre l'administration et les usagers sont marqués par la méfiance, l'incertitude et l'humiliation (BLUNDO et OLIVIER DE SARDAN, 2001).

Les données empiriques issues d'une série d'enquêtes répétées sur une vingtaine d'années (à notre connaissance, la plus longue existante à ce jour dans un pays en développement) ne semblent pas confirmer ces hypothèses¹⁷⁶. Sur le front de la dynamique de la corruption, les résultats montrent une diminution significative et continue de l'incidence de la petite corruption de 1995 à 2001. Le pourcentage d'individus victimes de la corruption a chuté de 42 % à 10 % en l'espace de cinq ans. Cette dynamique peut être mise en regard avec l'évolution de la rémunération des agents de l'État, également saisie dans les enquêtes. On observe une forte corrélation négative entre le niveau de la corruption et les salaires des fonctionnaires – qui se sont accrus de plus de 60 % en termes réels sur la même période (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2003b). Même si la relation de causalité ne peut être testée formellement – la série n'étant pas suffisamment longue – et que d'autres facteurs ont pu également jouer sur le niveau de la corruption (comme l'inflation, la stabilité politique, etc.), elle vient corroborer la présomption d'un lien positif entre la rémunération des fonctionnaires et la lutte contre la corruption, voire plus largement la performance de l'administration (ainsi, on a pu constater que la pluriactivité des agents publics avait également diminué sur la même période).

Sur cette question controversée, un certain nombre de travaux sur données agrégées n'ont pas trouvé de lien significatif entre la perception de la corruption et le salaire (relatif) des fonctionnaires (TREISMAN, 2000 ; SWAMY *et al.*, 2001). Nos résultats viennent plutôt conforter l'hypothèse inverse d'une association significative obtenue par VAN RIJCKEGHEM et WEDER (2001) sur un échantillon d'une trentaine de pays, ou encore par DI TELLA et SCHARDGRODSKY (2003). Ce lien aurait des implications majeures sur la réforme des services publics dans les PED. Il pourrait notamment expliquer en partie l'échec quasi-systématique de la première génération de réformes de la fonction publique en Afrique subsaharienne dans les années 1980 et 1990, qui s'est caractérisée par des coupes sévères dans les salaires des agents de l'État (LINDAUER et NUNBERG, 1994 ; LIENERT et MODI, 1997 ; voir chapitre 4, le rôle ambigu des bailleurs de fonds).

En second lieu, les résultats permettent d'établir une relation directe entre qualité des institutions et corruption. En effet, la grave crise politico-institutionnelle qu'a connue Madagascar suite au scrutin présidentiel contesté de décembre 2001 (ROUBAUD, 2002) s'est immédiatement traduite par une remontée spectaculaire de la corruption, dont l'incidence a doublé en l'espace d'un an. Le chaos institutionnel (grève, vacance du pouvoir, affrontements), la recrudescence de l'inflation et la baisse consécutive du salaire réel des fonctionnaires ont représenté de sérieuses incitations encourageant les pratiques corruptives. Symétriquement, le retour à l'ordre, la stabilisation des institutions et le retour de la croissance des salaires publics ont joué en sens inverse. Ainsi, entre 2002 et 2004, l'incidence de la corruption a été divisée par deux et est revenue à un niveau inférieur à celui enregistré avant la crise (8 %). Le poids

¹⁷⁶ On notera que, à la différence de la plupart des travaux dans ce domaine, notre mesure de la corruption se fonde sur l'expérience réelle (variable objective) et non sur la perception du phénomène (variable subjective).

de la corruption dans le budget des ménages a également diminué. Le montant total de la corruption ne représente plus que 1,2 % du revenu annuel des ménages en 2004 (contre 3,3 % en 2002).

Aux facteurs précédents, il convient de souligner que le nouveau pouvoir en 2002 a fait des politiques actives anticorruption et en faveur de la transparence un axe majeur de son action. Le Conseil supérieur de lutte contre la corruption (CSLCC) a été créé en 2003 pour commencer une sensibilisation et mettre en œuvre des stratégies spécifiques. Un Bureau indépendant anticorruption (Bianco) a été mis en place en 2004 pour le suivi et l'application de mesures concrètes. Encore une fois, si la nature des données ne permet pas d'évaluer formellement l'impact de ces mesures, la réduction de la corruption réelle incite à penser qu'elles ont joué un rôle non négligeable dans l'amélioration de la situation. D'ailleurs, plus que les mesures concrètes (ouverture de poursuites judiciaires, sanction à l'égard des fonctionnaires corrompus, etc.) qui n'avaient pas encore fait effet au moment de l'enquête, la dynamique positive est plutôt à mettre à l'actif de la crédibilité de l'engagement du gouvernement contre la corruption. Au-delà des indicateurs objectifs, ce climat favorable est corroboré par les indicateurs de perception. Ainsi, selon l'avis de la population, la situation s'est clairement améliorée sur ce front : en 2004, le solde d'opinion à propos de l'évolution de la corruption est très positivement orienté avec +50 points pour la petite comme pour la grande corruption. La période de 2004 à 2006 montre que la croissance retrouvée et la persévérance dans la lutte anticorruption ont permis de stabiliser la corruption bureaucratique autour de 8 %, un niveau relativement faible (pour les standards locaux).

Pour les années ultérieures, l'absence de données régulières rend l'analyse des évolutions plus délicate. En effet, depuis 2006, on ne dispose que de deux points. En 2010, plus d'un an après le début de la crise, on note que l'incidence de la corruption se situe globalement au même niveau qu'en 2006 (8 %) mais on ne peut rien dire sur la dynamique entre les deux dates. En 2015, l'incidence a sensiblement baissé (elle est inférieure à 5 %). Il convient toutefois d'interpréter ce recul avec prudence. Cette diminution pourrait résulter en partie de la revalorisation des salaires. Mais il est *a priori* difficile de statuer sur une amélioration de la situation : d'une part, un certain nombre d'indicateurs tendent à montrer une déliquescence continue des institutions publiques (voir *infra*) ; d'autre part, on constate que le pourcentage de la population qui a été en contact avec les institutions étatiques est en net recul (de 74 % en 2010 à 63 % en 2015). On ne peut donc pas exclure que la méfiance de plus en plus forte à l'égard des agents de l'État et peut-être la crainte d'être victime de la corruption aient pu conduire certains citoyens à s'adapter et à réduire leur contact avec les services publics. La diminution de l'incidence de la corruption pour cette période pourrait ainsi découler d'une baisse de fréquentation de ceux qui sont les plus susceptibles d'être touchés par le phénomène.

Concernant la seconde hypothèse, appliquée globalement aux États naturels, selon laquelle la corruption serait un phénomène socialement accepté, elle est également battue en brèche par les résultats d'enquêtes dans lesquelles nous

Tableau 2
Tolérance à la corruption selon la population et les « experts » (en %)

	Madagascar	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Moyenne pondérée
Considère acceptable un pot-de-vin									
Enquête auprès de la population	11,1	4,2	7,7	5,1	4,0	3,2	2,4	3,9	4,5
« Enquête miroir » (estimation des experts)	33,5	32,9	27,1	28,8	33,8	36,6	34,5	29,2	31,9
Corruption = problème majeur									
Enquête auprès de la population	96,9	94,2	87,8	91,0	88,4	91,6	87,9	82,2	90,3
« Enquête miroir » (estimation des experts)	74,4	83,6	68,4	70,5	63,9	61,8	69,4	81,5	71,2
« Enquête miroir » (opinion des experts)	84,1	96,7	67,7	90,3	82,0	71,4	82,5	95,7	84,7

Sources : RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (2010a), *Enquêtes 1-2-3, 2001* et *Enquête miroir, 2002*, Instat et Dial ; calculs des auteurs.

avons contrasté l'opinion des citoyens ordinaires avec celle des experts internationaux (tabl. 2) sur les mêmes questions (pour une présentation de l'« enquête miroir », voir RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2010a). Ainsi, la quasi-totalité des citoyens malgaches (90 %) déclarent que les pratiques corruptives constituent bien un comportement délictueux et socialement réprouvé. En revanche, les spécialistes rapportent une tout autre vision des choses, en accord avec les thèses savantes énoncées plus haut. Ces derniers surestiment massivement l'ancrage culturel de la corruption tout en sous-estimant parallèlement l'importance qu'accorde la population à la lutte anticorruption. Ce trait n'est d'ailleurs pas idiosyncratique, puisque des travaux similaires menés en Afrique de l'Ouest conduisent au même hiatus. La soumission de la population à la corruption aurait moins à voir avec une quelconque acceptation tacite qu'avec leur manque de ressources pour y résister et le dénoncer. Ce dénuement face aux logiques prédatrices de l'État et à l'oppression de ses agents au quotidien est directement lié à la faiblesse structurelle des contre-pouvoirs et de la société civile susceptibles d'imposer à l'État de rendre des comptes (*accountability*). La corruption n'est en fait qu'une manifestation parmi d'autres des mauvais traitements endurés par la population de la part de leur administration (absentéisme des fonctionnaires, mépris généralisé des usagers, etc. ; BLUNDO et OLIVIER DE SARDAN, 2001).

Double transition et consolidation démocratique : le cas des années 1990

Le dernier exemple que nous prendrons se situe directement dans le champ politique pour montrer que certaines caractéristiques des ordres sociaux à

Madagascar peuvent avoir les traits des OAO, et que l'idée d'un « *no bridge* » entre États naturels et OAO ou, au mieux, sur une échelle de temps multi-séculaire, ne semble pas être opératoire pour ce pays. Ainsi, dans leur définition des États naturels, NORTH *et al.* (2009) identifient la présence « des régimes politiques sans consentement généralisé des administrés » comme une de leurs trois caractéristiques fondatrices. De plus, la transition d'un ordre à l'autre à travers les réformes traditionnellement mises en place (cadastre, état civil, listes électorales, système fiscal ou de retraite, institutions bancaires) aurait toutes les chances d'être vouée à l'échec car ces réformes mettent en jeu bien plus que l'ingénierie des projets et politiques publiques : elles touchent aux fondements anthropologiques même des ordres sociaux (DUFERNEZ *et al.*, 2010). Nombre de règles formelles et d'institutions directement décalquées des pays du Nord n'en auraient que la forme sur le papier tant les valeurs et croyances qui leur permettraient de fonctionner « normalement » sont éloignées de celles des pays où elles ont été historiquement élaborées.

L'expérience malgache en matière électorale et démocratique montre que cette lecture n'est pas aussi tranchée qu'il est affirmé. Ainsi, la séquence électorale de la décennie des années 1990 est globalement en phase avec le fonctionnement démocratique stylisé des OAO. Si on définit la transition démocratique comme le passage d'un régime autoritaire à l'institutionnalisation de procédures libérales de gouvernement (compétition politique ouverte, multipartisme, suffrage universel, liberté des électeurs, transparence des scrutins, informations), on peut considérer que cette phase a effectivement eu lieu avec l'élection de 1992. Même en acceptant le principe plus restrictif et largement admis de la double alternance lors de deux scrutins libres successifs (BRATTON et VAN DE WALLE, 1997), Madagascar est entré dans le cercle très fermé des pays africains ayant souscrit à ce critère (élections présidentielles de 1993 et 1996 ; voir chap. 2). Plutôt que de s'opposer, les présidences successives d'A. Zafy et de D. Ratsiraka s'inscrivent dans la continuité l'une de l'autre, le second préservant les acquis obtenus sous le premier. La première décennie de la III^e République marque donc bien un changement de fond avec la II^e République.

Plus largement, nos analyses de la transition démocratique dans les années 1990 (ROUBAUD, 2000 et 2001) conduisaient à rejeter le postulat d'une exception malgache (et plus largement « africaine »). Non seulement le communautarisme et l'ethnicité sont loin de constituer les déterminants premiers du comportement électoral, mais cette dimension de l'identité n'est ni irréductible, ni incompatible avec les principes démocratiques. S'il est bien présent, le réflexe communautaire, fondé sur une crispation ethniciste ou religieuse, n'est pas le principal facteur explicatif du vote. La comparaison avec les comportements électoraux observés dans les pays développés permet d'établir que la composante structurelle et identitaire du vote à Madagascar n'y est pas plus prégnante. L'alternance politique issue des urnes et la diversification des préférences électorales sont autant d'éléments qui montrent que le suffrage universel remplit bien sa fonction de récompense/sanction des politiques menées par les hommes au pouvoir. L'absence d'électorat captif, le faible poids des lobbies d'influence fondés sur

un corporatisme étroit, la diversité des préférences et des raisons du choix, confirment que les résultats électoraux comme les mouvements d'opinion sont intimement liés aux performances réelles ou attendues des candidats, ce qui constitue bien une caractéristique essentielle du principe électoral. Tout ceci concourt à démythifier « ce que voter veut dire », qu'on a trop souvent tendance à voir comme radicalement et « primordialement » différent dans les contextes exotiques comme celui de la Grande Île, ce qui a pour conséquence de discréditer les apprentissages démocratiques.

Le second point s'attache à la question des valeurs profondes qui se situent en amont des institutions démocratiques et qui les sous-tendent, avec en toile de fond l'idée implicite qu'il existe un hiatus entre les deux dans des pays comme Madagascar. Notre analyse est centrée sur la demande des citoyens, leurs pratiques politiques, leurs valeurs, leurs perceptions et leurs attentes. D'un point de vue général, la population est-elle favorable à la démocratie et aux principes qui la fondent ? En amont, le concept même de démocratie a-t-il le même sens à Madagascar que dans les démocraties historiques ? La réponse d'ensemble à ces questions est que, contrairement aux postulats habituellement admis, les Malgaches ne sont finalement pas si éloignés des citoyens des pays occidentaux, la démocratie étant bien un concept universel (SEN, 2005) indûment approprié par l'Europe et ses « néo-colonies » dans sa tentative de « vol de l'histoire » (GOODY, 2010).

Quand on les interroge sur leur degré d'adhésion à la démocratie, neuf citoyens sur dix se prononcent pour ce type de régime politique (tabl. 3). À peine 1 % des Tananariviens rejettent la démocratie sans ambiguïté. Ce résultat est d'autant plus remarquable dans la conjoncture politique dans laquelle une telle opinion a été formulée (en 2003). On aurait en effet pu légitimement penser que les troubles politiques et économiques graves, ayant fait suite à la crise de 2002, auraient pu éroder le sentiment pro-démocratique. En fait, il n'en est rien, au contraire. C'est bien la soif de démocratie qui a conduit au mouvement de contestation de 2002, la population n'ayant pas accepté de se voir spolier par la fraude son choix librement émis dans les urnes lors de l'élection présidentielle de décembre 2001 (chap. 2).

Tableau 3
Appréciation des différentes formes de régimes politiques suivant le niveau de revenu

	Total	Quartiles de revenus par tête			
		1 ^{er} quartile	2 ^e quartile	3 ^e quartile	4 ^e quartile
A. Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	13,7	18,0	17,2	11,6	10,4
B. Que l'armée dirige le pays	13,6	15,7	15,9	13,1	11,2
C. Que ce soit des experts, et non un gouvernement, qui décident ce qui est bon pour le pays	36,1	38,3	34,2	36,4	35,8
D. Avoir un système politique démocratique	88,1	85,5	85,9	90,9	88,9

Sources : Enquêtes 1-2-3, module « Démocratie » (2003), Dial/Instat/Madio ; calculs des auteurs. Les quartiles représentent un quart des revenus par tête ordonnés. Le 1^{er} quartile est constitué des 25 % les plus pauvres, le 4^e des 25 % les plus riches.

Non seulement le soutien à la démocratie en général ne fait aucun doute, mais ce type de système politique est de loin plus apprécié que n'importe quelle autre forme de gouvernement. Outre la démocratie, trois autres types de régimes ont été proposés à l'appréciation des enquêtés : ils ont tous été rejetés largement. Les Malgaches se montrent fondamentalement opposés à toute forme de régime autoritaire, qu'il soit dirigé par un homme fort ou par l'armée. Près de 14 % d'entre eux jugent ces régimes de façon positive, et moins de 5 % y sont très favorables. S'ils ne cèdent pas à la tentation autoritaire, ils ne veulent pas non plus que ce soit des experts, plutôt qu'un gouvernement démocratiquement élu, qui décident de ce qui est bon pour le pays. Bien que 36 % d'entre eux soient prêts à accepter une telle mise sous tutelle, ce choix se situe très loin derrière la démocratie qui recueille plus de 88 % des suffrages. Plus surprenant encore par rapport aux idées reçues, les résultats viennent contredire la thèse selon laquelle les pauvres, du fait de leurs valeurs propres ou de leur situation économique, seraient rétifs à l'instauration de régimes démocratiques¹⁷⁷. C'est donc bien en regard d'autres types de régimes politiques, donc dans une perspective comparative, que la démocratie, entendue comme un processus politique de désignation des dirigeants par les urnes, est considérée comme le meilleur système de gouvernement¹⁷⁸.

Si nous avons réussi à montrer l'appréciation générale du concept de démocratie et à établir la façon dont elle est jugée par rapport à d'autres systèmes politiques, se pose la question de savoir quelle acception plus précise en a la population. Que se cache-t-il derrière le mot de « démocratie » ? Cette question est de première importance dans la mesure où tout un courant de pensée, s'appuyant sur des thèses culturalistes, considère que la démocratie est une valeur occidentale et qu'elle prend un sens différent dans d'autres contextes historiques ou culturels. Il s'agit donc ici de cerner les contours de ce que « démocratie » veut dire pour les citoyens malgaches. Pour ce faire, un certain nombre d'attributs traditionnellement associés à la démocratie ont été proposés aux enquêtés en leur demandant s'ils les considéraient essentiels et consubstantiels à cette notion.

Les résultats sont ici encore sans équivoque : l'idée que se font les Malgaches de la démocratie est la même que celle qui prévaut dans les démocraties historiques ; ce qui plaide en faveur d'une conception universaliste de la démocratie, à Madagascar comme au nord. Des six caractéristiques retenues, toutes sont considérées essentielles par plus de neuf Tananariviens sur dix (tabl. 4). Arrive en tête l'organisation « d'élections libres et transparentes », fondamentale pour plus de 97 %. Vient ensuite « la liberté d'expression et de la presse » (96 %), « l'égalité devant la loi » (95 %), « la liberté de culte » (95 %), « la liberté de voyager » (95 %) et enfin « la liberté politique (choix de son parti) » (91 %). Ici aussi, les pauvres ne se distinguent pas par une compréhension de la démocratie différente de celle du reste de la population, en dépit de leur situation économique particulièrement précaire : ils en partagent la vision « académique » et universaliste.

177 Voir RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (2005) pour une analyse plus détaillée sur ce sujet.

178 Les enquêtes réalisées à l'échelle nationale (notamment *Afrobarmètre*) confirment ce constat, même si les dévoilements du processus démocratique sont à l'origine de doutes quant à son efficacité et font augmenter le nombre de « non-réponses » entre 2008 et 2013.

Tableau 4
Le sens de la démocratie suivant le niveau de revenu

	Total	Quartiles de revenus par tête			
Les caractéristiques suivantes sont fondamentales pour la démocratie :		1^{er} quartile	2^e quartile	3^e quartile	4^e quartile
1. Élections libres et transparentes	97,3	98,0	96,8	96,6	97,9
2. Liberté d'expression, de la presse	95,9	96,5	94,9	96,1	96,0
3. Égalité devant la loi	95,0	94,9	95,2	94,2	95,5
4. Liberté de religion	94,8	94,1	96,3	94,5	94,3
5. Liberté de voyager	94,6	94,4	95,6	93,6	94,8
6. Liberté politique (choix de son parti)	91,0	91,6	88,9	92,3	91,2
Les six caractéristiques à la fois	81,8	80,2	81,5	83,0	82,0

Sources : *Enquêtes I-2-3*, module « Démocratie », 2003, Dial/Instat/Madio ; calculs des auteurs.

Pour la définition des quartiles, voir le tableau 3.

Ce consensus sur la définition de la démocratie n'est pas une exception malgache (pas plus d'ailleurs que la préférence pour les régimes démocratiques). Des enquêtes menées dans sept pays d'Afrique de l'Ouest montrent qu'il se vérifie partout (tabl. 5). Dans tous les cas, plus de 90 % de la population considèrent que chacune des six propriétés est fondamentale pour la démocratie. Seuls le Mali et le Burkina Faso se démarquent partiellement de ce bel unanimité. Encore convient-il de relativiser cette particularité tant le décrochage est faible : quelle que soit la propriété considérée, le consensus sur son caractère fondamental n'est jamais inférieur à 85 % des citoyens.

Tableau 5
Le sens de la démocratie dans huit métropoles africaines (en %)

	Afrique de l'Ouest							Madagascar	
Les caractéristiques suivantes sont fondamentales pour la démocratie :	Cotonou	Ouagadougou	Abidjan	Bamako	Niamey	Dakar	Lomé	Antananarivo	Ensemble
Liberté d'expression, de la presse	99,3	95,5	98,3	91,5	91,7	96,8	94,8	94,8	95,3
Égalité devant la loi	98,8	93,6	96,5	86,6	92,7	97,8	94,6	94,6	94,4
Liberté politique (choix de son parti)	98,3	94,5	98,3	90,1	96,0	98,2	95,7	95,7	95,9
Élections libres et transparentes	98,9	94,0	97,1	87,1	95,1	98,3	94,3	94,3	94,9
Liberté de voyager	99,1	85,9	96,4	87,9	96,3	98,4	94,8	94,8	94,2
Liberté de religion	99,0	88,3	98,8	88,8	97,5	98,6	96,4	96,4	95,5
Les six caractéristiques à la fois	95,7	75,5	90,9	72,5	86,5	92,8	90,2	90,2	86,8

Sources : *Enquêtes I-2-3*, modules « Démocratie », 2001/2003, Instituts nationaux de la statistique, Afristat, Dial, nos propres calculs.

En conclusion, il ne s'agit pas de se complaire dans une lecture béate des réussites de l'histoire malgache. Dans aucun des exemples cités, les succès n'ont été durables : la dynamique des zones franches a été interrompue par des facteurs externes et surtout internes (les crises de 2002 et 2009) et ne semble pas repartir depuis ; la petite corruption bureaucratique a bien pu reculer de manière substantielle, mais *a priori* sans que cette amélioration n'ait eu d'impact sur la grande corruption (même si on manque d'éléments chiffrés pour asseoir le diagnostic) ; si la transition démocratique a bien eu historiquement lieu, le passage à la consolidation démocratique n'est pas advenu. À chaque fois, ce sont des irruptions de violence (1991, 2002 et 2009), limitées mais suffisantes pour renverser les régimes en place, avec l'instabilité politique qui en a découlé, qui ont remis en question ces avancées. Il reste cependant que ces violences ont été de basse intensité et ne peuvent pas toujours être interprétées de manière négative (par exemple les mouvements de masse de 1991 qui ont débouché sur l'instauration d'un régime démocratique). En dépit de leurs limites, les capacités structurelles mises en avant ci-dessus montrent que la distance entre États naturels et OAO n'est pas infranchissable et que certaines caractéristiques fondamentales des OAO peuvent être atteintes de manière temporaire et partielle, mais relativement rapidement, même dans un pays aussi pauvre et mal classé dans la hiérarchie des ordres sociaux que Madagascar.

La population compte

Le rôle joué par la population

La population est la grande absente des analyses de NORTH *et al.* (2009, 2012a). Tout processus de développement, tout changement d'ordre social semble se jouer au sein des élites, décomposées en factions plus ou moins mouvantes, formant des coalitions pour canaliser la violence et contrôler les rentes qu'elles peuvent extraire à leur profit. C'est à notre avis le principal point aveugle de leur thèse, les « masses » et leurs représentants étant au mieux manipulés par des élites – qui tirent toutes les ficelles conduisant (ou non) au développement –, ou au pire totalement ignorés. Ce problème avait déjà été souligné par VAHABI (2011), dans sa critique des thèses de NORTH *et al.* (2009, 2012a) : « Dans cette perspective, *l'histoire est l'œuvre des élites* et les conflits sociaux, surtout ceux qui sont menés par les masses, n'ont aucune incidence sur le changement institutionnel... D'après les auteurs, contrairement à ACEMOGLU et ROBINSON (2005), ce passage ne s'opère pas sous la pression des conflits sociaux (révolutions ou émeutes) mais en raison d'un choix délibéré de la part des élites elles-mêmes [...] [or] les conflits sociaux et surtout la pression des non-élites ont joué un rôle essentiel dans l'innovation institutionnelle ».

On rappellera incidemment qu'en histoire, l'école des Annales a justement fondé son projet scientifique sur le dépassement de l'historiographie des rois, des cours et des élites qui alimentait le cœur de la discipline. Bien avant, les auteurs marxistes ou d'autres obédiences s'étaient intéressés au monde paysan, aux jacqueries, aux classes populaires, aux révolutions et mouvements sociaux comme moteur de l'histoire (HOBBSAWM, 1966). De ce point de vue, la perspective offerte par NORTH *et al.* (2009, 2012a) apparaît comme un retour en arrière¹⁷⁹. En Afrique, les tenants « du politique par le bas » (BAYART *et al.*, 1992) constituent une tentative d'échapper à ce « prisme nobiliaire » et « ses révolutions de palais », pour paraphraser (en le détournant) le titre d'un ouvrage (DEZALAY et GARTH, 2002). En un mot, nous tenterons de montrer dans cette sous-partie que la population compte, même dans un pays où les inégalités de pouvoir sont abyssales et où les citoyens ordinaires sont loin de disposer des moyens d'agir (éducation, information, représentation, *voice*, etc.) équivalents à ceux de leurs congénères des pays développés (chap. 4). C'est même selon nous une spécificité essentielle du cas malgache, tout particulièrement pour expliquer le paradoxe malgache. Ce sont souvent des mobilisations de grande ampleur qui ont entraîné les changements de gouvernement :

- en 1972, ce sont les inégalités et le caractère non inclusif du développement qui furent dénoncés lors des mouvements populaires même si s'ajoutèrent des motifs politiques : nouvelles aspirations « soixante-huitardes » et dénonciation de la mainmise politique et économique de la France (ALTHABE, 1978 ; RAISON-JOURDE et ROY, 2010). Les paysans marginalisés du Sud et les étudiants qui ne trouvaient pas d'emploi en furent les principaux acteurs ;

- en 1991, le pays s'inscrivait dans une dynamique de croissance économique mais c'est la non-satisfaction des aspirations démocratiques associée à une progressive libéralisation politique qui donna lieu au soulèvement populaire, notamment au sein des classes moyennes ;

- en 2002, la conjoncture économique n'avait jamais été aussi bonne, mais le sentiment de corruption et la fraude électorale dans un contexte de fortes aspirations démocratiques (associé à l'apparition d'un « homme nouveau ») conduisirent au soulèvement populaire (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002b) ;

- en 2009, le scénario fut le même qu'en 2002 (dérives en termes de gouvernance et corruption), avec une conjoncture économique plutôt positive (du moins au niveau macro), mais le modèle économique était moins inclusif car basé en grande partie sur la rente minière et l'aide publique au développement qui ont beaucoup moins d'effets de diffusion. La dynamique macro-économique ne se traduisait pas par une amélioration de la situation en matière d'inégalités et de pauvreté. Le soutien populaire au coup d'État fut cependant bien moins important qu'en 2001.

179 S'il existe de nombreux points communs entre l'école des Annales et le cadre d'analyse de NORTH *et al.* (histoire longue, insistance sur la dimension économique, rôle des croyances, etc.), afin de plus se limiter aux seuls aspects politiques, militaires ou diplomatiques pour les premiers, l'impasse sur l'histoire sociale et sur le rôle des groupes sociaux non élitaires pêche singulièrement chez les seconds.

L'importance des aspirations pour expliquer le paradoxe

Notre premier point d'entrée porte sur le rôle des aspirations citoyennes dans la dynamique économique et surtout dans le déclenchement des crises à Madagascar. Nous avons déjà avancé de manière discursive que les révoltes paysannes dans le Sud en 1971 trouvaient leur origine dans la politique pro-urbaine et la déshérence des campagnes sous le président P. Tsiranana. La crise de 1972 qui a conduit à la chute de la I^{re} République était liée au décalage entre la politique scolaire et les possibilités d'emplois qualifiés, décuplée par des aspirations nationalistes (une bonne partie des emplois les plus qualifiés étant occupée par des Français). De même, la contestation populaire et les manifestations de masse qui ont provoqué le renversement de la II^e République en 1991 peuvent être légitimement imputées aux aspirations démocratiques non satisfaites de la population. Enfin, de manière plus controversée (et contestable), on pourrait même prétendre que la crise de 2009 s'est appuyée sur la volonté de changement face aux dérives du président M. Ravalomanana, même si la contestation populaire, largement circonscrite à la capitale, est restée beaucoup plus limitée que dans les épisodes précédents.

Notre objectif ici est de tenter d'étayer empiriquement ces interprétations qui, en l'absence d'éléments de preuve, restent de l'ordre de l'hypothèse ou de la conjecture. Pour ce faire, nous mobiliserons des données collectées par nos soins au cours de la décennie 2000-2010 et qui, par conséquent, couvrent les deux dernières crises de 2002 et 2009. Ce type d'approche n'a jamais été entrepris, faute d'informations adéquates. Les résultats montrent qu'en dépit d'une conjoncture économique favorable (ce qui était aussi le cas des crises précédemment citées) les aspirations évoluent plus vite que les réalisations. Ce *gap* est donc une source directe de mécontentement et d'insatisfactions populaires, donc un terreau propice aux crises. Ainsi, les citoyens ordinaires ne seraient pas uniquement manipulés par les politiciens pour renverser les régimes en place (même s'ils peuvent être instrumentalisés par des politiciens qui ne se soucient pas de l'intérêt de la population)¹⁸⁰.

Les aspirations économiques

La dérive des aspirations économiques est une première source de mécontentement possible. On rappellera que la seconde moitié des années 1990 a été une phase de croissance du revenu des ménages, inégalée dans l'histoire du pays (fig. 17). Potentiellement, cette croissance peut avoir deux effets opposés : soit les individus se satisfont de cette amélioration matérielle bien réelle et d'une certaine façon inespérée, soit le boom a pour conséquence de libérer des aspirations trop longtemps contenues et d'instaurer un décalage entre ambitions et réalisations.

¹⁸⁰ Il est nécessaire de s'interroger sur les conditions du passage du mécontentement à la mobilisation. Il n'y a certainement pas de mouvements populaires sans mécontentement, mais tous les mécontentements ne débouchent pas sur des mobilisations.

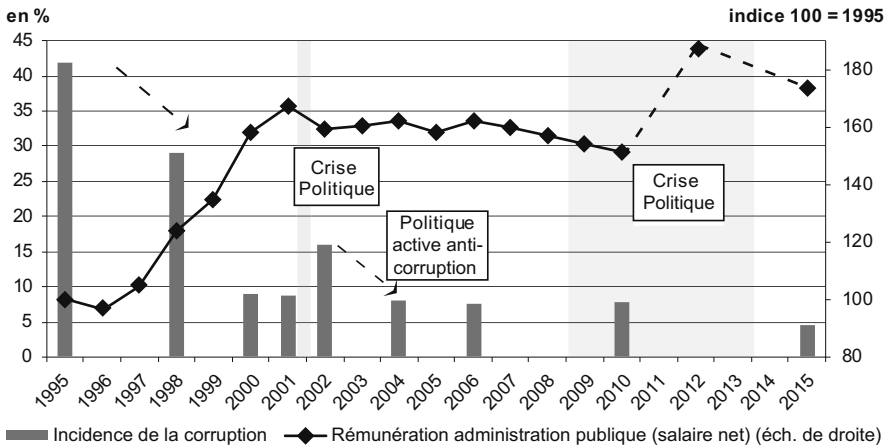


Figure 17
Salaire des fonctionnaires, crise et incidence de la corruption à Madagascar, 1995-2015.

Sources : RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD (2003b) et *Enquêtes 1-2-3, 1995-2015*, Madio, Dial/Instat ; calculs des auteurs.

Note : le « module » corruption n'a pas été inclus dans l'enquête en 1996, 1997 et 1999. Pour la corruption, il s'agit d'un indicateur objectif (% de la population touchée par la corruption au cours de l'année). Les données portent sur l'agglomération d'Antananarivo. Les pointillés traduisent l'absence de données.

La comparaison des revenus effectivement perçus et du revenu minimal déclaré pour mener une vie décente (*Minimum Income Question* ; MIQ) permet de répondre à cette interrogation. La réponse est claire pour la période de la fin des années 1990. Alors que les revenus ont cru de 10 % de 1998 à 2001, les aspirations des individus en termes de revenu ont augmenté près de deux fois plus vite (18 %). De façon similaire, l'écart se creuse dans la phase de récupération économique, à la suite de l'avènement de M. Ravalomanana après la crise de 2002. Entre 2002 et 2004, on enregistre une nouvelle montée des aspirations de revenu, alors que le revenu stagne (le PIB est lui en revanche orienté à la hausse). On peut donc en conclure que les phases de croissance libèrent les appétits et, par voie de conséquence, les frustrations potentielles.

Les aspirations ne sont cependant pas totalement déconnectées de la réalité. Ainsi, la crise économique de 2002 (et son impact désastreux sur les revenus) a conduit les aspirations à s'ajuster à la baisse. Identiquement, la tendance à la baisse des revenus à partir de 2004 s'est également traduite par un recul significatif du MIQ. On retrouve là un phénomène bien connu des analystes des revendications syndicales : en général, elles sont plus vives en période d'amélioration conjoncturelle.

Les années ultérieures sont plus difficiles à interpréter par manque de données. Entre 2006 et 2010, les revenus ont baissé alors que les aspirations ont augmenté. Cette lecture contrintuitive est cependant probablement erronée, car nous disposons d'un état des lieux en 2006 puis en 2010, c'est-à-dire un an après le déclenchement de la crise, mais nous n'avons pas d'information entre

ces deux dates. Si l'on s'en tient au modèle observé précédemment, on peut ainsi supposer que la croissance observée du PIB a fini par se transmettre aux ménages (au moins partiellement) jusqu'en 2008 (pic de cette période faste), et que les aspirations sont reparties à un rythme accéléré, accroissant l'écart entre les deux. La crise de 2009 serait alors venue mettre un coup d'arrêt à cette dynamique divergente, et comme en 2002 on aurait observé une contraction des revenus réels (attestée par la chute du PIB, tandis que les aspirations se seraient brutalement ajustées à la baisse).

Le figure 18 montre aussi la différence profonde entre les deux phases de croissance (1995-2001 et 2002-2008) en termes de régime d'accumulation. Alors que la première, basée sur la croissance de secteurs intensifs en main-d'œuvre (les zones franches au premier chef) s'est traduite par une amélioration objective et subjective de la situation économique de la population, la seconde s'est avérée globalement neutre, aussi bien en termes de revenus que de bien-être perçu.

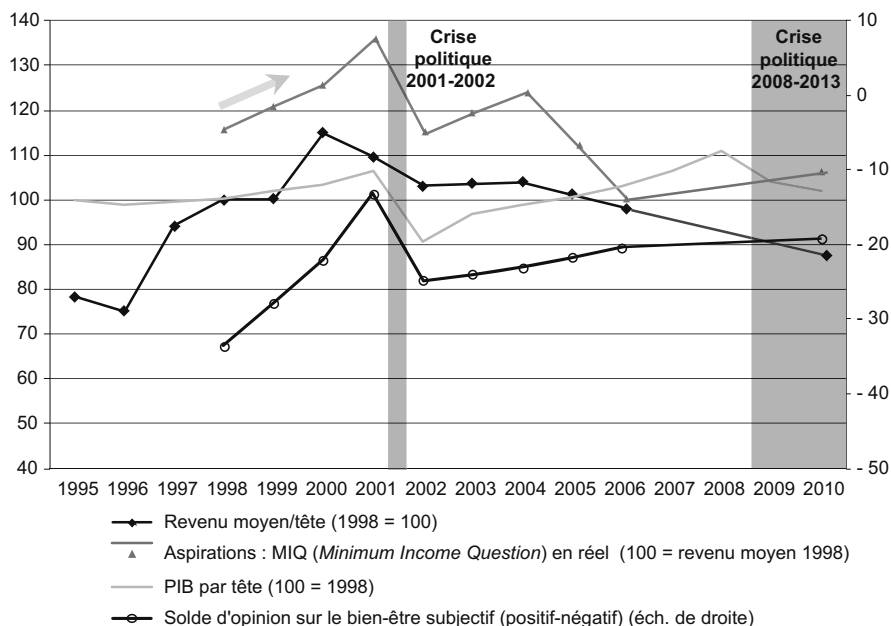


Figure 18
Évolution du PIB, du revenu des ménages, des aspirations et du bien-être subjectif, 1995-2010.

Sources : Enquêtes 1-2-3, 1995 à 2010, Projet « Madio », Instat et Dial ; calculs des auteurs.

Sortir du champ économique : les aspirations en matière de gouvernance démocratique

Plus peut-être encore que les aspirations économiques, l'insatisfaction des attentes en termes de gouvernance démocratique semble jouer de manière

centrale sur les frustrations populaires. Les éléments chiffrés dont nous disposons pour la crise de 2002 sont parcellaires, mais néanmoins convergents avec les appréciations plus qualitatives que nous pouvons formuler. Comme nous l'avons vu, jamais auparavant les Malgaches n'avaient enregistré d'améliorations aussi substantielles de leurs conditions de vie. De plus, les indicateurs disponibles montrent sans ambiguïté que la croissance a profité à toutes les couches de la population, au moins dans les zones urbaines, écartant la question des inégalités et de l'exclusion comme facteur de troubles potentiels¹⁸¹.

Restent donc des explications moins étroitement économiques. Deux facteurs ont à notre avis joué de façon déterminante. Le premier est l'attachement des Malgaches aux valeurs démocratiques, nullement inhibé par leurs piètres conditions d'existence matérielle, et leur soif de libertés fondamentales. Après s'être déplacés en masse pour aller voter, ils se sont levés pacifiquement pour condamner les fraudes électorales et défendre leur choix. Le deuxième est le rejet d'un style de gouvernement lointain et arrogant, où la corruption des hautes sphères du pouvoir, au premier rang desquelles la famille présidentielle, s'intensifiait chaque jour tout en s'affichant ouvertement et sans vergogne. En appui à cette thèse, on observe une chute marquée de l'appréciation de l'efficacité de l'administration à la fin des années 1990, ainsi qu'un solde très dégradé de la perception de la petite et de la grande corruption (fig. 19), et ce en dépit d'une amélioration réelle sur le front de la corruption liée à l'augmentation des salaires des fonctionnaires (voir *supra*).

La période suivante, sous le régime de M. Ravalomanana, beaucoup mieux étayée empiriquement par les enquêtes, vient conforter ce diagnostic. Ce président a suscité un formidable espoir comme le démontre le rebond spectaculaire de tous les indicateurs de perception institutionnelle (meilleur contrôle de la grande et de la petite corruption, confiance dans l'administration, satisfaction dans le fonctionnement démocratique, etc.). Si cet espoir s'est maintenu quelque temps (jusqu'en 2004 au moins), il a rapidement été déçu.

À partir de 2004-2005, tous les indicateurs mentionnés ci-dessus s'orientent à la baisse. Les enquêtes *Afrobaromètre* confortent ce diagnostic jusqu'en 2008, avec des indicateurs différents mais qui vont dans le même sens. Ainsi, le solde d'opinion concernant la liberté d'expression recule de 15 points, tandis que celui concernant l'égalité de traitement devant la loi s'effondre de près de 25 points. Donc, en dépit des succès économiques présentés dans le pays et à l'extérieur comme une *success story*, le mécontentement populaire, visible dès 2008, cristallisait les prémices de la crise à venir.

Les données disponibles sur les années ultérieures montrent que les signaux restent dans le rouge. Malgré l'organisation des élections fin 2013, qui marquait formellement la sortie de la crise en permettant qu'un pouvoir légitime se mette

181 Si des tendances inégalitaires y sont apparues, c'est essentiellement entre villes et campagnes qu'elles se sont cristallisées, alors que le mouvement de contestations a été avant tout urbain, et tout spécialement dans la capitale, première bénéficiaire de la croissance.

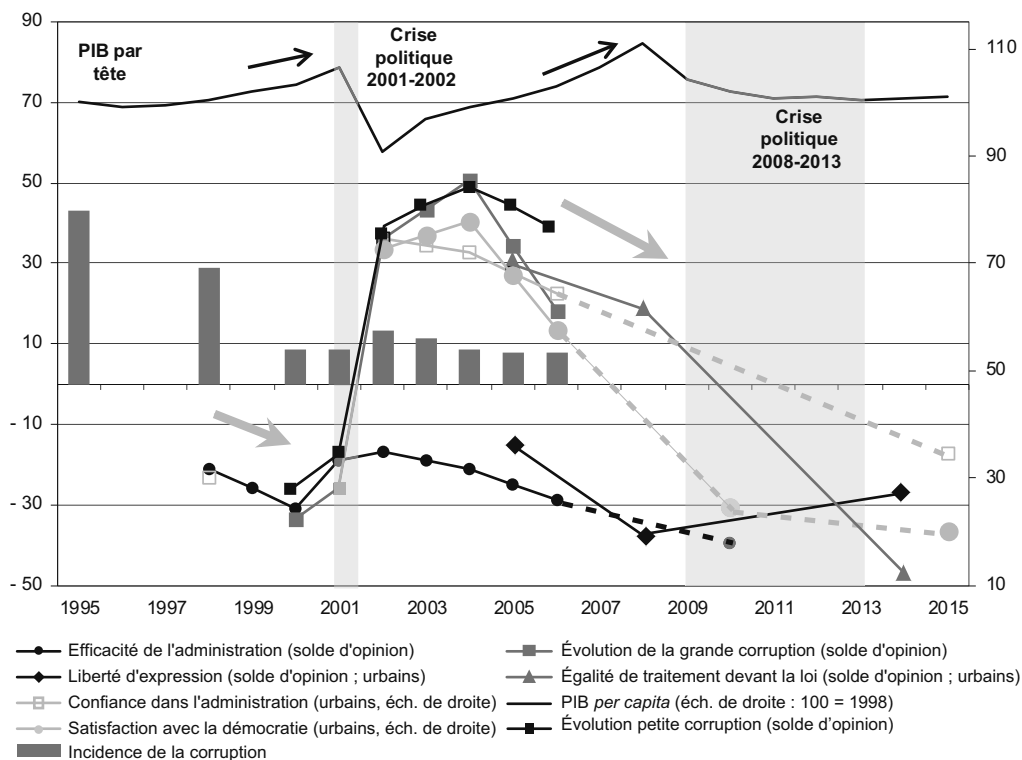


Figure 19
Évolution du PIB et de quelques indicateurs de gouvernance, 1995-2015.

Sources : Enquêtes I-2-3, 1995 à 2015, Antananarivo, Projet « Madio », Instat et Dial ; enquêtes Afrobaromètre (2005, 2008, 2013 et 2014) ; calculs des auteurs.

en place, aucune inflexion n'est décelable. La dégradation des différents indicateurs de gouvernance semble se poursuivre de façon inéluctable. Pour ne prendre que quelques exemples, si 58 % de la population de la capitale se déclaraient satisfaits de la démocratie en 2006, ils ne sont plus que 20 % en 2015. De même, ceux qui accordent leur confiance à l'administration passent de 64 % à 35 % sur la même période (fig. 19). Le retour à la légitimité du pouvoir ne s'est donc pas traduit par une inversion de tendance en termes de gouvernance. Si cette dégradation se poursuit, se marquera-t-elle par une résignation de la population ou se traduira-t-elle au contraire par un nouveau mouvement populaire ?

En conclusion, le « paradoxe malgache » s'explique lorsqu'on considère la dimension de gouvernance démocratique au côté de facteurs purement économique. Ce résultat est en ligne avec les thèses de NORTH *et al.* (2009, 2012a). En revanche, le rôle joué par la population, et notamment la prise en compte de ses aspirations, ne peut pas être écarté, même dans les États naturels les plus

fragiles. Mais n'était-ce pas déjà une des principales conclusions de GURR (1970) dans son célèbre ouvrage *Why Men Rebel?*, qui paraît toujours d'actualité 40 ans plus tard¹⁸². En dépit des différences évidentes (événement unique, pays plus développés), un parallèle instructif peut être dressé avec les Printemps arabes.

Un tiraillement entre valeurs traditionnelles et principes démocratiques

La non-considération des aspirations des citoyens étant l'un des facteurs des crises à répétition, les raisons de ce manquement doivent être explicitées. Différentes causes peuvent être invoquées, dont l'atrophie des corps intermédiaires pour relayer les attentes d'une population qui se trouve alors isolée, atomisée et oubliée (chap. 4). Mais nous nous intéresserons ici à celles liées aux valeurs de la population malgache. En effet, pour expliquer la trajectoire du pays, une crise des valeurs – entre un attachement plus ou moins fort des Malgaches aux valeurs traditionnelles et l'aspiration et/ou les contraintes de la « modernisation » – est parfois mise en avant comme un des facteurs de blocage du développement (URFER, 2012a)¹⁸³. La société malgache semble en effet traversée de contradictions, parmi lesquelles figure l'opposition entre l'attachement au respect de l'autorité (avec une sacralité du pouvoir), et l'adhésion aux principes de la démocratie.

L'État redevable de ses actions : une idée peu partagée

En mobilisant les données des enquêtes *Afrobaromètre* de 2005 et 2008, des questions posées différemment d'une année à l'autre conduisent à un même constat : comparés aux citoyens des autres pays africains, les Malgaches sont parmi les moins enclins à remettre en question les actions de leurs dirigeants ou à exiger que ces derniers rendent des comptes sur leur efficacité. C'est le sentiment de respect pour l'autorité ou l'attribution du statut de « parents » (donc veillant au bien-être de la population) aux gouvernants qui tend à prédominer (fig. 20 et 21)¹⁸⁴. Même si un pourcentage plus élevé de citoyens estime en 2013 que le gouvernement devrait être redevable devant le peuple (38 % contre 30 % en 2008), ce taux est largement plus faible comparé à la moyenne des autres pays d'Afrique pour la même année (55 %).

Partant des entretiens qualitatifs réalisés dans le cadre de ce travail, des éléments explicatifs de ces résultats peuvent être avancés. En effet, il semble à Madagascar que l'importance du *fiaraha-monina* (ou l'art de vivre ensemble)

182 « I continue to think that people, with all their diverse identities, desires, and beliefs, should be central to our analyses of conflict [...]. It is not enough to point to big economic and social structures as the "explanation". We need to understand how people interpret the situations in which they find themselves. » (GURR, 2011).

183 Ce tiraillement entre les valeurs traditionnelles et la « modernité » fait partie des raisons le plus souvent invoquées lors des interviews réalisées dans le cadre de cette étude.

184 On retrouve le même constat à partir de l'enquête « Gouvernance, paix et sécurité » réalisée en 2015 (RAKOTOMANANA et al., 2016).

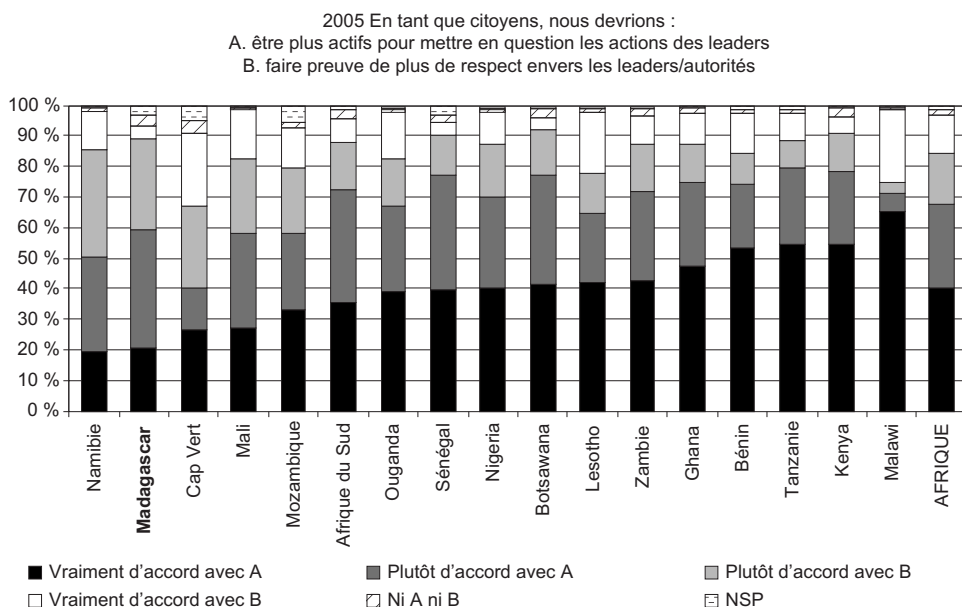


Figure 20
Contrôle des actions des dirigeants ou respect de l'autorité (2005).

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2005) ; calculs des auteurs.

conduise à éviter les affrontements ou reproches directs en particulier à l'encontre de l'autorité (locale ou nationale). Cela s'applique d'autant plus que l'« État », en malgache, se traduit par « *fanjakana* », terme qui est étymologiquement lié au pouvoir royal et donc qui revêt un caractère sacré. Cette sacralité du pouvoir, qui se retrouve dans le statut de *raiamandreny* (parents ou aînés) donné aux dirigeants n'est pas compatible avec le droit de contrôle des citoyens dans un système démocratique (chap. 4).

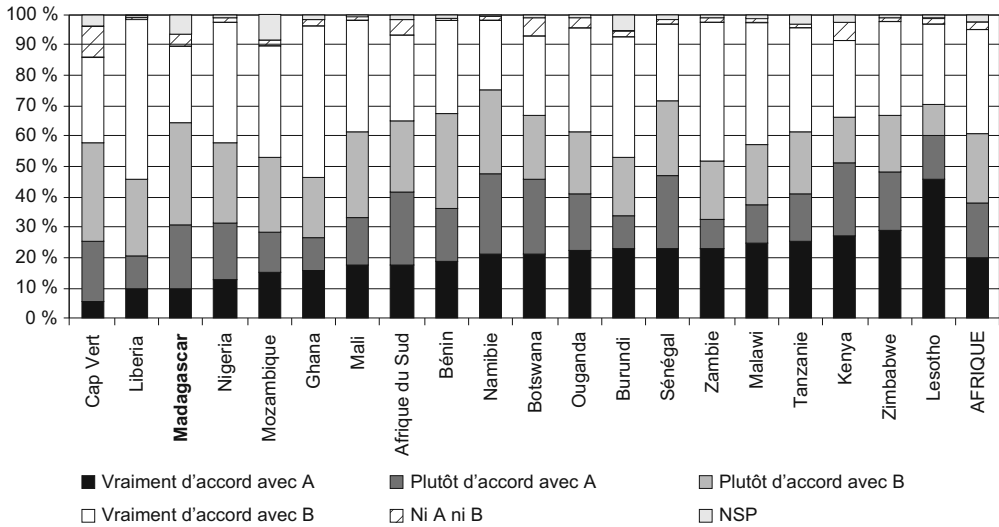
Une forte revendication de la fonction citoyenne

Partant des données des mêmes enquêtes, et comparés au cas des autres pays africains, les citoyens malgaches se révèlent cependant être les plus convaincus du rôle qu'ils doivent jouer pour contrôler que le président ou leurs représentants à l'Assemblée nationale assurent au mieux leurs fonctions (fig. 20)¹⁸⁵.

À ce titre, les chiffres sont éloquentes et placent Madagascar au premier rang parmi les 20 pays considérés en 2008 : 70 % des Malgaches considèrent que les citoyens devraient être les responsables du contrôle des actions des députés une fois qu'ils sont élus (contre 38 % en moyenne pour l'ensemble) ; le pourcentage correspondant est de 72 % pour le président (contre 39 % en moyenne). Ce résultat mérite d'autant plus d'être souligné que les élites à Madagascar

¹⁸⁵ Le même résultat est constaté pour les conseillers locaux.

2008 : Le gouvernement est comme :
 A. un employé, le peuple devrait être le patron qui contrôle
 B. un patient, il doit prendre soin de la population



Le gouvernement est considéré comme un parent
 ou comme un employé

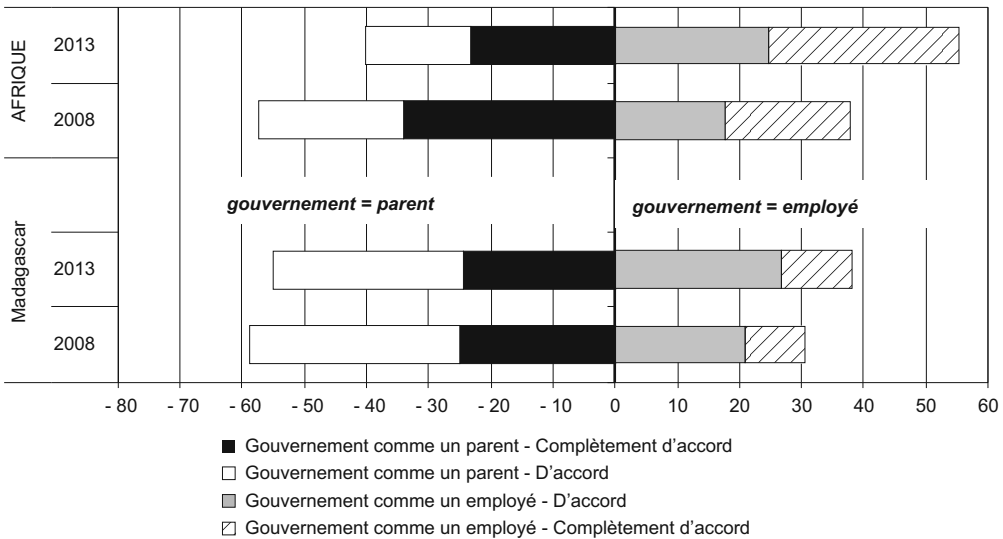


Figure 21

Des gouvernants redevables de leurs actions ou ayant le statut de parents (2008).

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2008) ; calculs des auteurs.

En 2013, la question était la suivante : « Parlons un moment du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ? Affirmation 1 : Le gouvernement est comme un parent, il devrait pouvoir décider de ce qui est bien pour nous. Affirmation 2 : Le gouvernement est comme notre employé. Le peuple est son patron et devrait dire au gouvernement ce qu'il doit faire ».

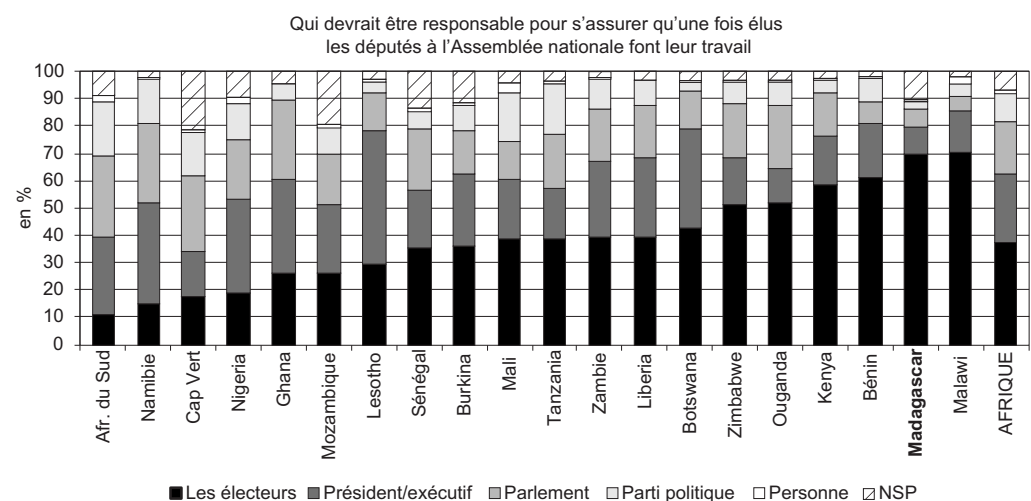
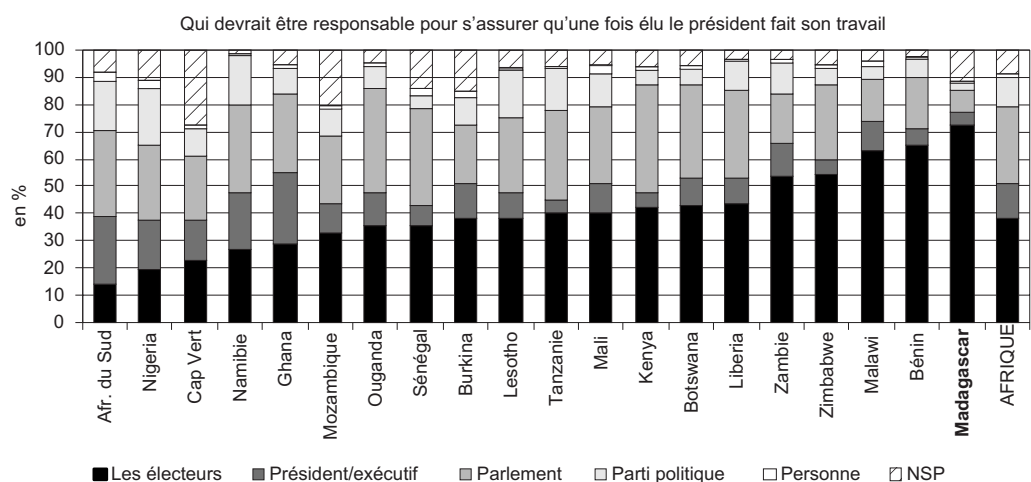
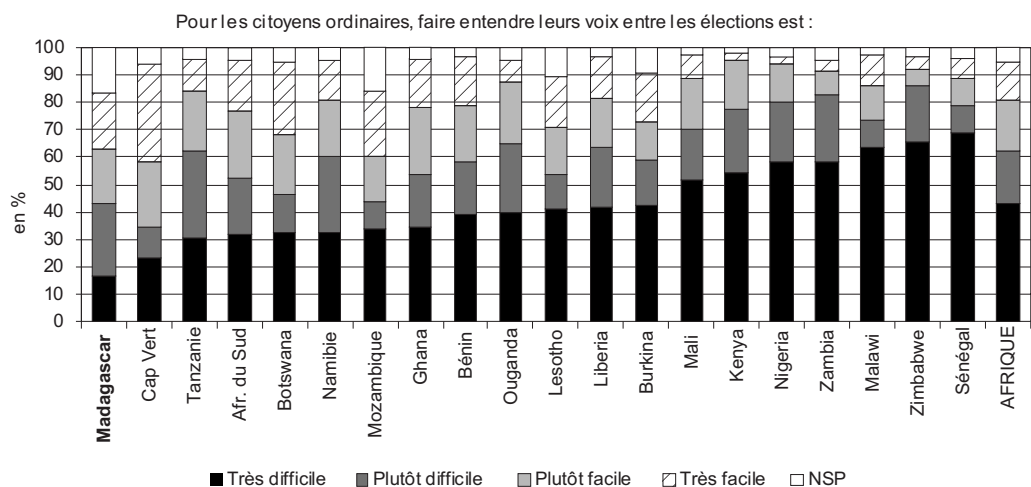


Figure 22
Le rôle des citoyens et la possibilité de faire entendre leurs voix.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2008) ; calculs des auteurs.

semblent en être moins persuadées : « seulement » 54 % (et respectivement 43 %) d'entre elles placent les électeurs comme les premiers responsables pour s'assurer que les parlementaires (président) remplissent leur rôle (chap. 5).

Ce constat est conforté par le fait que les Malgaches sont relativement moins nombreux à déclarer qu'ils éprouvent de véritables difficultés à se faire entendre leurs voix (fig. 22). Madagascar se situe à nouveau en tête du classement des 20 pays sur la manière dont les citoyens perçoivent la réponse de leurs gouvernants à leurs attentes ou points de vue : seulement 17 % des Malgaches estiment que c'est « très difficile » de faire entendre sa voix en dehors des élections alors qu'ils sont 43 % en moyenne pour l'ensemble des pays (43 % déclarent que c'est « très difficile » ou « plutôt difficile » contre 63 % en moyenne).

Ces résultats semblent en contradiction avec ceux obtenus précédemment sur le devoir de respect de l'autorité et ce qu'on peut appeler le « devoir de réserve du citoyen » concernant les actions des gouvernants – le citoyen devant éviter de critiquer, le pouvoir ayant un caractère sacré et/ou les dirigeants étant assimilés à des parents. Cette contradiction met en évidence les difficultés du citoyen malgache à se positionner dans le processus en cours : entre tradition et modernité, la population se trouve tiraillée entre le passé (le respect du *fan-jakana*, « le pouvoir royal ») et ses aspirations démocratiques (demande de pouvoir de contrôle des citoyens).

Malgré le diagnostic globalement négatif présenté dans les chapitres 1 et 2 sur la trajectoire malgache, ce pays se caractérise par un certain nombre de qualités structurelles qui sont autant d'éléments explicatifs de la manière dont il fonctionne. En effet, la Grande Île a fait montre de capacités de transformation d'autant plus exceptionnelles qu'elle est engluée dans une récession économique dans la durée. Mais, en cherchant à mettre en avant les points forts qui caractérisent la société malgache, ce chapitre soulève également quelques faiblesses inhérentes à son histoire et à sa structure.

Parmi les atouts maîtres, en premier lieu, le contrôle de la violence est un élément qui s'avère essentiel. L'histoire malgache depuis son indépendance compte peu d'épisodes de violence politique. Les conflits ont été de faible intensité et n'ont jamais dégénéré en tueries de masse. Dans le jeu politique malgache, le pouvoir n'a jamais pu recourir à la violence sans être condamné et le plus souvent évincé pour en avoir usé. Quelles que soient les circonstances, l'usage de la violence d'État n'est pas considéré comme une stratégie légitime. Si ce tabou de la violence politique est clairement un atout, il a comme revers l'inertie à l'égard de formes de violence symbolique qui perdurent. L'aversion pour la violence que pourrait engendrer tout trouble de l'ordre social favorise le maintien d'un système hiérarchique et inégalitaire devenu immuable au fil des années.

En deuxième lieu, Madagascar semble se caractériser par une réelle capacité opérationnelle de ses institutions formelles. D'une part, le système institutionnel était, à l'indépendance, plutôt plus solide que dans d'autres PED comparables. D'autre part, Madagascar a montré à plusieurs reprises sa capacité

institutionnelle de régulation : succès continental exceptionnel des zones franches ; performances significatives en matière de lutte contre la corruption bureaucratique entre 1995 à 2005 ; double alternance lors des deux scrutins libres successifs (1993 et 1996) faisant alors entrer la Grande Île dans le cercle très fermé des pays africains ayant répondu à ce critère de transition démocratique dans les années 1990. Cependant ces succès n'ont pas pu être consolidés et on a même assisté à des retours en arrière avec une déliquescence progressive de certaines institutions.

En troisième et dernier lieu, le rôle de la population constitue un facteur clef pour comprendre l'histoire économique et sociopolitique du pays. Le rôle des aspirations citoyennes est avéré dans la dynamique économique et surtout dans le déclenchement des crises. L'importance des attentes en termes de gouvernance démocratique semble jouer de manière centrale sur les frustrations de la population. L'expression des insatisfactions des populations dans des mouvements populaires, fut-elle sous une forme éruptive, n'a jamais, jusqu'à présent, débouché sur la mise en place durable d'une société plus inclusive et plus démocratique. Elle a cependant toujours constitué une force de rappel en empêchant les dérives autocratiques des gouvernements en place. En ce sens, son rôle apparaît tout à fait positif. Toutefois, malgré sa revendication des principes démocratiques, la population est tiraillée entre des aspirations citoyennes de type démocratique et méritocratique et des valeurs traditionnelles qui imposent le respect de hiérarchies objectives et symboliques héritées du passé. On se retrouve face à un dilemme : comment rendre compatible la sacralité du pouvoir, qui se marque dans le statut de *raiamandreny* (parents ou aînés) donné aux dirigeants, avec l'idée que ces derniers doivent rendre compte de leurs actions auprès des citoyens dans le cadre d'un système démocratique ?

D'aucuns pourraient s'étonner que, au vu de la trajectoire récessive et continue de Madagascar, on puisse tirer des expériences passées des éléments structurants positifs de la société. Mais on pourrait avancer l'idée que les dynamiques positives et négatives observées sont finalement les deux faces d'une même médaille : le cercle vertueux pouvant très vite se transformer en cercle vicieux dès qu'un certain nombre de critères ou conditions ne sont pas satisfaits et réciproquement. Ainsi, expliciter les mécanismes qui conduisent à la dégradation de la situation sociale, politique ou économique de l'Île peut permettre d'identifier les conditions, les leviers potentiels à actionner, pour définir les politiques appropriées pouvant inverser la tendance récessive qui perdure sur longue période et inscrire Madagascar sur une trajectoire favorable.

Chapitre 4

Les facteurs de blocage



< © A. Biaussat/Collateral Creations/Eces –
Photo extraite du film documentaire *Zana-bahoaka : le néo-rebelle malagasy*,
réalisé par Alban Biaussat et Michel Tabet, Antananarivo, Madagascar, mars 2016.

Le chapitre précédent s'est attaché à pointer les qualités structurelles de Madagascar. Ces dernières n'ont cependant pas suffi à empêcher son involution de long terme. De puissants facteurs de blocage se combinent en effet pour peser sur sa trajectoire. Ce sont ces facteurs que nous souhaitons mettre ici en évidence : atomisation de la population limitant les interactions et les possibilités d'expression collective des aspirations ou insatisfactions ; faiblesse des corps intermédiaires entre la population et les dirigeants ; maintien dans le temps d'une théologie politique accordant une légitimité *a priori* au chef « traditionnel » ; individualisme des élites, incapables de créer des organisations solides et de nouer des coalitions stables ; importance du clivage urbain/rural ; rôle ambigu des bailleurs de fonds et de la communauté internationale. Nous montrerons dans un premier temps que l'atomisation de la population rurale, la faiblesse des corps intermédiaires, les défauts d'organisation des élites et la forte segmentation sociale sont des traits marquants de la société malgache. Dans un deuxième temps, nous expliquerons en quoi ces caractéristiques de la structure sociale contribuent à la fois à l'instabilité politique récurrente et à l'inertie sociale de long terme en rendant propice la reproduction du système dans le temps. Enfin nous présenterons les facteurs externes à ne pas négliger : poids des bailleurs de fonds et plus généralement de la communauté internationale.

Atomisation de la population et individualisation des élites

Une population atomisée

Une paysannerie non capturée

L'atomisation de la population constitue une première caractéristique qui joue de façon déterminante sur le fonctionnement de la société malgache. Conformément à ce qui a pu être analysé dans bien des pays africains par HYDEN

(1980) (mais de façon peut-être plus marquée qu'ailleurs), les paysans malgaches ne sont véritablement « capturés » ni par le système politique, ni par le système économique. L'absence de véritable pression structurelle sur la terre et sur les moyens de subsistance permet en effet aux paysans de se maintenir sur leurs territoires de façon quasiment autosuffisante. La densité de population à Madagascar est en effet encore très faible (42 personnes au kilomètre carré en 2015 contre 49 au Cameroun, 66 au Burkina Faso, 71 en Côte d'Ivoire, 78 au Sénégal, 97 au Bénin et 622 pour l'île Maurice) alors même que le pays n'a pas de véritables zones désertiques¹⁸⁶ dans lesquelles aucune population humaine ne serait en mesure de s'installer. Si le sud de Madagascar a souvent été touché par des sécheresses, cyclones ou invasions de sauterelles, provoquant de façon récurrente des difficultés alimentaires sérieuses pour les populations y habitant, ces événements n'ont jamais conduit à des déplacements massifs de population vers d'autres zones, rurales ou urbaines. C'est d'ailleurs une caractéristique essentielle de Madagascar. L'exode rural y est particulièrement faible au regard de ce que l'on constate dans d'autres pays africains et les migrants qui se dirigent vers la capitale sont en grande majorité des « lettrés » issus des villes secondaires¹⁸⁷. Le monde rural compte ainsi aujourd'hui encore 78 % de la population malgache (Instat, 2013).

Les ruraux sont faiblement capturés par le système politique parce que l'État ne pénètre que de façon superficielle une bonne partie des campagnes malgaches. Les infrastructures publiques y sont souvent défailtantes, voire absentes¹⁸⁸. Les politiques dites de décentralisation n'ont en réalité que peu relié les collectivités territoriales au pouvoir central. Plus encore, il n'est pas incohérent de penser que certaines lois, comme celle de 2001 sur la sécurité intérieure, redonnant du pouvoir aux *fokonolona*, favorisent une certaine organisation à distance de l'État, notamment par la possibilité d'édicter des *dina* en termes de sécurité¹⁸⁹. Enfin, si l'organisation de l'État autour d'un parti dominant a pu, sous les I^{re} et II^e Républiques, assurer une forme d'intégration, celle-ci s'est aussi progressivement érodée avec le temps. Il résulte de tout cela que la légitimité accordée *a priori* par les ruraux au détenteur du *fanjakana* ne se traduit souvent que par un soutien de façade (FAUROUX, 1999 ; RAISON-

186 En Afrique subsaharienne, Madagascar se classe à la 18^e place des pays les moins densément peuplés. Parmi les pays où la densité est significativement plus faible, on retrouve la Namibie, la Mauritanie, le Botswana, le Tchad, le Niger, le Mali et la Somalie.

187 « En 2012, seuls 15 % des habitants sont des migrants (ne pas être nés dans le *fokontany* dans lequel ils habitent). Il s'agit avant tout de migration de proximité puisque 56 % des migrants viennent d'un autre *fokontany* d'une même commune tandis que 24 % viennent d'une autre commune du district. La migration interdistrict est de 5,3 %. Quant à la migration inter-province, elle constitue 14,5 % des migrations ». (Instat, 2013)

188 À titre d'exemple, en 2012, 28 % des ruraux étaient encore analphabètes, contre 11 % des urbains, ce qui traduit la carence d'encadrement étatique en la matière.

189 Le *fokonolona* a le pouvoir d'édicter ses propres règles appelées *dina*. « Le *dina* édicte des mesures que la population concernée juge nécessaires à l'harmonisation de la vie sociale et économique [...] dans le cadre d'une structure basée sur l'autogestion populaire de la sécurité [...] et instaure une discipline collective afin de préserver l'ordre et la sécurité publics » (loi n° 2001-004 portant réglementation générale des *dina* en matière de sécurité publique). Le non-respect des *dina* entraîne l'application du *vonodina* qui consiste en des réparations, pécuniaires ou en nature, au profit de la victime et du *fokonolona*.

JOURDE et ROY, 2010). À distance du pouvoir central, les ruraux se montrent en fait peu concernés par les affaires publiques¹⁹⁰.

Les ruraux sont aussi faiblement capturés par le système économique car la monétarisation des campagnes reste faible. L'intégration économique aux marchés des zones rurales est limitée. Le revenu moyen d'activité en zone rurale s'élevait ainsi en 2012 à 34 000 ariary (Instat, 2013) soit environ 11 euros par mois au taux de change de l'époque. Un tel revenu de moins d'un demi-dollar par actif occupé et par jour dans l'agriculture¹⁹¹ indique clairement que la majeure partie de la consommation des ruraux est assurée par leur propre production¹⁹².

La situation économique commune des ruraux pourrait certes les inciter à se mobiliser collectivement. Deux éléments s'y opposent pourtant. D'une part, leurs aspirations sont contraintes par leur degré de connaissance et d'ouverture sur un univers qui dépasse largement le niveau local, qu'ils peuvent considérer hors de leurs portées, mais où des décisions qui les affectent sont prises. Maintenus aux confins du monde¹⁹³, ils font face à des privations qui ne se traduisent pas toujours par des insatisfactions (GURR, 1970) et même quand celles-ci s'expriment, les solutions ne leur paraissent pas facilement relever du champ politique (fatalisme). D'autre part, l'éclatement et l'isolement géographique ne sont pas propices au développement d'une sociabilité de réseau (TILLY, 1976) propre à diffuser une prise de conscience et capable de soutenir ou d'impulser des mobilisations collectives¹⁹⁴. Ce phénomène est d'ailleurs accentué par l'absence de confiance interpersonnelle (encadré 3).

La faiblesse de corps intermédiaires

Cet isolement des populations à la fois favorise et est favorisé par la faiblesse des corps intermédiaires formels ou informels. Les corps intermédiaires (partis politiques, syndicats, groupes de pression, groupes communautaires...) sont des groupes sociaux, indépendants et autonomes qui peuvent assurer le lien et les interactions entre les individus et l'État. Or ces corps intermédiaires sont particulièrement faibles à Madagascar. Depuis les années 1990, le nombre de partis politiques a considérablement augmenté. Il reste que leur nombre semble inversement proportionnel à leur représentation populaire. L'enquête *Afrobaromètre* de 2013 révèle ainsi que seuls 30 % des Malgaches disent se sentir proche d'un parti politique (contre 56 % en moyenne en Afrique) ce qui en fait un des pays

190 Les enquêtes *Afrobaromètre* font bien ressortir ce manque d'intérêt pour les affaires publiques. En 2013 par exemple, 60 % des ruraux se sont déclarés peu (29 %) ou pas intéressés (31 %) par les affaires publiques contre 40 % en moyenne dans les 33 pays participant à l'enquête. Seuls les Ivoiriens affichent un taux plus élevé (65 %).

191 Compte tenu du fait que les ménages ruraux ne sont pas constitués que d'actifs occupés, on est très en dessous du seuil d'extrême pauvreté défini par la Banque mondiale à 1,25 \$ par jour (quand bien même ce seuil est calculé en parité de pouvoir d'achat).

192 L'abandon de l'impôt du minimum fiscal en 1972 a aussi, paradoxalement, contribué à cette mise à distance des campagnes en levant une contrainte à l'entrée dans un système marchand (chap. 2).

193 Leur isolement est encore accentué par la faiblesse de la couverture télévisuelle. L'enquête *Afrobaromètre* de 2013 établit que 77 % des ruraux n'avaient jamais suivi les informations à la télévision (contre 57 % des ruraux africains en moyenne) (voir aussi WACHSBERGER, 2007).

194 Même si la diffusion du téléphone portable peut changer les choses à la marge.

d'Afrique où les partis sont les moins représentatifs de la population. Ce taux de proximité baisse de surcroît au fil du temps. En 2005, il s'élevait à 38 %, en 2008 à 37 %, en 2013 à 30 %. (fig. 23)

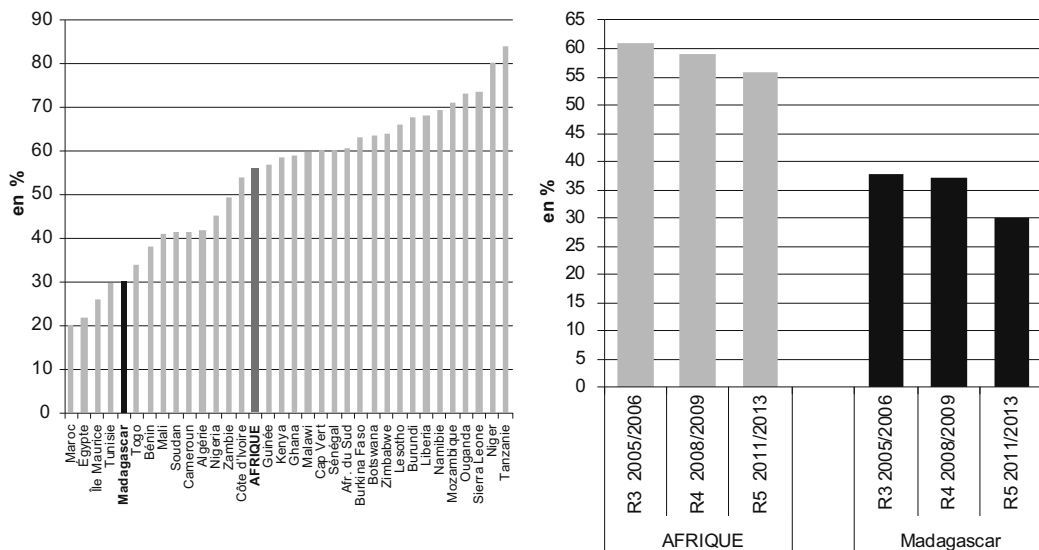


Figure 23
Proximité avec un parti politique en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2005, 2008, 2013), Coef Ressources/Dial, Madagascar ; calculs des auteurs.

Note : la figure de gauche mobilise les données de la cinquième vague (R5) d'Afrobaromètre (2011 à 2013).

La participation associative est par ailleurs très peu fréquente. Le taux d'adhésion à des associations était ainsi en 2014 l'un des plus faibles des pays d'Afrique dans lesquels l'enquête avait été menée : 77 % des Malgaches ont déclaré ne pas être membre d'une association (et 17 % être membre passif). Si l'on exclut les petites îles (Cap Vert et île Maurice) et les pays du Nord, l'adhésion à une association est la plus faible d'Afrique subsaharienne. De plus, si l'on ne compte que les membres actifs, Madagascar a le niveau le plus faible de tout le continent. Cette situation particulière de Madagascar est bien confirmée par d'autres sources statistiques, comme celles produites par l'International Institute of Social Studies de La Hague (fig. 24). Enfin, même localement, les individus sont peu en relation avec les représentants politiques. Plus de 70 % des Malgaches ne prennent ainsi jamais contact avec un conseiller municipal.

Il apparaît ainsi que ni les autorités locales, ni les partis politiques, ni les organisations de la société civile n'ont de véritable pouvoir. Ils n'ont pas d'emprise sur les populations et du fait de leur faible influence, ces dernières n'éprouvent pas le besoin de les solliciter.

Or la faiblesse des corps intermédiaires formels n'est pas compensée par l'existence de structures informelles. La primauté des modes d'organisations

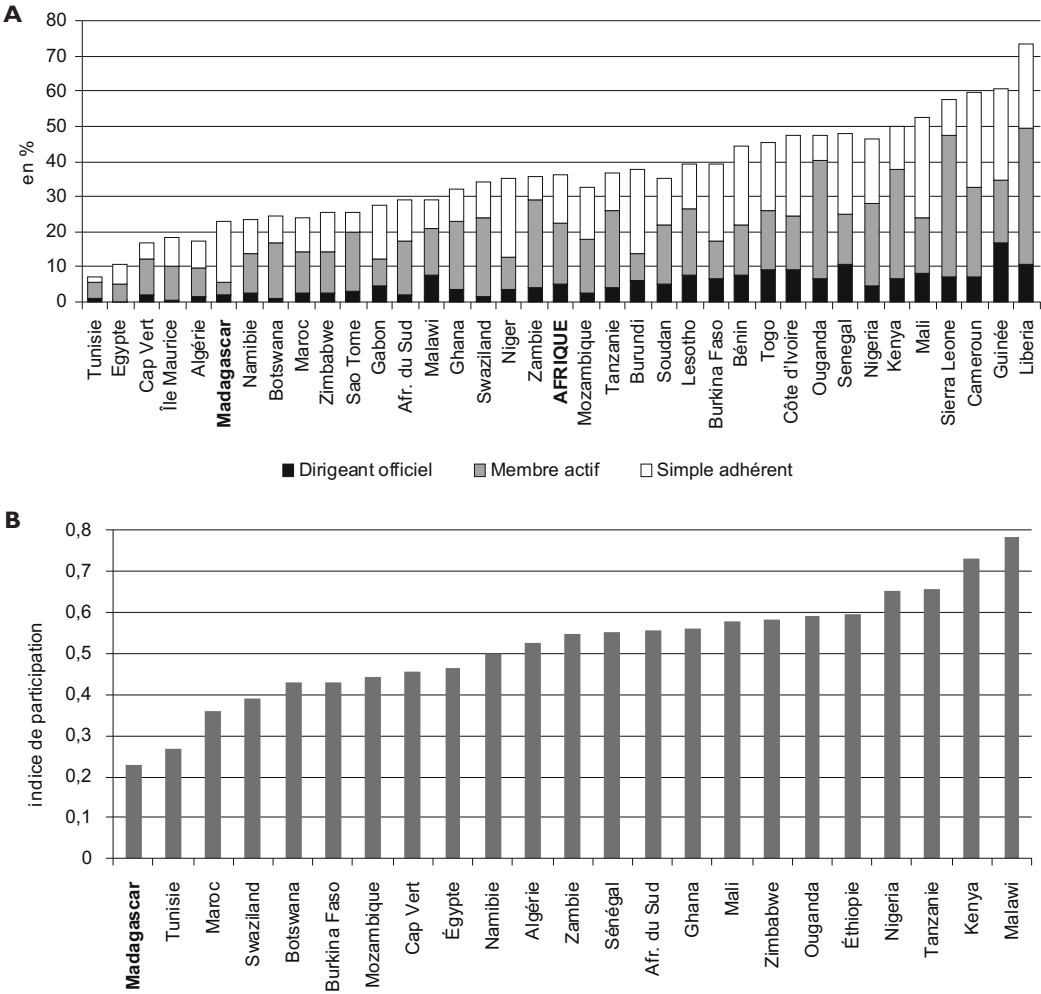


Figure 24

A. Membre d'une association ou d'un groupe communautaire en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2014) ; calculs des auteurs.

B. Participation ou appartenance à un club ou une association en Afrique

Sources : International Institute of Social Studies (2012) ; calculs des auteurs.

Note : l'indice mobilisé ici est un agrégat d'indicateurs de différentes sources. Il varie entre 0 (le niveau de participation le plus faible) à 1 (niveau le plus élevé).

informelles, avec notamment le rôle et poids accordés aux chefs traditionnels, est très souvent invoquée pour expliquer le fonctionnement des sociétés en développement, notamment en Afrique. Cependant, les chefs traditionnels ont peu d'influence à Madagascar qui encore une fois se distingue en étant le pays où ces derniers sont les plus déconnectés de la vie publique en Afrique (fig. 25).

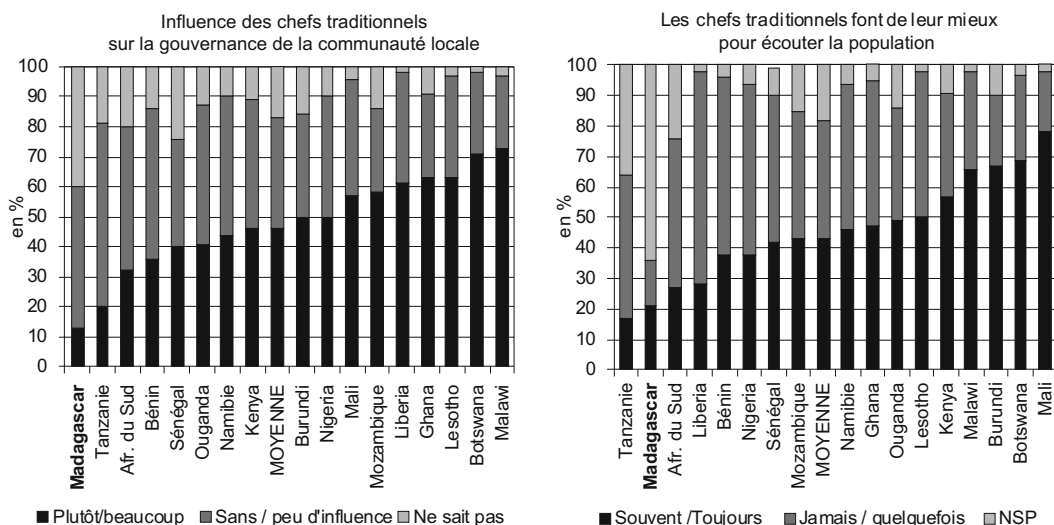


Figure 25
Les corps intermédiaires informels : faible influence ou inexistance des chefs traditionnels en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2008), Coef Ressources/Dial ; calculs des auteurs.

Les chefs coutumiers sont cantonnés dans un rôle tout à fait secondaire. Non seulement ils ont peu d'influence (13 % seulement des citoyens considèrent qu'ils influent sur la gouvernance dans leur localité contre 46 % en moyenne dans les pays d'Afrique subsaharienne), mais leur faible capacité d'écoute est également dénoncée (20 % seulement déclarent que les chefs traditionnels font de leur mieux pour écouter la population contre 43 % en moyenne pour les autres pays). Si, dans certaines circonstances, leur pouvoir symbolique est évoqué (plus par souci de respect des anciens donc des « traditions » que de reconnaissance de leur rôle), globalement ces derniers souffrent de déconsidération au même titre que les autorités formelles à Madagascar. Les explications de ce fait sont à trouver dans l'histoire du pays, et notamment dans les stratégies coloniales qui ont laminé les autorités traditionnelles.

Encadré 3 La faiblesse de la confiance interpersonnelle

La « culture » est souvent invoquée pour expliquer le développement. Pour le cas malgache, la mentalité de la population figure parmi les facteurs de blocage régulièrement cités dans les enquêtes quantitatives et les interviews qualitatives qui ont été réalisées (chap. 5). Différents traits caractéristiques sont cités (individualisme, repli sur soi et/ou sur la famille, absence de notion du bien commun, incapacité à monter un projet collectif, vision de court terme, etc.) sans que ces affirmations ne soient véritablement étayées. Il convient de souligner que ces déclarations sont d'autant plus frappantes qu'elles sont *a priori* en contradiction avec le « *fiaraha-monina* » (ou « savoir vivre ensemble ») censé être une valeur culturelle malgache (URFER, 2012b).

L'individualisme ou le sens collectif au niveau sociétal sont à relier à la question de la confiance interpersonnelle mise en avant par une vaste littérature dans la lignée de FUKUYAMA (1995) pour expliquer l'efficacité du mode d'organisation dans un pays. Partant des résultats d'enquêtes auprès de la population, nous nous proposons d'apporter des éclairages sur cette question pour le cas malgache.

La méfiance à l'égard de l'autre pourrait constituer un des facteurs explicatifs de l'instabilité et du blocage de la société malgache dans sa marche vers le développement. L'absence ou la perte de confiance serait à l'origine du sentiment individualiste, de l'impossibilité à monter et mener à bien des projets collectifs sur le long terme. De même, le fait que les alliances entre les politiciens soient mouvantes, de convenance et de court terme (voir *infra*) pourrait en être le résultat.

Les enquêtes *Afrobaromètre* permettent d'étayer empiriquement cette thèse et d'identifier les éventuelles spécificités de Madagascar: Les Malgaches ne se distinguent pas et se situent plutôt dans la moyenne africaine (fig. 26) en termes de confiance à l'égard des proches (le cercle constitué de la famille élargie). Ce résultat est en conformité avec le classement du pays parmi les sociétés traditionnelles accordant un poids important à la famille.

En revanche, Madagascar se distingue clairement en termes de niveau de confiance à l'égard de personnes en dehors du cercle familial. En 2008, année pour laquelle on dispose de données détaillées, le pays se classe parmi les pays où la confiance interpersonnelle est la plus faible : 39 % des Malgaches déclarent faire assez ou entièrement confiance à leurs connaissances (contre 56 % en moyenne pour les 18 pays étudiés, avec un maximum de 84 % pour l'Ouganda) ; 23 % des Malgaches affirment faire assez ou entièrement confiance aux personnes qu'ils ne connaissent pas (contre 40 % en moyenne, l'Ouganda se classant toujours en premier avec 77 % de niveau de confiance). En 2013, sachant qu'un plus grand nombre de pays a fait l'objet d'enquêtes¹⁹⁵, la position de Madagascar apparaît moins extrême. Mais l'île se classe toujours parmi les pays où une appréhension à l'égard des connaissances (en dehors du cercle familial) prédomine : ceux qui accordent une certaine confiance à leurs relations ne représentent que 35 % de la population (ils étaient 39 % en 2008) et seulement 6 % déclarent leur entière confiance en 2013 (contre 13 % en 2008).

Ces résultats incitent à s'interroger sur les causes de cette méfiance et sur son caractère structurel ou conjoncturel. Même si la formulation des questions a légèrement changé, les comparaisons temporelles tendent à montrer une dégradation de la confiance interpersonnelle, une tendance qui pourrait être le résultat de l'appauvrissement de la population et de l'application d'une logique de survie dans un contexte d'insécurité et d'affaiblissement de l'État. Parallèlement, au-delà des variations annuelles, la faiblesse du niveau de confiance à Madagascar pourrait s'expliquer par l'histoire. Ainsi les divisions qui se sont créées durant la période coloniale et notamment lors des événements de 1947 pourraient être à l'origine de ressentiments toujours latents (WANTCHEKON *et al.*, 2011 ; CHADEFAX, 2012 ; LAHINIRIKO, à paraître). On pourrait également invoquer l'effet des dysfonctionnements institutionnels (soulignés plus loin dans l'analyse) sur la confiance interpersonnelle. Mais quelles qu'en soient les raisons, l'impact de cette prédominance du sentiment de méfiance entre citoyens ne peut être neutre.

195. Toutefois, les questions sur la confiance interpersonnelle sont moins détaillées. Notamment, on ne dispose pas d'information sur le niveau de confiance à l'égard des personnes que l'enquêté ne connaît pas.

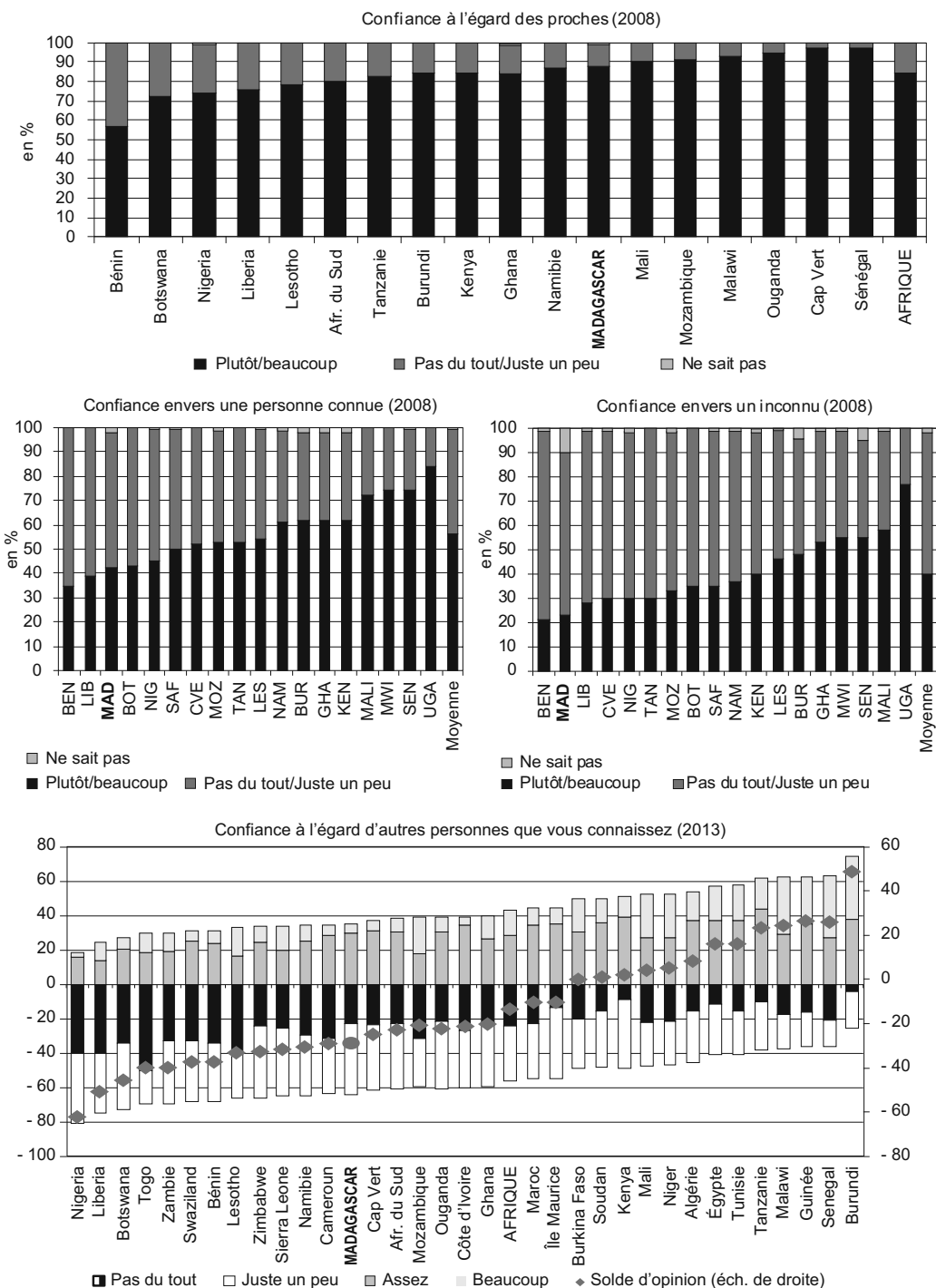


Figure 26
Niveau de confiance interpersonnelle en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial pour Madagascar (2008 et 2013).

Des élites individualistes et coupées du peuple

La faiblesse des organisations élitaires

Le cadre de NORTH *et al.* (2009, 2012a) attribue un rôle central aux élites et aux coalitions d'élites. Or, l'analyse de la société malgache fait apparaître que l'atomisation sociale est également manifeste au vu du caractère extensif des principes de classement et distinction entre les individus, y compris, voire surtout au sein des élites, pour qui ces principes de distinction et de classement hiérarchique semblent plus importants que ceux de ressemblance. Ceci explique qu'il existe plus des familles, parfois élargies en clans, que des organisations.

Dans le chapitre 2, nous avons essayé de dresser un tableau des groupes élitaires en présence à partir d'une relecture de l'histoire malgache à l'aune de l'économie politique. On y a distingué six périodes révélant l'existence de plusieurs strates de pouvoir. Chacune des périodes est marquée par une modification de l'équilibre des pouvoirs et un renouvellement relatif de la coalition dominante. Dans le même temps, il est apparu aussi que les « groupes » de pouvoir ainsi dessinés ont des frontières poreuses. Du fait des stratégies individuelles des uns et des autres pour se maintenir au plus haut niveau (stratégies scolaires, matrimoniales, de conversion d'un type de pouvoir dans un autre, de modification des allégeances), c'est en partie à une assimilation réciproque des élites que l'on assiste (BAYART, 1989 ; GALIBERT, 2011a). Le monde des élites à Madagascar reste ainsi très circonscrit comme nous le verrons dans le chapitre 5 : les membres des élites apparaissent marqués par une forte hérédité sociale, qui s'accroît d'ailleurs avec le temps. Il en résulte alors que ni l'ethnicité, ni la proximité géographique, ni l'appartenance à un même groupe statutaire, ni l'identité des activités économiques, religieuses ou politiques ne déterminent des solidarités interpersonnelles suffisamment solides pour constituer des lignes figées d'opposition entre groupes. Madagascar se caractérise ainsi par l'absence de véritables organisations non étatiques ou du moins l'extrême faiblesse de ces organisations. Un petit nombre de familles domine historiquement la sphère politique et économique, mais aucune d'elles ne semble avoir un pouvoir suffisant d'organisation de la société (GALIBERT, 2011a ; FREMIGACCI, 2014b).

Compte tenu de ce petit nombre au regard des sources de pouvoir et de richesse, les conflits sont la plupart du temps peu importants et n'impliquent pas la formation de véritables coalitions durables. Ils prennent ainsi moins la forme d'une lutte entre groupes élitaires solidement constitués que celle d'une lutte des places (*ady seza*) entre individus, familles ou clans.

Lorsque des conflits apparaissent, il peut y avoir des arrangements temporaires, des alliances de circonstance, flexibles et hétéroclites (Forces vives, Trois Mouvances¹⁹⁶...). Mais, comme ils résultent de négociations n'engageant que des individualités (elles ne sont pas inclusives et n'engagent pas la crédibilité

¹⁹⁶ Il s'agit d'une alliance des partisans des trois anciens présidents (Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana) durant la « phase de la transition ».

d'organisations), elles ne sont pas durables. D'une certaine manière, depuis l'indépendance, les élites n'éprouvent pas la nécessité de s'organiser en l'absence de véritables conflits avec des groupes ennemis bien identifiés, qu'ils soient extérieurs au pays (cas de la Corée du Sud ; YOU, 2012), ou intérieurs (lorsqu'il y a des conflits ethniques, mais qui ont peu de prise à Madagascar ; chap. 2). Ainsi, paradoxalement, Madagascar apparaît aujourd'hui comme un pays qui souffre de son unité culturelle nationale ainsi que de sa situation, étant éloigné géographiquement et du point de vue des intérêts économiques des sources de conflits internationaux¹⁹⁷. Aucun groupe ne se constitue ou n'a besoin de se renforcer car il n'y a jamais eu de conflit d'une ampleur suffisante. Réciproquement, le fait qu'il n'y ait pas de division en groupes constitués, pérennes dans le temps, et auxquels les individus s'identifient, peut expliquer l'absence de conflit.

La segmentation sociale et spatiale

L'atomisation de la population et, dans une moindre mesure, des élites se double d'une forte segmentation sociale qui se marque par l'importance de l'hérédité sociale et des clivages entre les urbains et les ruraux et par une profonde déconnexion des élites par rapport au reste de la population.

Une étude récente d'histoire économique portant sur une comparaison de la mobilité sociale dans cinq pays africains (BOSSUROY et COGNEAU, 2013) entre les années 1930 et la fin des années 1960 a fait apparaître que la mobilité sociale a été sur cette période particulièrement faible à Madagascar. Les enfants d'agriculteurs y sont restés bien plus fréquemment agriculteurs que dans les quatre autres pays considérés (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Ouganda) sans que cela s'explique par des évolutions fondamentalement différentes de la structure des activités professionnelles. Pour les auteurs, la forte hérédité professionnelle malgache est principalement imputable à l'hérédité scolaire, les fermiers (ruraux) profitant bien moins que les autres de l'accès à la scolarisation.

Cette faible mobilité sociale s'accompagne également d'une très faible mobilité spatiale. C'est vrai des migrations internes, entre provinces et zones de résidence, qui sont à Madagascar au plus bas parmi les cinq pays considérés dans l'étude. Mais c'est aussi vrai des migrations internationales. Si le taux d'émigration (tabl. 6) est effectivement plus faible qu'en Afrique subsaharienne en moyenne (1 % contre 1,7 % en 2010), c'est surtout dans le très faible souhait d'émigrer que la spectaculaire immobilité des Malgaches se fait jour. Alors que près d'un Africain sur trois (32 %) émet le vœu d'émigrer un jour, ils ne sont qu'un sur dix (11 %) à Madagascar (OCDE et AFD, 2015). Non seulement, les Malgaches ont moins souvent envisagé l'hypothèse de s'expatrier, mais ils sont proportionnellement quatre fois moins nombreux à vouloir le faire de manière permanente et dans l'année, tandis qu'une proportion infime déclare avoir engagé des démarches dans ce sens (0,07 %, soit vingt fois moins que leurs

¹⁹⁷ Voir ci-dessous l'impact de cette situation sur la position des bailleurs de fonds.

homologues africains). Madagascar est le pays où la volonté d'émigration est la plus faible de nos quatre pays comparateurs, et même de tout le continent ; et de loin (les pays suivant sur ce point étant le Rwanda et le Burundi).

Tableau 6
Émigration et souhait d'émigration internationale (en %)

	Madagascar	Afrique subsaharienne	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Cameroun
Souhait de migrer (2007-2013)	11	32	23	30	25	34
Dont : de manière permanente dans l'année	9	13	14	17	39	14
Dont : a effectué des démarches	8	30	12	28	28	20
Taux d'émigration (2010-2011)	1,0	1,7	0,6	0,7	4,4	1,5

Sources : OCDE, AFD (2015) ; calculs des auteurs.

Cette faible mobilité spatiale et sociale, deux phénomènes qui se renforcent, semble bien caractériser dans la durée la population malgache. Ainsi, les structures hiérarchiques comme les clivages géographiques perdurent. L'écart entre le milieu urbain et rural (qui, rappelons-le, représente 78 % de la population) se retrouve encore aujourd'hui. Si on regarde en effet les indicateurs scolaires, les chiffres mettent en exergue le fait que les villes ont été favorisées et ont bénéficié d'un effort particulier qui a permis à plus de 80 % des citadins de réussir au moins le primaire et à plus de 70 % de suivre des études secondaires, des niveaux très satisfaisants comparés aux cas de nombreux pays africains (fig. 27). Les campagnes ont en revanche été délaissées et affichent des résultats beaucoup plus faibles (respectivement 52 % et 33 %). Parmi les pays pouvant se prévaloir d'avoir une population citadine relativement éduquée, Madagascar apparaît comme le pays où l'écart entre la ville et la campagne est le plus important. Ce constat démontre à quel point les campagnes sont les grandes oubliées des politiques¹⁹⁸.

Le même constat peut être fait concernant certains indicateurs de développement des infrastructures (fig. 28). Comparé à une vingtaine de pays africains, Madagascar semble plutôt bien placé en termes d'infrastructures routières en ville avec un taux important de routes avec revêtement (90 %). En revanche, le pourcentage équivalent dépasse à peine les 30 % en milieu rural.

L'île se classe parmi les pays où l'écart urbain-rural est le plus important (en 3^e position après le Zimbabwe et la Namibie). Certes, un tel résultat découle directement de l'étendue des campagnes, mais, bien qu'il puisse se justifier, il n'en démontre pas moins l'importance des inégalités ville/campagne.

198 La dénonciation par des urbanistes de ce qu'ils appellent le « biais anti-urbain » de l'aide au développement (GUILLOUX, 2010 ; HELLUIN, 2010) n'enlève rien à ce constat. D'une part les discours des dirigeants politiques sur lesquels se basent ces travaux ne reflètent pas forcément la réalité des politiques menées (comme en témoigne par exemple la très faible extension de la décentralisation réelle ou encore les chiffres de scolarisation que nous avançons). D'autre part, l'« urbanophobie » des bailleurs de fonds dénoncée par ces auteurs n'a guère permis, jusqu'à présent, un rééquilibrage significatif entre monde urbain et monde rural.

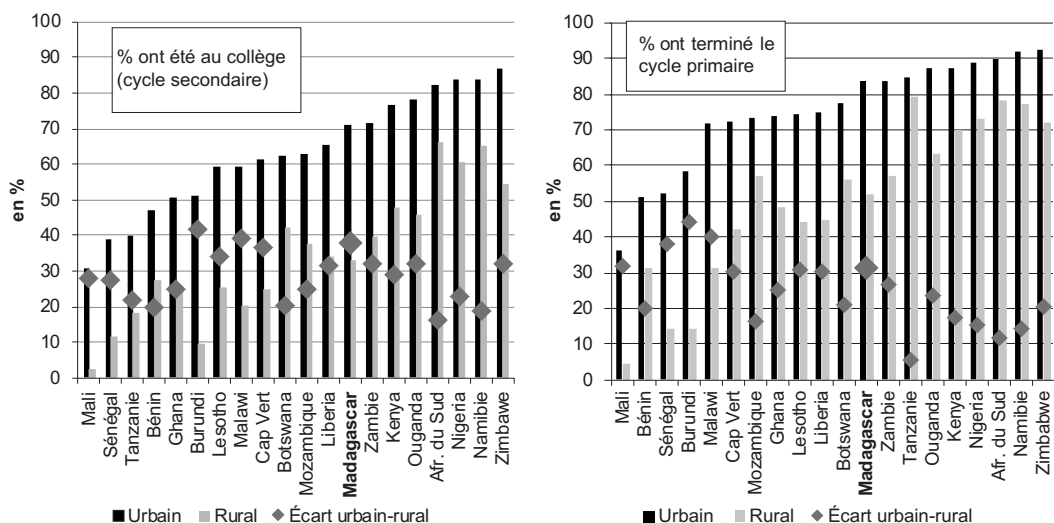


Figure 27
Écart de niveau d'éducation entre milieu urbain et rural.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2008).

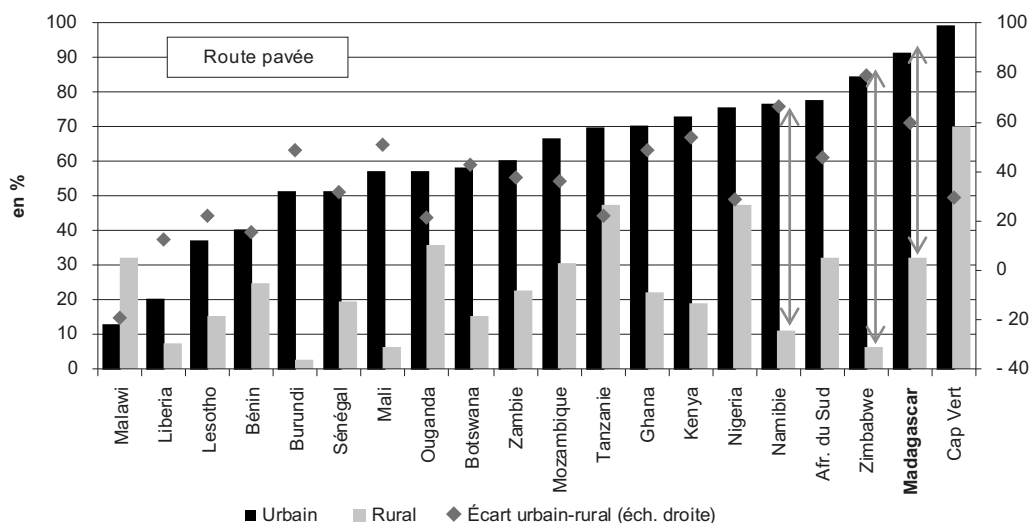


Figure 28
Pourcentage de routes pavées en milieu urbain et rural.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2008).

Le dernier exemple qui illustre clairement la fracture entre les villes et les campagnes (et qui est très probablement plus accentuée entre la capitale et le milieu rural) concerne l'intérêt des citoyens pour les affaires publiques. La fig. 29 montre que Madagascar est en 2008 (devant le Kenya et la Côte d'Ivoire) le pays où l'écart entre les villes et les campagnes est le plus fort. Si plus de 70 % des urbains se déclarent intéressés par les affaires publiques, ils ne sont que 55 % en milieu rural. Un tel résultat traduit le sentiment d'exclusion (ou une auto-exclusion) qui influe certainement sur la participation politique.

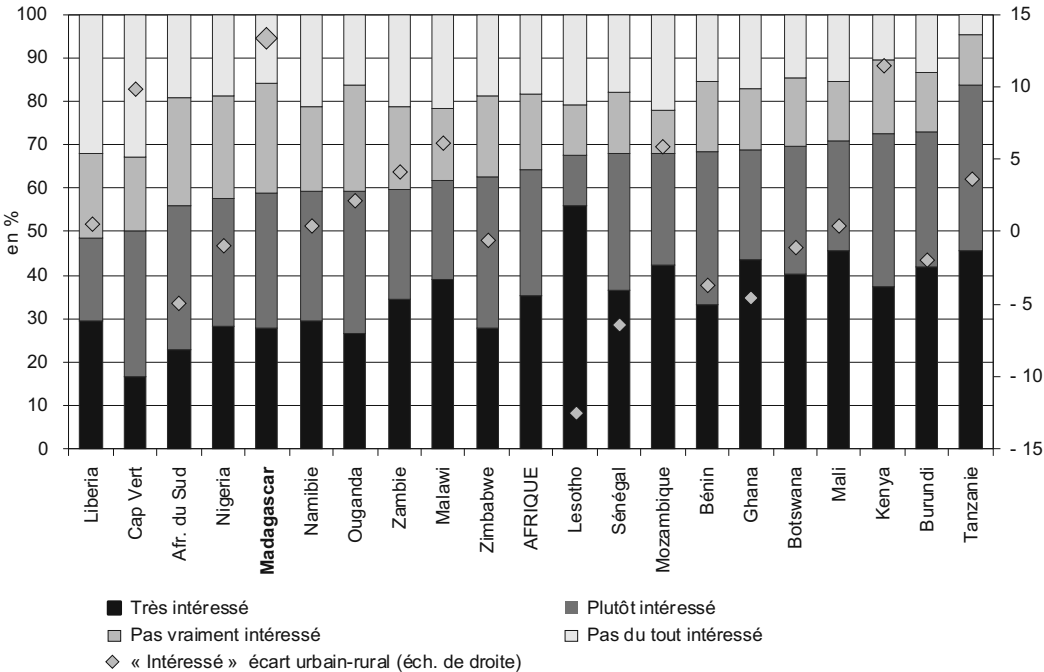


Figure 29
Écart concernant l'intérêt pour les affaires publiques entre milieu urbain et rural en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2008).

La déconnexion entre les élites, une infime minorité d'« instruits » qui sont liés directement ou indirectement au pouvoir (chap. 5), et la majorité de la population est un dernier trait notable de la société malgache. Cette déconnexion, source d'exclusion et de démobilisation, constitue une entrave à la consolidation démocratique. Par ailleurs, elle autorise l'instrumentalisation et la manipulation d'une population peu informée, ce qui contribue à l'instabilité politique. Les niveaux élevés de certains indicateurs dont bénéficient les urbains – qui pourraient placer Madagascar parmi les pays africains plutôt, sinon les plus, performants – rendent les inégalités entre ces élites et le reste de la population encore plus problématiques. En effet, il peut paraître surprenant qu'un groupe

de privilégiés puisse bénéficier de conditions qui les rapprochent des citoyens des pays développés, sans qu'un effort soit octroyé pour améliorer la situation d'une grande majorité de la population enfermée dans des trappes de pauvreté.

Or, la dynamique à l'œuvre à l'échelle internationale accentue encore les inégalités internes. La présence d'« élites globalisées », qui réussissent à aligner leur standard de vie sur celui des pays développés, accroît encore plus l'écart avec la masse de la population en phase avec le rythme de croissance interne (stagnation et récession)¹⁹⁹. Défiantes à l'égard de l'avenir du pays ou tout simplement par calcul économique, ces élites placent d'ailleurs bien souvent une bonne partie de leur épargne hors du pays. Analysant les données provenant d'un fichier de comptes bancaires de la filiale suisse de la banque HSBC, COGNEAU (2015) établit que les placements des Malgaches entre 2006 et 2007 se situent, rapportés au PIB du pays dont ils viennent, dans les trente plus importants. Ils représentent 2,9 % du PIB du pays de 2005 ce qui fait de Madagascar le 4^e pays d'Afrique subsaharienne (derrière le Libéria, le Zimbabwe et le Kenya) pour l'importance de cet indicateur.

Inertie sociale de long terme et instabilité politique

Les échelons manquants entre la population et le président

Du fait de la faiblesse des corps intermédiaires, la société malgache se caractérise par l'absence d'échelons pouvant jouer un rôle d'intermédiation dans les négociations entre la population et ses dirigeants. Sous cet éclairage, les ruraux malgaches et les informels urbains ressemblent à la paysannerie parcellaire décrite par Marx dans son étude sur les classes sociales en France entre 1848 et 1851²⁰⁰. On pourrait d'ailleurs en tirer aussi la même conséquence politique que celle observée par Marx en 1851. Dans l'incapacité à défendre leurs intérêts, les catégories populaires malgaches ne peuvent se représenter elles-mêmes et doivent donc être représentées. « Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, [...] qui leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps » (MARX, 1969). De fait, à Madagascar, ce sont toujours les ruraux qui font l'élection en choisissant celui qui endosse le mieux ces caractéristiques (et les urbains qui les défont).

199 En novembre 2015, le magazine *Forbes* publiait le premier classement des personnes ou familles les plus riches d'Afrique francophone subsaharienne : quatre familles de Madagascar apparaissaient dans ce classement, en 5^e, 6^e, 11^e et 23^e position.

200 « Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans » (MARX, 1969).

La direction du pays est personnalisée par le président entouré de sa famille et des quelques affidés ayant noué avec lui des alliances éphémères. En dehors de son clan familial restreint, le président choisit (ou est contraint de choisir) les personnalités constituant son entourage suivant des calculs politiques de circonstance. Les alliés peuvent ainsi se retourner à tout moment sachant qu'aucun lien solide et durable comme l'appartenance à une même famille politique ou à tout autre groupe (ethnique par exemple dans d'autres pays) ne les contraint.

A priori, le schéma proposé par NORTH *et al.* (2009, 2012a), qui postule l'existence d'organisations verticales, structurées notamment en réseaux clientélistes et permettant une redistribution informelle des richesses tirées des rentes, ne s'applique pas à Madagascar. Certes, on ne peut pas nier l'existence de certaines formes de clientélisme, mais leur portée est limitée dans le temps (à une période donnée) et dans l'espace (il ne touche qu'un nombre très restreint de personnes). On ne peut parler ni de réseau, ni d'un système reliant les intérêts du sommet à ceux de la base d'une organisation bien établie (schéma 2). Il y a eu des tentatives de mettre en place un tel système pyramidal dans l'histoire malgache (notamment à travers les ramifications de l'Arema dans les années 1970 et 1980, de Tiko dans les années 2000), mais ces systèmes ne pouvaient être pérennes étant donné que leurs existences ne tenaient qu'au lien direct avec un seul homme, le président en exercice.

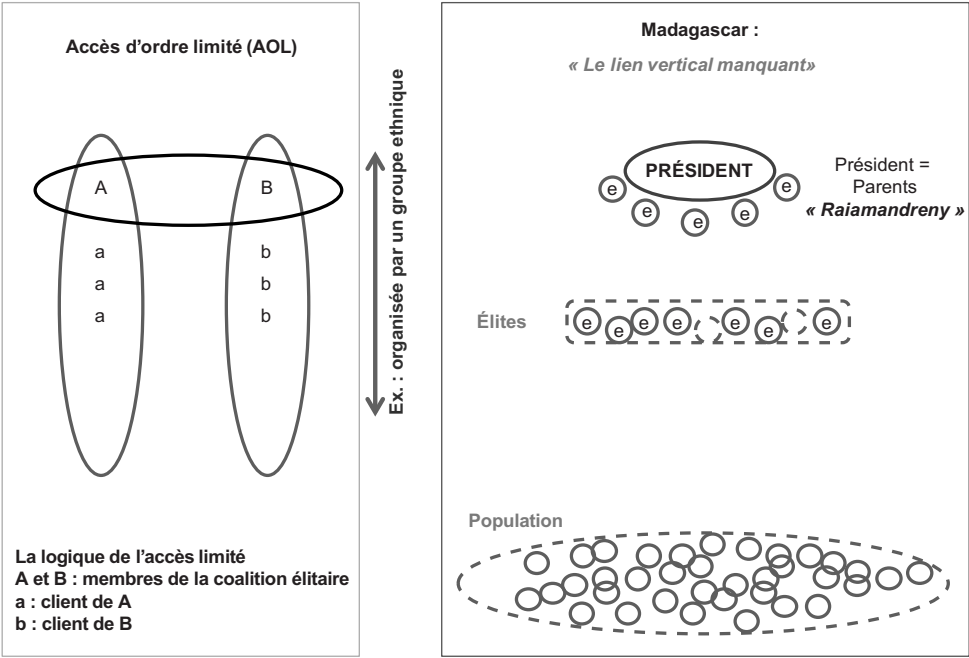


Schéma 2

L'absence d'échelons intermédiaires entre la population et le président.

Sources : Wallis et Webb, 2010 : graphique de gauche ; élaboration des auteurs : graphique de droite.

La personnalisation du pouvoir et la « présidentialisation à outrance » font que le président est seul face à la population. Ce phénomène est amplifié par la croyance traditionnelle encore prégnante (et que les dirigeants utilisent voire contribuent à raviver) du caractère exceptionnel du *fanjakana*²⁰¹ (l'État) et du statut de *raiamandreny* (père et mère de ses sujets, à qui on doit le respect) de ceux qui l'incarnent. On assiste ainsi à un certain rapport au politique, hérité du mode de constitution de l'État malgache et participant de ce qu'on pourrait appeler, en suivant KANTOROWICZ (1989), une théologie politique. Ce rapport au politique implique, nous l'avons vu, une tendance à accorder une valeur particulière au chef « traditionnel », tirant sa position de son ancrage dynastique, en faisant un *raiamandreny*. Dans la mesure où les paysans ne peuvent se représenter eux-mêmes et où ils adhèrent à cette théologie politique, ils se sentent représentés politiquement par le chef qui arrive à endosser ce caractère traditionnel²⁰² (encadré 4). La pratique régulière des référendums plébiscitaires (WEBER, 2003) par les divers chefs d'État confirme souvent cet état de fait.

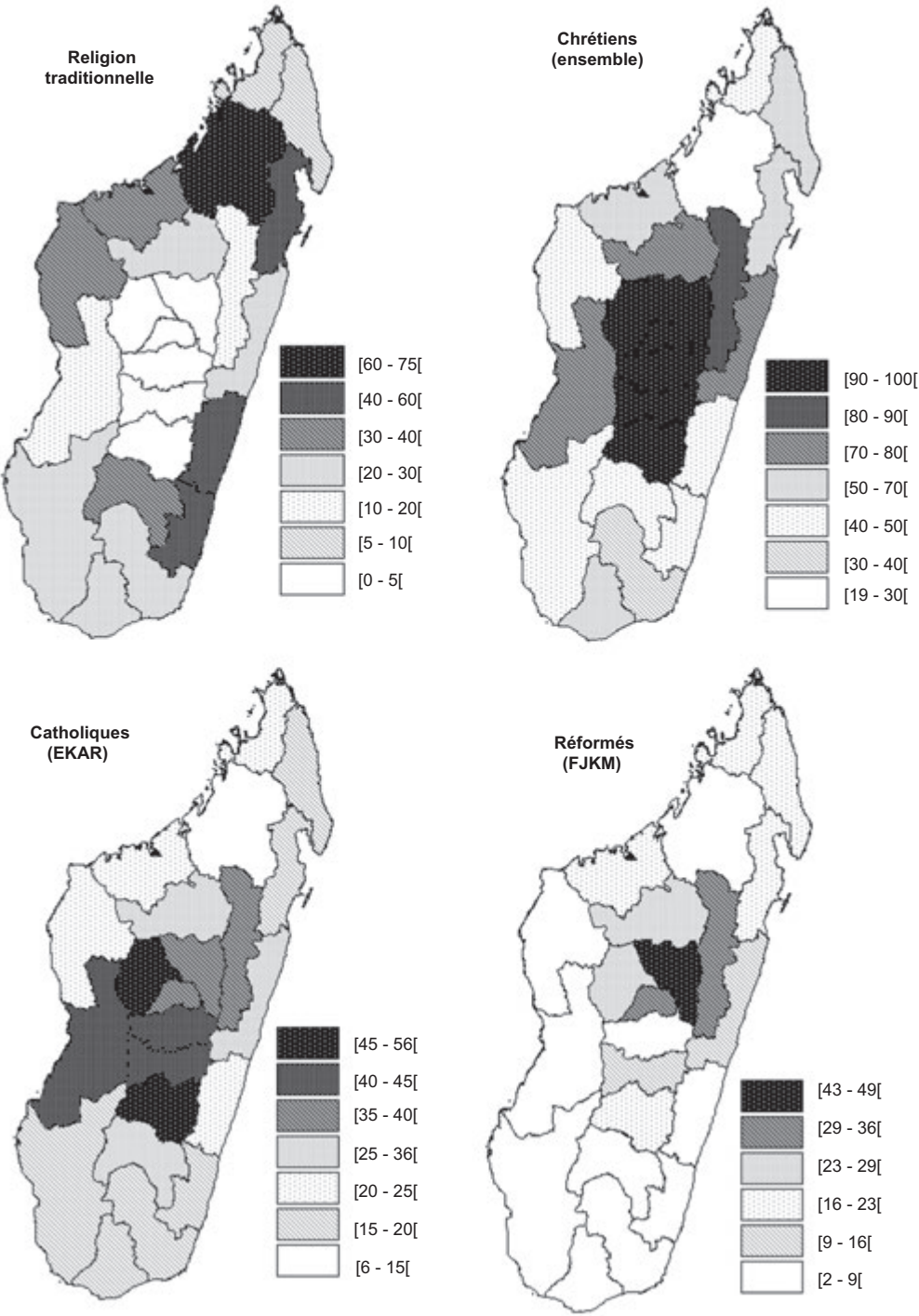
Outre le fait que l'absence de ce chaînon vertical entre la population et le président signifie qu'il n'y a pas de garde-fou, il est également à l'origine de l'extrême fragilité de ce dernier. Le soutien populaire dont il cherche à se prévaloir, en particulier suite à un plébiscite électoral, est en réalité toujours assez ténu. Il ne repose que sur une dimension symbolique acceptée (statut de *raiamandreny*) ou contrainte (maillage administratif par le parti présidentiel) et non sur des liens clientélistes qui ancrent les affiliations au pouvoir. Le président ne peut compter sur des forces solides structurellement pour organiser, négocier, assurer un soutien et la stabilité de son pouvoir. Ainsi, toute insatisfaction populaire (sans que l'on puisse savoir si elle émane d'une minorité ou si elle est partagée par une majorité) peut être utilisée par des personnes disposant d'un minimum de capacités de mobilisation pour déstabiliser le régime. En retour, la conscience d'un tel risque conduit le président à essayer de renforcer encore plus son pouvoir, le menant à des dérives autocratiques.

Le religieux et les Églises dans la structuration de la société

À Madagascar, Églises et religion pèsent d'un poids déterminant sur la scène nationale. Deux enquêtes récentes réalisées à l'échelle du pays (ENEMPSI, 2012, et Enquête emploi, 2015 ; Instat, 2013 et 2015) convergent pour montrer l'emprise du christianisme puisqu'un peu plus de 70 % de la population malgache s'en réclame (31 % se déclarent catholiques, 21 % protestants FJKM,

201 Le *fanjakana* signifie l'État, mais étymologiquement, ce mot est lié à *manjaka* (régner) et *mpanjaka* (le roi). Ainsi, d'une certaine manière, le président peut se considérer comme le « Roi de la République », comme l'illustrent A. Rajoelina et sa femme, habillés avec les couleurs et les tenues royales, en décembre 2010 descendant les marches du Palais de la Reine lors des cérémonies d'inauguration de la IV^e république.

202 On retrouve là un des éléments développés en son temps par MANNONI (1950). Nous ne souscrivons pour autant pas à son explication essentiellement psycho-culturaliste de la société malgache et tout particulièrement à sa thèse d'un complexe de dépendance qui a par ailleurs été souvent fortement critiquée (BLOCH, 1990).



Carte 1
Poids des religions par région (%).

Source : Enempsi (2012), Instat ; calculs des auteurs.

13 % FLM, 1 % anglican, 1 % adventiste, 5 % autres protestants)²⁰³. Cette religiosité n'est pas seulement une réalité populaire. Elle transparait aussi fortement à l'échelon le plus élevé de la nation puisque Madagascar est une République laïque dont la Constitution affirme le principe de séparation de l'Église et de l'État, mais qui souligne dans son préambule : « Le peuple malagasy souverain [...] affirme sa croyance en l'existence de Dieu Créateur. »

En plus du rôle de la religion comme principe de régulation des conduites individuelles dans la vie quotidienne, sa place prépondérante se manifeste, d'une part, par l'influence exercée par les instances ecclésiales sur la vie politique du pays à travers leurs interventions publiques²⁰⁴. En fonction des contextes et des périodes, ces dernières ont été par moments demandées et approuvées (voire acclamées), et à d'autres elles ont été condamnées par la population²⁰⁵. D'autre part, les Églises étant considérées par la population comme de potentiels contre-pouvoirs ou au moins comme des autorités morales garantes des principes éthiques et de justice sociale, les hommes politiques cherchent à s'octroyer leurs faveurs et à s'appuyer sur elles. Ainsi, parmi les stratégies utilisées par les dirigeants pour s'attirer le soutien de la population figure l'inscription de références religieuses explicites dans leurs discours ou encore l'implication directe ou indirecte de certains représentants des Églises à leur côté dans les affaires nationales pour asseoir leur légitimité.

Cette prégnance du fait religieux conduit à s'interroger sur son rôle dans le fonctionnement de la société en général. La question se pose d'autant plus que nous avons souligné précédemment l'absence d'une organisation verticale qui puisse avoir une fonction d'intermédiation et favoriser le dialogue entre la population malgache et ses dirigeants. Les Églises, compte tenu de leur présence incontournable à tous les niveaux et sur l'ensemble du territoire, ne jouent-elles pas ce rôle de ciment qui fait tenir la société malgache ? Leur contribution à la stabilité et au développement de l'île est claire et affirmée par la population (chap. 5), entre autres à travers le soutien moral qu'elles apportent (WACHSBERGER, 2009), leur participation en termes d'éducation et de sensibilisation de la population, ou encore certaines de leurs prises de position ayant contribué à résoudre des situations de crise à des moments clés de l'histoire du pays (URFER, 1993). Toutefois, leur rôle dans la structuration hiérarchique de la société malgache n'est pas sans équivoque.

203 Les estimations antérieures, qui faisaient état d'un taux de christianisation d'environ 45 % à l'échelle du pays (HÜBSCH, 1993), sous-estimaient le poids du christianisme. Par ailleurs, d'après les deux dernières enquêtes officielles, 19 % de la population déclare pratiquer le culte des ancêtres (*fiavahana nentin-drazana*) et moins de 2 % se déclarent de la religion musulmane.

204 Pour ne citer que quelques références sur le rôle des Églises et la manière dont les acteurs de la sphère religieuse ont pu influencer sur la trajectoire sociopolitique de Madagascar, voir RAISON-JOURDE (1991), URFER (1993), ROUBAUD (1999 et 2000), RABEARIMANANA (2001), RAFITSON (2014).

205 Il ne fait aucun doute que la population souhaite la participation active des autorités religieuses dans la vie publique, notamment en fournissant des repères sur les grandes questions de société, mais elle considère en même temps que les Églises ne doivent pas s'immiscer directement en politique (ROUBAUD, 1999). À titre d'exemple, le positionnement de l'archevêque O. Razanakolona en faveur d'A. Rajoelina lors de la crise de 2009 et l'approbation de son installation comme président de la HAT par les évêques de la conférence épiscopale de Madagascar a suscité un fort sentiment de contrariété chez les fidèles (RAFITSON, 2014).

En premier lieu, le poids du religieux peut être mobilisé pour renforcer la théologie politique invoquée précédemment, qui confère au président, incarnation ultime du pouvoir séculier, une dimension symbolique et quasi divine (détenteur du *hasina*²⁰⁶, homme providentiel, etc.). Ainsi, plutôt que d'œuvrer en faveur du principe de redevabilité des dirigeants devant les citoyens, la religion peut être instrumentalisée et avoir une fonction ambiguë. En effet, pour une grande partie de la population, peu informée, en quête de repères et imprégnée de la crédulité religieuse, toute référence ou lien aux Églises peut octroyer aux dirigeants un statut particulier les plaçant en dehors du contrôle démocratique.

En second lieu, les Églises ne semblent pas échapper aux principes de différenciation et de classement hérités du passé et qui restent très prégnants dans la société (chap. 3). On note un statut différentiel suivant les confessions avec, par exemple, des positions sociales (en termes de patrimoine, de revenu, d'accès à l'emploi, etc.) en moyenne plus favorables pour les ménages FJKM (ROUBAUD, 1999). Parallèlement, une hiérarchie implicite existe entre les paroisses en fonction de la position statutaire des familles qui les fréquentent. Certes, ces constats peuvent être la simple conséquence du phénomène déjà analysé de reproduction sociale d'une génération à l'autre. Ils n'en sont pas moins le témoin d'une structuration qui, au lieu de placer l'ensemble de la population sur un pied d'égalité, semble au contraire encastrier les hiérarchies et entériner la pyramide sociale.

Encadré 4 Mode d'accès au pouvoir et théologie politique

De 1960 au début des années 1990, les changements de chefs d'État marquent une certaine continuité du pouvoir. L'accès au pouvoir repose, au moins en partie, sur un ancrage dans une sorte de tradition politique. Tsiranana était vice-président du conseil de gouvernement sous la colonisation (après la loi-cadre) puis président. Il devint président de la République par vote au sein du Parlement. La première élection présidentielle au suffrage universel eut lieu en 1965. Il obtint alors 97 % des voix. Ramanantsoa avait reçu son pouvoir de Tsiranana avant de se faire plébisciter par référendum en 1972 (86 % des suffrages). Le directoire militaire dont Ratsiraka assurera la direction ne prend pas le pouvoir mais se le fait remettre par Ramanantsoa et Ratsiraka se fera alors plébisciter par le référendum de 1975 (95 % des suffrages). Comme le roi dans l'Europe du Moyen Âge, le chef de l'État incarne ainsi en quelque sorte un corps politique immortel.

L'adhésion des paysans à cette théologie politique facilite le maintien du pouvoir politique sans que ce maintien ne repose sur un réseau clientéliste. Les campagnes restent en effet les grandes oubliées de toutes les politiques menées depuis l'indépendance, à l'exception peut-être des mesures prises par Ratsimandrava avant son assassinat en 1975.

206 Essence invisible du pouvoir dont étaient supposés être dotés les monarques, qu'ils pouvaient transmettre à leur descendant et dont ils tiraient leur légitimité politique.

Cette théologie politique tend cependant à s'affaiblir depuis la fin des années 1980. Lors des élections présidentielles de 1989, si les campagnes ont bien réélu Ratsiraka, les villes, y compris Tamatave, le fief du président, ont voté massivement pour les candidats de l'opposition et D. Ratsiraka n'a plus obtenu que 63 % des voix. En 1991, le changement de pouvoir s'est fait, pour la première fois, dans la discontinuité, à l'initiative des classes moyennes et populaires urbaines. Deux ans plus tard, A. Zafy fut élu au suffrage universel mais avec « seulement » les deux tiers des voix des électeurs et tenta une modification en profondeur de l'organisation politique qui se révéla être un échec. Quant au retour de Ratsiraka en 1996, même s'il entraîna une restauration du pouvoir quasi monarchique du président, il ne fut permis qu'avec un très petit nombre de voix. Tous ces éléments montrent un certain affaiblissement de la théologie politique qui permettait de soutenir l'ordre social précédent.

L'« élection » de M. Ravalomanana consacra cependant un retour de cette symbolique politique sous une forme modifiée, le passage d'un chef traditionnel à un chef charismatique : l'homme providentiel. C'est en effet en bonne partie sur ses qualités exceptionnelles qu'il put être « élu ». Cette particularité lui a alors permis de maintenir la forme monarchique de l'État avec une nouvelle légitimité (mais tout en tentant d'ancrer son pouvoir dans une forme traditionnelle en laissant planer le doute sur ses origines nobles). Ces éléments lui permirent ainsi d'être réélu au premier tour des élections présidentielles en 2006 et de bénéficier d'une forte cote de popularité dans l'opinion (RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2009b).

A. Rajoelina est arrivé lui au pouvoir à la suite d'un coup d'État. Sans être dénué de charisme, son arrivée au pouvoir, soutenue par une partie de la jeunesse urbaine en mal d'espoir, ne repose sur aucune forme de légitimité. Il n'a d'ailleurs pas cessé, après son installation, de manipuler les symboles royaux en vue de susciter l'adhésion populaire. Quant à H. Rajaonarimampianina, son élection à la tête de l'État résulte plus de la théorie des jeux (RABEMANANORO, 2014) que d'une quelconque légitimité. Ancien ministre des Finances du gouvernement précédent, il n'apparaissait pas au premier tour comme un favori et n'avait d'ailleurs obtenu que 15,8 % des voix (en présence de 33 candidats). S'il a finalement été élu au second tour, c'est en raison d'une chute importante de la participation (de 61,6 % à 50,7 %). Avec 53,5 % des suffrages exprimés, il n'a donc finalement été élu qu'avec 27 % des inscrits.

L'affaiblissement de la théologie politique depuis la fin des années 1980 n'empêche donc pas qu'en subsistent des éléments. Les acteurs politiques d'aujourd'hui continuent d'ailleurs pour la plupart à se recruter dans les rangs des descendants des anciens dirigeants politiques (chap. 5). Les opposants à A. Rajoelina s'étaient ainsi structurés en mouvances liées aux anciens chefs d'État encore vivants. Les descendants de grandes familles continuent à intervenir en tant que *raiamandreny* dans le débat public. Quant aux dirigeants politiques, ils ont continué à se comporter comme des monarques en prenant des décisions unilatérales, en ne rendant pas de comptes sur leurs actions, et en usant parfois de violence sur le peuple (chap. 3 sur la violence).

Les effets de la structure sociale

La contrepartie de l'atrophie des organisations non étatiques et de l'absence de véritables coalitions entre des groupes détenteurs du pouvoir politique et/ou économique est que le système politique n'est pas verrouillé. On peut ainsi

s'interroger sur les raisons de l'inertie globale qui caractérise Madagascar, en dehors des épisodes limités (même s'ils sont devenus chroniques, se répétant avec une fréquence de plus en plus rapprochée) de troubles politiques qui visent à remettre en question le pouvoir en place. À titre illustratif, il est étonnant que la crise politique qui a débuté en 2009 ait duré cinq années. Alors qu'on observait une montée de l'insatisfaction du côté de la population, des indicateurs économiques et sociaux ayant viré au rouge, un président de la HAT qui ne pouvait s'appuyer que sur des alliances avec des individualités certes puissantes mais sans base, aucune organisation nationale non étatique n'a émergé pour forcer au déblocage d'une situation maintes fois jugée potentiellement explosive. En réalité, la majeure partie des acteurs impliqués en politique, comptant essentiellement sur la pression internationale, attendait les décisions des deux protagonistes responsables de la crise (A. Rajoelina et M. Ravalomanana, président et ex-président) (CHÂTAIGNER, 2014). Il convient alors d'essayer de comprendre les raisons de cette inertie globale de la société. La trajectoire économique du pays, caractérisée par une récession continue depuis le début des années 1970, n'est évidemment pas neutre pour expliquer l'incapacité de la population à réagir, à s'organiser et à se mobiliser. Globalement, la récession économique inhibe les aspirations²⁰⁷. Mais la structure sociale à Madagascar explique aussi l'absence de forces poussant au changement.

En haut de la structure (schéma 3) se trouvent le président et ses affidés qui tendent à monopoliser le pouvoir et les rentes. Juste en dessous se placent les autres membres des élites. Elles sont plutôt en faveur du statu quo et peuvent redouter un bouleversement de l'ordre établi qui pourrait entraîner la perte de leurs privilèges et leur déclassement. Elles bénéficient de rentes de situation (le legs de leur ascendance, leur niveau d'éducation et leur réseau²⁰⁸) qui leur permettent d'assurer des conditions de vie largement au-dessus de celle de la grande majorité de la population, sans qu'elles aient besoin de s'organiser et de se mobiliser. On peut aller jusqu'à émettre l'hypothèse d'un pacte implicite entre les élites et le pouvoir en place, sachant que la majorité des membres des élites participent ou sont en lien avec des personnalités au pouvoir. Seuls les membres de l'élite qui souhaitent s'accaparer des rentes à grande échelle (ou au-dessus d'un certain seuil) ou bien ceux qui partent de plus bas (les nouveaux arrivants sur la scène publique) sont contraints de s'organiser a minima, ou plutôt de chercher des alliés (de court terme, le temps de conquérir le pouvoir) et de créer un climat d'agitation pour accéder aux rentes. Mais ce ne sont que des individualités qui agissent seules ou en petits groupes et qui ne cherchent pas ou n'arrivent pas à mobiliser de véritables organisations formelles (partis, organisations de la société civile...) ou informelles (milices, associations de service, groupes de pression...) sur lesquelles s'appuyer.

207 Même si les aspirations augmentent en période de croissance (comme on a pu le montrer dans le chap. 3).

208 Une analyse du mode de reproduction des élites et de l'étendue de leurs réseaux est présentée dans le chapitre 5.

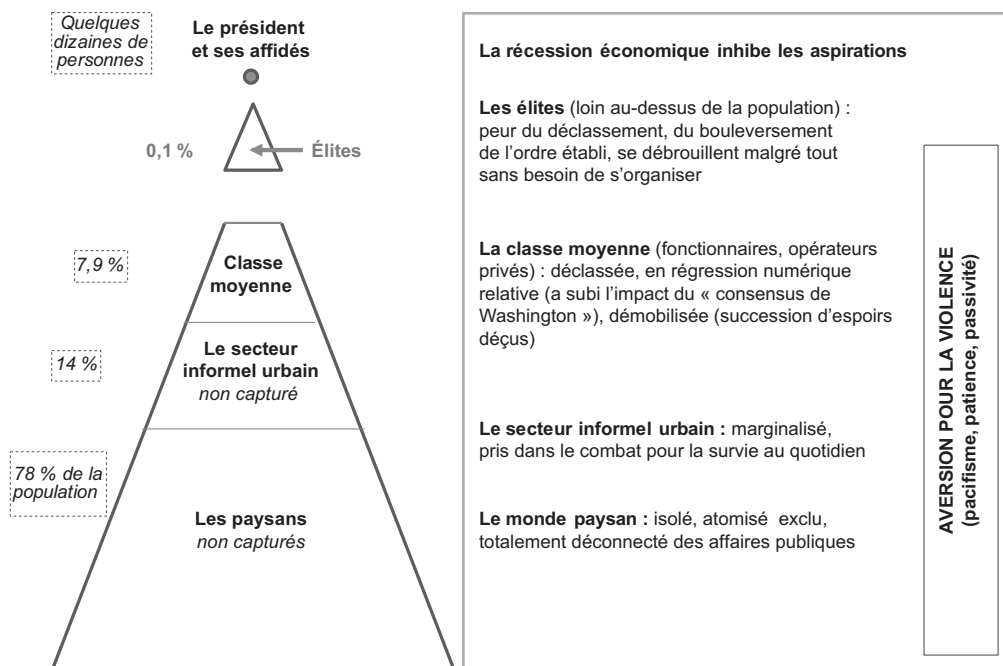


Schéma 3
Structure sociale et facteurs d'inertie à Madagascar.

Source : élaboration des auteurs.

La classe moyenne ne constitue pas non plus une force capable d'inciter à la mobilisation. Constituée entre autres par les travailleurs urbains du secteur formel (privés et publics), elle a déjà souffert d'un déclassement, leur situation s'étant massivement dégradée avec la récession de l'économie. Parallèlement à une paupérisation relative, conséquence du consensus de Washington et des politiques d'ajustement, son importance s'est trouvée réduite en nombre avec la diminution des effectifs des fonctionnaires. De plus, la succession des espoirs déçus, et la peur de subir à nouveau un déclassement dans une société clivée, ne peut que conduire à une démobilisation.

Sous la classe moyenne, en milieu urbain, se trouvent les informels urbains. De par leur statut, ils sont marginalisés. Ne pouvant compter sur l'appui des autorités, ils se sentent exclus, et leur exclusion du système est aggravée par leur informalité qui les place en marge du système légal, hors de tout contrôle de l'État. Ils sont accaparés par un combat quotidien que chacun mène pour sa survie quotidienne. Ils évoluent dans un environnement peu propice pour initier de leur propre initiative des mouvements collectifs. Enfin, en milieu rural, la grande masse des paysans est encore moins susceptible de faire entendre sa voix. Comme nous l'avons déjà souligné, ils sont isolés géographiquement, atomisés, exclus et totalement déconnectés des affaires publiques. Ils n'ont donc aucun moyen de s'organiser et de se constituer en force de changement.

Cette structuration sociale favorise une forme de passivité qui, à son tour, la renforce. Contrainte, mais sans doute également délibérée, elle se révèle clairement lorsqu'on interroge la population sur la nature et leur degré d'acceptation des inégalités extrêmes entre riches et pauvres à Madagascar (tabl. 7). En effet, pour la moitié de la population, cette situation s'intègre dans la normalité : 26 % pensent « c'est normal car chacun son destin », tandis qu'une proportion équivalente (25 %) affirme que « c'est normal car c'est le fruit de leurs efforts ». Au sein de l'autre moitié, qui s'inquiète des inégalités, 23 % déclarent que « ça n'est pas normal mais on n'y peut rien ». Enfin, seul un quart (25 %) déclare que « ce n'est pas normal et cela devrait être changé ». Ces résultats sont à relier avec la violence symbolique soulignée plus haut (chap. 3) qui pèse de façon invisible et durable pour réprimer toute volonté de remise en cause du système hiérarchique. La grande majorité est partagée entre fatalisme, intégration de la domination et résignation : les trois quarts de la population acceptant les inégalités criantes, soit qu'ils les trouvent naturelles, soit qu'ils les estiment légitimes, soit enfin qu'ils pensent ne rien pouvoir faire pour les résorber (WACHSBERGER *et al.*, 2016).

Tableau 7
Perception de la nature et de la légitimité des inégalités (en %)

	Urbain	Rural	Homme	Femme	Ensemble
À Madagascar, il y a des gens extrêmement riches et d'autres extrêmement pauvres. C'est :					
Normal car chacun son destin	25,8	26,1	25,6	26,4	26,0
Normal, car c'est le fruit de leurs efforts	20,3	27,2	25,4	25,6	25,5
Pas normal mais on n'y peut rien	25,5	22,7	22,9	23,9	23,4
Pas normal et cela devrait être changé	28,4	24,0	26,1	24,1	25,1
Total	100	100	100	100	100

Sources : Enquête I-2-3 (2015), module « Pouvoir et Citoyens », Instat-Katsaka ; calculs des auteurs.

Les facteurs externes

L'absence de développement économique et les crises récurrentes politico-économiques apparaissent avant tout d'ordre interne. D'une part, de nombreux pays soumis à un environnement international similaire, notamment en Afrique subsaharienne, la plupart moins bien dotés en facteurs de production (ressources naturelles, capital humain, etc.) s'en sortent mieux que Madagascar (cas du Burkina Faso ; KOUSSOUBÉ *et al.*, 2015). D'autre part, ces facteurs internes sont massivement perçus comme la première cause de l'échec malgache comme l'illustre le chapitre 5. Néanmoins, les facteurs externes jouent aussi de façon significative sur la trajectoire du pays. Ce sont ces facteurs que nous souhaitons mettre ici en évidence.

Le rôle ambigu des bailleurs de fonds

Dans le cadre de NORTH *et al.* (2009, 2012a), les facteurs externes sont considérés comme des chocs exogènes. Or, dans le cas d'un pays comme Madagascar, il existe des facteurs externes qui ne se présentent pas uniquement sous forme de chocs, mais comme des éléments qui fonctionnent dans la durée et dont les conséquences s'inscrivent sur le long terme : l'arrivée des entreprises étrangères dans le contexte de la mondialisation, le poids des bailleurs de fonds installés à demeure dans le pays et les choix politiques qu'ils imposent (en l'absence d'un État fort qui aurait les moyens de proposer des solutions alternatives ; voir le cas du Vietnam analysé par CLING *et al.*, 2013).

La littérature « orthodoxe » insiste sur les aspects positifs des facteurs externes. Pourtant, en cherchant à promouvoir les orientations générales et les « bonnes pratiques » issues des pays développés, c'est-à-dire, pour reprendre la nomenclature proposée par NORTH *et al.* (2009, 2012a), en essayant de transposer mécaniquement les caractéristiques (supposées) des OAO (marchés concurrentiels, droits de propriété, démocratie libérale, séparation des pouvoirs, etc.) aux OAL, les acteurs externes, au premier rang desquels les bailleurs de fonds, génèrent des effets pervers dont les conséquences peuvent s'avérer plus destructives que positives. En un mot, marché et démocratie ne se décrètent pas.

Ainsi, sur le front économique, il est un lieu commun de considérer la stratégie de croissance tirée par les exportations et de lutte sur les marchés mondiaux comme le meilleur moyen d'exercer une pression sur l'efficacité économique, par effet de transposition de normes productives ou d'imitation. La modernisation consécutive entraînerait le pouvoir à favoriser les entreprises performantes au détriment des entreprises rentières, souvent associées aux entreprises socialement connectées ou prêtes à payer des pots-de-vin. Ainsi, par exemple, une telle dynamique vertueuse est mise en avant (YOU, 2012), dans le cas de la Corée du Sud. Elle a aussi joué directement dans le cas de Madagascar comme nous l'avons développé. Un diagnostic similaire pourrait être porté sur les politiques de privatisation (mettant en concurrence entreprises étrangères et nationales, considérées par nature plus efficaces que les entreprises publiques). Sur le front politique on mettra en avant la pression mondiale à la démocratisation, exercée lors la troisième vague de démocratisation (HUNTINGTON, 1991), le discours de la Baule par le président François Mitterrand (1990) pour les pays d'Afrique subsaharienne francophone, ou encore d'autres facteurs externes caractéristiques de contextes spécifiques (comme la concurrence avec la Corée du Nord, communiste, citée également par YOU (2012) pour expliquer la sortie des régimes autoritaires en Corée du Sud).

Sans nier la réalité de l'impact positif d'un certain nombre de ces facteurs externes, il nous semble nécessaire de souligner également leurs aspects négatifs, car ils sont souvent gravement sous-estimés. Les exemples que nous prendrons sont tirés d'études que nous avons menées dans le cas de Madagascar, et qui sont principalement centrées sur l'action des bailleurs de fonds.

Les programmes d'ajustement structurel

Le premier exemple, et probablement l'un des plus importants, porte sur les conséquences de long terme des programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont constitué l'épine dorsale de toutes les politiques économiques appliquées à Madagascar pendant près de deux décennies, depuis la première moitié des années 1980, jusqu'à leur enterrement officiel à la fin des années 1990. On peut d'ailleurs se demander si les stratégies de lutte contre la pauvreté lancées au début des années 2000 (initiatives DSRP, PPTE, OMD, dont le *Madagascar Action Plan* – MAP – mis en place par le président M. Ravalomanana a représenté la déclinaison locale) ne constituent pas une façon de poursuivre les PAS par d'autres moyens. Nous ne reviendrons pas ici sur les soubassements des PAS (le fameux consensus de Washington : libéralisations internes et externes ; privatisation ; WILLIAMSON, 1990), pour nous concentrer sur leurs conséquences néfastes.

Au-delà de leur bilan plus que mitigé en matière de croissance (chap. 2), l'impact de long terme le plus nocif a été, pour des raisons à la fois économiques, financières et idéologiques qu'il ne convient pas de détailler ici (RAFFINOT et ROUBAUD, 2001), la précarisation et la dé-crédibilisation des institutions et de l'action publiques, et, partant, des fonctionnaires chargés de la mettre en œuvre. Ces derniers ont été largement dénoncés : trop nombreux, trop bien payés, trop frileux, privilégiés, improductifs, clientélistes, tribalistes, corrompus, etc. De fer de lance du développement, ils se sont vus transformés en parasites, boucs émissaires de l'échec des politiques d'ajustement. Ajoutés à cette stigmatisation symbolique, le gel des embauches, voire les licenciements, ainsi que les compressions budgétaires ont conduit à une fragilisation, parfois dramatique, de leur statut social. Les oripeaux du « mieux d'État » ont juste servi de paravent au slogan plus classique du « moins d'État ». D'un point de vue strictement économique, cette politique a eu trois conséquences directes : la réduction du nombre de fonctionnaires, la chute vertigineuse du pouvoir d'achat des salaires publics, l'éviction des jeunes des emplois dans la fonction publique.

En premier lieu, le sureffectif de la fonction publique est posé comme un postulat dans la plupart des analyses sur les réformes en Afrique (LINDAUER et NUNBERG, 1994 ; LIENERT et MODI, 1997 ; Banque mondiale, 2000). Or la notion de taille optimale de l'administration est très discutée. En réalité, Madagascar, à l'instar du continent, souffre de sous-administration chronique et non d'administration pléthorique (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2001b). Bien que lacunaires, les données disponibles, aussi bien pour les années 1990, période d'application des PAS, que pour les années 2010, le montrent (tabl. 8). Au milieu des années 1990, le rapport du nombre de fonctionnaires à la population active est de 2 % à 3 % à Madagascar contre 24 % pour la France ; et la situation n'a cessé d'empirer depuis (le taux d'emplois public a été divisé par deux entre 1996 et 2010). Il faut remonter en 1886 pour retrouver en France le ratio de deux agents de l'État pour 100 personnes actives (de SINGLY et THÉLOT, 1988). La taille relative de l'administration malgache est donc l'une des plus

faibles du monde. Les chiffres plus récents ne font que confirmer ce diagnostic : le taux d'administration²⁰⁹ est de 7 ‰ pour Madagascar, un niveau légèrement inférieur, mais assez similaire à celui en vigueur dans beaucoup de pays africains ; c'est toutefois le seul à être en régression ; et le taux est largement plus faible que les taux constatés pour les pays européens (entre 50 et 100 ‰).

Tableau 8
Comparaison du taux d'administration en Afrique et en Europe (en ‰)

	Années 1990	2015		Années 1990	2011
Bénin	(1995) 0,6	0,9	Suède	(1995) 12,0	11,8
Burkina-Faso	(1995) 0,4	0,8	France	(1996) 7,5	8,6
Cameroun	(1995) 1,6	1,3	Allemagne	(1995) 7,0	5,7
Côte d'Ivoire	(1995) 0,7	0,8	Royaume-Uni	(1998) 6,5	8,9
Madagascar	(1996) 0,8	0,7	Italie	(1997) 6,0	5,8

Sources : Observatoire des fonctions publiques africaines (OFPA), OCDE/Public Management : Public Sector Pay and Employment (PSPE) ; Loi de Finances exercice 2015 des pays de la zone franc et de Madagascar ; calculs des auteurs.

Une certaine prudence est nécessaire dans la comparaison des chiffres compte tenu des différences de structure et de classification entre les pays. Le taux d'administration est l'effectif de la fonction publique relativement à la population totale en ‰.

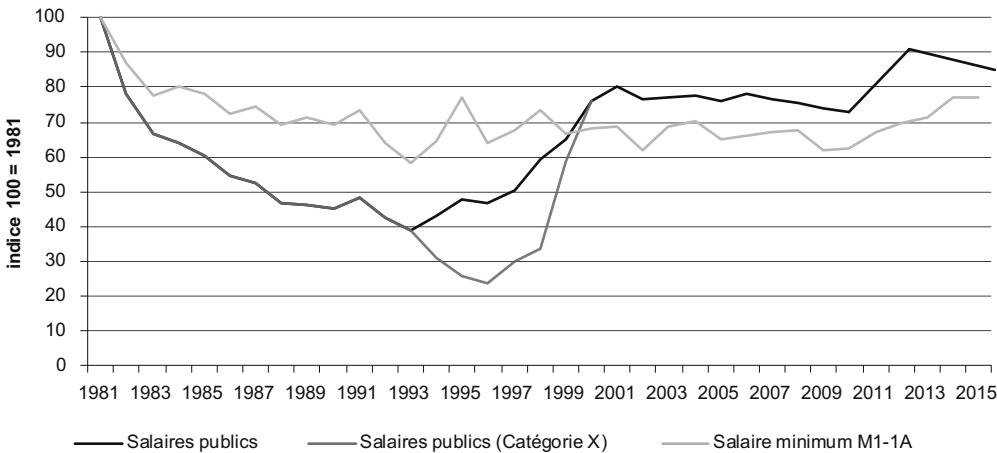


Figure 30
Évolution des salaires publics en termes réels (1980-2015).

Sources : ministère de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales ; calculs des auteurs.

Note : La catégorie X des salaires publics est la plus élevée, tandis que la catégorie M1 1A est la moins qualifiée.

209 Le taux d'administration, qui rapporte l'effectif de la fonction publique à la population totale, est l'indicateur couramment utilisé pour les comparaisons internationales.

En second lieu, la politique de désindexation des salaires sur les prix, amorcée à la fin des années 1970, a été maintenue jusqu'au milieu des années 1990. La chute a été vertigineuse. Ainsi, entre 1978 et 1996, le salaire moyen des agents de l'État a baissé de 74 % en termes réels (fig. 30). Malgré une inversion de tendance depuis cette date, les salaires publics restaient en 2000 inférieurs de 46 % à leur niveau de 1978. En 2010, ils étaient toujours au même niveau qu'au début de la décennie. Enfin, si les revalorisations tendent à faire remonter les salaires au cours des dernières années, il convient de s'interroger sur la pérennité de cette dynamique. Les fonctionnaires sont encore loin de récupérer le décrochage du début des années 1980.

Enfin, la contraction des embauches dans le secteur public depuis trois décennies touche de manière disproportionnée les jeunes diplômés. Comme le secteur privé formel n'a pas pris le relais, ce sont eux qui souffrent du déclassement professionnel le plus aigu. Il est également social et financier : à la fin des années 1990, le salaire d'embauche des jeunes fonctionnaires avait baissé de 70 % par rapport à la période 1975-1981, qui correspond au pic des salaires publics sous le régime socialiste de la II^e République (ANTOINE *et al.*, 2000). À l'inverse des évolutions observées dans le monde développé, les écarts intra-générationnels se sont réduits entre ceux qui ont su, ou qui ont pu, poursuivre leurs études, et les exclus de l'école ou qui en sont sortis de façon précoce. Si cette tendance joue plutôt dans le sens d'une diminution des inégalités, elle intervient dans un contexte global d'ajustement par le bas pour tous.

Cette contraction des ressources humaines s'applique en fait à toutes les composantes de l'action publique ; au point qu'une étude récente s'intéressant à la performance économique de l'État indiquait qu'il a « un des secteurs publics les plus faibles du monde » (NAUDET et RUA, à paraître) : aussi bien en considérant ses dépenses que ses recettes (internes et externes). Ainsi par exemple, la dépense publique par tête en volume a été réduite des deux tiers depuis 1980, soit un taux deux fois plus rapide que le PIB par tête. Le diagnostic est le même pour les recettes publiques, notamment fiscales. Ces dernières sont parmi les plus faibles du monde, avec un taux de pression fiscale moyen de l'ordre de 10 % sur une longue période, avec des variations entre 8 % et 12 % au cours des deux dernières décennies ; des chiffres en réalité certainement inférieurs du fait de la sous-estimation du PIB.

L'affaiblissement de l'État

Le deuxième exemple que nous voudrions mettre en exergue plus brièvement est l'action effective et persistante des bailleurs de fonds dans le sens de l'affaiblissement de l'État (et pas seulement son rétrécissement) depuis le début des années 1980 avec des conséquences désastreuses (Banque mondiale, 2012 ; URFER, 2012b). Nous retiendrons trois illustrations parmi d'autres. D'abord la promotion, sans aucune prise en compte des conditions locales, d'une stratégie basée sur le marché et le secteur privé s'est traduite dans les années 1980 par une libéralisation de la filière rizicole et le démantèlement des grands périmètres

irrigués, pour compenser l'explosion des importations au début des années 1980. Cette politique s'est soldée par un échec sans ambiguïté en ce qui concerne la croissance de la production et des rendements (ROUBAUD, 1997b). Ces derniers ont largement chuté, et ils sont aujourd'hui parmi les plus faibles du monde (1 à 2 t/ha comparé à environ 5 t/ha au Vietnam, parti pourtant d'un point de départ similaire), alors même que Madagascar était historiquement connu pour être un exportateur net de variétés de luxe. En l'absence d'un secteur privé susceptible de lever les contraintes qui entravent la croissance de la production (irrigation, vulgarisation, accès aux semences améliorées aux intrants et aux crédits, enclavement des régions) et face à la faiblesse des organisations paysannes, toute modernisation de la filière exige des régulations et une intervention publique pour accompagner le long processus de construction des institutions de marché. Le contre-exemple vietnamien est particulièrement instructif à cet égard.

Cette approche naïve, dogmatique et brutale peut être déclinée à l'envie. Elle a été appliquée pour les deux vagues de privatisation (années 1980 et années 1990), où trop souvent des monopoles privés attribués à des acteurs proches du pouvoir se sont substitués aux anciens monopoles publics, sans que les gains attendus de la réforme ne se manifestent de façon décisive. Dans les deux cas, l'État fit de lourdes pertes financières en permettant le rachat d'entreprises publiques à des prix largement sous-évalués, tandis que les bailleurs de fonds n'ont pas hésité à accorder des prêts à ces « entrepreneurs » dont la première qualité était leurs connexions (ZAFIMAHOVA 1998 ; JÜTERSONKE et KARTAS, 2010). Les auteurs notent d'ailleurs qu'un des entrepreneurs émergeant de la première vague de privatisation fut justement M. Ravalomanana. La tentative avortée (et interrompue par la crise de 2009) de décentralisation en est une autre illustration. Promue au nom d'une plus grande proximité et « redevabilité » supposée entre autorités locales et administrés, elle montre que les mécanismes de captation de rente, loin d'être éradiqués, se déplacent des autorités nationales aux niveaux infranationaux, en favorisant le népotisme et la capture des services publics de proximité par les élites locales (BARDHAN, 2006).

L'aide publique au développement

Le troisième point qui mérite d'être souligné a moins trait au contenu des politiques préconisées par les bailleurs de fonds qu'aux modalités d'intervention dominantes et à leur mode de mise en œuvre. Ils pèchent par deux aspects principaux : absence de capitalisation sur les réussites, même fragiles et partielles, dans la durée ; effets pervers des principes d'attribution de l'Aide publique au développement (APD). Ces deux dimensions sont intimement liées.

En premier lieu, la « culture du décaissement »²¹⁰, la brièveté du cycle du projet (quelques années) et les effets de mode par nature éphémères (faire du neuf à tout prix ; sur ce plan, on peut citer en exemple la promotion de la contribution

210 Déjà dénoncée il y a 20 ans par le rapport WAPENHANS (1992) à propos de la Banque mondiale, elle n'a ni disparu ni même régressé (CLING et al., 2013).

des usagers aux frais de scolarité mis en place au milieu des années 1990 et vu comme la solution ultime pour améliorer la qualité de l'éducation, puis sa suppression tout aussi brutale dans les années 2000 en vue d'accroître les taux de scolarisation des pauvres) n'encouragent pas à investir dans la durée sur des programmes, même s'ils ont fait preuve d'un certain succès. Cette culture est alimentée par le système d'incitations des « opérationnels » des principaux donateurs qui les encouragent à dépenser coûte que coûte, sachant que le système de rotation des postes les déchargera de toute responsabilité car ils ne seront plus en place une fois l'impact du projet effectivement connu. Ajoutons que la recherche permanente de modèles de pays à donner en exemple (les fameux *front runner* et autres *poster child*) conduit inéluctablement à reléguer au second plan un certain nombre de dysfonctionnements tout particulièrement en matière de gouvernance, et ce malgré les principes affichés.

De ce point de vue, la mansuétude coupable de la communauté internationale à l'égard de M. Ravalomanana lors de son second mandat (2006-2009) est emblématique, bien qu'en rien exceptionnelle : la croissance en hausse sur la période a justifié le « voile d'indifférence » sur le délitement des principes démocratiques et du marché concurrentiel. Pourtant, les méthodes employées pour étendre sans limite son empire industriel par un accaparement systématique des ressources économiques à son propre profit (ou celui de ses proches) ou, dans le champ politique, ses dérives autoritaires avaient été identifiées de longue date (RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2009b ; PELLERIN, 2009). Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, un scénario similaire s'était produit lors de la phase de croissance de la fin des années 1990, sous la présidence de D. Ratsiraka (1997-2001), alors même que la corruption au sommet de l'État s'affichait sans vergogne. Finalement, ce mode de fonctionnement des institutions internationales a débouché sur l'effet inverse à celui affiché en matière de développement : création de monopoles au détriment d'une structure productive plus ouverte et concurrentielle d'un côté ; personnalisation du pouvoir au détriment du renforcement des institutions de l'autre.

En second lieu, le principe de sélectivité de l'APD, appliqué par les donateurs à partir de la fin des années 1990, vient aggraver l'incapacité des donateurs à capitaliser sur leurs propres expériences. Dans la lignée des travaux pionniers de BURNSIDE et DOLLAR (2000), un certain nombre d'études ont cherché à montrer que l'aide était d'autant plus efficace que les pays récipiendaires étaient bien gouvernés. Si la question reste encore fortement débattue parmi les chercheurs, la relation de causalité étant difficile à établir de manière robuste, l'idée, plus connue sous le nom de « sélectivité de l'aide », a fait son chemin (AMPROU et CHAUVET, 2004, pour une revue de la littérature sur la question). Dans son rapport « Assessing Aid », la Banque mondiale en préconisait l'application dès 1998²¹¹. Ce principe guide aujourd'hui plus ou moins directement nombre de

211 Les auteurs y affirmaient ainsi que 10 milliards de dollars d'aide dirigés vers des pays bien gouvernés pouvaient faire sortir 25 millions de personnes de la pauvreté, contre seulement 7 millions dans le cas d'une aide non ciblée.

donateurs, comme le montre une série de travaux empiriques sur les critères d'allocation de l'aide (BERTHÉLÉMY et TICHIT, 2004 ; BURNSIDE et DOLLAR, 2004 ; DOLLAR et LEVINE, 2004).

Ainsi, malgré la faiblesse empirique des travaux sous-tendant ce principe (BANERJEE *et al.*, 2006), il a été formellement adopté par les pays donateurs dans le cadre du Consensus de Monterrey en 2002, la plupart d'entre eux utilisant des formules plus ou moins ésotériques – KANBUR (2005) parle de *Voodoo formula* – pour allouer leurs concours dans un mixte combinant besoins (pauvreté) et gouvernance. Au-delà du problème éthique posé par une politique qui consiste à punir les populations opprimées des pays pauvres en réduisant (voire en supprimant) l'aide dont elles ont pourtant cruellement besoin (comme ce fut le cas à Madagascar après le coup d'État de 2009), des travaux récents portant sur les « trappes à fragilité » montrent que les implications de la sélectivité de l'aide peuvent être catastrophiques. On peut craindre un effet de résilience négative : un pays qui a connu une crise politique a plus de chance d'en connaître une autre (COLLIER et HOFFLER, 2004). Ensuite, quand un pays bascule en État fragile, il a énormément de chance d'y rester, ce qu'ANDRIMHAJA *et al.* (2011) appellent *low-growth-poor-governance equilibrium trap*. Partant d'un modèle, en partie inspiré du cas malgache actuel, ces derniers développent un cadre théorique où la combinaison d'instabilité politique et de violence, de droits de propriétés non garantis, et de corruption débouche sur un équilibre de faible croissance et de mauvaise gouvernance, caractéristique des États fragiles (ou faillis) et duquel ils ne peuvent s'extraire. Le traitement conjoint de ces trois défaillances constitue le seul moyen de sortir de cette « trappe à fragilité ». Dans ces conditions et à rebours des conclusions de la sélectivité, l'APD peut être extrêmement productive et jouer un rôle déterminant pour éviter l'effondrement d'un pays. Il convient donc de la maintenir, voire de l'augmenter et non de la réduire, car le principal effet d'une réduction serait d'accélérer le basculement dans la situation d'État failli²¹², avec des effets néfastes durables. Cette analyse nous semble tout à fait pertinente pour Madagascar, où l'aide a été gelée après le coup d'État de 2009, alors qu'elle aurait pu contribuer activement à sortir de l'impasse.

La part de responsabilité des bailleurs de fonds dans la trajectoire récessive de Madagascar mérite d'autant plus d'être examinée que l'île figure parmi les pays où l'APD est structurellement faible (NAUDET et RUA, à paraître). Avec 21 dollars par tête, Madagascar est le pays d'Afrique (de population comparable) qui a reçu le moins d'aide en 2013 (fig. 31) ; seul l'Angola a fait moins bien. En proportion du PIB, le volume d'aide est particulièrement faible : de l'ordre de 5 % en 2013. Cette faiblesse n'est pas due au seul effet de la crise car, sur l'ensemble de la période 2000-2011, ce ratio était encore plus bas (4 %) et les quelques pays africains encore moins bien dotés étaient tous beaucoup plus riches. En fait, pour apprécier l'importance du volume d'APD, il ne faut pas

212 D'après les calculs des auteurs, la probabilité qu'un État soit considéré comme « fragile » en 2009 s'il l'était déjà en 2001 est de 0,95.

seulement tenir compte de la population des pays (les pays plus peuplés reçoivent moins en moyenne), mais aussi de la pauvreté et de la gouvernance comme nous l'avons expliqué ci-dessus. Une étude de l'OCDE (2013) s'est livrée à cet exercice de manière systématique, concluant que, quels que soient les critères retenus pour définir la « norme d'APD »²¹³, Madagascar est considéré comme un pays « sous-aidé ». Madagascar est même le seul pays à apparaître « sous-aidé » suivant les quatre normes retenues, avec le Malawi ; encore ce dernier, comparable à beaucoup de point de vue, avait reçu plus de deux fois plus d'APD par tête que Madagascar (48 dollars contre 18 dollars en 2011).

Une telle situation s'explique en partie par des facteurs « d'offre ». Madagascar n'attire pas les donateurs car, à l'inverse d'autres pays (comme le Maghreb ou les pays sahéliens pour l'Europe), il n'est pas considéré comme une zone sensible ou à intérêt géostratégique, susceptible d'être une source d'instabilité pour les pays du Nord. De plus, le drame économique qui se joue à Madagascar s'inscrit dans le temps long : de ce fait, il n'est pas spectaculaire et moins susceptible de mobiliser les opinions publiques que les crises humanitaires aiguës ou les conflits meurtriers.

Mais le déficit d'aide s'explique aussi par des facteurs de « demande ». Il est de ce fait largement endogène. La mobilisation pour accroître l'attractivité du pays vis-à-vis de l'aide, la faible « pro-activité » pour démarcher les bailleurs et la faible capacité d'absorption et de décaissement constituent autant d'indices que la faiblesse de l'APD est largement choisie. Au premier chef, cette volonté implicite de ne pas recourir à l'aide extérieure (tout en clamant qu'elle est insuffisante), comme de ne pas taxer ou d'investir en biens publics, est le fait du pouvoir et des élites politiques. Mais cet arrangement semble satisfaire les autres groupes élitaires qui n'exercent aucune pression pour changer la donne et, dans le cas des impôts, en bénéficient directement, par un taux de taxation réduit. Cet arrangement semble même aller au-delà, comme en atteste la fig. 32. Ainsi, en dépit d'être notoirement sous-aidé, Madagascar est un des pays d'Afrique dont la population pense qu'il est le plus aidé. Ce paradoxe s'inscrit de plain-pied dans l'équation malgache d'un choix collectif impliquant les élites et la population, au détriment dramatique de la seconde (et peut-être même des premières).

D'un point de vue général sur cette question de l'APD, une stratégie qui vise l'accroissement du volume d'aide et son maintien à un niveau stable, plutôt que le « *stop and go* » qu'induit le principe de sélectivité de l'aide jouerait certainement favorablement sur la trajectoire du pays. Reste évidemment à trouver de nouvelles modalités d'intervention. Si la solution de passer par des acteurs non étatiques semble la plus évidente, des programmes ciblés devraient également viser à maintenir la capacité des institutions publiques sans cautionner le régime illégitime en place. Ce défi majeur à relever dépend avant tout du changement dans l'économie politique de la société malgache, basé sur celui des

213 Quatre normes ont été choisies, en fonction des paramètres de population, de pauvreté et de gouvernance évoqués ci-dessus.

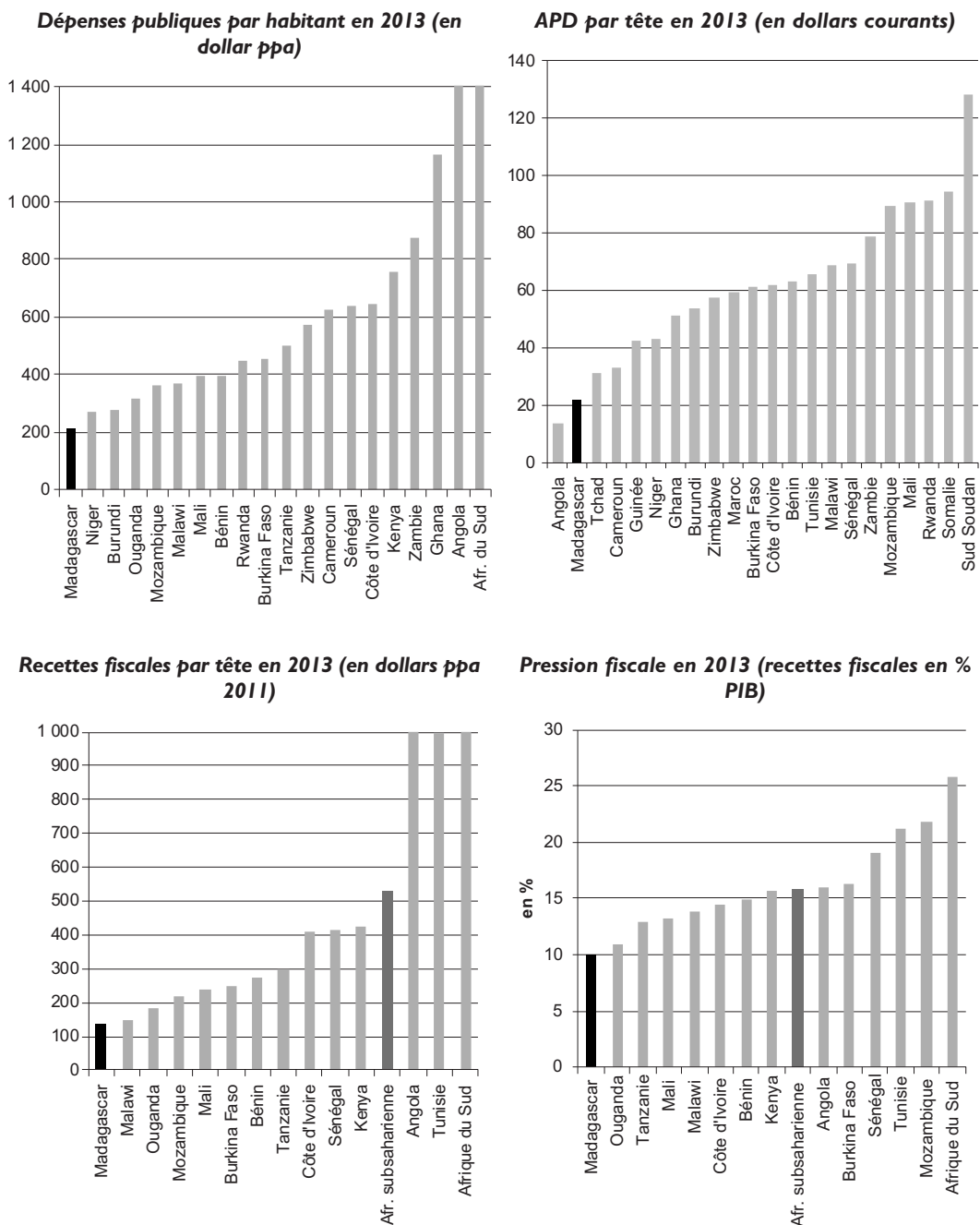


Figure 31
Aide publique au développement, recettes et dépenses publiques par habitant.

Sources : NAUDE et RUA (à paraître), données CAD-OCDE ; FMI, World Economic Outlook Database ; Banque mondiale, World Development indicator. Calcul des auteurs.

Note : les pays considérés ici ont entre 10 et 30 millions d'habitants.

différents groupes élitaires entre eux et sur le contrat social entre élites et citoyens. C'est ce que nous nous proposons d'explorer dans le chapitre 5.

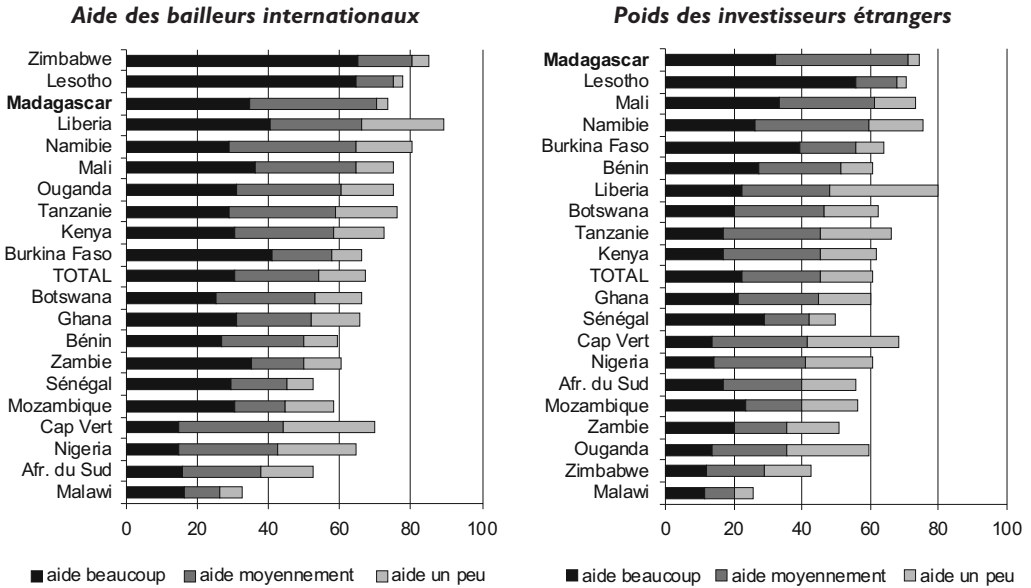


Figure 32
Perception des appuis extérieurs en Afrique par la population en Afrique.

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources, Madagascar (2008) ; calculs des auteurs.

S'il est nécessaire de reconnaître le rôle des bailleurs de fonds dans la contraction des services publics et la faiblesse de l'aide, on ne saurait pourtant leur imputer la responsabilité première de cette situation. C'est ce que concluent les deux auteurs de l'étude citée précédemment : l'abandon des services publics est d'abord un choix d'organisation politique et économique, le résultat d'une forme de consensus entre élites non concernées par la poursuite du bien commun et de l'action collective. Une conclusion qu'ils présentent comme une illustration des thèses développées dans cet ouvrage. Il en est de même du cas de l'APD, emblématique à cet égard.

Déliquescence et perte de légitimité des institutions

Nous avons vu que des éléments positifs peuvent être mis à l'actif des institutions malgaches (chap. 3). Ils donnent la preuve de leurs capacités opérationnelles ou organisationnelles lorsqu'une volonté existe, si les moyens sont mis pour les faire fonctionner. Les résultats d'entretiens qualitatifs réalisés auprès de personnalités malgaches soulignent toutefois une défaillance globale des institutions aujourd'hui : leurs faiblesses et leurs dysfonctionnements sont décriés. En mobilisant les données d'enquêtes statistiques auprès de la population où ces questions sont abordées spécifiquement (*Afrobaromètre*, 2008), nous avons cherché à tester la pertinence de ces affirmations. Une nouvelle fois, les

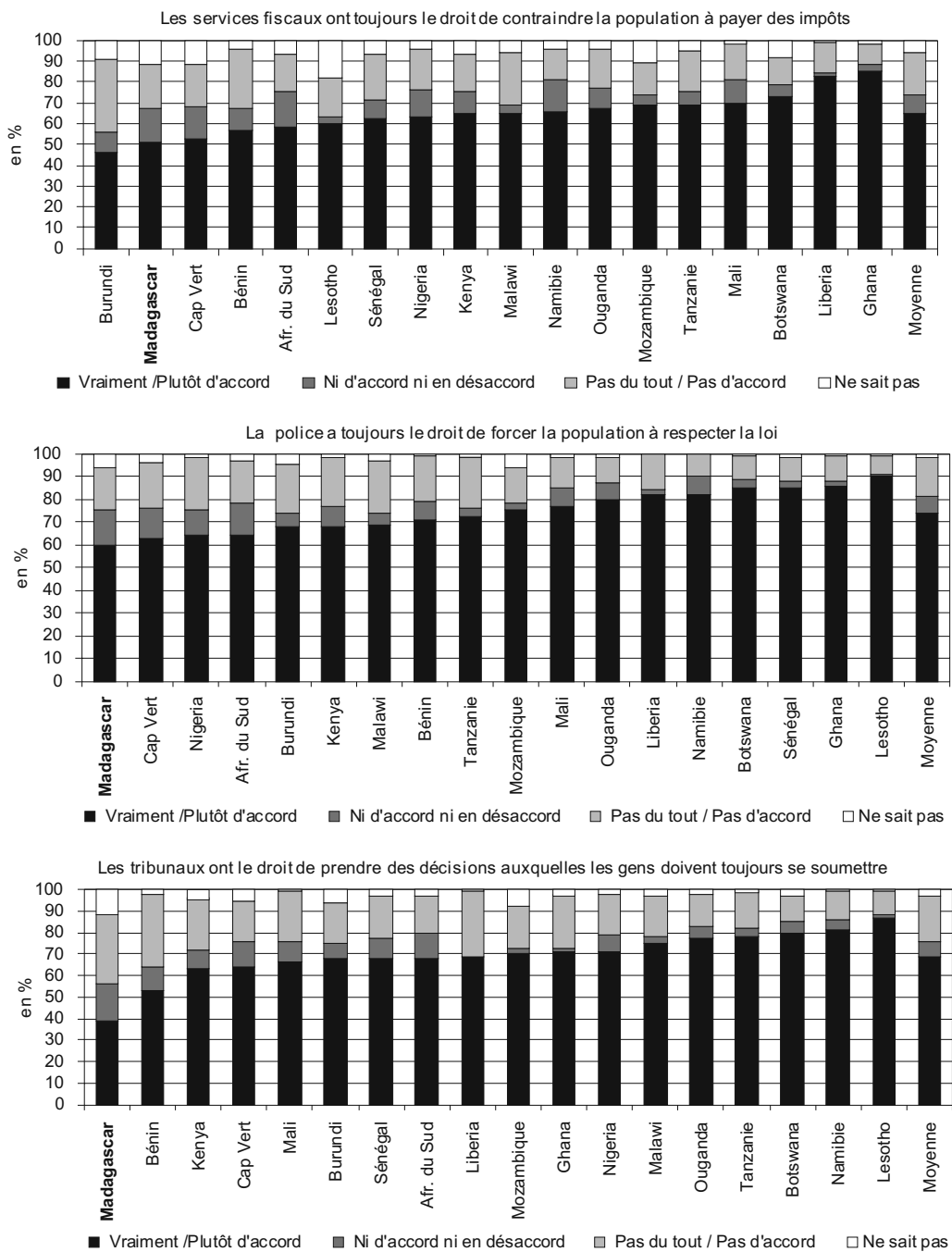


Figure 33
Légitimité des institutions (justice, police, administrations fiscales) en Afrique (2008).

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2008) ; calculs des auteurs

enquêtes révèlent une « exception malgache ». Parmi les 18 pays où les mêmes questions ont été posées, Madagascar est le pays où la légitimité des institutions (justice, police, administration fiscale) apparaît la plus problématique (fig. 33). Seulement 39 % des Malgaches considèrent que les décisions des tribunaux doivent toujours être respectées par la population (contre 69 % en moyenne dans les 18 pays). Une petite majorité (51 %) déclare qu'elle est d'accord avec le fait que « l'administration fiscale ait toujours le droit de contraindre les gens à payer leurs taxes/impôts » (contre 65 % en moyenne). Enfin, 60 % (contre 74 % en moyenne) acceptent l'affirmation selon laquelle « la police a toujours le droit de forcer le peuple à respecter la loi ».

Deux thèses sont avancées dans la littérature sur la confiance institutionnelle : d'une part, selon la thèse dite « institutionnelle », la confiance se détermine de façon endogène en fonction de la performance des institutions (NORTH, 1990) ; selon la théorie « culturelle », d'autre part, la confiance se construit de façon exogène (INGLEHART, 1997). On peut se demander, dans le cas malgache, si cette faiblesse de la légitimité institutionnelle relativement aux autres pays africains étudiés est due à des caractéristiques culturelles (donc structurelles) ou bien est le résultat d'une déliquescence progressive des institutions. Les enquêtes réalisées auprès de la population apportent des éléments de réponse. Le point de vue de la population de la capitale (sur lequel on dispose de données permettant un suivi sur moyenne période) révèle une nette dégradation de la situation depuis le début des années 2000 : de moins en moins de citoyens estiment que l'administration est efficace et manifestent leur confiance à son égard (fig. 34).

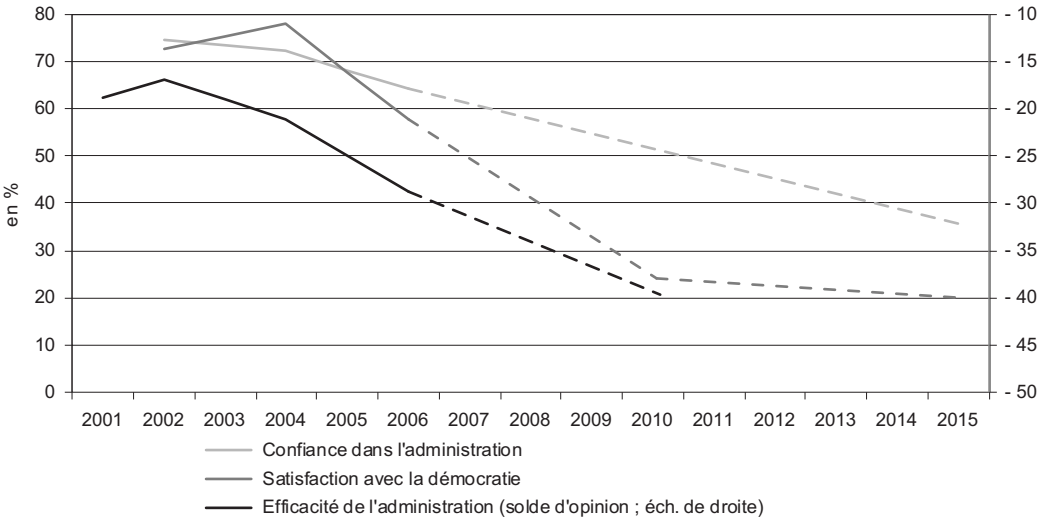


Figure 34
La déliquescence progressive des institutions entre 2000 et 2015.

Sources : Enquêtes 1-2-3, Antananarivo, 1995 à 2010, Projet « Madio », Instat et Dial ; calculs des auteurs.

Note : les pointillés indiquent l'absence de données sur la période.

Les enquêtes *Afrobaromètre*, qui portent sur un échantillon représentatif au niveau national, viennent confirmer ce diagnostic. Les données montrent déjà une relative faiblesse de la légitimité accordée aux institutions en 2005, mais qui s'accroît dans le temps²¹⁴ : les pourcentages passent respectivement de 57 % en 2005 à 39 % en 2008 pour la justice, de 55 % à 51 % pour l'administration fiscale, et de 67 % à 60 % pour la police.

La comparaison des indices de confiance (tirés de la question « Faites-vous confiance aux institutions suivantes ? ») montre également une dégradation qui semble inexorable pour l'armée, la justice et la police de 2005 à 2014 (fig. 35). Ces constats incitent à conclure que le défaut de confiance pourrait être plus lié aux défaillances des institutions qu'à un trait spécifique de la culture malgache.

On pourrait penser que les institutions étatiques héritées de la colonisation et greffées sans forcément tenir compte des contextes locaux (BADIE, 1992) devraient progressivement acquérir une véritable légitimité. Nous ne disposons malheureusement pas de données permettant de mesurer le degré de confiance accordé par la population à ces institutions dans les années 1970 ou 1980. Toutefois, pour le cas malgache, l'impact des politiques d'ajustement structurel et du « moins d'État » a particulièrement nui à l'efficacité des institutions étatiques, ce qui a certainement conduit à la dégradation de leur légitimité.

La défaillance des institutions est aussi à relier à la perte du sens collectif décriée par la population. Une stratégie de contournement ou d'évitement de ces dernières s'est progressivement mise en place pour aboutir à un cercle vicieux. Ce comportement de contournement touchant une part de plus en plus importante de la population, l'efficacité et la légitimité des institutions se trouvent d'autant plus mises à mal. Face à l'état de délabrement de ces dernières, et aux difficultés quotidiennes qui cantonnent la population dans des stratégies de survie, chacun à son échelle individuelle ne peut compter que sur ses propres forces. On peut ainsi interpréter la faiblesse à Madagascar de la confiance interpersonnelle, soulignée plus haut, comme la conséquence de la défiance à l'égard des institutions.

De manière générale, la perte de légitimité des institutions qui sont censées garantir des principes et règles communs, semble avoir fait disparaître un cadre de référence. Un tel état de fait laisse libre cours à toutes les stratégies de survie individuelles du côté de la population, et de conquête ou maintien au pouvoir du côté de ceux qui souhaitent y accéder ou le détiennent déjà. Ce changement des normes a fait voler en éclat le sens de l'intérêt général et a, de façon concomitante, eu un effet négatif sur la confiance interpersonnelle. Le caractère incontrôlable des actions individuelles, des jeux d'alliance de court terme a accru la méfiance entre les individus. On assiste à un autre cercle vicieux puisque cette méfiance rend elle-même impossible la mise en œuvre d'actions collectives.

²¹⁴ Les questions retenues pour mesurer la légitimité des institutions ont été présentées précédemment (graphique 33).

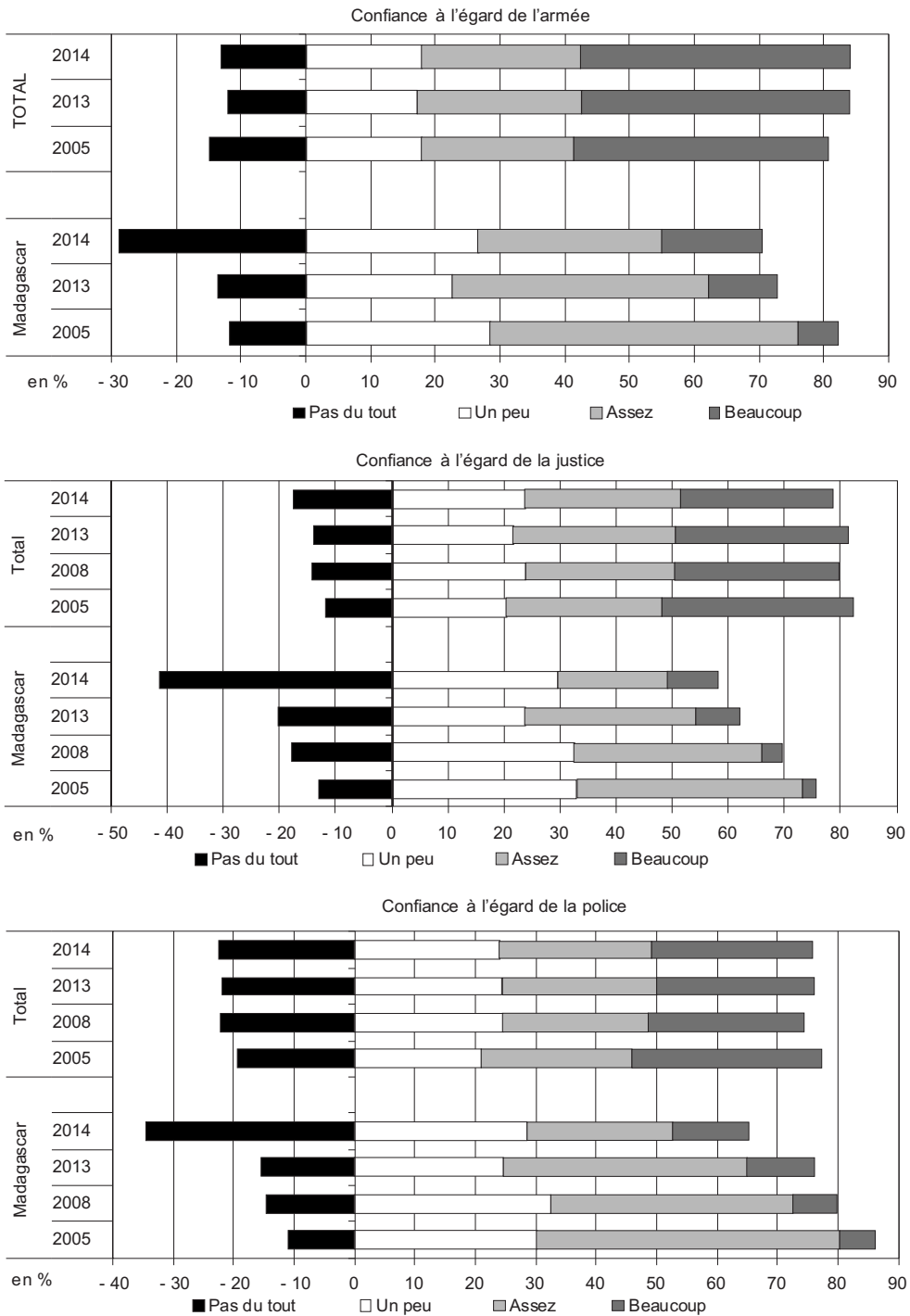


Figure 35

Une baisse de la confiance à l'égard des institutions en Afrique et à Madagascar (2005-2015).

Sources : enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar (2005 et 2008, 2013 et 2014).

Note : « Total » se réfère à la moyenne pour l'ensemble des pays considérés par le réseau Afrobaromètre.

On peut s'interroger sur l'existence d'une véritable stratégie délibérée de contournement des institutions formelles pour appliquer des règles informelles, suivant le cadre théorique proposé par KHAN (2010). Dans le cas malgache, on assiste plutôt à une incapacité des autorités à enrayer le processus de dégradation des institutions (formelles et informelles). Une partie des élites assiste et s'arrange de la situation pour évoluer dans ce contexte de déliquescence, tandis qu'un groupe très restreint en tire profit. Personne ne se sent vraiment responsable. Les opérateurs économiques considèrent que « s'occuper des affaires du pays n'est pas dans leur mandat ». L'élite bourgeoise, agissant en sous-main, peut se prévaloir de ne pas être impliquée directement dans le pouvoir politique. Les dirigeants au pouvoir, outre leur objectif principal d'asseoir leur pouvoir économique et politique, peuvent se dédouaner en mettant en avant la pression des groupes économiques, des grandes familles et de la communauté internationale. Et la population, insatisfaite mais désemparée, continue à s'en remettre à ses dirigeants ou plus largement aux élites (fig. 36).

Ainsi, interrogés sur les personnes qui devraient intervenir pour le bien collectif (WACHSBERGER *et al.*, 2016), les Malgaches désignent en premier lieu les élus. 93 % d'entre eux disent en effet que c'est leur rôle d'intervenir et 75 % l'affirment même avec force. Au-delà du statut d'élu, éducation, richesse et

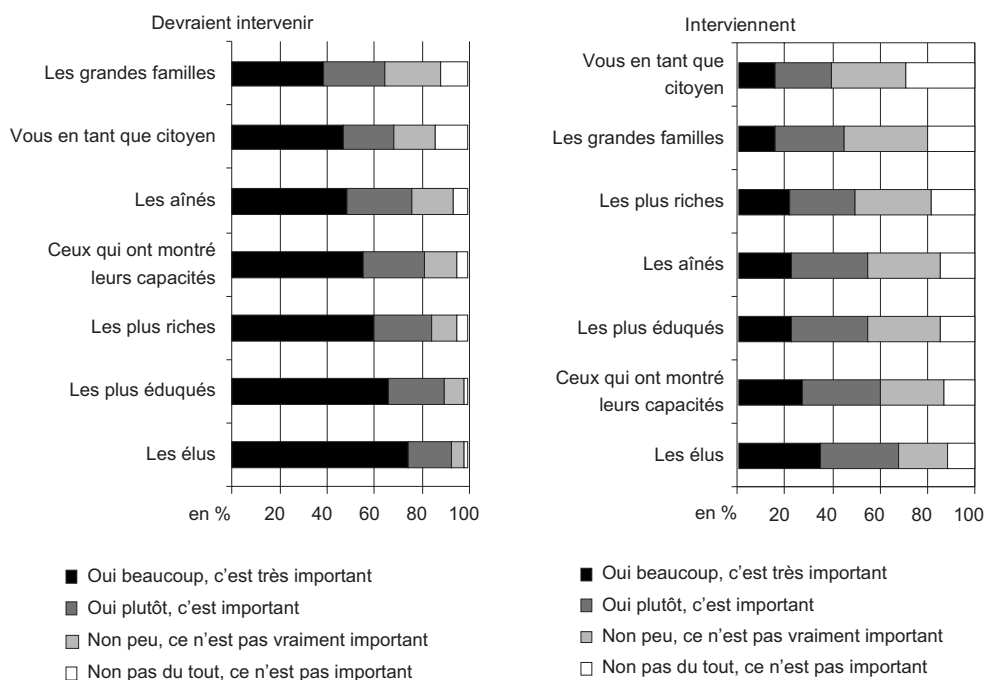


Figure 36
Le rôle de certains groupes d'acteurs en faveur du bien public.

Source : Enquête I-2-3, Madagascar (2015), module « pouvoir et citoyens », Instat, Katsaka manga ; calculs des auteurs.

engagement passé sont aussi des éléments importants de légitimité politique selon la population. Les deux tiers des Malgaches pensent qu'il serait très important que les plus éduqués interviennent dans les affaires publiques, puis ils sont respectivement 61 % et 56 % à dire que les plus riches et ceux qui ont montré par le passé leur capacité à œuvrer pour la communauté devraient le faire²¹⁵. Mais c'est surtout la confrontation entre les attentes d'action et leur effectivité qui met en exergue le défaut d'implication aussi bien des élites que des citoyens. Systématiquement, les interventions sont jugées insuffisantes (avec un niveau de 20 à 40 points de pourcentage inférieur aux attentes). Par exemple, alors que la grande majorité des citoyens attend des élus qu'ils interviennent, ils sont à peine plus des deux tiers à penser qu'ils le font et seuls 35 % disent qu'ils le font de façon importante. L'écart est encore plus marqué pour le rôle des plus éduqués : deux tiers des adultes estiment que les actions de ces derniers pourraient être très bénéfiques pour le pays mais ils ne sont que 23 % à penser que c'est actuellement le cas. L'insatisfaction est également manifeste concernant le degré d'intervention des citoyens, sans qu'on puisse dire avec les données de l'enquête si cela résulte d'un choix ou d'une contrainte. Alors que les deux tiers souhaiteraient intervenir, ils ne sont que 40 % à le faire (et seulement 16 % de manière significative). Ce hiatus entre attentes et prises de responsabilités témoigne d'un désarroi généralisé.

Les blocages de la société malgache sont d'abord d'ordre interne. Ils tiennent en bonne partie au maintien dans le temps d'un ordre social profondément inégalitaire dans lequel les statuts et lieux de naissance conditionnent encore fortement le devenir des individus. Ces inégalités s'inscrivent d'abord dans l'espace et se marquent par une coupure grandissante entre le monde urbain et le monde rural. Les ruraux, oubliés voire méprisés par les élites dirigeantes, apparaissent atomisés et peu en mesure de se mobiliser. Pris dans les rets de l'imaginaire du *fihavanana* comme contrat de citoyenneté, ils restent également dominés par une théologie politique qui leur fait accepter *a priori* comme légitime les figures de l'autorité et supporter leur sort. Mais les principes de différenciation et de classement touchent aussi le monde des élites, les empêchant de s'organiser collectivement. Si les membres des élites dirigeantes nouent des alliances, celles-ci sont le plus souvent de circonstance, pour contrer une personne, une famille ou un clan prenant trop d'importance ou pour empêcher un nouvel arrivant d'entrer dans le sérail. Elles se défont sitôt le but atteint. Ces facteurs expliquent alors aussi bien l'instabilité politique que l'inertie sociale de long terme. L'instabilité politique est en effet une conséquence de cette incapacité des élites à former des organisations stables et constituer des coalitions solides en même temps que la profonde coupure entre les élites et le reste de la population favorise la reproduction dans le temps d'un système identique.

215 Ainsi, si l'on reprend la typologie du pouvoir établie par WEBER (2003), la légitimité politique est à la fois de type « légale rationnelle » (reposant donc sur les compétences des dirigeants et sur le caractère légal par lequel ils ont accédé au pouvoir), de type « traditionnel » (le pouvoir est accordé à certains individus en fonction de leur statut social) et « charismatique » (le pouvoir est accordé à certains individus en fonction de leurs qualités exceptionnelles).

Il ne faut cependant pas négliger l'importance des facteurs externes et tout particulièrement le rôle des bailleurs de fonds. Les Plans d'ajustement structurel des années 1980 et les politiques libérales suscitées depuis ont accentué les inégalités et contribué à un rétrécissement et un affaiblissement de l'État et, partant, à sa délégitimation. La faiblesse structurelle du niveau de l'APD, qui se conjugue avec les effets du principe de sélectivité de l'aide, n'est pas par ailleurs dénuée d'effets pervers lorsqu'elle favorise le maintien d'un régime autoritaire ou lorsqu'elle accentue la décadence d'un gouvernement illégitime et l'ensemble du pays à sa suite.

Chapitre 5

Les élites à Madagascar : un essai de sociographie



< © Rijasolo/Riva Press –
En pleine après-midi, un essaim de criquets long de plusieurs kilomètres
envahit le centre d'Antananarivo, Madagascar; août 2014.

La question des élites est au cœur de la problématique de NORTH *et al.* (2009, 2012a), et plus largement de tous les travaux portant sur les institutions et les organisations. En effet, ces dernières sont façonnées et contrôlées par des individus et des groupes sociaux ou des coalitions, dont les élites constituent l'acteur le plus influent. La majorité des travaux récents sur les élites dans les pays du Sud porte plus sur la façon dont ces dernières affectent d'un point de vue général le processus de développement (autour de l'opposition générique entre élites rentières et élites « développeuses » ; voir par exemple AMSDEN *et al.*, 2012), que sur qui elles sont et ce qu'elles font effectivement. On peut néanmoins s'interroger sur la possibilité de répondre de manière satisfaisante à la première question sans traiter la seconde.

Ainsi, la fréquence des recherches où le concept d'élites est mobilisé est inversement proportionnelle au matériau empirique dont elles disposent à leur sujet. Dans la majorité des cas, elles sont soit invoquées de manière discursive et désincarnée (élites prédatrices, rentières, mafieuses, éclairées... ; ou dans des approches plus thématiques : élites politiques, économiques, bureaucratiques, religieuses, etc.), soit abordées de manière anecdotique à travers des études de cas (exemples individuels, familiaux, de lignées...). Il existe une bonne raison à cela. En effet, parmi les trois principaux défis auxquels se heurte la communauté académique pour faire avancer la recherche sur les élites, le premier est justement d'en donner une définition et d'identifier qui elles sont concrètement à partir de données empiriques solides²¹⁶.

Cette spécificité n'est pas propre à la question des élites puisqu'on retrouve un débat similaire à propos du concept de classe moyenne (DARBON et TOULABOR, 2011 et JACQUEMOT, 2013, dans le cas de l'Afrique), mais elle apparaît de manière plus aiguë ici. Du point de vue des sources, s'il existe dans les pays du Nord des banques de données biographiques mobilisables (type *Who is who*) pour obtenir des informations statistiques sur les élites, celles-ci sont par nature lacunaires (la sélection des individus dans ces annuaires répond à une procédure de sélection

216 « The first and most fundamental impediment facing both scholars and policy makers seeking to understand the role elites play in the process of economic development is the absence of commonly agreed way to identify who constitutes a member of the elite » (DiCAPRIO, 2012).

souvent opaque) et de qualité différente selon les pays. Elles concernent par ailleurs plus souvent les élites politiques ou administratives que les élites économiques (GENIEYS, 2011). Dans les pays du Sud et à Madagascar en particulier, ce type de banque de données est encore moins fréquent et plus lacunaire. Certaines d'entre elles ont néanmoins pu être mobilisées (*Journal Officiel*, annuaires biographiques : VERDIER 1995, 2000 et 2002). Quant aux sources traditionnelles d'information quantitatives (principalement les enquêtes auprès des ménages), elles permettent peu ou prou d'obtenir les contours et le profil de la classe moyenne, quelle qu'en soit la définition, alors qu'il n'existe aucun élément équivalent à propos des élites, ces dernières étant par nature absentes de ces sources de données : elles sont trop peu fréquentes pour apparaître en nombre suffisant dans les échantillons habituels ; de plus, elles refusent généralement de répondre à ce type d'enquêtes pour des raisons de prestige ou de disponibilité.

Outre les difficultés intrinsèques à « mesurer » les élites, l'agenda international du développement de la dernière décennie a participé en partie à la mise à l'écart des réflexions sur ce groupe. En se focalisant de manière quasi exclusive sur la réduction de la pauvreté (OMD, initiatives DSRP et PPTE, etc.), les pauvres et les stratégies de sortie de la pauvreté sont devenus le principal centre d'intérêt des recherches et des politiques, alors que l'étude du « haut de la distribution » (des revenus, du patrimoine ou plus largement du pouvoir) est devenue un hors-champ et a été reléguée en arrière-plan dans les PED. Certes, la question de la reconfiguration des inégalités (nationales ou mondiales) a suscité de nombreux travaux (pour une courte synthèse, voir BOURGUIGNON, 2012). Dans les pays développés, un certain nombre d'entre eux se sont centrés sur l'analyse des quantiles les plus élevés à partir de données fiscales au niveau le plus fin (c'est-à-dire, à un tel niveau de détail que les élites – en termes de revenu – peuvent être appréhendées ; PIKETTY et SAEZ, 2006 ; PIKETTY, 2013). Malheureusement, l'inexistence de telles sources dans les PED (notamment les plus pauvres) fait non seulement que les élites restent une *terra incognita*, mais aussi que les inégalités dont elles sont la source sont massivement sous-estimées (GUÉNARD et MESPLE-SOMPS, 2007).

Ce chapitre se fixe un double objectif. Le premier s'inscrit en ligne directe avec l'objet de cet ouvrage, à savoir le (ou les) rôle(s) joué(s) par les élites dans le mode de régulation de la société malgache, et tout particulièrement ses heurs et ses malheurs, en un mot dans le blocage de son développement. À défaut de pouvoir attaquer frontalement ce problème, au-delà des analyses générales et stylisées proposées dans les deux précédents chapitres, le fil rouge de ce chapitre porte sur le mode de reproduction des élites, dans sa double dimension : objective (stratégies d'acteurs) et subjective (systèmes de valeur). En amont de cette question, ce chapitre vise aussi à établir une sociographie aussi précise que possible des élites à Madagascar. Il s'agit en effet d'une étape constitutive et préalable à toute tentative plus analytique mobilisant cet objet : comment mener une réflexion sur cet acteur social qualifié « d'élites » sans en avoir d'abord délimité les contours et décrit la structure interne ? Cette étape taxonomique (de description des espèces) apparaît d'autant plus incontournable

qu'elle n'a à notre connaissance jamais été menée, ni à Madagascar, ni ailleurs, au moins dans les termes que nous proposons ici.

En effet, la principale originalité de ce chapitre repose sur le fait que les résultats présentés sont tirés d'une enquête statistique de première main et inédite, qui cherche à être représentative des élites à Madagascar depuis l'indépendance. L'enquête auprès des « élites » à Madagascar (*Elimad*) vise à rendre compte de la trajectoire, des réseaux sociaux et des valeurs d'un échantillon représentatif des membres des différents types « d'élites ». Elle pose un triple défi méthodologique : de définition du champ abordé (qu'est-ce que l'élite ou les élites ?), de représentativité (où trouver une liste exhaustive de l'univers en question ?) et de fiabilité des informations recueillies (comment garantir des réponses à la fois sincères et détaillées ?). L'ampleur de ces questions méthodologiques explique probablement pourquoi une opération de ce type n'a jamais été menée à bien (sinon entreprise) précédemment. Sans entrer dans les détails techniques, qui ne sont pas l'objet du présent ouvrage, nous avons apporté des éléments de réponse « acceptables » aux questions de méthode soulevées ci-dessus. Au total, 1 000 personnes considérées comme faisant partie des élites à Madagascar dans au moins une des neuf sphères embrassées (politique – gouvernementale, élective et partisane –, économie, religion, armée, société civile, organisations internationales, institutions publiques) ont été interviewées entre 2012 et 2014 dans le cadre de cette recherche. Sans éluder les questionnements légitimes (un certain nombre de précisions techniques concernant *Elimad* étant présentées dans les encadrés de 5 à 8)²¹⁷, nous nous focaliserons ici sur les résultats de l'enquête. En complément et en articulation directe avec *Elimad*, une enquête spécifique a été conduite en 2013 auprès d'un échantillon de 1 200 personnes, représentatif de la population adulte vivant à Madagascar (enquête *Citmad*). Cette enquête « miroir » a pour objectif de mettre en regard et donc de comparer les opinions et les valeurs des élites et des citoyens ordinaires grâce à un jeu de questions communes. Elle reprend le principe déjà expérimenté par les auteurs à propos de la gouvernance et de la corruption en Afrique francophone, confrontant les points de vue des experts et celui de la population (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2010a).

Ce chapitre comprend trois parties. Dans la première, après une tentative d'estimation de leur taille, nous livrons un profil sociodémographique détaillé des groupes élitaires. Une fois le cadre posé, nous nous interrogeons ensuite sur les stratégies d'accès et de maintien dans les sphères du pouvoir, dans leurs différentes dimensions. La deuxième partie porte sur le mode de reproduction des élites, dans ses nombreuses dimensions. Elle décrypte le parcours social des élites, en s'intéressant à la mobilité inter et intra générationnelle (dans la dimension verticale), ainsi qu'aux alliances matrimoniales (dans la dimension horizontale). Mais les stratégies élitaires passent également par une occupation diversifiée de l'espace social, en investissant plusieurs champs à la fois, politique et

217 Des présentations méthodologiques plus détaillées font (et feront) l'objet d'articles scientifiques spécifiques (RAZAFINDRAKOTO et al., 2012).

économique, public et privé, un phénomène de chevauchement bien connu et qualifié dans la littérature africaniste de *straddling*. Il convient aussi de ne pas négliger la participation associative et surtout la constitution, l'entretien et la mobilisation de réseaux individuels. Cette partie s'attache aussi à en mesurer l'ampleur et à l'analyse de la structure des réseaux élitaires égocentrés. Enfin, la dernière partie aborde la question des valeurs. En effet, les élites ne se distinguent pas seulement du reste de la population par leur mode de vie et de reproduction, mais également par un système de représentations, qui peuvent être plus ou moins antagonistes avec celles portées par d'autres groupes sociaux, et également plus ou moins propices au développement. Dans cette perspective, grâce au dispositif d'enquêtes couplées décrit plus haut, nous contrasterons les réponses exprimées par les élites avec celles formulées par les citoyens ordinaires, afin de mesurer la distance qui sépare les deux groupes et de l'interpréter.

Qui sont donc les groupes élitaires à Madagascar ?

À Madagascar, qui sont les détenteurs du pouvoir (politique, économique, militaire, religieux, etc.) ? S'agit-il d'un groupe homogène qui se reproduit dans la durée ? Le mode de reproduction des élites s'opère-t-il sur une base familiale et/ou avec des stratégies de groupes (ethniques ou statutaires) ? La dimension ethnique ou de groupe statutaire est-elle pertinente ? Le pouvoir à Madagascar est-il un « pouvoir merina » ou encore un « pouvoir *andriana* » ? Quelles sont les interférences entre les différentes dimensions du pouvoir à Madagascar ? Telles sont les questions sur lesquelles nous nous proposons d'apporter un premier éclairage en partant des premiers résultats de l'enquête auprès des élites.

Encadré 5 Champ de l'enquête : définir le concept d'« élite »

Étant donné les discussions et l'absence de consensus dans la littérature sur la notion d'élite, il convient de préciser la définition que nous en avons adoptée. Nous définissons l'« élite » dans sa conception la plus large comme « toute personne ayant ou pouvant potentiellement avoir du pouvoir et/ou une influence sur les décisions et le fonctionnement de la société à Madagascar ».

Il s'agit donc de personnes travaillant ou ayant travaillé à des postes « importants » et/ou ayant un niveau de responsabilité dans différentes sphères :

- 1- au sein du gouvernement (ministre, directeur de cabinet, secrétaire général) ;
- 2- à des fonctions électives (Assemblée nationale, Sénat, mairie de grandes villes, etc.) ;

- 3- dans un parti politique ;
- 4- dans une institution publique (administration ; fonction non-politique) ;
- 5- dans l'armée (gendarmerie, police, armée de terre, etc.) ;
- 6- dans des grandes entreprises (publiques ou privées) ;
- 7- dans la société civile (incluant les médias ; les groupements d'entreprises GEM, JPM, etc. ; les syndicats, les associations ou comités comme KMF/CNOE, SeFaFi, CNOSC, etc.) ;
- 8- dans une institution religieuse ;
- 9- dans un organisme international (y compris les grandes ONG internationales).

Ces choix conceptuels appellent deux commentaires. D'abord, le pouvoir (à mesurer) dont les « élites » sont détentrices n'est pas une variable binaire (en avoir ou pas), mais plutôt une variable continue (en avoir plus ou moins). Si cette acception ne pose pas de problème de limite supérieure (par exemple, le président de la République dans le champ politique est nécessairement membre de l'élite), il convient de fixer une borne inférieure en deçà de laquelle un individu n'est plus considéré comme faisant partie des élites. Ce seuil est par définition arbitraire. Dans *Elimad*, nous avons retenu un niveau propre à chacune des sphères et relativement élevé, comme en atteste la distribution des postes/positions de notre échantillon. Ensuite, notre découpage en neuf sphères (et leur agrégation en quatre champs) prétend être exhaustif des élites à Madagascar qui exercent un pouvoir au niveau national. Ce champ exclut *a priori* trois groupes qui peuvent être considérés comme élitaires à leur échelle : les élites locales, les élites de la diaspora et enfin les élites internationales qui exercent une influence sur Madagascar depuis l'extérieur (le président de la République française par exemple, le président de la Banque mondiale, ou encore le dirigeant d'un groupe industriel mondialisé et présent à Madagascar). Il est clair que les raisons de les exclure sont d'abord motivées par des difficultés techniques (d'accès en particulier), mais il est aussi légitime de les considérer comme des extensions de notre champ, qui mériteraient de faire l'objet d'enquêtes dans un second temps. En revanche, les principales communautés étrangères (indienne – *karana* –, chinoise – *sinoa* –, descendants de colons – *zanatany*) installées de longue date dans le pays font partie du champ de l'enquête.

Pour les besoins de l'analyse, une identification des sphères de pouvoir auxquelles appartiennent les élites s'avère nécessaire. Comme nous le verrons plus loin, ces dernières interviennent dans différentes sphères (« *straddling* »). Nous avons ainsi affecté les enquêtés dans un champ principal de la manière suivante :

- champ politique (27,7 %) : afin de privilégier les responsabilités politiques, ont été classées dans cette catégorie toutes les personnes ayant occupé au cours de leur parcours (ou occupant actuellement) un poste au sein du gouvernement, celles ayant été eu un mandat électif (membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat, y compris les membres du CST et CT au cours de la « période de transition ») et les hauts dirigeants de partis politiques ;
- champ économique (23,9 %) : ont été classées dans cette catégorie les élites issues du monde des affaires mais qui n'ont jamais occupé de responsabilité politique ;

- institutions publiques (28,1 %) : Les élites qui ont occupé (ou occupent actuellement) des postes élevés dans des institutions publiques ainsi que dans l'armée et qui n'ont eu ni responsabilités politiques, ni responsabilités dans les grandes entreprises ;
- société civile et autres (20,3 %) : Les élites qui ne peuvent être classées dans les trois catégories précédentes ont été regroupées dans cette catégorie. Il s'agit de personnalités des institutions religieuses, de la société civile, des organismes internationaux, qui n'ont exercé ni responsabilités politiques, ni responsabilités dans les grandes entreprises ou dans les institutions publiques. Dans plus de deux tiers des cas, elles dirigent des organisations de la société civile.

Pour donner un aperçu global des caractéristiques sociodémographiques des élites à Madagascar, toutes sphères confondues, on notera d'abord qu'il s'agit d'une population âgée, masculine et diplômée (tabl. 9). La moyenne d'âge est de 52 ans et 55 % ont plus de 50 ans. Seulement 20 % sont des femmes et 96 % ont fait des études supérieures. En termes de religions, la répartition est relativement équilibrée entre protestants (FJKM) et catholiques, les autres Églises représentant environ un quart du total. L'ethnie merina (ethnie de la région autour de la capitale) est prédominante (64 %), suivie de loin par les Betsileo (autre ethnie des hauts plateaux). Toutefois, un quart des élites est originaire des régions « côtières ». Enfin, la population des élites est constituée pour une majeure partie (52 %) de descendants d'*andriana* (les nobles du temps de la royauté).²¹⁸

Pour se faire une idée plus précise de la spécificité des élites en termes de composition, il convient de la comparer avec celle de la population de la Grande Île en général²¹⁹. Les élites ont 2,5 fois moins de chance d'être des femmes, et d'avoir moins de 45 ans. En termes de religion, si les catholiques sont surreprésentés parmi les élites (38 % vs 31 %), ce biais est encore plus massif pour les fidèles de la FJKM (37 % vs 20 %), au détriment des autres obédiences. Les élites ont aussi deux fois plus de chance d'être originaires des hauts plateaux. Mais beaucoup plus discriminant encore, elles ont 31 fois plus de chance d'être diplômées de l'enseignement supérieur que les citoyens ordinaires et jusqu'à 34 fois plus de chances de s'afficher descendants d'*andriana* ou assimilés.

218 La structuration sociale en groupes statutaires décrite dans le chapitre 2 a été une caractéristique partagée par plusieurs groupes ethniques mais les termes employés pour les nommer ont pu différer d'une ethnie à l'autre. Les dénominations *andriana* (noble) et *hova* s'appliquaient essentiellement chez les Merina (ethnie de la région d'Antananarivo). Parallèlement, les *hova* regroupaient en fait aussi bien des roturiers que des clans qui bénéficiaient des mêmes privilèges que les nobles. La question posée dans les enquêtes *Elimad* et *Afrobaromètre* (pour chacun des parents) était la suivante : « S'il y avait des castes ou groupe statutaire dans l'ethnie de votre père (de votre mère), savez-vous à quelle caste ou groupe statutaire appartenait sa famille ? ». Les réponses à ces questions ont été ensuite classées lors de l'analyse en trois catégories en fonction des réponses les plus fréquentes : *andriana* ou assimilés, *hova* ou assimilés, et une dernière catégorie regroupant toutes les autres réponses y compris les non-réponses. Ce regroupement statistique nécessaire à l'inconvénient d'occulter la subtilité des principes de distinction internes à chaque groupe statutaire.

219 Comme les membres des élites ont tous plus de 25 ans, nous les comparons à la population générale de plus de 25 ans.

Tableau 9
Principales caractéristiques sociodémographiques des élites²²¹

	Groupe statutaire				
	Andriana et assimilés	Hova et assimilés	Autres (dont « sans réponse »)	Total	
Élites	51,5	12,3	36,2	100	
Population	1,5	2,6	95,9 ²²²	100	
	Groupe ethnique				
	Merina	Betsileo	Autres	Total	
Élites	63,9	10,7	25,4	100	
Population	32,4	19,0	58,6	100	
	Religion				
	Catholiques	FJKM (calviniste)	Autres	Total	
Élites	38,1	37,2	23,1	100	
Population	30,6	19,6	49,8	100	
	Âge, sexe et éducation				
	Moins de 45 ans	46 à 60 ans	Plus de 60 ans	Femme	Éducation supérieure
Élites	28,1	51,5	20,4	20,5	96,7
Population	63,8	24,2	12,0	49,7	3,0

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014) ; *Afrobaromètre* (2013 [groupe ethnique] et 2008 [groupe statutaire], Coef Ressources et IRD-Dial ; Enempsi (2012), Instat ; calculs des auteurs.

Note : population de 25 ans et plus.

Ces moyennes pour l'ensemble du monde des élites masquent de grandes différences par sphère et par champ élitaires. La sphère politique apparaît de loin la plus masculine et âgée, avec 86 % d'hommes et 30 % de plus de 60 ans (tabl. 10). Cette caractéristique, bien que moins marquée, est également présente dans la haute administration publique. Les membres de la sphère économique et surtout ceux de la « société civile et autres » sont plus jeunes et plus féminisés. Mais dans aucune sphère, la proportion de femme ne dépasse 30 %.

220 Des catégories plus détaillées ont été retenues dans le questionnaire de l'enquête. Toutefois, pour l'analyse quantitative (qui impose d'avoir des groupes avec des effectifs suffisamment importants), des catégories ont été regroupées (notamment dans la fraction « société civile et autres »). Les résultats issus de ces regroupements doivent être analysés avec prudence, sachant que leur pertinence peut être discutée. Concernant la répartition par ethnie, puisque l'information disponible porte sur les parents des enquêtés, ont été classés comme « Merina » ceux/celles dont un des parents est Merina.

221. Le 95,9 % traduit en fait ici le faible nombre de personnes interrogées dans l'enquête *Afrobaromètre* se revendiquant d'une origine statutaire [andriana]. Rappelons que l'enquête *Afrobaromètre* de 2008 a interrogé 1 200 personnes échantillonnées selon un tirage aléatoire stratifié par sexe et (anciennes) provinces soit 78 % de ruraux et 22 % d'urbain. La majeure partie des enquêtés n'a pas répondu à cette question, soit parce qu'il n'y avait pas de groupe statutaire dans l'ethnie de leurs parents, soit parce qu'ils ne savaient pas répondre car ils ignoraient à quel groupe statutaire étaient rattachés leurs parents, soit encore parce qu'ils ne souhaitaient pas donner cette information.

Encadré 6 **Stratégie d'échantillonnage** **Assurer la représentativité du monde des élites**

En l'absence de base de sondage préexistante, nous avons procédé en deux temps.

Méthode par choix raisonné

Une première vague d'enquête (une trentaine de questionnaires) a débuté par la sélection d'une trentaine de « super-enquêteurs » (eux-mêmes membres de l'élite ; voir *infra*) les plus diversifiés possibles. Choisis parmi les relations des membres de l'équipe, eux aussi membres de l'élite, ils ont enquêté dans leur propre réseau (après validation par l'équipe centrale). Ce système d'amorce a ensuite été poursuivi par la technique dite de « boule de neige », à partir de la mobilisation du réseau « élitare » des premiers enquêtés, le questionnaire d'*Elimad* se terminant par un tableau de huit personnes que l'enquêté propose que l'on contacte pour qu'elles fassent elles-mêmes partie de l'enquête. Après une évaluation qualitative à mi-parcours (400 questionnaires) des lacunes, une seconde vague a été lancée. Celle-ci a ciblé les principales zones de sous-représentation (par exemple : la communauté indienne et encore les élites religieuses catholiques, etc.) à atteindre « par tous les moyens ». C'est à cette étape que la seconde stratégie a été mise en œuvre.

Constitution d'une base de sondage

En parallèle à la réalisation de la première vague d'enquête, nous avons procédé à une tentative d'élaboration d'une base de sondage exhaustive des élites. Pour ce faire, de nombreuses sources ont été utilisées : certaines communes et d'autres spécifiques à chaque sphère d'élites. Parmi ces sources, on peut mentionner : le *Journal officiel*, les différents annuaires et registres officiels, des sites internet, la presse, des entretiens directs, etc. Lorsque c'était possible, les archives de ces sources ont également été dépouillées sur la période 1960-2012. In fine, une liste de près de 10 000 noms (9 357) a pu être ainsi constituée, soit environ 7 000 une fois éliminés les doublons (individus identifiés dans plusieurs sphères).

Cette base de sondage est bien sûr imparfaite, mais elle constitue une première approximation raisonnable de l'univers élitare. Comme éléments partiels de validation, nous avons pu vérifier que les 400 premiers enquêtés d'*Elimad* étaient quasiment tous dans la base. Dans la même veine, le dépouillement de la presse a permis de constater que les noms des personnalités citées par nos enquêtés étaient bien dans la base. Quand elles n'y étaient pas, elles y ont été ajoutées. Autre limitation de la base : on ne dispose souvent que du nom, sans autre information sur la personne considérée, ce qui interdit toute possibilité de stratification *ex ante* de l'échantillon. La constitution de cette base de sondage a deux usages. Le premier a consisté à caler (en cours d'enquête) l'échantillon d'*Elimad* sur la structure de la base (proportion de femmes, par exemple). De ce point de vue, on peut considérer qu'*Elimad* est une enquête stratifiée, selon deux critères : le sexe et la sphère. Le second intérêt de la base est à plus long terme. Cet investissement durable doit pouvoir servir de base de sondage pour toutes les enquêtes à venir sur les élites. Pour ce faire, il conviendrait de l'actualiser et de l'enrichir de caractéristiques individuelles.

Tableau 10
Caractéristiques démographiques des élites selon la sphère de pouvoir

	Homme	Femme	25 à 44 ans	45 à 60 ans	Plus de 60 ans	Total
Sphère politique	85,6	14,4	18,8	50,9	30,3	100
Sphère économique	78,2	21,8	33,9	52,7	13,4	100
Institutions publiques	81,5	18,5	24,6	55,2	20,3	100
Société civile et autre	70,0	30,1	38,9	45,8	15,3	100
Total	79,5	20,5	28,1	51,5	20,4	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Note : bien qu'aucune limite d'âge n'ait été fixée, tous les membres de l'élite ont au moins 25 ans.

La question éducative est évidemment centrale dans la problématique des élites. Au niveau général, 97 % des élites déclarent avoir suivi des études supérieures. Mais cet indicateur ne donne qu'une mesure très imparfaite de leur « sur-éducation ». Alors que, dans la population, le taux de fréquentation par cycle de l'enseignement supérieur (1^{er}, 2^e et 3^e cycles) a logiquement la forme d'une pyramide, cette pyramide est inversée chez les élites (tabl. 11). Plus de 40 % des élites affirment avoir passé plus de cinq ans à l'université et 80 % plus de trois ans. Un membre des élites a environ 50 fois plus de chance d'avoir fréquenté l'université au niveau master que la population adulte en général et 200 fois plus de chances d'avoir poursuivi au-delà. De plus, la part de ceux qui ont suivi des études à l'étranger est incommensurablement plus élevée que celle des citoyens « ordinaires » ayant fréquenté l'enseignement supérieur, à l'instar de leur connaissance et de leur pratique du français, voire d'autres langues étrangères, bien que ces dernières soit encore relativement peu courantes. Les surdiplômés pèsent dans toutes les sphères élitaires, tout particulièrement parmi les élites politiques et des institutions publiques. Donc, même si les enquêtés ont probablement magnifié leur parcours scolaire, il ne fait aucun doute que l'accès aux études supérieures est une condition nécessaire (mais non suffisante) d'intégration au monde des élites.

Tableau 11
Niveau d'éducation des élites selon la sphère de pouvoir

	Secondaire ou moins	Supérieur (1-3 ans)	Supérieur (4-5 ans)	Supérieur (Plus de 5 ans)	Total
Sphère politique	4,0	12,9	37,5	49,6	100
Sphère économique	3,2	18,1	49,1	29,6	100
Institutions publiques	2,3	20,2	31,6	46,0	100
Société civile et autre	3,9	13,3	42,2	40,6	100
Total élites	3,3	16,3	39,5	40,9	100
Total population	97,0	2,0	0,8	0,2	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; Enempsi (2012), Instat ; calculs des auteurs.

Note : population de 25 ans et plus.

Si les différentes sphères montrent un profil similaire suivant la religion de leurs membres, ça n'est pas le cas selon les groupes ethniques et statutaires. Les Merina sont relativement plus présents dans la sphère économique où ils dominent massivement (76 % ; tabl. 12). Ils sont également très investis dans la sphère « société civile et autres » et dans les institutions publiques, où ils représentent deux hauts fonctionnaires sur trois. C'est dans la sphère politique qu'ils pèsent le moins, y étant même minoritaires (47 %). Le groupe statutaire offre moins de variations dans sa distribution suivant les champs de pouvoir. Les descendants d'*andriana* sont majoritaires partout, excepté dans les institutions publiques, où ils occupent néanmoins 48 % des postes. Les descendants de *hova* ont tendance à privilégier les sphères économiques et les institutions publiques. *In fine*, c'est chez les chefs d'entreprise que le taux de « castés » est le plus élevé, puisqu'il y dépasse 70 %.

Tableau 12
Groupes ethniques et statutaires d'origine des élites selon la sphère

	Groupe ethnique			Groupe statutaire			Total
	Merina	Betsileo	Autres	Andriana	Hova	Autres	
Sphère politique	46,9	12,3	40,8	52,7	7,6	39,7	100
Sphère économique	76,1	8,4	15,5	54,4	15,9	29,7	100
Institutions publiques	66,6	11,4	22,1	47,7	16,4	35,9	100
Société civile et autre	69,0	10,3	20,7	51,7	8,9	39,4	100
Total	63,9	10,7	25,4	51,5	12,3	36,2	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Par définition, l'univers élitair est profondément inégalitaire. Dans ce chapitre, nous avons défini les élites par leur pouvoir d'action sur la société. Cependant, si les membres des élites se distinguent des autres membres de la société par la « détention » de pouvoir, leur univers est, de ce point de vue, forcément différencié. Chacun y est détenteur d'un pouvoir plus ou moins important. On peut donc légitimement s'interroger sur la composition sociale des élites en fonction du pouvoir qu'elles détiennent. La connaissance précise des élites nécessite ainsi d'être capable de les distinguer en fonction de leur niveau de pouvoir.

L'échelle de pouvoir que nous avons élaborée compte quatre niveaux (encadré 7). Les plus âgés se classent plus souvent en haut de l'échelle de pouvoir (respectivement 83 % des plus de 60 ans, 73 % des 46 à 60 ans et 63 % des moins de 45 ans se placent à l'échelle la plus élevée ; tabl. 13). S'il y a un aspect mécanique dans ce lien entre âge et niveau de pouvoir, les plus vieux ayant déjà eu le temps d'atteindre le sommet de leur carrière, il est possible qu'une composante purement gérontocratique soit aussi à l'œuvre, l'âge étant privilégié en tant que tel. Du point de vue du genre, non seulement les femmes sont sous-représentées au sein des élites mais elles sont de moins en moins nombreuses à mesure que l'on monte dans l'échelle du pouvoir. Alors qu'elles sont près de la moitié aux niveaux les plus faibles (3 et 4), elles ne sont plus que 18 % au niveau le plus élevé de la hiérarchie.

Encadré 7 Inégalités au sein de l'univers élitare L'élaboration d'une échelle de « pouvoir »

Dans une enquête auprès de la population, les unités d'observations sont considérées comme équivalentes, sont pondérées de la même façon, et peuvent être substituées l'une à l'autre. Ce principe statistique entre en résonance avec le principe démocratique « un homme, une voix », et reflète la relative homogénéité des individus. En revanche et à la différence des citoyens ordinaires, les élites sont profondément et intrinsèquement hétérogènes, du point de vue même de ce qui les définit, à savoir le pouvoir. Il paraît évident que le président de la République a un pouvoir d'action ou d'influence infiniment supérieur à celui du directeur général d'une administration centrale, du président d'une association de producteurs ou d'un prêtre de rang intermédiaire. Cette hétérogénéité est à la fois interne (entre élites elles-mêmes) et externe (entre le groupe des élites et le reste de la population). De ce point de vue, une enquête sur les élites ressemble plus à une enquête sur les entreprises qu'à une enquête auprès des ménages : autant il convient de distinguer les entreprises en fonction de leur taille (que ce soit en nombre d'emploi ou en chiffre d'affaires), autant il est nécessaire de pouvoir identifier les élites en fonction du pouvoir qu'elles détiennent.

La mesure du pouvoir d'un individu est cependant un exercice délicat. D'une part, les sources (position statutaire, charisme, compétence, tradition) et les instruments (droit, force, influence) de pouvoir sont divers. Il est donc non seulement très difficile de les appréhender tous, mais aussi de déterminer un système de mesure qui puisse permettre de les comparer. D'autre part, le pouvoir ne peut être uniquement traité dans une approche substantialiste comme un capital mobilisable, cumulable ou dilapidable. Le pouvoir d'un individu ne réside en effet pas seulement dans ses capacités d'action matérielle ou morale mais aussi, dans la chance qu'il a de « faire triompher au cours d'une relation sociale sa propre volonté même contre des résistances » (WEBER, 2003). Suivant cette approche, le pouvoir doit donc moins se comprendre comme un stock que comme une relation, puisqu'il n'exerce véritablement son emprise que dans l'interaction.

Dans l'enquête *Elimad*, le pouvoir ne peut être directement mesuré, ni dans sa dimension interactionniste, ni dans sa dimension substantialiste. Notre approche a donc consisté à faire l'hypothèse raisonnable qu'il était essentiellement fonction de la (des) position(s) statutaire(s) des individus. Ces derniers ont donc été classés selon leur rang suivant une échelle hiérarchique « type ». L'opérationnalisation de cette métrique théorique est loin d'être triviale. Elle suppose une double opération de classement : d'abord au sein de chacune des neuf sphères (et sous-sphères) ; ensuite entre les sphères. Pour ce faire, un travail minutieux a été entrepris en se basant sur deux informations principales de l'enquête : l'institution d'appartenance et la fonction exercée. Quelques variables auxiliaires ont également été mobilisées (par exemple la taille de l'entreprise pour la sphère économique), un diagnostic complété par un traitement manuel, au cas par cas, d'informations qualitatives déclarées en toutes lettres par l'enquêté sur son statut actuel (par exemple le nom de l'entreprise, toujours dans la sphère économique). Cette opération a permis de coder plus de 6 000 positions élitaires exercées par les 1 000 personnes enquêtés et plus de 15 000 liens de leur réseau élitare. Trois nomenclatures emboîtées ont ainsi été élaborées. Pour les besoins de l'analyse de ce chapitre, nous ne mobiliserons que l'échelle la plus agrégée qui distingue quatre niveaux de pouvoir :

Tableau 13
Caractéristiques démographiques des élites selon l'échelle de pouvoir

	Homme	Femme	25 à 44 ans	45 à 60 ans	Plus de 60 ans	Total
Niveau 1 (max)	82,0	18,0	24,6	51,9	23,6	100
Niveau 2	79,9	20,1	33,2	52,8	14,0	100
Niveau 3	48,1	51,9	51,9	44,2	3,9	100
Niveau 4 (min)	61,5	38,5	46,2	38,5	15,4	100
Total	79,5	20,5	28,1	51,5	20,4	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

L'analyse en termes de groupes religieux ou ethniques n'offre pas de gradient très prononcé, aucune catégorie n'apparaissant favorisée par rapport aux autres (tabl. 14). On observe néanmoins quelques légères différences suivant le groupe statuaire. Les *andriana* sont un peu plus nombreux à accéder à l'échelle de pouvoir maximum, mais la différence est faible (75 % d'entre eux ont atteint le niveau 1 contre 72 % pour l'ensemble des élites).

Tableau 14
Groupes ethniques et statutaires d'origine des élites selon l'échelle du pouvoir

	Groupe ethnique			Groupe statuaire			Total
	Merina	Betsileo	Autres	Andriana	Hova	Autres	
Niveau 1 (max)	63,8	9,7	26,5	53,3	12,2	34,5	100
Niveau 2	65,0	14,5	20,6	45,8	12,6	41,6	100
Niveau 3	63,5	9,6	26,9	53,9	11,5	34,6	100
Niveau 4 (min)	53,9	7,7	38,5	38,5	15,4	46,2	100
Total	63,9	10,7	25,4	51,5	12,3	36,2	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Ainsi, l'élite malgache, associée par définition à la classe dirigeante, est globalement la même à Madagascar depuis l'indépendance (chap. 2). Elle est constituée en grande partie de la bourgeoisie *andriana* et *hova*, qui a hérité d'un pouvoir symbolique (avant la colonisation pour les premiers, avant et pendant la colonisation pour les seconds, ayant été responsables de la gestion des affaires publiques). Des membres de grandes familles « côtières » se sont joints à ce groupe, grâce à la place qu'ils ont acquis sur la scène nationale, entre autres en tant que représentant de leur région, depuis la période coloniale.

Ce rôle des ethnies et des groupes statutaires (pourtant, rappelons-le, abolis depuis la fin du XIX^e siècle) dans la société malgache est une question lancinante et récurrente dans l'histoire du pays. Le point de vue des élites sur l'importance ou non de

ces groupes apporte un éclairage supplémentaire sur la prééminence des origines dans la société malgache. Deux questions ont été posées afin de savoir, d’une part, si la personne interrogée considère ces groupes statutaires importants dans sa vie ou pour son parcours et, d’autre part, si elle pense que ces groupes sont importants pour la société malgache en général.

Plus d’un siècle après l’abolition du principe des groupes statutaires, près de 30 % des membres des élites disent qu’ils sont encore importants pour eux personnellement et près de 50 % qu’ils le sont pour la société (tabl. 15). Ces réponses témoignent ainsi du maintien, au moins dans les esprits des élites, de ce système de classement symbolique, même si cette importance diminue légèrement chez les plus jeunes. L’analyse des réponses selon l’origine statutaire des individus permet d’affiner ce constat. Ce sont en effet les descendants d’*andriana* qui affirment le plus fréquemment l’importance pour eux (39 %) et pour la société (59 %) d’un système qui leur reconnaîtrait, par héritage, une valeur supérieure. À l’inverse, les personnes n’ayant pas déclaré d’origine en termes de groupe statutaire ne sont que 18 % à accorder de la valeur aux groupes statutaires même s’ils sont 38 % à estimer qu’ils sont encore importants pour la société.

À côté des descendants d’*andriana*, ce sont les groupes socialement dominés chez les citoyens ordinaires (les femmes, les plus âgés ou les fidèles d’Églises minoritaires) qui font des groupes statutaires un principe structurant de la société malgache d’aujourd’hui, soit qu’ils le revendiquent à titre personnel, soit qu’ils considèrent en observer les effets. Ce paradoxe mérite d’être exploré plus avant, mais il pourrait refléter le fait que les rares élus issus de ces catégories cherchent à se distinguer en survalorisant des attributs de groupes statutaires qu’ils ne possédaient pas initialement.

Tableau 15
Opinions des élites sur l’importance des groupes statutaires

Les castes sont importantes	Groupes statutaires d’origine			Religion			Sexe		Âge	Total
	Andriana	Hova	Autres	Catholique	FJKM	Autres	Homme	Femme	< 45 ans	
Pour vous	39,4	19,5	18,0	25,5	29,3	34,8	27,6	35,6	24,9	29,2
Pour la société	58,6	46,3	38,1	46,5	51,1	52,6	47,4	58,5	48,0	49,7

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

De manière générale, si les déclarations des élites relativisent un peu l’importance des groupes statutaires (ceux qui affirment ouvertement qu’ils pèsent encore de tout leur poids étant minoritaires), la forte présence des *andriana* dans ce groupe incite à penser que les stratégies de ces derniers pour maintenir leur pouvoir ou influence ne s’appliquent pas de manière ouverte²²².

222 On peut se référer à l’importance des « non-dits » comme cela a été souligné lors des entretiens qualitatifs.

Encadré 8 **Des questions très sensibles** **Minimiser les non-réponses et garantir la fiabilité**

Comment garantir un taux de réponse satisfaisant et obtenir des réponses sincères à des sujets aussi sensibles, alors que les enquêtés, situés au plus haut de l'échelle sociale, peuvent considérer qu'ils n'ont pas de temps à perdre à répondre à une enquête statistique, ou encore avoir de bonnes raisons de ne pas dévoiler leurs ressources. Des stratégies particulières, propres au champ d'étude, ont dû être mises en place.

En premier lieu, *Elimad* s'adresse aux élites : seule une relation « horizontale » peut être envisagée (« les élites parlent aux élites »). Les élites aimant à cultiver l'entre-soi (comme le confirme clairement l'analyse des réseaux dans ce chapitre), les enquêteurs ont été choisis parmi les membres de l'élite elle-même. Ce choix rend d'autant plus difficile à l'enquêté d'écarter d'emblée l'enquêteur, ce qui aurait été la tendance naturelle face à un enquêteur lambda. En second lieu, le questionnaire d'*Elimad* est particulièrement long (2 heures en moyenne). Le coût d'opportunité du temps consacré à répondre aux questions est très élevé. En conséquence, et bien que tous les enquêtés soient connectés, l'interview ne peut se faire qu'en face-à-face. Les quelques tentatives pour procéder autrement (dépôt du questionnaire, envoi par messagerie électronique) se sont soldées par des échecs. En troisième lieu, *Elimad* traite de questions très sensibles, notamment la question du réseau et du capital social. Il s'agit pour l'enquêté de fournir la liste de toutes ses relations et de donner un maximum de caractéristiques les concernant. Non seulement une telle procédure est terriblement intrusive, mais elle est aussi en partie négativement connotée. En effet, l'idée de la collusion des élites via leurs réseaux est assez commune. Il est donc nécessaire d'établir une relation de confiance absolue entre enquêteur et enquêté. Dans ces conditions, seul un enquêteur non seulement membre de l'élite, mais aussi connu de (ou recommandé par) l'enquêté peut obtenir des réponses sincères.

Ces trois stratégies principales ont été employées avec succès pour limiter la non-réponse totale et partielle. D'autres approches ont également été employées. Par exemple en insistant sur le côté valorisant d'avoir été choisi comme faisant partie de l'élite, à l'instar d'autres personnages publics, l'enquête constituant un marqueur de cette appartenance. Ou encore, en jouant sur la crédibilité établie de longue date de l'équipe de chercheurs, comme garantie de la confidentialité des données.

Cependant, ces consignes n'ont pas été appliquées de manière rigide. En effet, dans un certain nombre de cas, les stratégies retenues sont à double tranchant et nécessitent un arbitrage. Par exemple, pour certains enquêtés, se confier à un proche ou un membre de la famille est plus facile qu'à un inconnu ou un étranger. Dans d'autres cas au contraire, il est plus facile de répondre à un inconnu anonyme, pour éviter que des questions intimes puissent être connues de la famille et éveiller éventuellement des jalousies. La connaissance intime du « terrain » permet d'ajuster la stratégie au cas par cas, en fonction du contexte connu ou supposé. Cette approche « sur mesure » pose bien sûr la question de la reproductibilité de l'enquête dans d'autres contextes.

Les stratégies d'accès aux sphères de pouvoir ou de maintien au pouvoir

Le profil sociodémographique des élites a d'ores et déjà laissé transparaître quelques spécificités de ce groupe quant à ses stratégies d'accès aux sphères de pouvoir. L'investissement dans les études universitaires, facilité lorsque les parents disposent de ressources financières et humaines, en constitue un des piliers. De par ce mécanisme, l'origine familiale ou l'entourage joue déjà un rôle clef dans l'accès au cercle élitair. Mais la constitution du groupe dans un cadre relativement étanche n'opère pas uniquement à travers ce canal. La proportion significative de descendants d'*andriana*, le groupe statutaire le plus élevé du temps des royautes, tend à témoigner parallèlement d'une stratégie implicite ou explicite de reproduction sociale. S'appliquant de génération en génération, cette stratégie statutaire favorise la persistance de distinctions hiérarchiques dont l'ancrage dans le passé renforce le caractère sacré. L'appartenance statutaire peut alors constituer une ressource mobilisable pour contrôler le pouvoir en en limitant l'accès à des héritiers.

La première partie a fourni quelques éclairages sur les stratégies auxquelles la classe élitair a pu avoir recours pour atteindre sa position privilégiée dans l'échelle du pouvoir. Cette deuxième partie vise à en expliciter les mécanismes et à en mesurer les effets. Les élites forment-elles un groupe homogène qui se reproduit au fil du temps ? Le mode de reproduction des élites s'opère-t-il effectivement sur une base essentiellement familiale ? Leur accès aux sphères du pouvoir s'explique-t-il par un parcours professionnel spécifique ? Les membres de l'élite disposent-ils d'un réseau important de contacts ou de proches dans les différentes sphères du pouvoir ? Et dans quelle mesure ce capital social est-il mobilisé pour monter dans la hiérarchie ? Les réponses apportées à ces différentes questions donneront une mesure de la fluidité sociale, de la nature et de la portée des pratiques des élites pour occuper les différents champs du pouvoir.

La reproduction sociale des élites : un phénomène qui s'amplifie dans le temps ?

En premier lieu, l'accès au statut élitair peut découler plus ou moins directement de l'héritage parental. Dans le cas de Madagascar, le mécanisme de reproduction sociale des membres des élites sur une base familiale est avéré. Près de la moitié (46 %) d'entre eux a au moins un parent qui fait (ou a fait) partie des élites (tabl. 16). Encore convient-il de noter que ces chiffres sont largement sous-estimés du fait du mode de questionnement de l'enquête²²³. Ce

223 L'enquête demandait aux personnes interrogées la profession précise de leurs parents. C'est la codification de ces professions qui a permis de calculer les chiffres de cette colonne. Ce calcul sous-estime *a priori* le nombre d'« héritiers » du fait que la profession n'est pas le seul facteur d'appartenance au monde des élites, tout particulièrement chez les femmes.

phénomène apparaît plus marqué pour les générations les plus jeunes. Celles ou ceux dont les parents sont ou ont été membres des élites représentent respectivement 44 % chez les 46-55 ans, 60 % chez les 36-45 ans et 63 % chez les moins de 35 ans. Ce constat peut s'interpréter de deux façons qui peuvent se combiner : soit l'accès à des postes de responsabilité nécessite plus de temps pour les individus dont les ascendants ne sont pas membres de l'élite ; soit ce phénomène de reproduction s'amplifie dans le temps.

Tableau 16
La reproduction au sein des élites et son évolution dans le temps (en %)

	Au moins un des parents est membre des élites	Les deux parents sont membres des élites
Moins de 35 ans	63,3	27,9
36-45 ans	59,8	18,1
46-55 ans	44,4	5,4
56-65 ans	35,9	4,2
Plus de 65 ans	38,7	2,8
Total	46,1	9,1

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Toutefois, la comparaison du poids des « héritiers » (les descendants des groupes élitaires) chez les 56-65 ans et les 46-55 ans (groupes d'âge suffisamment avancés pour qu'ils puissent atteindre des postes de responsabilité dans leurs parcours) semble montrer que le mécanisme de reproduction s'applique plus fortement pour la catégorie moins âgée (36 % chez les 56-65 ans contre 44 % chez les 46-55 ans). Ce constat tend à conforter la seconde hypothèse : celle d'une prégnance accrue du phénomène de reproduction des élites au fil du temps. Mais, quelle que soit l'hypothèse retenue, dans les deux cas, l'accès au pouvoir se révèle plus aisé pour les descendants des élites, ce qui vient confirmer qu'un mode de reproduction sur une base familiale a effectivement cours.

Ce phénomène concerne toutes les sphères de pouvoir, même si l'ascendance joue plus fortement pour l'accès à certaines d'entre elles. Notamment, le mécanisme de reproduction opère particulièrement pour l'accès au pouvoir économique (52 % des élites du milieu entrepreneurial sont descendants d'élites ; le pourcentage correspondant est de 68 % chez les moins de 46 ans ; tabl. 17). Il est également marqué pour les élites travaillant dans les organismes internationaux (avec respectivement 54 % de descendants d'élites ; 64 % des moins de 46 ans).

Investissant dans l'école et pouvant bénéficier d'un niveau d'éducation largement supérieur à la moyenne malgache (notamment en se formant à l'étranger), il est relativement aisé pour les enfants des élites d'accéder à des positions privilégiées dans les différentes sphères du pouvoir. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater que l'on retrouve les mêmes patronymes depuis l'indépen-

dance au sein de la classe dirigeante. Les descendants des dignitaires de la I^{re} République ne sont pas rares dans la classe politique. Certes, de nouveaux noms apparaissent, mais globalement on note la place toujours importante d’une oligarchie constituée d’une élite bourgeoise, y compris « côtière », déjà présente au lendemain de l’indépendance (FREMIGACCI, 2014b ; chap. 2).

Tableau 17
La reproduction au sein des élites suivant les catégories (en %)

Sphères élitaires	Au moins un parent est membre des élites :	
	Ensemble	Jeunes (moins de 46 ans)
Institution publique	45,1	60,4
Armée	38,2	53,8
Société civile	46,2	55,3
Parti politique	48,7	57,1
Fonctions électives	37,1	57,1
Gouvernement	43,8	55,6
Entreprises	52,3	68,3
Organismes internationaux	53,6	64,3

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Le chevauchement des positions de pouvoir : accroître et diversifier les sphères d’influence ?

Une stratégie de « chevauchement » des positions de pouvoir (*straddling*), mise en avant notamment par MÉDARD (1992), pourrait faciliter l’accès ou le maintien aux positions sociales les plus élevées. L’enquête auprès des élites à Madagascar donne l’occasion de tester concrètement cette hypothèse. Partant du parcours des élites, nous avons analysé dans quelle mesure ces dernières cumulent des positions de responsabilités dans les différentes sphères de pouvoir.

Cette stratégie de *straddling* est clairement en vigueur chez les membres de l’élite à Madagascar. Presque la moitié (49 %) cumule, au moment de l’enquête, des fonctions de responsabilités dans au moins deux sphères distinctes et 20 % sont présents dans trois sphères différentes (tabl. 18). Si on élargit l’analyse à l’ensemble de leur parcours depuis leur premier poste de responsabilité, les élites multiplient et diversifient leur pouvoir en ayant ou en étant présents dans différentes sphères : 84 % ont occupé des postes élevés au moins dans deux sphères, près des deux tiers au moins dans trois sphères et 41 % dans au moins quatre sphères différentes. Le cumul des fonctions ou des positions s’avère non seulement une pratique généralisée mais il semble donc s’accompagner d’une stratégie de diversification des points d’ancrage dans le temps.

Tableau 18
Cumul des positions dans différentes sphères de pouvoir (en %)

Cumul dans le temps/parcours	Cumul aujourd'hui	
Appartient ou a appartenu à :	Appartient aujourd'hui à :	
Au moins 2 sphères	84,4	Au moins 2 sphères 48,7
Au moins 3 sphères	64,5	Au moins 3 sphères 19,9
Au moins 4 sphères	40,7	Au moins 4 sphères 6,8
Au moins 5 sphères	21,7	Une seule sphère 44,4
Au moins 6 sphères	10,7	Aucune sphère 6,9

Sources : enquêtes Elimad (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Que ce soit dans un objectif de contrôle, de verrouillage, ou de constitution d'une assise solide, le capital social permet d'assurer pour soi-même ou pour ses proches une montée dans la hiérarchie. L'application de cette stratégie de chevauchement tend à conforter l'hypothèse d'accaparement des sphères

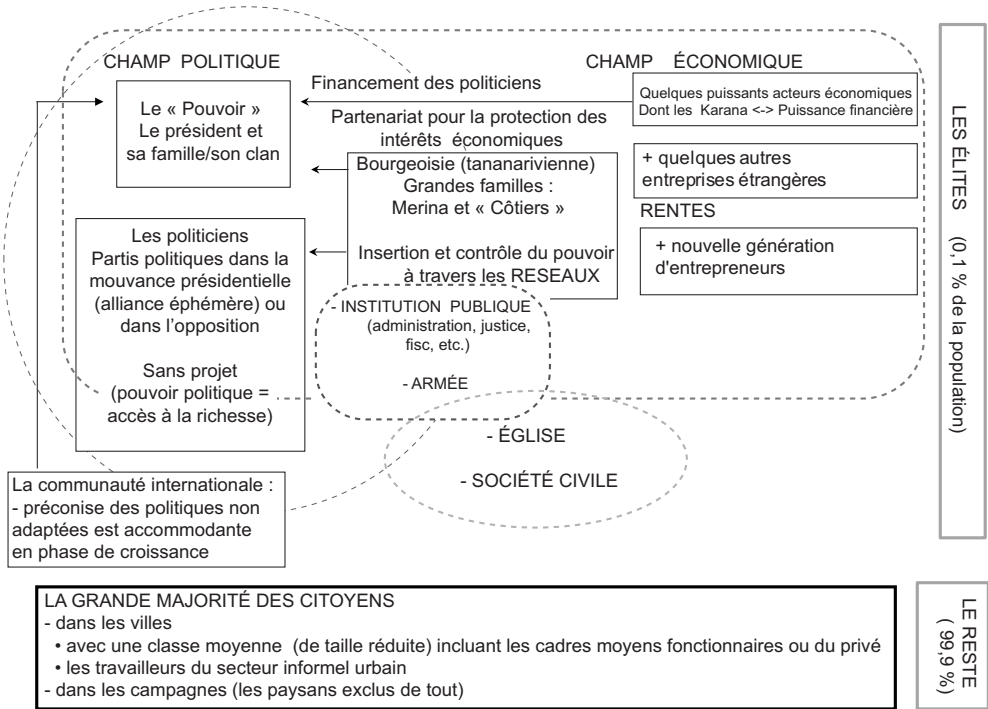


Schéma 4
Répartition du pouvoir et interactions entre différents groupes d'acteurs.

Source : élaboration des auteurs.

d'influence par au moins une partie des élites. On mesure les conséquences d'une telle stratégie sur la concentration du pouvoir. Sa portée est d'autant plus marquée qu'aux positions occupées par les élites elles-mêmes viennent s'ajouter celles occupées par leurs proches comme on le verra par la suite. Le schéma 4 propose une illustration stylisée de ces imbrications entre sphères d'élites dans le cas malgache.

Ampleur et structure du réseau élitare

Les élites se caractérisent par une très forte participation à la vie associative. La comparaison des taux d'affiliation à toutes associations confondues n'autorise aucun doute : alors que seulement 20 % environ de l'ensemble de la population se déclare membre d'une association (chap. 4), le taux dépasse 80 % chez les élites (tabl. 19). Cette intensité des activités sociales correspond-elle à une stratégie spécifique en lien avec l'accès ou le maintien au pouvoir ? Les caractéristiques des associations auxquelles participe la classe élitare apportent un premier éclairage sur les objectifs affichés et implicites des affiliations. Un cinquième des élites participe (ou a participé) à des associations de service (Lions club, Rotary, etc.), 46 % sont (ou ont été) dans des associations d'« originaire »²²⁴ et 10 % déclarent appartenir (ou avoir appartenu) à une obédience maçonnique²²⁵. Au-delà des engagements et services proposés, ces choix des élites de s'inscrire dans des associations accessibles uniquement à un cercle restreint d'individus – puisqu'on n'y entre que par cooptation – ne sont pas neutres et témoignent d'une volonté de cultiver un entre-soi.

Les descendants d'*andriana* se démarquent par une participation associative plus forte (avec un taux de participation de 83 %), en particulier dans les associations d'originaire. Ils sont surtout près deux fois plus nombreux à investir des loges maçonniques, même s'ils sont minoritaires à y adhérer (14 % contre moins de 8 % en moyenne pour les autres). Par ailleurs, le pourcentage plus élevé de membres d'associations d'originaire chez les « autres » ethnies peut s'expliquer par le fait qu'étant présent pour la majorité d'entre eux dans la capitale, ils se trouvent éloignés de leurs régions d'origine. Mais ce taux pourrait également être un facteur explicatif de leur position parmi les élites. L'implication dans ce type d'association donne en retour l'occasion de solliciter les membres susceptibles d'apporter un appui pour l'accès à un poste de pouvoir.

La stratégie d'inscription dans le milieu associatif, et donc de constitution de réseau, est différenciée suivant le genre. Les femmes membres de l'élite sont relativement plus présentes dans les associations de service (22 % contre 18 % des hommes) et moins souvent dans les associations d'originaire (39 % contre 48 %).

224 Associations reposant sur une origine géographique commune. Cette origine est le plus souvent une colline, signifiant, à mots couverts, une position statutaire.

225 Sachant que le secret est la règle de la franc-maçonnerie, les élites qui ont répondu « ne se prononce pas » (plutôt qu'une réponse négative) quant à leur appartenance à une obédience maçonnique reconnaissent implicitement qu'ils en sont membres.

Tableau 19
Participation à la vie associative selon les groupes statutaires, ethnies d'origine et sexe

	Groupe statutaire d'origine			Groupe ethnique			Sexe		Total
Membre de :	<i>Andriana</i>	<i>Hova</i>	<i>Autres</i>	<i>Merina</i>	<i>Betsileo</i>	<i>Autres</i>	Homme	Femme	
Toutes associations	82,9	70,7	80,9	76,5	82,2	90,6	80,5	81,5	80,7
Associations de service	20,0	18,9	17,7	18,2	19,8	20,9	18,3	22,1	19,1
Associations d'originaire	47,7	33,6	48,9	33,7	60,4	72,4	48,4	38,6	46,4
Obédience maçonnique	13,9	5,7	7,8	10,8	9,3	11,1	10,4	11,8	10,7

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Les élites ayant (ou ayant eu) un rôle dans la sphère politique se distinguent par une implication sensiblement plus forte dans les associations en général (87 % contre 81 % en moyenne), dans les associations d'originaire (67 % contre 46 % en moyenne), et dans les obédiences maçonniques (14 % contre 11 % en moyenne ; tabl. 20). Ces résultats tendent à confirmer un lien spécifique entre la participation associative et l'accès au pouvoir politique. Les élites – notamment politiques – semblent ainsi pouvoir bénéficier d'appuis ou de formes de légitimation à travers leur appartenance à ces cercles.

Le lien entre la participation sociale et l'accès au pouvoir se trouve surtout confirmé par le fait que le degré d'implication dans des associations tend à augmenter avec l'échelle de pouvoir. En effet, chez les élites de la catégorie la

Tableau 20
Participation à la vie associative selon les sphères et échelles de pouvoir

Catégorie d'élite	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total
Toutes associations	86,6	77,0	76,2	83,3	80,7
Associations de service	19,9	26,3	14,7	15,4	19,1
Associations d'originaire	67,2	33,5	41,0	41,3	46,4
Obédience maçonnique	13,9	12,7	7,5	8,4	10,7
Échelle de pouvoir	Niveau 1 (max.)	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4 (min.)	Total
Toutes associations	83,4	75,7	73,1	46,2	80,7
Associations de service	20,4	17,4	11,8	0,0	19,1
Associations d'originaire	48,7	40,2	42,0	38,5	46,4
Obédience maçonnique	12,6	7,0	0,0	7,7	10,7

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial, nos propres calculs.

plus élevée dans la hiérarchie du pouvoir (niveau 1), 83 % sont ou ont été membres d'une association, 49 % sont inscrits dans une association d'originaire et 13 % dans une obédience maçonnique (contre respectivement 46 %, 29 % et 8 % pour ceux situés au plus bas niveau de l'échelle). On peut certes s'interroger sur le sens de la causalité, la détention d'une position hiérarchique élevée pouvant faciliter l'entrée dans les cercles associatifs les plus fermés. Mais, compte tenu des contraintes de l'engagement associatif, il est plus que probable qu'une telle affiliation répond à des objectifs instrumentaux et pas seulement altruistes. Le cadre des milieux associatifs permet de renforcer des liens mobilisables dans des stratégies d'accès, de maintien ou de renforcement des positions hiérarchiques.

Les réseaux élitaires ne se limitent pas à celui créé à travers la participation aux associations précédentes. Ils peuvent aussi bien se nourrir de liens individuels, familiaux, professionnels que des contacts établis dans le cadre du milieu scolaire (association d'anciens élèves ou école des enfants), des affiliations religieuses, des activités sportives, etc. Cette diversité des lieux possibles pour créer, entretenir et développer son capital social donne une idée des relations que les élites peuvent potentiellement activer. Toutefois, la fréquentation des mêmes lieux ne se traduit pas forcément par l'établissement de relation de confiance et l'intégration d'une connaissance parmi le cercle des proches. Le développement automatique des liens est d'autant moins évident que la population malgache semble se caractériser par une faible confiance interpersonnelle (chap. 4) et que les élites, comparées aux citoyens ordinaires, se montrent encore plus défiantes (19 % des élites déclarent qu'on peut faire confiance à la plupart des gens tandis que le pourcentage équivalent est de 26 % pour l'ensemble de la population).

Le climat de méfiance à l'égard d'autrui constitue-t-il un obstacle à la création et au renforcement de relations pour l'entretien d'un réseau ? La structure et la taille des réseaux élitaires n'autorisent aucun doute sur leur portée effective. Les élites disposent au moins d'un contact élitare (une personne occupant une fonction de responsabilités qu'ils peuvent potentiellement appeler directement) dans l'une des différentes sphères de pouvoir. À titre d'exemple, 82 % ont, dans leur répertoire téléphonique, un contact exerçant (ou ayant exercé) des responsabilités dans les institutions publiques. Le pourcentage est de 85 % concernant les connaissances ayant ou ayant eu des fonctions gouvernementales (tabl. 21). 73 % ont des contacts dans le milieu des entreprises. Ce sont les contacts dans ces trois sphères qui sont aussi les plus mobilisés pour solliciter et obtenir une aide, témoignant de l'activation possible de ce réseau dans une optique instrumentale.

En conformité avec le constat fait précédemment quant à la spécificité des élites politiques en matière de participation associative, ces dernières sont également celles qui possèdent le réseau le plus dense. Les élites ayant (ou ayant eu) un rôle dans la sphère politique se distinguent des autres catégories d'élites par un réseau qui apparaît encore plus riche : elles affichent en moyenne un nombre plus important de relations au sein de la classe élitare,

Tableau 21
Réseau de contacts élitaires dans différentes sphères de pouvoir (en %)

Contacts ou proches dans les sphères suivantes	Au moins un contact
Gouvernement	84,5
Institutions publiques	82,1
Entreprises	73,2
Armée	67,7
Organismes internationaux	60,2
Société civile	59,9
Partis politiques	58,3
Fonctions électives	54,3
Institutions religieuses	54,1
Dans au moins une sphère	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Note : 85 % des élites en général ont des contacts avec des membres du gouvernement.

un plus grand nombre de personnes proches ou très proches parmi ces dernières, une plus forte diversité de sphères auxquelles appartiennent les membres de son réseau, plus de relations avec lesquelles les contacts sont très fréquents (au moins hebdomadaires), et enfin un nombre supérieur de relations dont elles ont reçu au moins une aide.

Par ailleurs, l'importance du capital social pour accéder aux plus hautes responsabilités du pouvoir se confirme. En effet, plus un individu se classe à un niveau élevé de l'échelle de pouvoir, plus il dispose d'un réseau riche, suivant les différents critères retenus pour le mesurer (nombre de relations, degré de proximité, diversité des sphères auxquelles appartiennent les membres du réseau, fréquence des contacts, et relation ou non d'entraide). Ainsi, le nombre moyen de relations citées passe de 7 à 16, du niveau le plus faible dans la hiérarchie du pouvoir à la plus haute ; le nombre moyen de relations ayant fourni une aide passe de 6 à 12,5 (tabl. 22).

Ici encore, il convient de s'interroger sur le sens de la causalité : est-ce l'accès au pouvoir politique ou à des positions hiérarchiques élevées qui donne les moyens de développer et d'enrichir son réseau, ou bien est-ce la richesse du réseau qui facilite l'accès à la sphère politique ou la montée dans l'échelle du pouvoir ? Sans chercher à tester proprement ces hypothèses (avec les contraintes d'endogénéité inhérentes à ce type de question si on recourt aux modèles économétriques), comme précédemment à propos de la participation associative, on peut se risquer à avancer que l'hypothèse la plus probable est celle d'une double causalité. Le réseau est ainsi à la fois une ressource et une résultante dans le processus d'accès, d'entretien ou de maintien au pouvoir.

Tableau 22
Importance du réseau élitare suivant la sphère d'appartenance et l'échelle de pouvoir

Sphères	Nombre moyen de relations dans le réseau élitare				
	Nombre de relations	Nombre de proches et très proches	Nombre de sphères	Nombre de relations avec des contacts au moins hebdomadaires	Nombre de relations dont une aide a été reçue
Sphère politique	16,2	14,6	6,4	3,2	12,7
Sphère économique	15,4	12,9	6,1	2,6	11,7
Institutions publiques	13,4	12,1	5,5	2,6	11,3
Autres	14,9	12,8	6,1	2,4	11,8
Échelle de pouvoir					
Niveau 1 (max)	15,8	13,8	6,2	3,1	12,5
Niveau 2	13,6	12,1	5,6	2,1	10,9
Niveau 3	10,9	9,5	5,2	1,3	8,3
Niveau 4 (min)	7,3	6,4	4,3	1,1	5,7
Total	15,0	13,1	6,0	2,7	11,9

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Un système de valeurs et de représentations propice au développement ?

Des analyses précédentes, il apparaît clairement que les élites à Madagascar constituent un univers très étanche, largement déconnecté de l’immense majorité de la population, et qui utilise toutes les ressources à sa disposition pour assurer sa reproduction en tant que groupe dominant au sommet de la hiérarchie sociale. Si le système respire, c’est essentiellement en interne (entre les différentes sphères de pouvoir), les individus jonglant avec une certaine plasticité d’un champ à un autre. En revanche, les frontières extérieures du monde élitare sont bien gardées, les stratégies déployées visant à limiter et à contrôler l’accès au pouvoir de nouveaux venus. Ce mode de fonctionnement basé sur le maintien des privilèges contrevient déjà en soi aux principes de méritocratie et d’égalité des chances censés fonder les sociétés démocratiques modernes. La question qui se pose maintenant est de savoir si cet entre soi est porté par un système de valeurs spécifiques et explicitement élitistes, ou s’il agit en sous-main, derrière un paravent de représentations plus collectivement partagées. Plus simplement, quelles sont les valeurs affichées par les élites en matière d’organisation et d’objectifs pour Madagascar, et sont-elles favorables au développement ?

Dans la lignée des analyses précédentes, nous mettons ici en regard les points de vue des élites et ceux de la population sur un certain nombre de questions clefs : l'adhésion à la démocratie, les principales entraves et les priorités en termes de développement, et l'appréciation des différentes périodes de l'histoire. Nous mobilisons les résultats de l'enquête *Elimad* bien sûr, mais que nous confrontons à l'enquête *Citmad* présentée en introduction. Un certain nombre de questions identiques, formulées exactement de la même manière, ont été posées en miroir dans les deux enquêtes. L'objectif est d'identifier aussi bien les points de divergence que de convergence entre élites et population pour faire émerger les obstacles et les bases possibles de la poursuite du processus de démocratisation et de développement.

Une adhésion mitigée aux principes démocratiques

L'attachement à la démocratie est loin d'être massif, même s'il recueille l'assentiment de la majorité des élites. « Seulement » 55 % des élites considèrent que « la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement », et ce pourcentage tombe même à 46 % chez les élites économiques (tabl. 23). Le poids de ceux qui estiment qu'« un système non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances » est significatif (36 % pour l'ensemble des élites et 45 % pour ceux de la sphère économique).

La question de savoir si les élites sont plus attachées à la démocratie que les citoyens ordinaires n'est pas simple. D'un côté, 26 % de la population indiquent que le type de gouvernement n'a aucune conséquence sur leur situation (contre 6 % des élites). Ces personnes semblent ainsi ne (plus) rien attendre de l'État. D'un autre côté, il reste cependant que 82 % de ceux pour qui la forme de gouvernement importe plébiscitent la démocratie, alors que ce n'est le cas que pour 60 % des membres des élites. Une plus forte proportion d'entre eux serait donc prête à accepter l'installation d'un régime non démocratique.

Cette question générale sur la démocratie traduit en fait le degré de valorisation du principe de l'élection des dirigeants du pays par la population. Pour aller plus loin sur l'attachement démocratique, nous avons également questionné nos interviewés sur le type de liens que le gouvernement et le peuple doivent entretenir. Alors que 54 % des citoyens ordinaires valident la proposition « Les gens sont comme des "enfants", et le gouvernement devrait prendre soin d'eux comme un parent » (une vision paternaliste du mode de régulation politique, en adéquation avec le concept de *raiamandreny* déjà largement analysé dans les chapitres précédents), seuls 19 % des élites ont défendu cette vision. Le principe d'un État *raiamandreny* semble donc paradoxalement plus accepté par les citoyens ordinaires que par les élites qui pourraient pourtant en profiter. Ce résultat n'est cependant paradoxal qu'en apparence. Il peut tout d'abord traduire en partie le fait que les réponses données par les interviewés sont influencées par la « désirabilité sociale ». Ceux-ci savent en effet que la « bonne » réponse à la question posée est que le peuple doit contrôler le gouvernement. Il peut aussi exprimer le fait que les membres des élites, qui ne sont pour la plupart pas en état de gouverner, ne souhaitent pas que le gouvernement prenne des décisions sans qu'ils puissent le contrôler.

Tableau 23
Point de vue des élites sur les principes démocratiques et la gouvernance (en %)

Ceux qui pensent que :	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total élites	Citoyens ordinaires
La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement	64,7	45,8	52,7	55,2	54,9	41,4
Un système non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances	28,7	45,3	37,2	34,3	36,2	9,3
Peu importe le type de gouvernement	5,1	5,9	6,5	8,5	6,4	26,2
A. Les gens sont comme des « enfants », le gouvernement devrait prendre soin d'eux comme un parent (<i>raimandreny</i>)	17,3	20,2	19,3	20,3	19,2	54,3
B. Le gouvernement est comme un employé, le peuple devrait être comme un patron qui le contrôle	63,9	66,8	62,9	63,9	64,3	39,3
Ni A ni B	9,6	8,0	10,7	6,9	9,0	1,7

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014) et *Afrobaromètre* (2013), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Note : Le total pour chacune des deux questions n'est pas égal à 100 % car la modalité « Ne sait pas » n'est pas reportée.

La mauvaise gestion des dirigeants, principale entrave au développement : un *mea culpa* assumé ?

Le rôle central de la gouvernance (qu'elle soit entendue de la façon la plus étroite, comme la mauvaise gestion des fonds publics, ou plus largement comme l'ensemble de la gouvernance démocratique), et en amont de la présence d'institutions « développeuses » (ou « inclusives »), est au cœur des travaux développés par NORTH *et al.* (2009 et 2012b), mais également par d'autres auteurs qui s'interrogent sur la trajectoire divergente des nations (KHAN, 2010 ; ACEMOGLU et ROBINSON, 2012). Cette thèse est largement partagée par les élites malgaches. « La mauvaise gestion des dirigeants » est considérée par les élites (quelle que soit la sphère considérée) comme de très loin la principale entrave au développement de Madagascar sur une longue période. 99 % pensent qu'elle joue de manière significative et 92 % qu'elle pèse de façon décisive (tabl. 24). Ce résultat appelle deux commentaires généraux.

D'une part, il vient confirmer que la thématique de la gouvernance n'est pas une problématique importée d'Occident, comme cela est parfois avancé. En effet, cette attention pourrait être la marque de l'intériorisation d'un discours globalisé sur cette question, au moins pour la fraction des élites « occidentalisées ». Cependant, le fait que la population, y compris les groupes les plus marginaux, y adhère semble conforter l'idée d'un terreau commun et largement endogène. Pour certains contempteurs des bailleurs de fonds (notamment au Sud), la question de la gouvernance serait mise en avant par une « communauté internationale » en mal d'explication pour justifier l'échec du développement

de l'Afrique sur une longue période. Inversement, ces mêmes bailleurs feraient de la « mauvaise » gouvernance un argument commode pour rejeter la responsabilité de leurs propres stratégies d'intervention sur des facteurs endogènes, à savoir l'influence néfaste d'élites rentières venant dévoyer les « bonnes politiques » préconisées (chap. 4).

D'autre part, il apparaît paradoxal que les élites s'infligent elles-mêmes un tel fardeau quant à leur propre responsabilité dans l'échec du développement à Madagascar, alors qu'il eût été si simple d'invoquer les ingérences extérieures, qu'elles soient politiques (rôle en sous-main de la France lors des crises de 1972 et 2009 ; RAKOTOMALALA, 2014), ou économiques (échec des politiques d'ajustement structurel imposées par les bailleurs de fonds). On peut s'interroger sur la signification profonde de cette dénonciation unanime. S'agit-il, de la part des élites, d'un véritable *mea culpa* quant à leur rôle néfaste sur la trajectoire de Madagascar ou traduit-elle l'idée implicite que les « mauvais dirigeants » sont toujours les autres, chacun désengageant sa propre responsabilité ?

Tableau 24
Point de vue des élites sur les principales entraves au développement (en %)

Les faits suivants constituent des entraves au développement	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total élites	Citoyens ordinaires
Mauvaise gestion des dirigeants	98,5	98,7	98,5	99,0	98,7	82,8
vraie entrave	89,8	94,1	89,4	93,6	91,5	46,2
Mentalité de la population	81,8	87,9	86,6	86,7	85,6	64,2
vraie entrave	55,8	57,7	56,9	54,7	56,4	18,4
Poids du passé (colonisation)	65,1	61,9	64,3	71,8	65,5	26,1
vraie entrave	28,4	25,9	23,1	33,2	27,3	7,4
Interventions étrangères	67,4	59,7	63,6	64,5	63,9	32,2
vraie entrave	28,6	26,9	24,4	26,1	26,5	10,5
Faiblesses des ressources naturelles	28,8	27,7	27,4	24,9	27,3	45,5
vraie entrave	15,9	13,2	12,0	11,9	13,4	18,3

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014) et *Citmad* (2013), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Si la mauvaise gestion des dirigeants est considérée par les élites comme la principale entrave au développement, d'autres facteurs sont également incriminés. La question à choix multiple proposée dans l'enquête permet d'en prendre la mesure. D'abord, 86 % des élites invoquent « la mentalité de la population » (dont 56 % qui en font une cause majeure). Même si le questionnaire ne le précise pas, les entretiens qualitatifs donnent une idée de ce qui se cache derrière ce terme fourre-tout. On y trouve pêle-mêle : le poids des traditions, le respect des interdits, la mauvaise gestion du temps, le manque d'esprit d'entre-

prise, le manque d'éducation, etc. La thèse « culturaliste » trouve un écho certain parmi les élites, qui voient dans les travers de la masse la deuxième source de mauvais développement du pays.

L'idée que le monde extérieur d'hier et d'aujourd'hui pèse négativement sur Madagascar n'est pas écartée, loin de là. Près de deux membres des élites sur trois mettent en avant le rôle de la colonisation (65 %), et une proportion équivalente (64 %) incrimine les bailleurs de fonds et firmes étrangères. En revanche, la thèse « géographique », elle, est plutôt écartée : l'idée prévaut que Madagascar est riche en ressources naturelles, et le risque que cette richesse puisse être génératrice d'externalités négatives (malédiction des ressources naturelles et minérales : *dutch disease*²²⁶) n'est pas envisagé.

Il est particulièrement intéressant de mettre en regard ce point de vue des élites avec celui des citoyens ordinaires. Si certaines similitudes se font jour dans les réponses, ce sont les divergences qui se montrent les plus intéressantes. Le principal point de convergence est la prépondérance des causes internes et du rôle des hommes dans la tragédie malgache, en premier lieu des dirigeants, dont 83 % de la population dénoncent l'incurie, mais aussi de la mentalité des Malgaches comme source des maux du pays. On retrouve ici le pendant de ce qu'on observe au niveau des élites : la population donne l'impression de s'auto-flageller. Mais peut-être est-ce aussi la marque d'une forme de conscience (aux deux niveaux : élites et population) de leur ambivalence et de leurs contradictions (chap. 3 et 4) vis-à-vis de la démocratie et plus largement de la « modernité » (demandes démocratiques et pourtant respect des hiérarchies héritées, rejet des régulations étatiques, etc.).

Deux différences significatives méritent d'être soulignées. En premier lieu, les élites sont plus de deux fois plus nombreuses à considérer les interventions étrangères comme une source de blocage. Ce résultat semble confirmer la thèse de NORTH *et al.* (2009, 2012a) selon laquelle les facteurs extérieurs en bouleversant les règles du jeu (changement dans les règles d'accès au pouvoir, émergence de nouveaux acteurs, accaparement des rentes) tendent à remettre en question les équilibres internes entre les élites et la population ou entre différentes fractions d'élites. C'est également pour les élites une bonne façon de diluer leurs responsabilités, une revendication à laquelle n'adhère pas le citoyen ordinaire. En second lieu, la population est plus nombreuse à penser que la faiblesse des ressources pèse sur Madagascar. 46 % l'affirment contre seulement 25 % chez les élites. *A priori*, la découverte des ressources minières à grande échelle et leur mise en chantier effective à partir de la présidence de M. Ravalomanana semble donner raison au point de vue des élites.

Si aucune interprétation évidente de cette différence ne tombe sous le sens, on peut néanmoins émettre quelques conjectures. Cette différence d'appréciation entre les élites et la population pourrait provenir du mode de gestion des

226 La malédiction des matières premières désigne les conséquences économiques négatives souvent provoquées par une augmentation brutale et importante des exportations de ressources naturelles par un pays.

ressources naturelles et minières à Madagascar. Comme il a été souligné dans le chapitre 2, ces ressources sont exploitées dans le cadre d'une économie d'enclave peu créatrice d'emploi et désarticulée du tissu productif local. Leur exploitation est donc relativement peu visible. Rappelons de surcroît que l'accès aux informations de la majorité de la population est très faible. Cette méconnaissance de l'ampleur des ressources naturelles malgaches facilite certainement l'acceptation de sa situation par la population. Une autre interprétation mobilise l'idée de système de représentation des élites. Ces dernières pourraient être convaincues de la richesse potentielle de Madagascar, mais penser qu'elles sont accaparées par les puissances étrangères, et de ce fait ne leur profitent pas.

La contribution catastrophique des dirigeants du pays est l'opinion la plus partagée par tous à Madagascar, à tous les niveaux de l'échelle sociale, jetant le trouble sur les élites en tant que groupe. Néanmoins, ces dernières sont diverses, et l'opprobre ne les touche pas toutes nécessairement à la même enseigne. C'est ce que nous avons cherché à savoir en interrogeant la population sur le rôle de chacun dans la descente continue du pays aux enfers²²⁷.

Le constat est accablant pour les élites politiques, dont le rôle funeste est massivement dénoncé (fig. 37). En revanche, tous les autres groupes sont plutôt positivement connotés. C'est le cas des élites économiques et militaires, mais surtout des responsables de la société civile et au premier chef des élites religieuses. Il est intéressant de noter que la population juge également très largement positive la contribution des citoyens ordinaires, une opinion qui vient nuancer le rôle négatif imputé à la mentalité des populations relevé précédemment. On notera qu'entre 2013 et 2014, la situation s'est globalement améliorée. Les changements sont de faible ampleur, sauf pour les élites politiques, dont la contribution fortement négative (avec un solde d'opinion de -42 points) devient légèrement positive (+7 points). Ces résultats sont très cohérents, un gage de qualité des données. En effet, 2014 marque la fin de la crise politique, avec la réalisation du cycle électoral et la mise en place d'un nouveau pouvoir issu des urnes. Il est parfaitement logique que la population accorde un plus grand crédit aux nouvelles élites politiques qu'elle vient de choisir. *A contrario*, le rôle des autres groupes n'ayant pas changé aussi fortement sur la période, il est tout aussi logique que leur contribution soit semblable au cours des deux années. Malgré cette embellie en 2014, les élites politiques restent toujours les plus décriées et, malheureusement et de façon prévisible, elles se verront à nouveau discréditées dès 2015. En effet, selon l'enquête « Gouvernance, paix et sécurité », deux tiers des citoyens considèrent que les membres de la classe politique ne pensent qu'à leur intérêt personnel (RAKOTOMANANA *et al.*, 2016). Soit une parfaite illustration de nos thèses, où « tout change pour que tout reste pareil ».

227 Nous n'avons malheureusement pas posé l'équivalent de cette question dans l'enquête *Elimad* (ce que les sphères d'élites pensent les unes des autres).

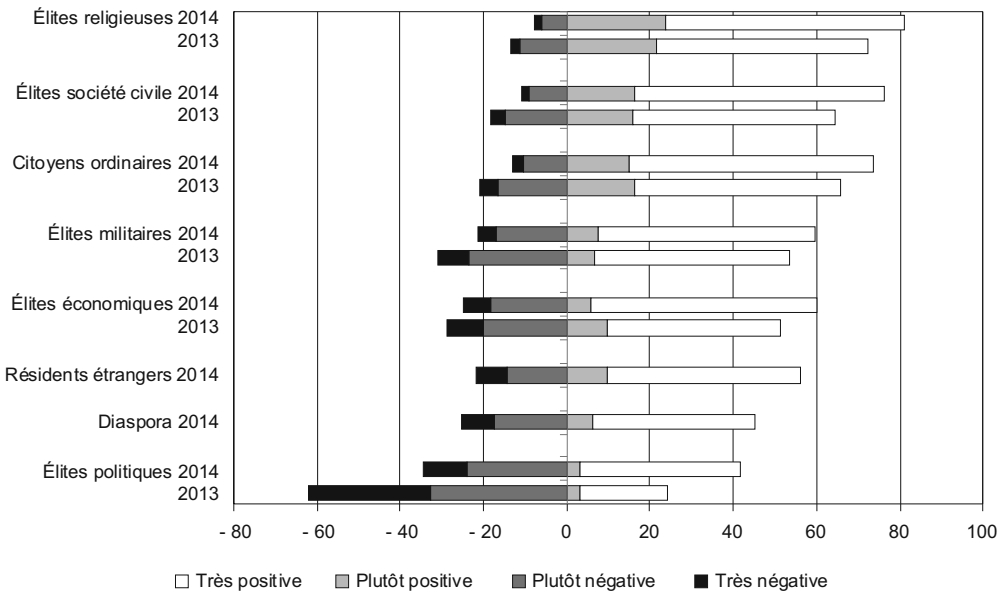


Figure 37

Contribution des différents groupes sociaux au développement de Madagascar selon la population en 2013 et 2014.

Sources : enquêtes Afrobaromètre (2013 et 2014) (questions spécifiques), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Notes : La question est formulée comme suit : « Selon vous, dans quelle mesure chacune des catégories de personnes suivantes contribue au développement du pays ? » Il faut toutefois préciser qu'en 2014, une modalité neutre (contribution ni positive ni négative) a été proposée en plus des quatre modalités présentées ici.

L'enquête de 2014 introduit sur la scène un nouvel acteur que nous avons peu évoqué à ce stade : la diaspora. Du point de vue de la population, sa contribution au développement de la Grande Île est considérée comme plutôt positive (+20 points ; fig. 37). Néanmoins, il s'agit du groupe qui est le moins apprécié, en dehors bien sûr des élites politiques. Même les résidents étrangers sont largement mieux considérés (+34 points). Il n'est bien sûr pas question de prendre au pied de la lettre l'opinion des Malgaches restés au pays sur leurs compatriotes émigrés à l'étranger, tant la relation entre ces deux communautés est en général complexe, et tout particulièrement à Madagascar. Cependant, les éléments disponibles montrent que la diaspora malgache, à la différence d'autres diasporas (tabl. 25), entre autres des pays d'émigration massive, joue un rôle de second plan sur la dynamique de la Grande Île sur une longue période ; ce qui explique aussi pourquoi, dans cet ouvrage, nous n'en avons pas fait un acteur central de nos analyses.

Bien qu'encore lacunaire, deux études récentes apportent des éléments nouveaux sur la diaspora malgache, jusqu'ici largement méconnue (FORIM, 2016 ; RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2017). En premier lieu, avec un taux d'émigration internationale estimé à 1 %, Madagascar est le 28^e sur 48 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels on dispose de données, largement derrière le continent

dans son ensemble (1,7 %) ou à titre d'exemple le Mali et bien sûr la Côte d'Ivoire (chap. 4, tabl. 6). La diaspora malgache dans le monde est peu nombreuse, un facteur limitant son influence potentielle sur le pays d'origine. En 2015, on estimait le nombre d'émigrants à environ 170 000 personnes (United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2015). La diaspora malgache possède cependant deux caractéristiques propres qui jouent en sens inverse. D'abord, elle réside très massivement dans les pays riches : plus de 90 % de ses membres ont rejoint un pays de l'OCDE, et même 85 % ont rejoint la France. À titre de comparaison, en Afrique subsaharienne, l'émigration internationale est, pour près de 40 %, en direction d'autres pays du Sud. Ensuite, il s'agit d'une diaspora particulièrement éduquée. Un tiers de la diaspora malgache possède un niveau scolaire supérieur et plus de 40 % de ceux qui ont migré dans un pays de l'OCDE (la quasi-totalité) exercent une profession qualifiée. Les chiffres correspondant sont moins bons pour le continent dans son ensemble, tout particulièrement pour les diasporas issues de l'Afrique de l'Ouest. Ces caractéristiques globales font de la diaspora malgache un candidat probablement sous-estimé du monde élitare qu'il conviendrait de mieux connaître à l'avenir.

En résumé, le haut pouvoir d'achat de la diaspora malgache, relativement à la plupart des autres diasporas subsahariennes aurait dû constituer un puissant facteur pour faire de cette dernière un acteur majeur dans la Grande Île. En fait, il n'en est rien. On l'a vu, la diaspora est numériquement faible, mais surtout elle semble moins organisée et moins tournée vers le pays d'origine. Pour étayer et affiner ce diagnostic, de nouvelles études sont nécessaires, car les informations sur ce point sont pointillistes. Ce que l'on peut néanmoins affirmer en l'état des connaissances disponibles est que la diaspora malgache s'inscrit plus que les autres dans une logique individuelle d'intégration dans la société d'accueil. On le mesure notamment au fait qu'elle est beaucoup plus souvent naturalisée que les autres diasporas. Elle est également très féminisée, le mariage avec des ressortissants des pays d'accueil étant un motif important de migration. Le tissu associatif est bien présent, mais de moindre densité et relativement plus mobilisé par des activités d'animation de réseaux des communautés à l'étranger (notamment religieuse et... sportive) que par des logiques d'investissement au pays et/ou de préparation d'une migration de retour. On retrouve en quelque sorte transplanté à l'étranger (hors-sol) un certain nombre de caractéristiques propres à la société malgache décrite dans cet ouvrage ; ce qui n'est somme toute pas surprenant. Cela signifie aussi que le potentiel de mobilisation de la diaspora est important et des initiatives ont commencé à émerger (Collectif Tany, Zama, etc.²²⁸), mais il ne s'agit là encore que d'un « potentiel », venant se rajouter aux autres atouts présentés plus hauts et que la Grande Île peine à mobiliser (encore une fois, une caractéristique malgache).

228 Tany : Association française loi 1901 se donnant pour objectif de lutter contre la spoliation des citoyens et paysans malgache de leurs terres. Zama (*Zanak'i Madagasikara Ampielezana*), association française se donnant pour objectif d'organiser les actions de la diaspora en faveur du développement de Madagascar.

Tableau 25
Poids de la diaspora malgache comparée à celle de quelques pays africains

	Stock de migrants et zones de destination (2015)			Montant des transferts internationaux reçus (2014)	
	Dans le monde (en milliers)	En France (en milliers)	Part dans les pays développés (en %)	Transfert per capita (en US\$ courant)	Transfert/PIB (en %)
Côte d'Ivoire	850	90	21	17,1	1,1
Cameroun	329	81	63	11,0	0,8
Mali	1 006	76	10	54,0	6,6
Sénégal	587	118	54	112,0	10,8
Madagascar	170	143	92	18,3	4,0

Sources : pour les données sur la migration : United Nations, Department of Economic and Social Affairs (2015) ; pour les transferts (*personal remittances*) : *World Development Indicators* (2016) ; calculs des auteurs.

Stabilité sociale ou amélioration des conditions de vie : quelles priorités ?

Comment expliquer la récurrence des épisodes de crise étant donné l'importance accordée à la paix sociale à Madagascar ? Le contrôle de la violence prime-t-il et/ou devrait-il l'emporter sur les objectifs d'amélioration des conditions de vie et/ou de démocratie ? La même question a été posée aux élites et à la population pour savoir ce qui est considéré comme prioritaire parmi différentes aspirations : celles plus traditionnelles liées à l'objectif de stabilité ou au désir d'amélioration du bien-être matériel ; celles qui se rapportent aux valeurs démocratiques à savoir l'accroissement de la participation des citoyens aux décisions du gouvernement ou la garantie de la liberté d'expression²²⁹.

Des quatre options proposées, « le maintien de l'ordre » dans le pays (37 %) et « l'amélioration des conditions de vie des pauvres » (28 %) occupent, dans cet ordre, les deux premières places aux yeux des élites. Les deux autres options ne sont considérées comme prioritaires que par une petite minorité. 12 % des élites ont privilégié « l'accroissement de la participation des citoyens aux décisions du gouvernement », tandis que 16 % plébiscitaient « la garantie de la liberté d'expression ». Si dans l'ensemble toutes les sphères d'élites partagent les mêmes priorités, certaines différences significatives peuvent être observées. La sphère politique et les hauts responsables d'institutions publiques sont les moins attentifs à la lutte contre la pauvreté. *A contrario*, la haute

229 Cette question sur les principales priorités de développement est dérivée d'une version standardisée, utilisée par les spécialistes des théories de la modernisation et du changement culturel dans les enquêtes internationales sur les valeurs (World Values Surveys ; voir INGLEHART, 1997). Quatre modalités de réponse sont possibles. Deux d'entre elles (« assurer le maintien de l'ordre » et « lutter contre l'inflation ») sont censées représenter les valeurs matérialistes propres aux sociétés en voie de modernisation et d'industrialisation, tandis que les deux autres (« accroître la participation des citoyens aux décisions du gouvernement » et « garantir la liberté d'expression ») symbolisent les valeurs postmatérialistes, dont la montée en puissance caractérise depuis plusieurs décennies la plupart des pays développés, et que ces auteurs qualifient de sociétés « postmodernes ».

administration est la plus sensible au maintien de l'ordre. Sphère politique et sphère économique sont finalement assez proches, même si les dirigeants d'entreprise s'avèrent plus portés vers les valeurs matérielles, et parmi elles l'amélioration du niveau de vie. Le profil le plus atypique est finalement celui de la catégorie « Société civile et autres ». Ses membres sont à la fois les plus sensibles à l'amélioration des conditions de vie de la population, et en même temps les plus attachés aux droits et à la participation politique des citoyens, ou encore à la liberté d'expression. Mais, au-delà de ces différences relatives, les élites, dans leur immense majorité, sont plus tournées vers les valeurs matérialistes que vers celles de la « postmodernité », ce qui les rapproche plus de leurs concitoyens que de la population des pays développés, dont elles sont pourtant beaucoup plus proches en termes de conditions de vie.

En effet et sans surprise, pour l'ensemble de la population, « l'amélioration des conditions de vie des pauvres » est de loin la priorité absolue (52 %), le « maintien de l'ordre » se plaçant en second (28 %), laissant peu de place aux autres options proposées (tabl. 26). Mais, au-delà de la domination de ces deux modalités prises globalement, les deux groupes s'opposent sur leur position respective. Non seulement les élites placent le « maintien de l'ordre » avant toute chose, mais elles semblent relativement peu pressées de placer la lutte contre la pauvreté en tête de l'agenda politique du pays. La proportion de celles qui y sont favorables est presque deux fois plus faible que chez les citoyens ordinaires (28 % vs 52 %).

Tableau 26
La principale priorité pour Madagascar selon les élites et la population (en %)

	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total élites	Citoyen ordinaire
Maintenir l'ordre	37,7	38,9	43,9	25,6	37,3	27,9
Améliorer les conditions des pauvres	25,7	32,6	23,6	33,5	28,4	51,9
Protection des droits et liberté d'expression	18,1	15,5	11,8	19,2	15,9	10,0
Plus de poids au peuple dans les décisions	13,4	7,5	13,2	15,8	12,4	7,4
Autres	5,1	5,4	8,1	5,9	6,0	3,9
Total	100	100	100	100	100	100

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014) et *Citmad* (2013), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Bilan sur les différentes périodes de l'histoire de Madagascar

Parmi les points de vue exprimés par les élites, leurs perceptions et leur jugement sur les différentes périodes de l'histoire éclairent sur les modes de gouvernance et les épisodes qui les ont le plus marqués négativement ou positivement. En s'appuyant sur les analyses du chapitre 2, dix périodes historiques ont été identifiées. Ce découpage ne comprend pas la nouvelle mandature

(2014 à nos jours), l'enquête ayant été conduite avant les élections de fin 2013. Le fait marquant de ce balayage de l'histoire est l'absence d'un quelconque âge d'or où Madagascar aurait indiscutablement choisi la voie d'un développement harmonieux dans l'imaginaire collectif des élites (pour les périodes les plus anciennes) ou dans le vécu des contemporains (pour les périodes les plus récentes). Quelle que soit la période considérée, jamais plus du quart des élites la juge très positivement (tabl. 27). Cette relative désillusion ne fait que refléter la faible légitimité structurelle des gouvernants soulignés précédemment, quel que soit le régime considéré.

Les avis sur les différentes périodes sont néanmoins très fortement contrastés. Dans l'ordre des préférences, la I^{re} République de P. Tsiranana arrive nettement en tête (87 % des membres des élites estiment qu'elle a eu un effet positif pour le développement de Madagascar). Elle est suivie de la première présidence de M. Ravalomanana (79 %) et la période précoloniale des royautes (70 %), qui apparaissent comme les trois périodes les plus fastes pour Madagascar. Mais, en ce qui concerne le règne de M. Ravalomanana, une profonde dégradation se fait jour entre la première mandature (2002-2006) et la seconde (2006-2009), qui ne recueille plus que 41 % de satisfaits. Cette période se situe au même niveau que la fin des années 1990, sous la présidence de D. Ratsiraka ; des niveaux de défiance similaires qui, dans les deux cas, ont conduit à l'éviction des présidents en exercice par la force. Seuls font moins bien le long premier règne de D. Ratsiraka (1975-1990), la présidence d'A. Zafy, et surtout la période dite « de la transition » (2009-2013). Cette dernière est perçue comme la pire qu'ait connue le pays depuis près de trois siècles : seuls 22 % des membres des élites estiment qu'elle a eu un effet positif sur le développement du pays. Le fait que même les élites politiques, dont une partie participe (ou a participé) aux gouvernements qui se sont succédé suite à l'accession d'A. Rajoelina au pouvoir, tirent un bilan aussi critique de la situation met clairement en lumière le caractère catastrophique de cette période de transition.

Au-delà du constat général, la désagrégation des données suivant différentes sphères d'élites met en exergue un certain nombre de traits significatifs. Les élites politiques apparaissent presque systématiquement aux extrêmes de la distribution des opinions. Elles survalorisent (en relatif) les périodes Tsiranana, Ratsiraka (socialiste ou libéral), Zafy et Rajoelina, et *a contrario* déprécient plus les royautes, et les périodes Ramanantsoa et Ravalomanana. Ce profil reflète la plus grande diversité régionale de la sphère politique, et notamment la surreprésentation (relative) des élites « côtières » dans ce champ. Ces moyennes sont ainsi en partie le résultat d'un effet d'optique, cette sphère étant de toute la plus polarisée, notamment suivant un critère ethnique.

Les critères de jugement des élites économiques semblent moins guidés par des considérations ethniques ou d'équilibres politiques, mais bien liés aux performances économiques. Les périodes Rajoelina, Zafy et Ratsiraka I (1975-1990), soit les plus catastrophiques sur le plan de la croissance, sont plus décriées que dans les autres sphères. Le jugement majoritairement positif de la période colo-

Tableau 27
Jugement des élites sur les différentes périodes de l'histoire malgache

Jugement très ou plutôt positif (en %)	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total	Citoyen ordinaire
Royautés (avant colonisation)	60,4	75,8	70,9	77,0	70,4	30,59
très positif	11,7	9,7	10,3	16,3	11,8	11,0
Période de colonisation	46,2	52,1	48,2	41,8	47,3	30,3
très positif	6,4	2,1	5,4	4,1	4,6	8,4
Période sous Tsiranana	90,0	85,8	88,4	82,1	87,0	55,6
très positif	30,6	18,5	25,4	21,0	24,3	18,2
Période sous Ramanantsoa	46,6	45,3	51,9	52,7	49,0	35,5
très positif	4,9	3,6	4,9	6,4	4,9	6,4
Période sous Ratsiraka I	45,0	27,2	35,5	24,8	33,9	62,1
très positif	6,7	3,0	4,0	2,5	4,2	16,7
Période sous Zafy Albert	35,5	21,0	28,9	25,9	28,2	28,2
très positif	3,4	1,7	0,4	1,0	1,7	5,2
Période sous Ratsiraka II	45,7	41,1	41,5	37,2	41,7	48,8
très positif	7,8	2,1	3,3	2,0	4,0	7,4
Période sous Ravalomanana I	70,3	83,8	79,4	84,4	79,0	79,4
très positif	15,2	20,4	20,7	25,6	20,1	30,9
Période sous Ravalomanana II	32,1	43,2	46,9	43,5	41,3	57,7
très positif	5,6	3,9	8,9	9,4	6,9	20,9
Période sous A. Rajoelina	30,0	16,5	24,0	14,0	21,8	40,3
très positif	2,3	0,4	1,5	0,0	1,1	7,6

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014) et *Citmad* (2013), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Note : la question est formulée comme suit : « Pour le développement de Madagascar, entendu au sens large, comment jugez-vous les périodes suivantes ? »

niale (elle est la seule sphère dans ce cas), alors même que les élites économiques sont en moyenne plus souvent merina et d'origine *andriana*, vient confirmer cette interprétation. Celle-ci est aussi confortée par le basculement des élites de la sphère économique dans leur jugement des deux mandatures de la présidence de M. Ravalomanana, qui dévise de plus de 40 points de pourcentage. Si le profil du président entrepreneur a pu être favorable au milieu économique durant son premier mandat, le retournement de l'opinion de cette sphère marque leur profonde déception et leur dénonciation de la mainmise généralisée de la famille présidentielle sur tous les marchés suivant l'objectif d'extension de son empire. Les « opérateurs économiques » ont certainement été les plus affectés par cette pratique déloyale.

Le profil de la haute administration publique se rapproche le plus de celui de la sphère politique, marquant la porosité des frontières entre les deux sphères. Enfin, la sphère « Société civile et autres » occupe, pour la plupart des périodes, une extrémité du spectre des positions, reflétant une forme d'opposition déjà soulevée entre la société civile et la classe politique. Ce face-à-face est à son maximum pour ce qui est de l'appréciation sur la période récente de la transition. 14 % seulement des élites, qui n'appartiennent ni à la sphère politique, ni à la sphère économique et qui n'ont pas de responsabilités dans les institutions publiques, considèrent cette période comme positive (et aucun ne la juge très positive). Cette proportion est plus de deux fois plus élevée (30 %) chez les élites politiques. Le fait qu'une partie d'entre elles ont participé au pouvoir les conduit certainement à plus de mansuétude.

Pour finir, la comparaison entre le jugement des élites et celui de la population dans son ensemble est saisissante. La présentation en solde d'opinion permet de s'en faire une idée synthétique²³⁰. Le premier mandat de M. Ravalomanana fait l'unanimité en sa faveur, avec un solde positif de près de 60 points de pourcentage (fig. 38). La I^{re} République est, elle aussi, largement valorisée, plus cependant par les élites que par la population (les soldes d'opinion sont respectivement de +74 et +50 points). Les avis sur la période royale sont en revanche nettement moins consensuels : 70 % des élites lui accordent en effet un rôle positif alors que ce n'est le cas que de 31 % des citoyens ordinaires. Si pour ces derniers le solde d'opinion reste néanmoins positif (neuf points), c'est surtout dû au fait qu'ils sont quatre sur dix à ne pas avoir répondu à cette question. De ce point de vue, le respect *a priori* des dirigeants politiques et la relative valorisation d'un « État *raïamandreny* » relevés dans le chapitre 4 de ce livre ne sont pas synonymes de regret, par la population, d'un mode d'organisation politique précolonial.

En sens inverse, deux périodes sont unanimement considérées comme des périodes noires : la période Zafy, décriée par 70 % des élites et 54 % de la population, et la période de la transition, que rejettent 77 % des élites et 55 % de la population. Enfin, il y a aussi des périodes où les jugements s'opposent. C'est le cas du second mandat de M. Ravalomanana. Alors que, comme souligné plus haut, les élites se retournent, la population continue à lui conserver un certain crédit, bien qu'en recul massif (-24 points). Mais le plus clivant est probablement D. Ratsiraka. En dépit des époques et de leurs revirements économiques et politiques, le solde d'opinion est positif pour la population et négatif pour les élites. Cette opposition, particulièrement nette pour la première période (1975-1990), semble confirmer le grief de l'ex-président qui se plaint de manière récurrente d'être le mal-aimé des élites du pays (LAVRARD-MEYER, 2015). Enfin, la période coloniale est pour les élites et la population à la fois un point de convergence (avec un solde proche de zéro) et de divergence (légèrement négatif pour les premières et positif pour la seconde). De ce point de

230 Le solde d'opinion est la différence entre le pourcentage d'avis positifs et le pourcentage d'avis négatifs. Il s'exprime donc en point de pourcentage et peut avoir une valeur positive ou négative.

vue, cet équilibre des opinions résonne avec l'idée de « colonisation ambiguë » proposée par les historiens BROCHEUX et HÉMERY (2001) dans leur ouvrage sur l'Indochine française.

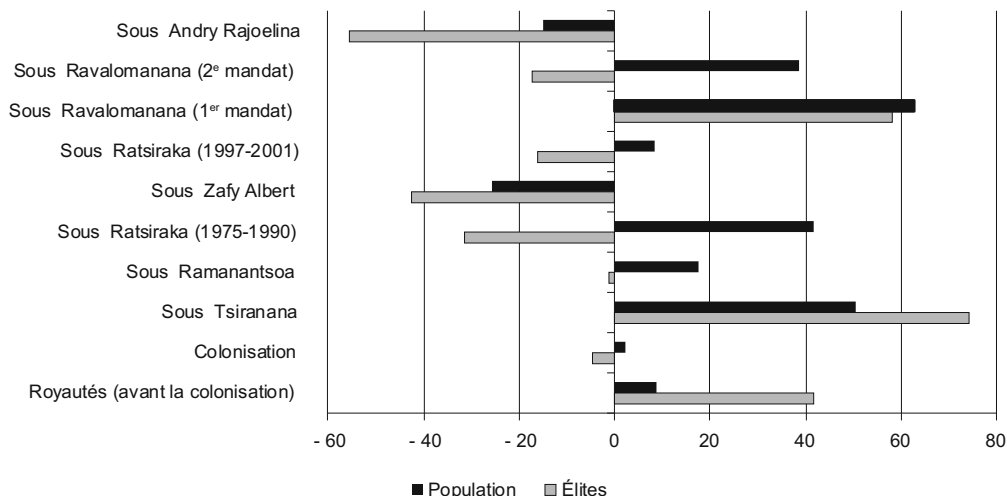


Figure 38
Jugement comparé des élites et de la population sur les différentes périodes (solde d'opinion).

Sources : enquêtes *Elimad* (2012-2014) et *Citmad* (2013), Coef Ressources et IRD-Dial ; calculs des auteurs.

Le rôle des élites dans la trajectoire de Madagascar, et en particulier dans la construction et l'accroissement des inégalités, une des sources identifiées de l'instabilité sociopolitique chronique, impose de mieux les appréhender. En s'appuyant sur des enquêtes statistiques, dont une spécifique et inédite sur les élites de la Grande Île, ce chapitre a permis d'établir une sociographie de ces dernières, de comprendre leurs stratégies pour atteindre le pouvoir et s'y maintenir, mais aussi de connaître leurs opinions sur le fonctionnement de la société et notamment leur appréhension des facteurs de blocage ou de développement à long terme du pays.

Un certain nombre de résultats clefs sont à souligner. D'abord, une majeure partie des élites est issue de l'ancienne aristocratie. Au-delà de cette faible fluidité sociale se profilent des pratiques pour occuper les différents champs du pouvoir. Ainsi, l'immense majorité cumule une position dans différentes sphères d'influence, comme le gouvernement, l'assemblée nationale ou le sénat, l'armée, le milieu des affaires, les institutions publiques ou la société civile. La mobilisation du capital social (constitué d'un réseau riche par son ampleur, sa diversité et l'intensité des liens établis au sein du cercle élitare) constitue une stratégie d'accès aux positions hiérarchiques les plus hautes.

Ainsi, sans forcément former un groupe véritablement uni, la mobilisation des réseaux et un mode de reproduction spécifique a permis et permet toujours aux élites d'assurer et de maintenir plus ou moins directement le contrôle du pouvoir au fil des années. La revue de l'histoire longue proposée dans le chapitre 2 a d'ailleurs montré que le pouvoir dont les élites malgaches ont hérité (avant, pendant ou au lendemain de la colonisation, et qu'elles ont su utiliser pour asseoir leur emprise dans différentes sphères (politique, économique et bureaucratique, leur a conféré le statut d'acteurs incontournables dans la vie publique et, d'une certaine manière, leur a permis de s'octroyer une certaine légitimité pour influencer sur les décisions.

Enfin, cette classe dominante affiche une adhésion plutôt mitigée aux principes démocratiques. Si elle s'accorde avec la population pour dénoncer la mauvaise gestion des dirigeants successifs, elle semble chercher à s'exonérer en partie de sa part de responsabilité en invoquant plus souvent d'autres raisons de fond au mal développement et au blocage de la société malgache : les facteurs exogènes – héritage colonial, dictat des bailleurs –, d'une part ; la culture et la mentalité rétrograde de la population, de l'autre. Mais le principal désaccord entre les élites et la population concerne l'ordre des priorités dans l'agenda politique. Si pour les élites le maintien de l'ordre prime avant toute chose, pour la population c'est l'amélioration des conditions de vie des pauvres qui doit constituer la priorité. Ce hiatus entre la position de la classe élitare et le souhait de la grande majorité des citoyens est illustratif des clivages entre ces deux groupes. Cette situation joue au détriment de la population dans la mesure où les élites détiennent le privilège du pouvoir et influent donc plus facilement sur les options politiques mises en œuvre. Ainsi, le maintien d'un ordre social inchangé permet globalement aux élites de préserver leur statut au fil du temps, depuis la période coloniale, voire la royauté, et cela indépendamment des intérêts de la grande majorité de la population.

Conclusion générale

Afin de comprendre la trajectoire de Madagascar depuis son indépendance, cet ouvrage propose une réflexion sur la manière dont le pays fonctionne en adoptant une approche novatrice. Elle a consisté d'une part à relire l'histoire malgache à l'aune de l'économie politique en rassemblant les différents diagnostics tirés des données et travaux accumulés dans le temps. D'autre part, des analyses empiriques sur des données originales, la plupart du temps produites avec la participation des auteurs, ont été menées pour dégager les facteurs de blocage et les possibles leviers pour engager le pays sur une dynamique positive durable.

La contre-performance économique malgache sur longue période n'est pas due aux facteurs habituellement mis en avant par la science économique, ou liés à l'histoire ou la géographie (enclavement, climat, conflits, ressources, etc.), à la fragmentation sociale (telle qu'elle est mesurée par les indicateurs comme le fractionnement ethnique, etc.), aux inégalités telles qu'elles sont mesurées par les enquêtes auprès des ménages (qui ne captent pas l'élite), à la qualité des institutions (telle qu'elle est mesurée dans les différentes bases de données internationales). Les choix de politiques économiques ne permettent pas non plus de comprendre la trajectoire malgache. Madagascar a en effet exploré successivement différentes options dans la lignée des politiques préconisées par les bailleurs de fonds dans des pays comparables. L'économie politique, et en particulier le cadre de NORTH *et al.* (2009, 2012a), propose alors un schéma alternatif séduisant pour expliquer le fonctionnement des sociétés en développement. Ce cadre met en avant le rôle des élites qui manipulent à leur profit, accaparent les rentes et ne sont pas « développeuses » (en anglais *developmental*). Nous avons montré que ce schéma correspond partiellement au cas de Madagascar. Toutefois, notre analyse relève un certain nombre de spécificités malgaches qui, accumulées, font sortir la Grande Île du cadre générique proposé.

D'une part, Madagascar a souvent donné la preuve de sa capacité de transformation. En termes institutionnels, le pays s'est illustré par exemple par la mise en place d'organisations formelles caractéristiques des OAO, et ce, sur le triple front économique, bureaucratique et politique. Ces réalisations infirment la thèse postulant l'incapacité « structurelle » des PED à faire fonctionner sans les détourner de telles institutions. D'autre part, malgré les crises politiques récurrentes, Madagascar se caractérise par un recours limité à la violence politique, la condamnation de toute forme de violence physique, qui apparaît comme un tabou, étant fortement ancrée dans la société. Pour finir et surtout, nos analyses insistent sur le fait que la population compte, et pas seulement les élites. Alors que la population est singulièrement absente de l'approche de NORTH *et al.* (2009, 2012a) qui fait jouer un rôle exclusif aux luttes et aux arrangements entre fractions d'élites (rappelant « les 200 familles » ou les théories du complot invoquées dans d'autres contextes ; ou dans le cas malgache le « club des 48 familles »), nos résultats montrent que les citoyens, même les plus pauvres, jouent un rôle dans les événements et la trajectoire du pays. Ils possèdent une forme d'autonomie et ne sont pas seulement « agis ». Pour toutes les crises, le mécontentement populaire a constitué une des bases des mouvements : que la population ait été manipulée ou que les mouvements aient été spontanés, l'insatisfaction de la population apparaît toujours en toile de fond. Cette insatisfaction peut se cristalliser sur les résultats économiques, en particulier sur les inégalités dont la perception est exacerbée par les cas d'enrichissements extrêmes des proches du pouvoir, sur des cas de grande corruption et de mauvaise gouvernance connus sur la place publique ou plus directement politiques (fraudes électorales). La conjugaison d'un inégal partage des richesses produites et de problèmes graves de gouvernance apparaît à chaque crise comme un élément majeur. Malgré un attachement de la population à la stabilité sociale, cette dernière exprime et cherche les moyens de faire entendre ses demandes, aussi bien en termes d'amélioration du bien-être que de démocratie. Ainsi, la population, notamment par ses aspirations, joue un rôle même dans les États naturels les plus fragiles, alors qu'elle est singulièrement négligée dans la plupart des cadres d'analyse en économie politique.

Plusieurs entraves structurelles au développement du pays ont cependant été mises en évidence. La structuration sociale fondamentalement statutaire et hiérarchique qui perdure depuis la période des royautes est aggravée par de nombreux clivages sociaux (distinctions au sein des groupes de même origine statutaire et défiance interpersonnelle marquée) et territoriaux (coupure ville/campagne, inégal développement des territoires, enclavement de certains d'entre eux, monocéphalie de la capitale). L'atomisation de la population et l'atrophie des corps intermédiaires ne permettent pas de relayer les attentes de la population et de contraindre les autorités à y répondre. Comme dans l'Europe moderne, les émeutes apparaissent ainsi comme les seules formes possibles de mobilisations collectives (HOBBSAWM, 1966). Toutefois dans les faits, elles sont rares en raison du tabou de la violence. Malgré sa revendication des principes démocratiques, la population reste par ailleurs tiraillée entre, d'un côté, des

aspirations citoyennes de type démocratique et méritocratique, en partie importées, en partie puisées du fond culturel malgache et, de l'autre, une seconde composante des valeurs traditionnelles, très prégnante, qui impose le respect de hiérarchies réelles et symboliques héritées du passé.

Le principal « ordre social » qui se maintient au fil du temps est ainsi le clivage/la fracture entre les élites et la grande majorité de la population. Les résultats d'enquête tendent à confirmer que la mobilisation des réseaux et un mode de reproduction spécifique ont permis aux élites d'assurer et de maintenir plus ou moins directement le contrôle du pouvoir au fil des années. On ne peut cependant conclure pour autant à un contrôle total de l'accès au pouvoir, sachant que les soulèvements populaires n'ont pas été anticipés par les élites, du moins lors des trois premières crises. Le système n'est pas totalement verrouillé, comme l'a montré la double transition économique (avec l'arrivée d'une classe d'entrepreneurs nouveaux) et politique (une véritable adhésion de la population au système démocratique) qui a eu lieu dans les années 1990, même si cette transition n'a pas pu être consolidée. De même, les arrivées successives de M. Ravalomanana, de A. Rajoelina, dans un contexte contesté, et de H. Rajaonarimampianina suite aux élections en 2013 ont montré la possibilité de concurrence politique de personnalités non issues du sérail. Cette relative ouverture de la scène politique est positive, même si elle n'est pas véritablement structurée et qu'elle a été utilisée essentiellement par des personnalités (des « électrons libres » au départ) qui saisissent une opportunité pour leurs propres intérêts.

Les élites apparaissent de fait très individualistes et incapables de fonder des organisations solides et des coalitions durables. Un tel contexte autorise une forte concentration du pouvoir aux mains d'un petit nombre d'individus qui ne sont ni contraints ni incités à avoir une vision de moyen et long terme et à prendre en compte les intérêts de la grande majorité. Les alliances au sommet, mouvantes, fragiles et limitées aux seuls proches du président, engendrent l'exclusion et la frustration de groupes élitaires potentiellement influents et au pouvoir déstabilisateur. Compte tenu de la faiblesse généralisée des institutions et des organisations (formelles et informelles) et sachant qu'aucune faction n'a de véritable capacité de mobilisation de la violence à grande échelle, il est facile de faire tomber le pouvoir en place avec des moyens financiers et humains dérisoires. On note en conséquence l'absence d'une vision à long terme, et plus particulièrement d'une stratégie permettant d'assurer la durabilité du pouvoir. L'application du principe de PFR²³¹ (« en position de fuite rapide ») par ceux qui se trouvent au pouvoir en est une preuve : ceux qui accumulent les richesses n'investissent pas dans le pays mais placent leurs capitaux ailleurs puisqu'ils savent et anticipent qu'ils ne peuvent durer. Certes, le système de clientélisme opère mais le système de distribution des rentes reste plutôt limité au groupe

231 Cette expression a été utilisée par un homme politique malgache, H. Razafimahaleo, pour dénoncer le fait que les membres de l'élite malgache font en sorte d'être prêts à quitter le pays à tout moment, soit en raison d'actions répréhensibles dans l'exercice de leur fonction, soit, s'ils n'ont rien à se reprocher, pour « éviter de couler avec le pays ».

très restreint de ceux directement liés au pouvoir en vigueur. D'ailleurs et à la différence d'autres pays en développement, ceux qui accèdent au pouvoir à Madagascar n'ont jamais cherché à développer ni à favoriser particulièrement leurs régions d'origine. Ainsi, dans le cas malgache, il n'est pas clair que l'objectif premier des dirigeants soit d'assurer le maintien de l'ordre comme le postulent NORTH *et al.* (2009, 2012a), car il est, finalement, plutôt bien assuré en temps normal, compte tenu de la culture du consensus et du *fiaraha-monina* (le « savoir vivre ensemble ») largement mobilisé. L'objectif, une fois au pouvoir, est plutôt l'enrichissement, mais *a priori* sans le souci d'asseoir un système durable (ou du moins sans pouvoir le faire).

À l'issue de nos analyses, nous pensons avoir montré à quel point la société malgache contemporaine et son mode de fonctionnement sont à la fois uniques et hybrides. La démonstration de l'unicité était un impératif logique pour pouvoir prétendre expliquer le mystère malgache, lui-même unique. Mais cette unicité du cas malgache renvoie aussi à une dimension universelle. En effet, l'opposition entre élites et citoyens, le rapport au pouvoir et le questionnement de la démocratie, qui sont au cœur du nœud malgache actuel, sont aussi un mouvement de fond à l'échelle planétaire, qui travaille aussi bien les pays en développement que les pays développés.

Le caractère hybride quant à lui est le fruit d'influences internes, elles-mêmes diverses, et externes. Même si nous avons conclu que les dynamiques endogènes mènent le bal, la configuration malgache est un assemblage d'éléments importés et locaux en constante interaction. Et c'est là que le bât blesse. Pour FREMIGACCI (2014b), le télescopage de conceptions traditionnelles du cru et des idées occidentales, à travers un phénomène de perversion mutuelle, a accouché d'une « chimère », une création monstrueuse qui conduit Madagascar à sa perte. Pour notre part, si nous pouvons reprendre à notre compte l'idée de chimère, tant le système malgache dysfonctionne, nous pensons que l'équation est bien plus complexe qu'un simple heurt entre modernité importée et valeurs locales traditionnelles. Sans nul doute, Madagascar est tiraillé entre des systèmes de valeurs contradictoires. On peut en brosser une liste infinie : entre le devoir de déférence à l'égard des *raiamandreny* et la citoyenneté démocratique ; entre la face positive du contrôle de la violence physique considérée comme tabou et son revers négatif avec le maintien d'un ordre établi sous le poids d'une forte violence symbolique ; entre les atouts d'un système non verrouillé et l'instabilité que cela entraîne ; entre la force historique des institutions et leur déliquescence ; entre la légitimité accordée aux élus et aux autorités politiques et leur total discrédit ; entre des Églises jouant d'un côté un rôle de médiateur et de l'autre une fonction de pilier de l'ordre établi ; entre des élites censées contribuer au développement et leur rôle comme principal facteur de blocage ; entre l'attachement aux procédures légales et bureaucratiques et le recours aux états d'exception (RAZAFINDRABE, à paraître) ; la liste n'est exhaustive.

Pourtant, cette bipolarité avérée et aigue, n'est pas seulement (ni même principalement), le résultat de normes importées, mal assimilées ou dévoyées. La

« tradition malgache » est elle-même contradictoire. Nous avons insisté sur la dimension « antidémocratique » de l'héritage malgache : société hiérarchique, dynastique, ancestrale ; principes de *hasina*, *raiamandreny*, *zoky*, *avo razana*. Mais la tradition malgache porte aussi en elle des éléments endogènes que l'on peut rattacher à la conception universelle de la démocratie, comme le montre RAISON-JOURDE et ROY (2010). En face du *fanjakana* d'ascendance royale, il y a le *Fanjakan'ny madinika* (la société des égaux)²³². Pour tous les termes malgaches marquant l'ordre statutaire, on peut en opposer autant en soubassement des principes démocratiques : *fokonolona*, *fiaraha-monina*, *firaisan-kina*, *fiavanana*, *soa iombonana*, etc. Plus finement encore, le même mot peut porter des significations et des connotations très différentes en fonction des époques et des groupes sociaux qui le mobilisent.

Chimère donc. Mais celle-ci ne résulte pas d'un choc frontal entre influences malgaches et étrangères. Elle est le fruit d'une intrication dysfonctionnelle entre principes horizontaux et verticaux, dans les deux cas venus d'ici et d'ailleurs. Nous citerons trois exemples, parmi d'autres, de cette combinaison néfaste. L'impôt du minimum fiscal (ancien impôt de capitation) a été aboli en 1972, dans la foulée de la réforme du *fokonolona*. Cet impôt pesait lourdement sur le monde rural. Associé dans les esprits à la corvée (dont il apparaissait comme le successeur) et son lot de violences, il était considéré d'autant plus inique qu'il fut instauré par la puissance coloniale (le fameux « impôt moralisateur » de Gallieni). Cet acte libérateur fut donc accueilli avec un immense soulagement par la population. Mais cet impôt portait en même temps une autre signification symbolique : celle de l'État (le *fanjakana*), la marque du caractère sacré (*hasina*) du lien de sujétion à l'égard du pouvoir. Son abolition, au-delà de la sidération, a donc été interprétée comme la fin de l'État, du règne de la loi. Elle a immédiatement conduit à des comportements jusque-là interdits, comme les feux de brousse, aux conséquences dramatiques (RAISON-JOURDE et ROY, 2010). D'un point de vue plus général, on peut dater de ce moment l'abandon progressif des campagnes malgaches par l'État, la fin de la « capture » des paysans pour reprendre la terminologie de HYDEN (1980) ; une dynamique sans retour jusqu'ici.

Deuxième exemple : le tabou de la violence est sans nul doute, à l'échelle d'une société humaine, une qualité rare. Pourtant dans le cas malgache d'aujourd'hui, ce tabou est aussi en partie responsable de l'instabilité politique, le prix (en violence) des tentatives séditionnelles étant particulièrement bas ; que ce soit parce que le pouvoir légal ne possède pas de forces de dissuasion crédible ou parce que la population se laisse facilement intimider par des menaces qui, sans ce tabou, seraient considérées comme de basse intensité. La troisième illustration porte sur la question des élites et de leurs stratégies, sinon explicites, au moins

232 Dans le même registre, les travaux de GRAEBER (à paraître) sur les monarques dans la société merina du XIX^e siècle questionnent la hiérarchie et le caractère absolu de leur pouvoir. Ses analyses montrent que la conception du pouvoir royal permettait son contrôle puisque les rois étaient considérés comme des enfants : ils étaient fortement dépendants de leurs sujets qui pouvaient prendre des mesures à leur encontre, renversant ainsi les positions hiérarchiques.

implicites. Pourquoi ces dernières (ou au moins pourquoi la résultante des forces entre groupes élitaires hétérogènes et aux intérêts potentiellement divergents) conduisent-elles à choisir *in fine* une plus grosse part d'un plus petit gâteau (préférence pour l'inégalité sur la croissance), plutôt qu'une plus petite part d'un plus gros gâteau (résultat d'une croissance inclusive plus forte) ? Un choix qui mène, en toute probabilité, à une rente élitare plus faible en valeur. Seul, l'avatar contemporain d'une société malgache hiérarchisée et faite de classements infinis, soutenue par l'entretien de la théologie politique évoquée ci-dessus, permet de faire tenir un édifice aussi contre-productif pour tous, et avant tout pour l'immense majorité de la population. L'inversion du cycle de régression engagé depuis au moins un demi-siècle passe nécessairement par un changement dans la combinaison des différents éléments à l'œuvre dans la dynamique sociale.

Cet ordre social n'est pas immuable. Un certain nombre d'éléments déjà à l'œuvre sont en effet susceptibles de changer la donne à plus ou moins brève échéance. Trois éléments méritent d'être soulignés : l'émergence de nouvelles rentes, l'affaiblissement de la théologie politique, et, dans une moindre mesure, les évolutions écologiques. En premier lieu, les rentes « économiques » ont été, dans l'histoire, peu concentrées et d'ampleur limitée. La découverte de nouvelles ressources rares (associée au boom du prix des matières premières) tend cependant à introduire une nouvelle donne, à la fois chance (du fait de l'ampleur des ressources en jeu), mais aussi risque (du fait des tensions que les tentatives d'accaparement de ces ressources peuvent générer, des pressions sur les terres qu'elles entraînent et des risques écologiques qui y sont associés) pour le pays (RAHARINIRINA *et al.*, à paraître). Les découvertes de sables minéralisés contenant de l'ilménite et du zircon près de Fort Dauphin, du nickel et cobalt à Ambatovy ont entraîné un afflux très important d'investissements étrangers entre 2007 et 2009 (DG Trésor, 2011)²³³. La montée progressive en puissance de l'exploitation de ces mines constitue d'ores et déjà un apport majeur en devises (dépendant néanmoins de l'évolution des cours mondiaux), ressources fiscales et emploi. L'exploitation de bauxite (dont le gisement de Manantenina pourrait être l'un des plus grands de l'océan Indien) et, à plus long terme, celle du pétrole et du gaz *onshore* et *offshore* (Madagascar a été classé en 2016 deuxième meilleure destination africaine pour ces investissements par l'initiative Africa Oil & Power) pourrait encore accroître dans l'avenir l'importance de ces rentes minérales. Madagascar apparaît par ailleurs comme un des pays cibles pour les terres dites rares (terres contenant des minerais stratégiques pour les industries de hautes technologies), notamment pour le tantale (presqu'île d'Ampasindava). Rentes plus anciennes, l'or et le bois de rose font depuis quelques années l'objet de tentative d'exploitation à plus grande échelle du fait de l'augmentation de la demande mondiale (et tout particulièrement chinoise). Enfin, les terres malgaches constituent en elles-mêmes une ressource pour des

233 Ceux-ci ont connu depuis un ralentissement, du fait de l'instabilité politique, du ralentissement mondial du prix des produits de base, mais aussi du passage de la phase de mise en place à la phase de production des entreprises QMM et Ambatovy (DG Trésor, 2015 ; Banque mondiale, 2016).

projets agraires. Les contrats signés avec des investisseurs étrangers représentaient par exemple 3 millions d'hectares en 2013 selon RAHARINIRINA *et al.* (à paraître). De ce point de vue, Madagascar, jusqu'ici relativement épargné par la malédiction des ressources naturelles, pourrait pâtir des maux qui affectent les pays les plus richement dotés, notamment en Afrique subsaharienne (criminalisation des activités économiques, dégradation écologique, conflits pour l'occupation des terres : autant de phénomènes dont on constate les prémices).

La stabilité sociale de long terme de la société malgache repose sur une théologie politique faisant du recours à la violence un tabou et du respect des dirigeants et de l'ordre hiérarchique une donnée essentielle. Cette théologie politique tend cependant à s'affaiblir avec le temps. La crise de 2009 fut déjà accompagnée de nouvelles manifestations de violence interpersonnelle, de pillages (comme le phénomène des *dahalo* dans les campagnes du Sud ; PELLERIN, 2014 ; TARABEY, 2014) et de remise en question des hiérarchies sociales (VIVIER, 2010 ; GALIBERT, 2009). La dégradation du climat social se marque par ailleurs, par l'essor du sentiment d'insécurité, la multiplication des cas de justice populaire entraînant souvent des heurts avec la police ou la gendarmerie ou encore la montée des litiges fonciers et autres manifestations sociopolitiques témoignant d'une grogne sociale. À cette augmentation de la violence de droit commun vient s'ajouter le risque de dérèglement pathogène de la violence d'état. Historiquement cantonnée à l'arrière-plan et plutôt légaliste, l'armée montre des signes de délitements comme en témoignent les mutineries, certes de basse intensité mais en croissance notable. Dans un contexte d'instabilité qui perdure, l'éventualité d'une junte qui accèderait au pouvoir n'est sans doute pas à écarter (FREMIGACCI, 2014b).

Enfin, la combinaison de ces éléments associés aux chocs naturels auxquels Madagascar est particulièrement exposé (UNISDR, 2009) pourrait faire basculer le pays dans un cycle infernal de déliquescence institutionnelle, de régression économique et d'appauvrissement des populations. D'ailleurs, la dégradation économique, la recrudescence de l'insécurité et le développement des activités illicites dans un contexte d'instabilité politique ont fait passer Madagascar dans le groupe des « États fragiles » (FMI, 2014). L'état de chaos est l'un des scénarios possibles pour Madagascar. Il est clair à l'issue de cet ouvrage que la nouvelle période amorcée avec le cycle électoral de 2013 n'a en rien changé la donne structurelle de l'équation malgache. Le déclenchement d'une nouvelle crise peut intervenir à tout moment, selon les mêmes ressorts que les crises précédentes, mais sur un terreau chaque fois plus fragile. Dans de nombreux domaines, économiques ou de gouvernance démocratique, un faisceau convergent d'indices suggère que la grande capacité de résilience dont a fait montre Madagascar suite aux crises précédentes pourrait être atteinte. Face à une telle dérive néfaste, la perspective d'une tyrannie militaire envisagée comme alternative au chaos par FREMIGACCI (2014b) n'est guère réjouissante.

Ces menaces sérieuses et réelles ne dessinent pourtant pas forcément une trajectoire inéluctable, compte tenu de la capacité de réaction et d'institutionnali-

sation de la société malgache démontrée par le passé. D'autres perspectives pourraient en effet s'offrir à Madagascar. Suivant la terminologie du cadre proposé par NORTH *et al* (2009, 2012a), ce pays se classe plutôt parmi les OAL fragiles. Mais nous avons vu qu'il présente également certaines caractéristiques des OAL matures, voire des OAO, aussi bien dans le champ économique, bureaucratique que politique.

Deux autres voies moins dramatiquement régressives sont alors possibles. La première suit le schéma des transformations positives des sociétés mises en avant dans le cadre implicitement évolutionniste de NORTH *et al.* (2009 et 2012a). Il s'agirait du passage de Madagascar à un AOL basique, grâce essentiellement à la restauration de la stabilité (schéma 5). Les élites s'organiseraient alors en factions pour asseoir leur pouvoir avec des formes d'ancrage au sein de la population, à travers notamment un système de clientélisme plus organisé, du sommet à la base. Elles mettraient en place des institutions solides et

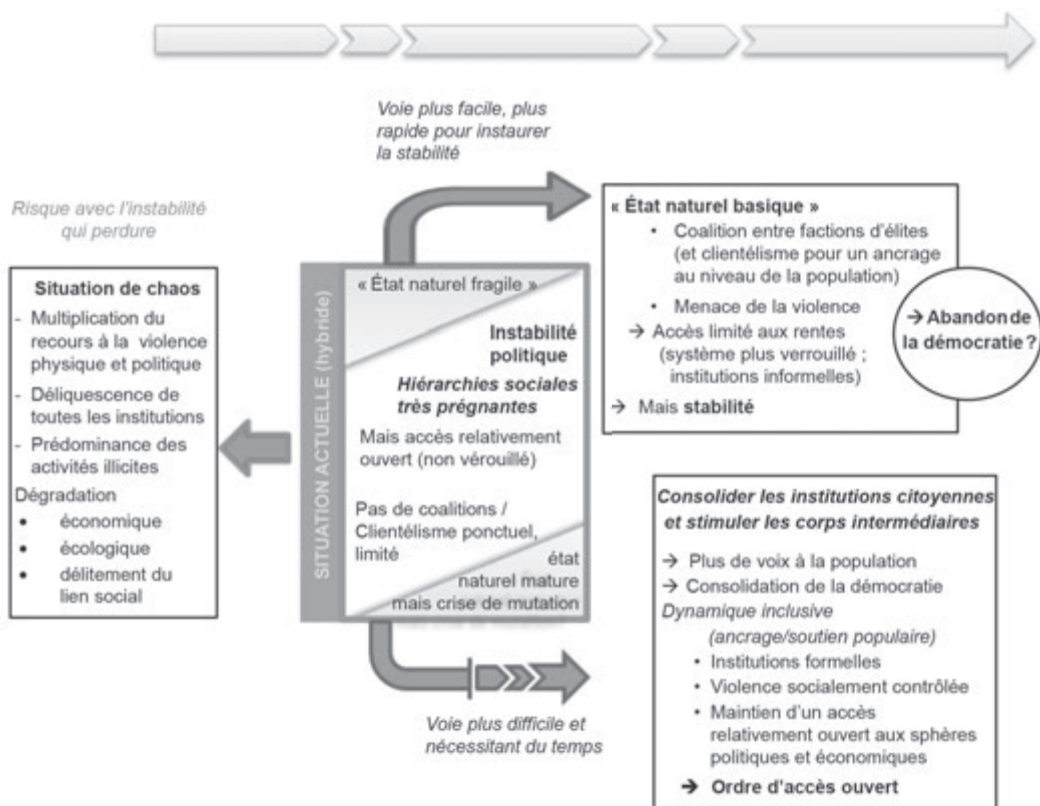


Schéma 5
Perspectives d'avenir : trois configurations institutionnelles possibles pour Madagascar.

Source : élaboration par les auteurs.

Note : voir l'encadré I pour une présentation de la nature des états naturels et les ordres d'accès ouvert.

pérennes garantissant l'accès aux rentes et la stabilité dans le temps du système politique, tout en assurant des formes partielles de redistribution. Le monopole et la menace de l'usage de la violence par les factions d'élites boucleraient le système en empêchant les éventuelles mobilisations contestataires. Un tel schéma permettrait l'instauration d'un ordre social stable, mais signifierait un abandon du processus démocratique. Il apparaît conforme à la priorité accordée par les élites au maintien de l'ordre avant tout autre souci d'amélioration des conditions de vie ou de la participation politique des citoyens. Une telle option pourrait également avoir la faveur des bailleurs de fonds contraints de composer avec les membres de l'élite et suivant l'impératif de disposer de résultats rapides.

Cette voie n'est toutefois pas aisée à mettre en place et les évolutions politiques récentes ne semblent pas dessiner ce scénario. En dépit des invocations récurrentes à la « réconciliation nationale » (comprendre la réconciliation entre élites) et l'adoption en décembre 2016 d'une loi censée enfin garantir la stabilité du pays, tout porte à croire que les alliances d'aujourd'hui sont, comme celles d'hier, de pure circonstance (la loi de 2016 précédemment citée pouvant être interprétée comme le moyen de mettre hors course pour l'élection présidentielle de 2018 les deux précédents présidents de la République). Rappelons que les conflits entre élites se sont traduits, depuis l'élection d'H. Rajaonarimampianina, par de multiples blocages (difficultés à désigner un Premier ministre, changements d'affiliation politique des députés, motions de défiance à l'égard du président et de censure à l'égard du gouvernement) et des changements d'affiliation politique. Les tentatives d'institutionnalisation apparaissent par ailleurs fragiles et sujettes à remise en cause au gré des évolutions sociales (comme le montrent les conflits autour de l'instauration d'un nouveau code minier en 2015 ou d'un nouveau code de la communication en 2016).

La deuxième voie, profitant de l'absence d'organisations solides du côté des élites susceptibles de verrouiller l'accès au pouvoir économique et politique, pourrait, elle, passer par une organisation et mobilisation de la société civile. Celle-ci permettrait alors la consolidation d'institutions de contre-pouvoir et le développement de corps intermédiaires donnant plus de voix à la population. Elles permettraient ainsi de porter dans la sphère publique ce qui est encore souvent actuellement de l'ordre de la contestation silencieuse (BIAUSSAT et TABET, 2016). La consolidation de la démocratie passerait alors par une dynamique sociale, politique et économique inclusive. Les aspirations démocratiques restent fortes à Madagascar, même si les dévoiements du processus démocratique sont à l'origine de doutes quant à son efficacité et d'une tendance au recul de la participation politique²³⁴. L'importance numérique et la durée des mobilisations populaires de 2016 à Soamahamanina contre l'autorisation d'exploitation d'une mine d'or par une compagnie chinoise témoignent par

234 Le taux de participation à l'élection municipale d'Antananarivo en juillet 2015 s'est élevé à 29 % alors même que la candidature de L. Ravalomanana, épouse de l'ancien président empêché de se présenter, aurait dû en faire un enjeu symbolique. Elle n'a ainsi été élue que par 16 % des inscrits sur les listes électorales.

exemple de ces aspirations. Par ailleurs, le rôle pris depuis quelques années dans le débat public par certaines associations de la société civile telles que le Sefafi ou Justice et paix, la mobilisation citoyenne d'associations de la diaspora telle que le collectif pour la défense des terres malgaches (*Tany*) ou encore l'émergence plus récente du mouvement contestataire pacifique *Wake Up* indiquent aussi qu'une telle voie n'est pas improbable. Les réseaux sociaux et les journaux, au sein desquels s'exprime la parole critique vont également dans le même sens. L'enquête auprès des élites montre d'ailleurs que celles appartenant à la société civile ont un profil et des valeurs spécifiques.

Si on adopte une approche dynamique et non statique, on peut estimer que Madagascar suit sur longue période un processus de démocratisation, avec des avancées et des phases de recul. L'instabilité politique résulte finalement de l'absence de coalition entre élites, du fait que le système n'est pas verrouillé, un facteur ou un élément qui devrait être vu positivement. Malgré le bilan globalement négatif dressé dans cet ouvrage, en particulier sur la période actuelle, l'instabilité politique n'est peut-être pas la marque d'une rupture décisive, mais d'une crise de transition, une crise d'apprentissage, s'inscrivant dans un processus de consolidation non linéaire, marqué par les soubresauts de l'ordre ancien. À Madagascar, les prises de pouvoir se font presque toujours, malgré tout, sur une base démocratique, les dirigeants cherchant une légitimité démocratique à travers la mise en place d'un processus électoral. D'ailleurs, depuis l'indépendance, les dirigeants ont eu à cœur de s'assurer directement le soutien du peuple. Le nombre particulièrement important de référendum dans l'histoire malgache (huit depuis l'indépendance) en témoigne. Aucune remise en question officielle des principes démocratiques ne peut être constatée. En dehors de quelques intellectuels, aucun groupe ou parti se déclare ouvertement antidémocratique, comme le font l'extrême droite en Europe ou des fondamentalistes dans le monde musulman. Et finalement, sachant que la construction de la démocratie est un processus qui s'inscrit sur un temps long, les quelque 50 années depuis l'indépendance pourraient être considérées comme une courte période dans l'histoire de la nation malgache. Dans une telle perspective, Madagascar pourrait passer de son statut d'État naturel fragile à celui de « mature » (sans transiter par la phase « basique »), puis à un ordre d'accès ouvert permettant à l'ensemble des acteurs de la société de participer et jouer pleinement leurs rôles dans le processus de développement.

Cette seconde voie est possible, plus désirable, mais aussi plus difficile à emprunter et surtout elle nécessite du temps. Cette préférence, ce choix, n'est bien sûr qu'un point de vue, qu'une opinion. Néanmoins, qu'il nous soit permis pour conclure cet ouvrage de nous départir de la posture scientifique et analytique adoptée jusqu'ici pour revêtir brièvement nos habits de citoyens engagés, nous autoriser en quelque sorte un supplément d'âme, et pourquoi pas prendre parti et le parti d'un certain optimisme. Il ne s'agit pas de développer ici un plan d'actions détaillé, un catalogue de politiques et de mesures à prendre pour renverser la vapeur et s'extirper de la spirale infernale dans laquelle Madagascar s'enfonce chaque jour un peu plus. C'est d'abord et avant tout aux citoyens

malgaches, à tous les niveaux de l'échelle sociale, de s'atteler à cette tâche. Nous sommes convaincus que les analyses développées ici permettent de mieux comprendre le « mystère » malgache, d'en dévoiler les ressorts et, partant, qu'elles offrent des pistes pour l'action. Nous espérons que cette occasion sera saisie. De notre côté, et parmi la multitude d'entrées possibles, il en est une qui nous paraît essentielle et pourtant délaissée. Il s'agit de redéfinir la relation entre pouvoir et citoyens, entre élites et population autour d'un nouveau contrat social et d'un avenir partagé. Sur le front de la recherche, nous consacrerons le dernier opus de notre *Quatuor*²³⁵ à cette question, dans le prolongement du chapitre 5 de ce livre.

Sur le front des politiques, nous reprenons la proposition dont nous avons jeté les bases lors du dernier sommet de la francophonie, à Antananarivo en novembre 2016 (RAZAFINDRAKOTO *et al.*, 2016), et qui était portée officiellement par son Comité national d'organisation. Il s'agit de créer un espace de dialogue institutionnalisé pour des échanges et débats citoyens avec pour unique objectif de contribuer à réduire la fracture grandissante entre les élites et la population, dans ses multiples dimensions. Cet espace de dialogue, nourri par les résultats de la recherche scientifique, devrait permettre de faire émerger des propositions d'aide à la décision. Il serait ouvert par une institution pérenne²³⁶ et son action serait évaluée et jugée.

Au sein de cet espace de dialogue, un premier chantier d'application nous semble devoir être ouvert en priorité parce que particulièrement fécond. Il consisterait à réexplorer un certain nombre de notions et de principes considérés par tous comme proprement malgaches. Aujourd'hui, tous s'accordent pour reconnaître aux termes *fihavanana*, *fiaraha-monina*, *firaisan-kina*, *fokonolona*, *soa iombonana*, *raiamandreny*, *fanjakana*, *hasina*, *olomanga* cette qualité essentielle. Pourtant comme nous l'avons montré tout au long de ce travail, leur acception, parfois dévoyée, n'est pas partagée par tous. L'usage pratique qui en est fait sert souvent d'instrument de domination et d'oppression de la minorité sur la majorité, et leur combinaison a débouché sur cette chimère funeste que nous avons mise au jour. Pourtant le sens contenu dans tous ces termes n'est en aucun cas immuable. Ils sont labiles, polysémiques et en constante évolution au cours du temps comme en attestent les travaux présentés sur ce point dans l'ouvrage de KNEITZ (2014), dans le cas du *fihavanana*, ou encore ceux de RAISON-JOURDE et ROY (2010) pour le *fokonolona*. Il conviendrait donc de choisir une batterie de « mots-concepts » et de les questionner, afin d'en faire évoluer la signification, d'en reconfigurer l'articulation en un système de valeurs malgaches propices au développement partagé et équitable, tout en restant ancré dans l'histoire. Sans tomber dans un culturalisme naïf, ce proces-

235 En référence à notre projet éditorial évoqué en introduction et intitulé *Le Quatuor de la Grande Île*. Portant sur Madagascar, il est composé de quatre ouvrages, dont celui-ci constitue la colonne vertébrale.

236 Si un tel programme mérite certes la création d'une organisation propre, il est plus réaliste de penser qu'il pourrait être abrité de manière pérenne dans une institution existante ou prévue, comme par exemple le CESC (Conseil économique, social et culturel) ou encore le HCDD (Haut Conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit), dont la création a déjà été entérinée.

sus de réappropriation nous paraît à la fois pouvoir faire l'objet d'une large adhésion et servir de base à un processus de reconstruction, de renaissance pour échapper à ce destin de pays qui tombe au ralenti, sans bruit, et se regarde tomber dans l'indifférence générale. Il viendrait mettre un terme à des décennies d'humiliation, résultant de la divergence entre la trajectoire économique et sociale dramatique depuis l'indépendance et la conviction unanime que Madagascar est une grande nation, à nulle autre pareille.

Bibliographie

ACEMOGLU D., ROBINSON J., 2005

Economic Origins of Dictatorship and Democracy. Cambridge, Cambridge University Press, 434 p.

ACEMOGLU D., ROBINSON J. A., 2012

Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty. Londres, Profile Books, 529 p.

ACEMOGLU D., JOHNSON S.,

ROBINSON J. A., 2001

The Colonial Origin of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review*, 91 : 1369-1401.

AFP, 2002

L'indépendance des provinces à Madagascar : une menace symbolique, *Dépêche*, 2 mai.

Afrobaromètre, 2008

2008 Round 4 Afrobarometer Survey in Madagascar: Summary of results : <http://www.afrobarometer.org/files/documents>.

ALEXANDRE C., 2007

Violences malgaches. Antananarivo, Éditions Foi et justice, 193 p.

ALTHABE G., 1978

« Strikes, Urban Mass Action and Political Change: Tananarive 1972 ». In Gutkind P. C. W., Cohen R., Copans J., ed. : *African Labor History*, Londres, Sage Publications : 205-243.

ALTHABE G., 1980

Les luttes sociales à Tananarive en 1972. *Cahiers d'études africaines*, 80 : 407-447.

AMPROU J., CHAUVET L., 2004

Efficacité et allocation de l'aide, revue des débats. Paris, AFD, Notes et Documents, 6, Novembre, 157 p.

AMSDEN A. H., DiCAPRIO A.,

ROBINSON J. A., eds., 2012

The role of elites in economic development, UNU-WIDE Studies in Development

Economics, Oxford, Oxford University Press, 374 p.

ANDERSON K., ed., 2009

Distortions to Agricultural Incentives: A Global Perspective: 1955 to 2007. London, Washington D.C., Palgrave MacMillan et Banque mondiale, 644 p.

ANDERSON K., VALENZUELA E., 2008

Estimates of Global Distortions to Agricultural Incentives, 1955 to 2007. Washington D.C., Banque mondiale, octobre 2008.

ANDERSON K., NELGEN S., 2013

Updated National and Global Estimates of Distortions to Agricultural Incentives, 1955 to 2011. Washington D.C., juin

ANDRIAMIHAJA N. V., dir., 2012

Madagascar. Crises cycliques, culture et développement : les conditions de la relance. Antananarivo, Nota Bene, The Malagasy Development Journal, Sevensco, 68 p.

ANDRIAMIRADO S., 1977

Heurs et malheurs du Fokonolona. *Autogestion et socialisme*, 39, « Afrique Noire. Des communautés de base au socialisme autogestionnaire » : 51-64.

ANDRIANARISON F., 1996

La politique industrielle à Madagascar : les traits marquants de 1960 à nos jours. Antananarivo, Mimeo, Document de travail Madio, 9606/E, 32 p.

ANDRIANARIVO-RAZAFIMANJATO V., 2000

Akamasoa ou la réinsertion sociale des sans-abri d'Antananarivo. *Kabaro, revue internationale des sciences de l'homme et des sociétés*, I, 1-2 : 185-193.

ANDRIANJAFY-ANDRIAMANINDRISOA E., 2004

Économie populaire, territoires et développement à Madagascar, Doctorat

de sciences sociales, Université catholique de Louvain, 322 p.

ANDRIMIHAJA N. A., CINYABUGUMA M., DEVARAJAN S., 2011

Avoiding the Fragility Trap in Africa. *Policy Research Working Paper* 5488, Banque mondiale.

ANTOINE P., BOCQUIER P., RAZAFINDRATSIMA N., ROUBAUD F., 2000

Biographies de trois générations dans l'agglomération d'Antananarivo. Paris, Ceped, Documents et manuels, n°11, 141 p.

ARAUJO BONJEAN C., AZAM J.-P., 1996

La libéralisation du riz à Madagascar ou l'ajustement sans croissance. *Région et Développement*, 4 : 1-22.

ARCHER R., 1976

Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution. Paris, L'Harmattan, 212 p.

ARNDT C., OMAN C., 2006

Uses and Abuses of Governance Indicators. Paris, OCDE, Development Centre, 122 p.

BACH D., SINDJOUN L., 1997

Ordre et désordre en Afrique. *Polis*, 4 (2) : 3-17.

BAD, OCDE, PNUD, 2016

Perspectives économiques en Afrique 2016. Paris, Éditions OCDE, 380 p.

BADIE B., 1992

L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique. Paris, Fayard, 334 p.

BADOUIN R., 1967

Où en est la réforme de l'économie de traite en Afrique noire ? *Tiers-Monde*, 32 : 1209-1216.

BAfD, OCDE, PNUD, 2016

Perspectives économiques en Afrique 2016. Paris, Éditions OCDE, 380 p.

BANERJEE A., DEATON A.,

LUSTIG N., ROGOFF K., 2006

An Evaluation of World Bank Research, 1998-2005. Washington D.C., Banque mondiale, 165 p.

BANQUE MONDIALE, 1995

Madagascar, New Horizons. Building a Strategy for Private-Sector, Export-Led

Growth. A private Sector Assessment. Rapport, 14385-MAG, 178 p.

BANQUE MONDIALE, 2000

Reforming Public Institutions and Strengthening Governance: a World Bank Strategy. Washington, Public Sector Group, 190 p.

BANQUE MONDIALE, 2008

World Development Report 2008: Agriculture for Development. Banque mondiale, Washington D.C., 365 p.

BANQUE MONDIALE, 2009

Pour que la terre tourne... aussi à Madagascar : vers un agenda de relance économique : http://blogs.worldbank.org/files/african/Madagascar_Update_in_French.pdf.

BANQUE MONDIALE, 2010

Madagascar governance and development effectiveness review. A political economy analysis of governance in Madagascar. Rapport, 54277-MAG, 163 p.

BANQUE MONDIALE, 2012

CPIA, Africa. Assessing Africa's policies and institutions. Washington D.C., Banque mondiale, juin, 80 p.

BANQUE MONDIALE, 2015

Madagascar: Systematic Country Diagnostic. Banque mondiale, Washington D.C., 131 p.

BANQUE MONDIALE, 2016a

Note de conjoncture économique de Madagascar. Rapport, 110674-WP, 23 p.

BANQUE MONDIALE, 2016b

Madagascar Economic Update : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25745/110674-WP-MadagascarEconomicUpdate-PUBLIC-ENGLISH.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, 24 p.

BANQUE MONDIALE, 2017

World Development Report 2017: Governance and the Law. Banque mondiale, Washington D.C., 342 p.

BARDHAN P., 2006

The Economist's Approach to the Problem of Corruption. *World Development*, 34 (2) : 341-348.

BARRO R. J., SALA-I-MARTIN X., 2004 [1995]

Economic Growth, The MIT Press, Cambridge, London, 654 p.

BAT J.-P., 2016

Et pour quelques zébus de plus... trafics et insécurité à Madagascar. *Libération*. Blog Libefrica4, 16 octobre 2016.

BAYART J.-F., 1989

L'État en Afrique. La politique du ventre. Paris, Fayard, 439 p.

BAYART J.-F., MBEMBE A.,

TOULABOR C., 1992

Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie. Paris, Karthala, 268 p.

BEAUJARD P., 1991

Mythe et société à Madagascar. Paris, L'Harmattan, 611 p.

BERTHÉLÉMY J.-C., TICHIT A., 2004

Bilateral Donors' Aid Allocation Decisions. A Three-Dimensional Panel Analysis. *International Review of Economics and Finance*, 13 (3) : 253-274.

BIAUSSAT A., TABET M., 2016

Zana-Bahoaka. Le néo rebelle malgasy. Film, 26' : <http://collateralcreations.com/Perceptions-populaires-de-l>.

BLANC-PAMARD C., 1985

Du paddy pour les porcs. Dérives d'une société rurale : l'exemple des Hautes Terres centrales de Madagascar. *Études rurales*, 99-100 : 327-345.

BLOCH M., 1983

« La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar ». In Raison-Jourde F., éd. : *Les souverains de Madagascar. L'histoire coloniale et ses résurgences contemporaines*. Paris, Karthala : 265-297.

BLOCH M., 1990

« New Foreword ». In Mannoni O. : *Prospero and Caliban. The psychology of colonization (1948)*, Ann Arbor, Ann Arbor Paperbacks, University of Michigan Press : V-XX.

BLUM F., 2011

Madagascar 1972 : l'autre indépendance.

Une révolution contre les accords de coopération. *Le Mouvement Social*, 236 : 61-87.

BLUHM R., SZIRMAI A., 2012

Institutions and long-run growth performance: An analytic literature review of the institutional determinants of economic growth. UNU-MERIT, Working Paper Series, 2012-033, janv., 92 p

BLUNDO G., OLIVIER DE SARDAN J.-P., éd., 2001

La corruption au quotidien. *Politique africaine*, numéro spécial, 83 : 5-114.

BOETSCH G., SAVARESE E., 2000

Photographies anthropologiques et politiques des races, *Journal des anthropologues*, 80-81 : 247-258.

BORNSCHEIN J., 2008

La politique de M. Ravalomanana à Madagascar. Grin Seminar paper, V114813, 24 p.

BOSSUROY T., COGNEAU D., 2013

Social Mobility in Five African Countries. *Review of Income and Wealth*, 59 : 84-110.

BOST F., 2010

L'atlas mondial des zones franches. Paris, La Documentation française, 318 p.

BOURGUIGNON F., 2012

La Mondialisation de l'inégalité. Paris, Seuil, La République des idées, 106 p.

BRATTON M., VAN DE WALLE N., 1997

Democratic Experiments in Africa. Regime Transition in comparative perspective. Cambridge, Cambridge University Press 307 p.

BRAUDEL F., 1967

Civilisation matérielle, économie, capitalisme (xv^e-xviii^e siècle). Paris, Armand Colin, t. 1, 463 p.

BROCHEUX P., HÉMERY D., 2001

Indochine : la colonisation ambiguë (1858-1954). Paris, La Découverte, 447 p.

BROWN M., 1997

A History of Madagascar. New York, Markus Wiener Publishers, 408 p.

BURNSIDE C., DOLLAR D., 2000

Aid, Policies and Growth. *American Economic Review*, 90 (4) : 847-868.

BURNSIDE C., DOLLAR D., 2004

Aid, Policies and Growth: Revisiting the Evidence. Washington D.C., Banque mondiale, *Policy Research Working Paper*, n° 3251.

CADOUX C., 1993

La constitution de la troisième République malgache. *Politique africaine*, 52 : 58-66.

CAMPBELL G., 1991

The Menalamba Revolt and the Brigandry in Imperial Madagascar 1820-1897. *International Journal of African Historical Studies*, 24(2) : 259-291.

CARAYOL R., 2010

TGV, la voie royale ? *Jeune Afrique* : <http://www.jeuneafrique.com/193330/politique/tgv-la-voie-royale/>; consulté le 10/02/2017.

CHABAL P., DALOZ J.-P., 1999

Africa Works! Disorder as Political Instrument. Oxford, James Currey, 170 p.

CHADEFAUX C., 2012

« La France m'a tuer ». In Andriamihaja M. A., éd. : *Madagascar. Crises cycliques, culture et développement : les conditions de la relance*. Antananarivo, Nota Bene : 33-38.

CHÂTAIGNER J.-M., 2014

Madagascar : le développement contrarié. *Afrique contemporaine*, 251 : 107-124.

CHAZAN-GILLIG S., 1991

La société sakalave. Le Menabe dans la construction nationale malgache. Paris, Karthala, 393 p.

CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2005

Export processing zones in Madagascar: a success story under threat? *World Development*, 33 (5) : 785-803.

CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2009

« Export Processing Zones in Madagascar: The Impact of Dismantling of Clothing Quotas on Employment and Labor Standards ». In Robertson R., Brown D., Pierre G. et Sanchez-Puerta M. L., eds : *Globalization, Wages, and the Quality of Jobs*. Washington D.C., Banque mondiale : 237-264.

CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2013

« Is the World Bank compatible with the "Socialist-oriented market economy"? A political economy approach applied to the case of Vietnam ». In Alary P. et Lafaye de Micheaux E., eds : *Political Economy of Contemporary Asia, Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* [revue en ligne], numéro spécial, 13, 1^{er} semestre/Spring.

COGNEAU D., 2015

Après Swiss Leaks, il faut aussi lutter contre la fuite de capitaux dans les pays pauvres. *Le Monde*, 23 février : http://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2015/02/23/apres-swiss-leaks-il-faut-aussi-lutter-contre-la-fuite-de-capitaux-dans-les-pays-pauvres_4581859_4862750.html.

COGNEAU D., DUPRAZ Y.,

MESPLÉ-SOMPS S., 2017
Public Finance and Investment in the French Colonial Empire 1870-1960. Paris School of Economics, mimeo, Dial, 21 p.

COLE J., 2001

Forget Colonialism? Sacrifice and the art of memory in Madagascar. Berkeley, University of California Press, 378 p.

COLLIER P., HOFELER A., 2004

Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Paper*, 56 (4) : 563-595.

CONDOMINAS G., 1961

Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina (1961). Paris, Éditions Orstom, 264 p.

CROMBRUGGHE de D., FARLA K., MEISEL N., de NEUBOURG C., OULD AOUDIA J., SZIRMAI A., 2010

Institutional Profiles Database III. Presentation of the Institutional Profiles Database 2009. Paris, AFD Working Paper, 89, 26 p.

D'ERSU L., 2009

Changement d'homme providentiel à Madagascar. *Études*, 4115 : 451-461.

DARBON D., TOULABOR C., 2011

Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique ? Une revue de littérature. Paris, AFD, Document de travail, 118, 66 p.

DÉLÉRIS F., 1986

Ratsiraka : socialisme et misère à Madagascar. Paris, L'Harmattan, 135 p.

DELVAL R., 1994

« Le fédéralisme, forme nouvelle de l'ethnicité ». In Deleris F., coord. : *Madagascar. 1991-1994. Dans l'œil du cyclone.* Paris, L'Harmattan : 41-66.

DESCHAMPS H., 1960

Histoire de Madagascar. Paris, Berger-Levrault, 348 p.

DEVARAJAN S., 2013

The Africa's statistical tragedy. *Review of Income and Wealth*, 59, [DOI : 10.1111/roiw.12013].

DEZ J., 1981

L'illusion de la non-violence dans la société traditionnelle malgache. *Droit et Cultures*, 2 : 21-44.

DEZALAY Y., GARTH B.G., 2002

La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et Chicago boys, Paris, Seuil, 448 p.

DG TRÉSOR, 2011

Les investissements directs étrangers à Madagascar en 2010. Antananarivo, Ambassade de France à Madagascar, Publications des services économiques.

DG TRÉSOR, 2015

Note sur l'investissement direct étranger à Madagascar en 2013. Antananarivo, Ambassade de France à Madagascar, Note du service économique, 2 p.

D'HOORE A., à paraître

« Crises et économie à Madagascar, 1960-2010 : 50 ans de pas et faux pas macro-économiques de la Grande Île ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. : *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité.* Paris et Marseille, Karthala-IRD.

DI TELLA R., SCHARDGRODSKY E., 2003

The role of wages and auditing during a crackdown on corruption in the city of Buenos Aires. *The Journal of Law and Economics*, 46 (1) : 269-292.

DiCAPRIO A., 2012

« Introduction: The Role of Elites in Economic Development ». In Amsden A. H., DiCaprio A., Robinson J. A., eds : *The role of elites in economic development*, Oxford, Oxford University Press : 1-18.

DOLLAR D., LEVINE V., 2004

The Increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2002. Banque mondiale, *Policy Research Working Paper*, n° 3299, Mai.

DOROSH P., HAGGBLADE S.,

LUNGREN C., RAZAFIMANANTENA T.,

RANDRIAMIARANA Z., 2003

Moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar. Analyse économique améliorée pour la prise de décision à Madagascar. Antananarivo, USAID, Cornell University, 49 p.

DROY I., 1996

La multiplication des ONG à Madagascar : une réponse au désengagement de l'État ? Madio, Document de travail, 9653/E, 19 p.

DUFERNEZ A.-S., MEISEL N.,

OULD AOUDIA J., 2010

Who Ever Saw a Social Order? Paris, Communication orale à l'AFD, 7 juillet 2010.

EASTERLY W., LEVINE R., 1997

Africa's Growth Tragedy: Policies, and Ethnic Divisions. *Quarterly Journal of Economics*, 111(4) : 1203-1250.

ELIAS N., 1975

La dynamique de l'Occident. Paris, Pocket, 320 p.

ELLIS S., 1998

L'insurrection des menalamba, une révolte à Madagascar (1895-1898). Paris, Karthala, 282 p.

Expansion Madagascar, 2011

50 ans d'industrialisation. Un bilan mitigé, 7, 12 p.

FANOMEZANTSOA A., 1993

Le régicide ambigu ou le mouvement de 1991 vu de Tamatave. *Politique africaine*, 52 : 40-49.

FAUROUX E., 1999

Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache. *Autrepart*, 10 : 41-57.

FEARON J. D., 2003

Ethnic and Cultural Diversity by Country. *Journal of Economic Growth*, 8 (2) : 195-222.

FENOCHIETTO R., PESSINO C., 2013

Understanding Countries' Tax Effort. IMF, WP/13/244, 30 p.

FMI, 2014

Afrique subsaharienne, maintenir le cap. Washington, Perspectives économiques régionales, oct., 102 p.

FMI, 2015a

République de Madagascar : consultation au titre de l'article IV. Washington D.C., FMI, 56 p.

FMI, 2015b

Madagascar : document sur les questions générales. Washington, Document n° 15/25, janv., 69 p.

FORIM, 2016

Étude du profil de la diaspora malagasy en France. Genève, ministère des Affaires étrangère de Madagascar, Ambassade de France à Madagascar, OIM, 102 p.

FREMIGACCI J., 1999

« Bilan provisoire de l'insurrection de 1947. Nécessité de nouvelles recherches ». In Arzalier F., Suret-Canale J., éd. : *Madagascar 1947. La tragédie oubliée.* Paris, Le temps des Cerises : 177-189.

FREMIGACCI J., 2007a

Madagascar 1982 : une économie en crise. Des facteurs traditionnels à la conjoncture récente. *Tsingy*, 6 : 55-68.

FREMIGACCI J., 2007b

La vérité sur la grande révolte de Madagascar. *L'Histoire*, 318 : 36-43.

FREMIGACCI J., 2014a

État, économie et société coloniale à Madagascar (fin XIX^e siècle-1940). Paris, Karthala, 616 p.

FREMIGACCI J., 2014b

Madagascar ou l'éternel retour de la crise. *Afrique contemporaine*, 251 : 123-141.

FUKUYAMA F., 1995

Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity. New York, The Free Press, 457 p.

GALIBERT D., 2004

« État et citoyenneté à Madagascar depuis l'indépendance ». Conférence du 17 février 2004 au centre culturel Alpha à Saint-Pierre de La Réunion, non publié.

GALIBERT D., 2009

Mobilisation populaire et répression à Madagascar. *Politique africaine*, 113 : 139-151.

GALIBERT D., 2011a

Les gens de pouvoir à Madagascar. Paris, Karthala, 591 p.

GALIBERT D., 2011b

Rigidités et globalisation un regard anthropologique sur la crise malgache, 2009-2011. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 255 : 413-426.

GALY M., 2009

Lova, héritage ambigu. Généalogie de la violence politique à Madagascar : <http://www.madamag.com> (consulté le 3 janv. 2011).

GASTINEAU B., GUBERT F.,

ROBILLIARD A.-S., ROUBAUD F., 2010

« Conclusion ». In Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F., dir. : *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement.* Marseille, IRD Éditions : 319-327.

GENDARME R., 1960

L'économie de Madagascar. Diagnostic et perspectives de développement. Cujas, Paris, 211 p.

GENIEYS W., 2011

Sociologie politique des élites. Paris, Armand Colin, 367 p.

GINGEMBRE M., 2011

Match religieux en terrain politique. Compétition entre églises chrétiennes et chute du régime Ravalomanana à Madagascar. *Politique africaine*, 123 : 51-72.

GINGEMBRE M., 2012

« Les Églises malgaches dans la crise de 2009 ». In Randrianja S., dir. : *Madagascar, le coup d'État de mars 2009.* Paris, Karthala : 97-121.

GOGUEL A.-M., 2006

Aux origines du mai malgache. Désir

d'école et compétition sociale (1951-1972). Paris, Karthala et AUF, 384 p.

GOLLWITZER S., FRANKE C., QUINTYN M., 2014
Doorsteps Toward Political and Economic Openness: Testing the North-Wallis-Weingast Transition Framework.
Emerging Markets Finance and Trade, 50(4) : 212-236.

GOODY J., 2010
Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde. Paris, Gallimard, 448 p.

GRAEBER D., à paraître
« Le peuple, nurse du roi : notes sur les monarques enfants dans le centre de madagascar ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. : *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*. Paris et Marseille, Karthala-IRD.

GROS J.-B., LETILLY G., MARTINET S., 2001
Performances commerciales, compétitivité et diversification des économies subsahariennes. Paris, ministère des Affaires étrangères, DGCID, Rapport d'étude, 61 p.

GUBERT F., ROBILLIARD A.-S., 2010
« Croissance et pauvreté à Madagascar : un aperçu de la dernière décennie (1997-2007) ». In Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F., dir. : *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*. Marseille, IRD Éditions : 25-52.

GUÉNARD C., MESPLÉ-SOMPS S., 2007
Mesurer les inégalités : que captent réellement les enquêtes ? Discussion et illustration à partir de deux enquêtes ivoirienne et malgache. *Statéco*, 101 : 29-51.

GUILLOUX C., 2010
Le biais anti-urbain de l'aide au développement. Mémoire de Master 2, Paris I- Sorbonne, 170 p. : <http://www.ville-developpement.org/docman-liste/autres/145-110111-memoire-c-guilloux-le-biais-antiurbain-oct2010/file>.

GURR T., 1970
Why Men Rebel? Princeton, Princeton University Press, 445 p.

GURR T., 2011
Why Men Rebel Redux: How Valid are its Arguments 40 years On? *E-International Relations* : <http://www.e-ir.info/2011/11/17/why-men-rebel-redux-how-valid-are-its-arguments-40-years-on> (consulté le 10 fév. 2017).

HELLUIN J.-J., 2010
Penser, gérer, aider la ville à Madagascar : une triple faillite. Communication pour la journée mondiale de l'Habitat, Antananarivo, 4 octobre : <http://www.ville-developpement.org/docman-liste/autres/122-101029-la-triple-faillite/file>.

HÉMERY D., BROCHEUX P., 1995
Indochine : la colonisation ambiguë, Paris, La Découverte, 427 p.

HERRERA J., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2007
« The determinants of subjective poverty : A comparative analysis in Madagascar and Peru ». In Klasen S., Nowak-Lehmann F. (eds) : *Poverty, Inequality and Migration in Latin America*, ed Peter Lang, Frankfurt am Main : 181-220.

HOBSBAWM E., 1966 [1959]
Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne. Paris, éditions Fayard, 222 p.

HÜBSCH B., éd., 1993
Madagascar et le Christianisme. Paris, Karthala, 518 p.

HUGON P., 1974
« Conjoncture et politiques économiques depuis l'indépendance ». In Centre d'étude et de recherches sur les sociétés de l'océan Indien : *Annuaire des pays de l'océan Indien*, I. Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille : 325-344.

HUGON P., 1976
Économie et enseignement à Madagascar. Institut international de Planification de l'Éducation, Unesco, 410 p.

HUGON P., 1986
La crise économique à Madagascar et l'intervention du Fonds monétaire international. *Canadian Journal of African Studies*, 20(2) : 186-218.

HUGON P., 1989
Incidences sociales des politiques d'ajustement. *Tiers-Monde*, 30, 117 : 59-84.

HUNTINGTON S., 1991

The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century. Norman, University of Oklahoma Press, 366 p.

HYDEN G., 1980

Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry. Londres, Heinemann, 270 p.

IEP, BANQUE MONDIALE, 2014

Les crises malgaches : un diagnostic pluridisciplinaire. Antananarivo, Institut d'études politiques de Madagascar, 124 p.

IFPRI, 1998

La structure et le comportement des marchés des intrants et des produits agricoles et la réponse des ménages agricoles face aux réformes des politiques agricoles à Madagascar. Research Findings Interim report, Washington, Ifpri, 30 p.

INGLEHART R., 1997

Modernization and Postmodernization. Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies. Princeton, Princeton University Press, 453 p.

INSTAT, 2012

Madagascar en chiffres : données macro-économiques. Antananarivo, Institut national de la statistique : <http://instat.mg/madagascar-en-chiffres/>.

INSTAT, 2013

Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel. ENEMPSI 2012. Antananarivo, Institut national de la statistique, 1, 87 p. : <http://instat.mg/statistiques/enempsi-2012/>.

INSTAT, 2015

Enquête nationale sur le suivi des Objectif du millénaire pour le développement à Madagascar 2012-2013. Antananarivo, Nations unies, PGDI, BAD, Comesa, Banque mondiale, 208 p.

INSTITUTE FOR ECONOMICS AND PEACE, 2016

Global Peace Index 2016. Ten years of measuring peace. IEP (Institut for Economics & Peace), Sydney, juin, 116 p.

INTERNATIONAL INSTITUTE OF SOCIAL STUDIES (ISS), 2013

The Indices of Social Development (ISD). La Hague, Erasmus Université de Rotterdam, juin : <http://www.indsocdev.org/>.

JACOB G., KOERNER F., 1972

Économie de traite et bluff colonial : la Compagnie occidentale de Madagascar (1895-1934). *Revue historique*, 248 (2) : 333-366.

JACQUEMOT P., 2013

Les classes moyennes changent-elles la donne en Afrique ? Réalités, enjeux et perspectives. *Afrique contemporaine*, dossier spécial *Les classes moyennes*, 244 : 17-31.

JACQUIER DUBOURDIEU L., 2002

De la guérison des corps à la guérison de la nation. Réveil et mouvements évangéliques à l'assaut de l'espace public. *Politique africaine*, 86 : 70-85.

JERVEN M., 2010a

The relativity of poverty and income : how reliable are African economic statistics. *African Affairs*, 109 (434) : 77-96.

JERVEN M., 2010b

Random growth in Africa? Lessons from an evaluation of the growth evidence on Botswana, Kenya, Tanzania and Zambia, 1965-1995. *Journal of Development Studies*, 46 (2) : 274-294.

JERVEN M., 2011

Counting the Bottom Billion. Measuring the wealth and progress of African economies. *World Economics*, 12 (4) : 35-52.

JERVEN M., 2013

Comparability of GDP Estimates in Sub Saharan Africa: The Effect of Revisions in Sources and Methods Since Structural Adjustment. *Review of Income and Wealth*, 59 : 16-36.

JERVEN M., 2015

Africa: Why Economists Get It Wrong. Londres, Zed Books Ltd, 176 p.

JÜTERSONKE O., KARTAS M., 2010

Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA): Madagascar. Genève, Institut de hautes études internationales et du développement, 88 p.

KANBUR R., 2005

Réformer la formule : une modeste proposition pour inclure des critères de résultats dans les procédures d'allocation de l'aide de l'IDA, *Revue d'économie du développement*, 2-3, sept. : 79-108.

KANTOROWICZ E., 1989 [1957]

Les deux corps du Roi. Paris, Gallimard, 643 p.

KAUFMANN D., KRAAY A., 2008

Governance indicators: Where are we, where should we be going? *The World Bank Research Observer*, 23 (Spring) : 1–30.

KHAN M., 2010

Political Settlements and the Governance of Growth-Enhancing Institutions. Londres, Université de Londres, SOAS on line Library, Working Paper, 139 p.

KNEITZ P., 2014

« La paix du Fihavanana ». In Kneitz P., dir. : *Fihavanana-La vision d'une société paisible à Madagascar*. Halle and der saale, Universitätsverlag Halle-Wittenberg : 15-72.

KOERNER F., 1994

Madagascar, colonisation française et nationalisme malgache, xx^e siècle. Paris, L'Harmattan, 463 p.

KOUSSOUBÉ E., LOADA A.,

NÉBIÉ G., RAFFINOT M., 2015

Économie politique de la croissance au Burkina Faso : institutions, gouvernance et développement. Document de travail Dial [en ligne], 2015/10, 30 p.

La lettre de l'océan Indien, 2002

Madagascar. Les hommes de pouvoir. Paris, Indigo publications.

LAHINIRIKO D.-A., 2012

Les structures politiques nationalistes tananariviennes de la Seconde Guerre mondiale à la Première République. Union, unanimité et division partisane dans la culture politique nationaliste (1945-1958). Thèse de doctorat, Université d'Antananarivo-Université de Paris I, Paris, 763 p.

LAHINIRIKO D.-A., à paraître

« Passé politique ancien et résurgences contemporaines : le cas de l'insurrection de 1947-1948 à Madagascar ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. : *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*, Paris et Marseille, Karthala-IRD.

LAGRANGE H., 1984

Perception de la violence et sentiment

d'insécurité. *Déviance et société*, 8 (4) : 321-344.

LAVALLEE E., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2010

Les mécanismes à l'origine de la corruption : une analyse sur microdonnées africaines. *Revue d'Économie du Développement*, 3/2010 : 5-47.

LAVRARD-MEYER C., 2015

Didier Ratsiraka. *Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*. Paris, Karthala, 634 p.

LEYMARIE P., 1989a

Le président Ratsiraka, champion de l'entreprise privée. *Le Monde diplomatique*, janv. : 10-11.

LEYMARIE P., 1989b

Opération « sécurité intégrée » contre les voleurs de zébus. *Le Monde diplomatique*, janv. : 10-11.

LEYMARIE P., 1995

Espace géopolitique éclaté, états riverains en crise. Longue patience à Madagascar. *Le Monde diplomatique*, oct. : 19.

LIENERT I., MODI J., 1997

A Decade of Civil Service Reform in Sub-Saharan Africa. Washington D.C., FMI, WP/97/79, 47 p.

LINDAUER D., NUNBERG B., eds, 1994

Rehabilitating Government. Pay and Employment Reform in Africa. Washington D.C., Banque mondiale.

LOMBARD J., 1988

Le royaume sakalava du Menabe, xvii^e-xx^e siècle : essai d'analyse d'un système politique à Madagascar. Paris, IRD Éditions, 151 p.

MADDISON A., 2011

Historical Statistics of the World Economy: 1-2008 AD. Groningen, University of Groningen : <http://www.ggdc.net/maddison/oriindex.htm>.

MANNONI O., 1950

Psychologie de la colonisation. Paris, Seuil, 232 p.

MANNONI O., 1990

Prospero and Caliban. The psychology of colonization [1948]. Ann Arbor, University of Michigan Press, Ann Arbor Paperbacks, 223 p.

MARIE A., 1997a

« Du sujet communautaire au sujet individuel, une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine ». In Marie A., dir. : *L'Afrique des individus*. Paris, Karthala : 54-110.

MARIE A., 1997b

« Avatars de la dette communautaire ». In Marie A., dir. : *L'Afrique des individus*. Paris, Karthala : 249-328.

MARX K., 1969 [1851]

Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Paris, Les éditions sociales, 162 p.

MARX K., ENGELS F., 1973 [1850-1861]

La Chine. Paris, Éditions 10/18, UGE, 447 p.

MARX K., ENGELS F., 2010 [1853]

Trois lettres à propos du mode de production asiatique. Strasbourg, La Phocide.

MÉDARD J.-F., 1992

Le « *big man* » en Afrique. Esquisse d'analyse du politicien entrepreneur. *L'année sociologique*, 42 : 167-192.

MERLIN J., 2002

L'assistance médicale indigène à Madagascar (1896-1950). Un exemple d'interactions entre services de santé, appareils administratifs et objectifs politiques. *Clio*, 8, Aix en Provence, Centre d'étude des mondes africains (Cemaf), automne-hiver : <http://www.cemaf.cnrs.fr/IMG/pdf/8-clio.pdf>.

MORISSET J., 2009

Pour que la terre tourne... aussi à Madagascar : vers un agenda de relance économique, Blog Africa can end poverty. Banque mondiale, 31 p.

MORISSET J., 2010

« Au cœur des ténèbres : le renouveau des institutions et de la gouvernance ». In *Madagascar : vers un agenda de relance économique*. Antananarivo, Banque mondiale : 23-40.

NAUDÉ W., SANTOS-PAULINO A. U., MCGILLIVRAY M., 2012

Fragile States: Causes, Costs and Responses. Oxford, Oxford University Press, 212 p.

NAUDET D., RUA L., à paraître

« Madagascar : la spirale de l'échec public ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. : *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*. Paris et Marseille, Karthala-IRD.

NORTH D., 1990

Institutions, Institutional Change and Economic Performance. New York, Cambridge University Press, 153 p.

NORTH D., WALLIS J., WEINGAST B., 2009

Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History. Cambridge, Cambridge University Press, 327 p.

NORTH D., WALLIS J., WEBB S., WEINGAST B., 2012a

« Lessons: in the shadow of Violence ». In North D., Wallis J., Webb S., Weingast B., eds : *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development*. Cambridge et New York, Cambridge University Press : 328-350.

NORTH D., WALLIS J., WEBB S., WEINGAST B., eds, 2012b

In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development. Cambridge et New York, Cambridge University Press, 365 p.

OCDE, 2013

Identification and Monitoring of Potentially Under-aided Countries. Paris, OCDE, 30 p.

OCDE, AFD, 2015

Connecting with Emigrants. A global Profile of Diaspora 2015. Paris, Éditions OCDE.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1999

A Moral Economy of Corruption in Africa? *The Journal of Modern African Studies*, 37 (1) : 25-52.

OTTINO P., 1996

« Agir dans les campagnes merina des années soixante ». In Carénini A., Jardel J.-P. : *De la tradition à la postmodernité. Hommage à Jean Poirier*. Paris, PUF : 445-461.

OTTINO P., 1998

Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance

et patrimoine. Paris, Orstom/Karthala, 685 p.

OULD AOUDIA J., 2011

Violence et ordres sociaux. North, Wallis, Weingast 2009. Paris, Communication orale à la maison des sciences économiques, 11 janv. 2011

PATERNOSTRO S., RAZAFINDRAVONONA J., STIFEL D., 2001

Changes in poverty in Madagascar: 1993-1999. Washington D.C., Banque mondiale, Africa Region Working Paper Series, 19, 118 p.

PELLERIN M., 2009

Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? Figures de la réussite économique et compétitions politiques. *Politique africaine*, 113 : 12-165.

PELLERIN M., 2011

Le nouvel essor des relations entre la Chine et Madagascar. Note de l'Ifri, mars, 21 p.

PELLERIN M., 2014

Madagascar : gérer l'héritage de la transition. Note de l'Ifri, nov., 28 p.

PESLE N., 2006

Résurgence d'une nation Madagascar 2002 : 30 semaines de crise. Antananarivo, Éditions Foi et Justice, 332 p.

PIERRE BERNARD A., RAMAROSAONA F., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 1998

Partis et classes politiques : les intermédiaires démocratiques jouent-ils leur rôle ? [en ligne]. Madio, Document de travail Dial, 9736/E.

PIGEAUD F., 2006

Madagascar : entre le marché et le goupillon. *Le Monde diplomatique*, mars : 15-16.

PIGEAUD F., 2017

À Madagascar, les paysans « trouble-fête du bal de la mondialisation » [en ligne]. *Médiapart*, 12 fév.

PIKETTY T., 2013

Le capital au XXI^e siècle. Paris, Seuil, 969 p.

PIKETTY T., SAEZ E., 2006

The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective.

American Economic Review, 96 (2) : 200-205.

PRYOR F. L., 1990

Malawi and Madagascar, the Political Economy of Poverty, Equity and Growth, A World Bank Comparative Study. Washington D.C., Banque mondiale, OUP.

RABEARIMANANA L., 1980

Un grand journal d'opinion malgache : *Ny Fandrosoam-Baovao*. Deuxième partie : Un nationalisme modéré. *Omaly sy Anio*, 11 : 7-48.

RABEARIMANANA L., 2001

Protestantisme et nationalisme à Madagascar. *Revue historique des Mascareignes*, « Chrétientés australes du 18^e siècle à nos jours », 3 : 177-189.

RABEMANANORO E., 2014

Le drame des investissements irréversibles. *Afrique contemporaine*, 251 : 51-68.

RABENIRAINY J., 2002

Les forces armées et les crises politiques (1972-2002). *Politique africaine*, 86 : 86-102.

RABETAFIKA R., 1990

Réforme fiscale et révolution socialiste à Madagascar. Paris, L'Harmattan, 190 p.

RADERT S., 2008

Économie politique de la décentralisation. Actes du colloque *Économie politique de la décentralisation* : http://siteresources.worldbank.org/INTMADAGASCARINFRENCH/Resourcess/ecopol_dec.pdf : 8-20.

RAFFINOT M., ROUBAUD F., éds., 2001

Les fonctionnaires du Sud : sacrifiés ou protégés ? *Autrepart*, 20, dossier spécial : 5-175.

RAFITOSON K., 2014

Les crises malgaches vues par la conférence épiscopale de Madagascar. Étude des communiqués publiés de 1889 à 2014. *Afrique contemporaine*, 3/2014, 251 : 69-92.

RAHARINIRINA V., 2013

Madagascar : Conflits « locaux » autour des projets extractifs et agraires. *Alternatives Sud*, 20-2013 : 57-65.

RAHARINIRINA V., DOUGUET J.-M., MARTINEZ-ALIER J., à paraître

« Néocolonialisme vert, conflits de redistribution écologique et crises malgaches ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. : *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*. Paris et Marseille, Karthala-IRD.

RAISON J.-P., 1972

Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne. *Tany Malagasy*, 13 : 97-121

RAISON J.-P., 1991

Dynamismes ruraux et contrastes fonciers dans Madagascar en crise. *Tiers-Monde*, t. 32, 128 : 901-915.

RAISON J.-P., 2000

Madagascar, vers une nouvelle géographie régionale. *L'information géographique*, 1 : 1-19.

RAISON J.-P., 2002

Économie politique et géopolitique des barrages routiers. *Politique africaine*, 86 : 120-137.

RAISON F., 2007

« L'Afrique de Didier Ratsiraka, lieu de passage vers la cour des grands ». In Nativel D., Rajaonah F., dir. : *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*. Paris, Karthala : 345-362.

RAISON-JOURDE F., 1972

Les ZWAM : qui sont-ils, que veulent-ils ? *Réalités malgaches*, 22 : 26-28.

RAISON-JOURDE F., dir., 1983

Les souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines. Paris, Karthala, 480 p.

RAISON-JOURDE F., 1991

Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle : invention d'une identité chrétienne et construction de l'État (1780-1880). Paris, Karthala, 840 p.

RAISON-JOURDE F., 1993

Une transition achevée ou amorcée ? *Politique africaine*, 52 : 6-18.

RAISON-JOURDE F., 1995

« The Malagasy Churches in the Political Arena and their Contribution to the Change of Regime, 1990-1993 ». In Clifford P., ed. : *The Christian Churches*

and the Democratisation of Africa. Leiden, E.J. Brill : 292-301.

RAISON-JOURDE F., 1996

Un deuxième 1947 en 1957 ? Les prolongements du soulèvement dans la mémoire et dans le contact avec les administrés. *Omaly Sy Anio*, 41-44 : 227-244.

RAISON-JOURDE F., 2002

Les Kung-Fu. *Politique africaine*, 86 : 68-69.

RAISON-JOURDE F., 2014

« Avant-propos ». In Kneitz P., dir. : *Fihavanana. La vision d'une société paisible à Madagascar*. Halle and der saale, Universitätsverlag Halle-Wittenberg : 7-14.

RAISON-JOURDE F., RAISON J.-P., 2002

Ravalomanana et la troisième indépendance ? *Politique africaine*, 86 : 5-17.

RAISON-JOURDE F., RANDRIANJA S., dir., 2002

La nation malgache au défi de l'ethnicité. Paris, Karthala, 448 p.

RAISON-JOURDE F., ROY G., 2010

Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975. Paris, Karthala, 490 p.

RAJAONAH F., 1996

Élites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XX^e siècle. Thèse d'État, université Lyon II, 4 t., 1082 p.

RAJAONAH F., 2014

« indépendances et identité : le Fihavanana comme ressource pour les Malgaches au XX^e siècle, d'après Paul Ramasindraibe ». In Kneitz P., dir. : *Fihavanana-La vision d'une société paisible à Madagascar*. Halle and der saale, Universitätsverlag Halle-Wittenberg : 74-100.

RAJAONESY G., 2008

Économie politique de la décentralisation. Actes du colloque *Économie politique de la décentralisation* : http://siteresources.worldbank.org/INTMADAGASCARINFRENCH/Resources/ecopol_dec.pdf : 21-33.

RAKOTOARISOA J.-E., 2002

1991-2002 : le difficile apprentissage de la démocratie. *Afrique contemporaine*, 202-203 : 15-25.

RAKOTOMALALA P., 2014

Madagascar : la crise de 2009 ou les aléas de la diplomatie française. *Afrique contemporaine*, 251, numéro spécial, 2014/3 : 93-106.

RAKOTOMANANA F., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., 2010

L'impact économique de la crise politique sur les ménages urbains à Madagascar. Le marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo en 2010 : une mise en perspective décennale. Antananarivo/ParisInstat-Dial, Policy Brief, juillet, 16 p.

RAKOTOMANANA F., RAKOTONDRAJANY I., CALVO T., RAZAFINDRAKOTO M.,

RAZAKAMANANA N., ROUBAUD F., 2016
L'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité à Madagascar en 2015-2016. Rapport d'analyse du Module GPS-SHaSA. Antananarivo, Instat & Dial, 40 p.

RAKOTOMANGA M., 1998

Forces armées malgaches. Entre devoir et pouvoir. Paris, L'Harmattan, : 220 p.

RAKOTONDRAJE D. T., 1993

Essai sur les non-dits du discours fédéraliste, *Politique africaine*, 52 : 50-57.

RALAIMIHOATRA E., 1965

Histoire de Madagascar. Des origines à la fin du XIX^e siècle. Tananarive, Société malgache d'édition, t. 1, 221 p.

RALAIMIHOATRA E., 1966

Histoire de Madagascar. Le XX^e siècle. Tananarive, Société malgache d'édition, t. 2, 106 p.

RALIBERA R., 2008

Souvenirs et témoignages malgaches, de la colonisation à la troisième République. Antananarivo, Éditions Foi et justice, 217 p.

RALISON N., 2011

Les organismes patronaux à Madagascar de 1946 à nos jours : forces, développement et faiblesses : <http://www.cresoi.fr> : 11 p.

RAMAMONJISOA J., 1984

Blancs et Noirs : les dimensions

de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques. *Cahiers des sciences sociales*, université de Madagascar, 1 : 39-45.

RAMAMONJISOA J., 2002

Les relations entre « ethnies » à Madagascar : une problématique souvent mal posée. *Afrique contemporaine*, 202-203, avr.-sept. : 55-71.

RAMASY J. F., 2010

Madagascar : les forces armées garantes de la stabilité politique et démocratique ? *Identity, Culture and Politics*, 11 (2) : 1-42.

RAMASY J.-F., 2012

« Militaires et système politique ». In Randrianja S., dir. : *Madagascar, le coup d'État de mars 2009.* Paris, Karthala : 67-96.

RANDRIAMALALA H., LIU Z., 2010

Bois de rose de Madagascar : entre démocratie et protection de la nature. *Revue Madagascar Conservation & Development*, 5 (1) : 11-22.

RANDRIAMARO J.-R., 1997

Padesm et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD. Paris, Karthala, 456 p.

RANDRIAMARO J.-R., 2009

« Aux origines des Zwam : les jeunes des bas quartiers de Tananarive de l'entre-deux-guerres jusqu'à 1972 ». In Nativel D., Rajaonah F., dir. : *Madagascar revisitée.* Paris, Karthala : 463-478

RANDRIAMAROTSIMBA V., 2005

« La malgachisation de l'enseignement. État des lieux et perspectives ». In Felix Prudent L., Tupin F., Wharton S., éd. : *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles.* Berne, Peter Lang : 197-218.

RANDRIAMIHAINGO L. H., 2004

Les partis gouvernementaux et l'espace malgache de 1960 à 2001. Antananarivo, université d'Antananarivo, DEA, 135 p.

RANDRIANJA S., 2001

Société et luttes coloniales à Madagascar de 1896 à 1946. Paris, Karthala, 486 p.

RANDRIANJA S., 2005

Ravalomanana, 2002-2005. Des produits laitiers aux affaires nationales. Bern, Working Paper Swisspeace, mars, 38 p.

RANDRIANJA S., 2012a

« Le coup d'État de mars 2009, chronologie et causes ». In Randrianja S., dir. : *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*. Paris, Karthala : 13-41.

RANDRIANJA S., 2012b

« Les années Ravalomanana (2002-2009) ». In Randrianja S., dir. : *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*. Paris, Karthala : 239-277.

RANDRIANJA S., dir., 2012c

Madagascar, le coup d'État de mars 2009. Paris, Karthala, 338 p.

RANDRIANJA S., ELLIS S., 2009

Madagascar. A short History. Chicago, University of Chicago press, 316 p.

RATRIMOARIVONY-RAKOTOANOSY M., 1986

Historique et nature de l'enseignement à Madagascar de 1896 à 1960. Thèse de 3^e cycle, université Paris IV, Centre international d'études francophones, 430 +120 p.

RAVALOSON J., 2000

Transition démocratique à Madagascar. Paris, L'Harmattan, 176 p.

RAVALOSON J., 2008

L'affaire Savonnerie tropicale devant le Comesa : un point de vue internationaliste. *Revue juridique et fiscale de MCI*, 44.

RAVELOSOA R., ROUBAUD F., 1998

Dynamique de la consommation des ménages de l'agglomération d'Antananarivo sur longue période : 1960-1995. *Autrepart*, 7 : 63-87.

RAZAFIMBELO C., 2004

Histoire de Madagascar. L'indépendance. *Didaktika, revue de didactique*, 2, 2^e semestre : 63-73.

RAZAFINDRABE T., à paraître

« État d'exception et péripéties de l'État de droit. La dynamique des crises politiques constitutionnelles à Madagascar ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. : *Madagascar, d'une crise l'autre* :

ruptures et continuité. Paris et Marseille, Karthala-IRD.

RAZAFINDRAKOTO M., 1994

État des statistiques économiques sur le secteur industriel moderne : diagnostic et propositions. Document de travail Madio, 9403/DT.

RAZAFINDRAKOTO M., 1996

Dynamique du secteur industriel moderne sur longue période : 1966-1994 ou comment se perdre en une décennie. Document de travail Madio, 9613/E.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 1996

Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'État et de l'économie. *Politique africaine*, 61 : 54-72.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 1997

Les entreprises franches à Madagascar : économie d'enclave ou promesse d'une nouvelle prospérité ? *Économie de Madagascar*, 2 : 217-248.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 1999

La dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance économique profite-t-elle aux ménages ? *Revue Économie de Madagascar*, 4 : 103-137.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2001a

Pensent-ils différemment ? La « voix des pauvres » à travers les enquêtes statistiques. Document de travail Dial, DT/2001/13, 42 p.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2001b

Vingt ans de réforme de la fonction publique à Madagascar. *Autrepart*, 20 : 43-60.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2002a

Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? *Afrique contemporaine*, 202/203, avr.-sept. : 75-92.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2002b

Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 : les enjeux d'une élection contestée. *Politique africaine*, « Madagascar, les urnes et la rue », 86 : 18-45.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2003a

« Do they really think differently? The voice of the poor through quantitative surveys ». In Cling J.-P.,

Razafindrakoto M., Roubaud F., eds : *New International Poverty Reduction Strategies*. Londres/New York, Routledge : 126-147.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2003b
Wage and corruption: the case of Madagascar. *Global Corruption Report 2003*, Transparency International : 292-294.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2003c
« Les dispositifs existants de suivi de la pauvreté les faiblesses des enquêtes classiques auprès des ménages ». In Cling J. P., Razafindrakoto M., Roubaud F., éd. : *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*. Paris, Economica/IRD (2^e édition) : 313-338.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2005
Les pauvres, la démocratie et le marché à Madagascar : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache. *Revue d'économie du développement*, 1/2005 : 56-89.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2010a
« Are international databases on corruption reliable? A comparison of expert opinions surveys and household surveys in sub-saharan Africa. *World development*, 38 (8) : 1057-1069.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2010b
« La pauvreté urbaine à Madagascar : dynamique, déterminants et politiques ». In Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F., dir. : *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*. Marseille, IRD Éditions : 87-118.

RAZAFINDRAKOTO M., RAZAFINDRAZAKA D., ROUBAUD F., 2009a
La gouvernance à Madagascar : portée et limites de la lutte contre la corruption et du processus de décentralisation [en ligne]. Afrobarometer Briefing Paper, 63.

RAZAFINDRAKOTO M., RAZAFINDRAZAKA D., WACHSBERGER J. M., 2009b
Les Malgaches et la démocratie : principes, fonctionnement, participation [en ligne]. Afrobarometer Briefing Paper, 64.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., 2012

L'enquête auprès des « élites » à Madagascar : quelles solutions aux enjeux méthodologiques ? 7^e colloque francophone sur les sondages, SFdS et Ensaï, 5-7 novembre, Rennes : <http://sondages2012.ensai.fr/wp-content/uploads/2011/01/ELIMAG-Pr%C3%A9sentation-Roubaud.pdf>.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., 2014a
Élites, pouvoir et régulation à Madagascar : une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique. *Afrique contemporaine*, 251, numéro spécial, 2014/3 : 25-50.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., 2014b
Madagascar, d'une crise l'autre. Introduction thématique. *Afrique contemporaine*, 251, numéro spécial, 2014/3 : 13-22.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., dir., 2014c
« Madagascar : anatomie d'un État de crise ». *Afrique contemporaine*, 251, numéro spécial, 2014/3, 196 p.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., 2015
L'île mystérieuse : une approche d'économie politique de la trajectoire longue de Madagascar. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 36 (3) : 397-415.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., 2016
Restaurer le dialogue entre élites et citoyens à Madagascar : un impératif de développement. Antananarivo, Communication orale pour « Élite, démocratie et croissance », Sommet de la francophonie, CNO, Mesupres, IRD, 21 novembre.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M., à paraître [a]
Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité. Paris et Marseille, Karthala-IRD.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., WACHSBERGER J.M., à paraître [b]
« Violence et ordre politique

à Madagascar ». In Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachberger J.-M., dir. : *Madagascar, d'une crise l'autre : ruptures et continuité*. Paris et Marseille, Karthala-IRD.

**RAZAFINDRAKOTO M.,
RAZAFINDRATSIMA N., RAZAKAMANANA N.,
ROUBAUD F., 2017**

La diaspora malagasy en France et dans le monde : une communauté oubliée ? Paris, Dial DT2017-05.

RAZAFINDRALAMBO L. N., 2005a
Construction d'identité et relations de dépendance : descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens « esclaves » en Imerina. *Taloha*, 14-15 : <http://www.taloha.info/document.php?id=131>.

RAZAFINDRALAMBO L. N., 2005b
Inégalité, exclusion, représentations sur les hautes terres centrales de Madagascar. *Cahiers d'études africaines*, XLV (3-4) : 879-903.

RAZAFINDRATANDRA Y., 1993
Le régime malgache de zone franche. *Politique africaine*, 52 : 19-21.

**RAZAFINDRAZAKA D.,
RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.,
WACHSBERGER J.-M., 2008**
Madagascans and Democracy: Principles, Practice and Participation. Afrobarometer Briefing paper, 64 : <http://www.afrobarometer.org/abbriefing.html>.

ROUBAUD F., 1997a
Les élections présidentielles à Madagascar 1992-1996 : un essai de géographie électorale [en ligne]. Document de travail Madio, 9707/E.

ROUBAUD F., 1997b
La question rizicole à Madagascar : les résultats d'une décennie de libéralisation. *Économie de Madagascar*, 2 : 37-61.

ROUBAUD F., 1999
« Religion, identité sociale et transition démocratique à Tananarive : de fidèles en citoyens ». In : Otayek R., éd. : *Afrique : les identités contre la démocratie ? Autrepart*, 10 : 135-149.

ROUBAUD F., 2000
Identités et transition démocratique :

l'exception malgache ? Antananarivo, Paris, Tsipika, L'Harmattan, 254 p.

ROUBAUD F., 2001
« Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar ». In Quantin P., Toulabor C., éd. : *L'Afrique Politique 2001 : réformes des États africains*, Paris, Karthala : 85-98.

ROUBAUD F., éd., 2002
Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique. *Afrique contemporaine*, dossier spécial, 202/203, avril-septembre : 163 p.

SARRAUT A., 1923
La mise en valeur des colonies françaises. Paris, Payot : 56 p.

SAURA A., 2006
Philibert Tsiranana premier président de la République de Madagascar, t. 1 : *À l'ombre de Gaulle*, 382 p. ; t. 2 : *Le crépuscule du pouvoir*, 344 p, Paris, L'Harmattan.

SeFaFi, 2003
Militarisation et démocratisation politique. Communiqué du SeFaFi, Antananarivo, 14 mars.

SEN A., 2005
La démocratie des autres. Paris, Payot, 86 p.

SINGLY F. (de), THÉLOT C., 1988
Gens du privé, gens du public : la grande différence. Paris, Dunod, 256 p.

SPACENSKY A., 1967
Regard sur l'évolution politique malgache 1945-1966. *Revue française de science politique*, 2 : 263-285.

SPACENSKY A., 1970
Madagascar : cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana. Paris, Nouvelles éditions latines : 526 p.

**SWAMY A., KNACK S., LEE Y.,
AZFAR O., 2001**
Gender and Corruption. *Journal of Development Economics*, 64 (1) : 25-55.

TARABEY B., 2014
Madagascar dahalo : enquête sur les bandits du Grand Sud. Paris, L'Harmattan, 224 p.

TILLY C., 1976

From Mobilization to Revolution.
Addison-Wesley Publishing Co, Reading,
Massachusetts, 349 p.

TREISMAN D., 2000

The Causes of Corruption:
a Cross-National Study. *Journal of Public
Economics*, 76 : 399-457.

TRONCHON J., 1974

*L'insurrection malgache de 1947 :
essai d'interprétation historique.*
Paris, Maspéro, 273 p.

TRONCHON J., 1995

Madagascar : Église et non-violence.
*Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale
et politique*, 46 : 52-77.

UNISDR, 2009

*Global Assessment Report on Disaster Risk
Reduction.* New York, United Nations :
207 p.

**UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF
ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS, 2015**

*Trends in International Migrant Stock:
Migrants by Destination and Origin.*
United Nations database, POP/DB/MIG/
Stock/Rev.

URFER S., 1993

Quand les Églises entrent en politique...
Politique africaine, 52 : 31-39.

URFER S., 2012a

Madagascar, une culture en péril ?
Antananarivo, No comment éditions, 144 p.

URFER S., 2012b

Madagascar : une société en mutation, pour
quel développement ? *Nota Bene - The
Malagasy Development Journal*, 1 : 21-26.

VAHABI M., 2011

Compte rendu de la publication de
Douglass C. North, John Joseph Wallis et
Barry R. Weingast (2010)
Violence et ordres sociaux. Paris,
Gallimard, 459 p.). *Revue de la régulation*,
9, 1^{er} semestre : <http://regulation.revues.org/9088> (mis en ligne le 1^{er} juin 2011,
consulté le 10 octobre 2012)

VAN RIJCKEGHEM C., WEDER B., 2001

Bureaucratic corruption and the rate of
temptation: do wages in the civil service
affect corruption, and by how much?

Journal of Development Economics,
65 (2) : 307-331.

VANF, éd., 2012

Madagascar. Crises cycliques, culture
et développement : les conditions
de la relance. *Nota Bene, The Malagasy
Development Journal*, 1, 70 p.

VERDIER I., 1995, 2000, 2002

*Madagascar. Les hommes de pouvoir.
Biographies exclusives.* Paris, Indigo
publications, 200 p. + annexes.

VÉRIN P., 1990

Madagascar. Paris, Karthala, 256 p.

VÉRON J.-B., 2010

L'Afrique post-indépendance : 50 ans de
crises ? *Afrique contemporaine*, 235/3 :
115-126.

VIVIER J.-L., 2007

*Madagascar sous Ravalomanana :
la vie politique malgache depuis 2001.*
Paris, L'Harmattan, 168 p.

VIVIER J.-L., 2010

*Madagascar, une île à la dérive. Les
années 2007-2010, de Ravalomanana à
Rajoelina.* Paris, L'Harmattan, 189 p.

WACHSBERGER J.M., 2007

*Les Malgaches et la politique : quelques
enseignements tirés des enquêtes
Afrobaromètre de 2005.* Afrobarometer
Briefing Paper, 47, 18 p.

WACHSBERGER J. M., 2009

*L'intégration sociale hiérarchisée. Le cas
d'une métropole en développement,*
Antananarivo. Lille, ANRT, 337 p.

WACHSBERGER J.-M.,

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2016
*Étude sur les perceptions et attentes
citoyennes concernant l'exercice du
pouvoir à Madagascar.* Paris et Bruxelles,
Collateral Creations et Katsaka, 58 p.

WALLIS J., WEBB S., 2010

*Institutions, Governance, and Long-Term
Growth.* Presentation au Workshop AFD.
Paris, 30 août.

WANTCHEKON L., LAHINIRIKO D. L.,

GARCIA-PONCE O., 2011

*Echoes of the Malagasy Uprising:
Estimating Long-Term Effects of Political
Repression on Political Attitudes in*

Madagascar. WA, Paper presented at the APSA Annual Meeting in Seattle, 1-4 sept.

WAPENHANS W., 1992

Effective Implementation, Key to Development Impact. Washington D.C., The World Bank, Report of the Portfolio Management Task Force, 128 p.

WEBER M., 2003 [1921]

Économie et société. Paris, Agora Pocket, 416 p.

WILLAME J.-C., 1994

Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre. Paris, L'Harmattan, 221 p.

WILLIAMSON J., 1990

« What Washington means by Policy Reform ». In Williamson J., ed. : *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* Washington D.C., Institute for International Economics : 7-20.

WISNER B., BLAIKIE P., CANNON T, DAVIES I., 2014

At risk : natural hazards, people's vulnerability and disasters. Londres et New York, Routledge, 496 p.

YOU J.-S., 2012

« Transition from a Limited Access Order to an Open Access Order: The Case of South Korea ». In North D, Wallis J., Webb S., Weingast B., eds : *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development.* Cambridge et New York, Cambridge University Press : 293-327.

ZAFIMAHOVA S., 1998

Jeu de fanorona autour de la privatisation. Le désengagement de l'État des entreprises publiques : frein ou arme de développement ? (Le cas de Madagascar). Antananarivo, Éditions Orsa Plus, 290 p.

Éléments chronologiques

PÉRIODE PRÉ-COLONIALE	
1807	Le commerce d'esclaves est déclaré illégal par le Parlement britannique.
1808	La Grande-Bretagne prend possession de l'île Maurice.
Radama I	
1817	Marche de Radama I ^{er} sur Tamatave. Traité avec la Grande-Bretagne : interdiction de l'exportation d'esclaves.
1820	LMS.
Ranavalona I	
1828	Mort de Radama I ^{er} . Accession au trône de Ranavalona I ^{re} .
1836	Expulsion des missionnaires de la LMS d'Antananarivo.
1861	Mort de Ranavalona I ^{re} . Accession au trône de Radama II. Libéralisation du commerce. Autorisation aux missionnaires d'acheter des terres.
1863	Assassinat de Radama II. Rasoherina devient reine.
Ranavalona II	
1868	Accession au trône de Ranavalona II. Rainilaiarivony Premier ministre. Promulgation du code royal de 101 articles. Traité franco-malgache (liberté religieuse, liberté du commerce, droit d'établissement, protection des Français, reconnaissance de l'autorité de la reine sur tout Madagascar).
1869	Conversion au christianisme de Ranavalona et de Rainilaiarivony. Christianisme adopté comme religion d'État.
1876	Scolarisation obligatoire pour les garçons et les filles de 8 ans dans la région des hautes terres (Service royal obligatoire). Service militaire obligatoire pour 5 ans.
1877	Libération des « Mozambiques », esclaves importés. Gouvernement d'Antananarivo reconnu internationalement comme la capitale de l'État souverain de Madagascar.
1881	Code royal de 305 articles. Interdiction de vendre la terre aux étrangers.

Ranavalona III	
1883	Couronnement de Ranavalona III. Début des expéditions militaires françaises.
1885	Traité mettant fin à la guerre contre les Français. Madagascar devient protectorat français.
1890	Accord franco-anglais. Les deux puissances se reconnaissent respectivement les mains libres à Madagascar et à Zanzibar.
PÉRIODE COLONIALE	
1896	Annexion par la France de Madagascar. Interdiction de l'esclavage. Gallieni nommé gouverneur de Madagascar. Début de la révolte des Menalamba.
1897	Abolition des privilèges des Tomponenakely seigneurs féodaux de l'Imerina et suppression des <i>Vodivona</i> (fiefs). Création de l'école Le Myre de Vilers.
1900	Le Parlement français adopte une loi obligeant les gouvernements des colonies françaises à se financer sur leurs propres ressources. Commencement de la ligne Tananarive-Côte est.
1904	Institution du code de l'indigénat à Madagascar.
1909	Décret permettant l'accès à la citoyenneté française pour tout Malgache parlant français et possédant solide instruction.
1913	Création du VVS : organisation politique clandestine.
1916	Procès de la VVS. Création de la Banque de Madagascar.
1926	Début des travaux de la ligne Fianrantsoa-Manakara. Institution du Smotig (service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général).
1927	Mise en place des six régions administratives.
1929	Manifestation à Tananarive pour la naturalisation en masse.
1930	Décret instaurant un délit de presse.
1937	Suppression du Smotig. Abrogation du délit de presse. Application d'une première législation syndicale : droit syndical aux Malgaches sachant lire et écrire.
1938	Retour à Madagascar des cendres de Ranavalona III, morte en exil à Alger en 1917. Élargissement de l'accession des Malgaches aux droits des citoyens français.
1940	Blocage économique de l'île par la Grande-Bretagne.
1942	Prise de contrôle de l'île par la Grande-Bretagne.
1944	Conférence de Brazzaville. Restauration du gouvernement colonial français.
1946	France : nouvelle Constitution instituant l'empire français soit la reconnaissance de citoyenneté française à tous les sujets des colonies. Établissement du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (Fides). Création à Paris du MDRM. Création du Padesm. Proposition de loi Ravoahangy et de Raseta à l'Assemblée constituante pour l'érection de Madagascar en État libre au sein de l'Union française.
1947	Mars : insurrection contre l'autorité coloniale réprimée dans le sang. Dissolution du MDRM et du Panama (parti national malgache).
1950	Création du Crédit de Madagascar. Création des Communes autonomes rurales (CAR).

1951	Réforme de l'éducation ; fin de la ségrégation entre les écoles indigènes et européennes. Création de la SIM (Société immobilière de Madagascar).
1952	Création de la SEM (Société d'électricité de Madagascar). Élection d'un dirigeant dans les 105 communes malgaches.
1956	France, loi-cadre : premier suffrage universel et élections au collège unique (fin de la distinction colonisé/colonisateur) avec conseil exécutif. Décentralisation administrative sous le contrôle d'assemblées élues. Éclatement du Padesm en deux partis : le PSD par Tsiranana. Tsiranana élu député de Madagascar à l'Union française sous l'étiquette SFIO.
I ^{re} RÉPUBLIQUE	
Tsiranana	
1958	Référendum : Madagascar devient une République autonome au sein de la Communauté française. Monima par M. Jaona. Création à Tamatave de l'AKFM par le pasteur R. Andriamanjato pour une indépendance immédiate.
1959	P. Tsiranana est élu président de la République par l'Assemblée constitutive. Élections municipales consacrent la victoire de l'opposition à Tsiranana. AKFM à Antananarivo et diego-Suarez ; A. Bezaka (ancien AKFM) à Tamatave ; Monima à Tuléar.
1960	Indépendance proclamée le 26 juin. Tsiranana premier président de la République. Accords de coopération avec la France : défense ; politique étrangère ; politique monétaire, financière et économique ; enseignement supérieur. Création d'une armée.
1961	Création de l'université d'Antananarivo. Madagascar admise comme membre des Nations unies.
1963	Adhésion au FMI.
1965	Tsiranana est réélu président de la I ^{re} République par suffrage universel direct. Ouverture de l'académie militaire d'Antsirabe (Acmil).
1971	Avril : insurrection paysanne dirigée par M. Jaona. Réprimée violemment par le commandant de gendarmerie R. Ratsimandrava. Le ministre de l'Intérieur, A. Resampa, arrêté pour tentative de coup d'État et exilé à Sainte-Marie.
Ramanantsoa	
1972	Tsiranana (seul candidat à l'élection présidentielle) réélu à 99 %. Avril-mai : grèves estudiantines et grève générale réprimée dans le sang par les FRS (40 morts). 18 mai : Tsiranana remet le pouvoir à G. Ramanantsoa. Octobre : référendum pour soutien au gouvernement provisoire. Substitution à l'Assemblée nationale et au Sénat d'un Conseil national populaire pour le développement. Politique fondée sur la doctrine du Fokonolona. Abolition de la taxe de capitation et de la taxe sur le bétail. Les Forces républicaines de sécurité sont réorganisées et deviennent le groupe mobile de police. Création de l'USM (Union socialiste malgache) déclarant agir pour l'intérêt des « côtiers » Décembre : émeutes anti-Merina à Tamatave et Diégo.
1973	Madagascar quitte la zone franc. Création de la Sinpa (Société d'intérêt national de commercialisation des produits agricoles). Suppression du budget provincial.

Ratsiraka	
1975	Tentative de coup d'État avortée. Conflit entre État et le GMP. Le général Ramanantsoa dissout le gouvernement et remet le pouvoir au colonel R. Ratsimandrava. Février : assassinat de R. Ratsimandrava Mars-juin : procès « du siècle ». Juin : D. Ratsiraka est nommé chef d'État par le directorat militaire. Décembre : nouvelle Constitution adoptée par référendum. Charte de la révolution socialiste malgache. Création de l'Arema.
II ^e RÉPUBLIQUE	
1976	Instauration d'un Front national pour la défense de la révolution : Arema, Vonjy (scission du PSD), AKFM, UDECEMA Juin-août : première vague de « malgachisation » : nationalisation des banques, assurances et de la compagnie marseillaise de Madagascar, des sociétés pétrolières et d'import-export. Nationalisation. Création de l'Omni (Office militaire national pour les industries stratégiques).
1977	Chartes des entreprises socialistes. Nationalisation de la Sosumav, de la société Denis Frères, du comptoir Coroi. Ralliement du MFM au FNDR. Premier recours aux DTS (droits de tirages spéciaux auprès du FMI).
1978	Investissements publics dans les secteurs industriels et agricoles. Formation du FFKM (conseil chrétien des églises de Madagascar).
1981	Premier Plan d'ajustement structurel (PAS). Dévaluation de 10 % du FMG.
1982	D. Ratsiraka est élu président au suffrage universel. Inauguration du barrage hydroélectrique d'Andekaleka (58 mégawatts) financé entre autres par la Banque mondiale, des Fonds koweïtiens, la Badea.
1983	Libéralisation partielle du commerce du riz (sauf pour le riz dans la région d'Alaotra et Marovoay). D. Ratsiraka se proclame Amiral devenant ainsi l'officier au rang le plus élevé dans l'histoire de Madagascar.
1984	Affrontement entre les Kung Fu et les TTS.
1985	Libération totale du prix du riz à la demande des institutions financières internationales (IFI). Dévaluation du FMG de 20 %. L'AKFM perd les élections municipales à Antananarivo. Première privatisation : l'entreprise d'État Tamalu (Société tamatavienne d'aluminium) est vendue à une entreprise privée.
1986	Première vague de privatisation des entreprises publiques. Suppression de la censure.
1987	Libéralisation totale des exportations, à l'exclusion du café, vanille et girofle, dans le cadre du Caspic (Crédit d'ajustement structurel de la politique industrielle et commerciale). Suppression de la taxe à l'exportation du poivre, suppression de la caisse de stabilisation du poivre. Dévaluation du FMG de 55 %.
1988	Suppression du fonds de stabilisation du café et girofle. Allègement significatif des taxes à l'exportation. Libéralisation des échanges intérieurs et extérieurs sauf pour la vanille. Disparition de la situation de monopole de l'État sur les exportations. Programme de réforme des entreprises publiques avec le Casep (Crédit à l'ajustement structurel des entreprises publiques). Remboursement exceptionnel de la dette de Madagascar par le Club de Paris.
1989	D. Ratsiraka est réélu. Processus de privatisation des entreprises nationalisées. Glissement de la parité du FMG. Dissolution du FNDR.

1990	Liberté de création des partis politiques.
Transition	
1991	Avril : Conseil des Forces vives. Juin : établissement d'un gouvernement provisoire par le Conseil des Forces vives. Juin-octobre : série de manifestations exigeant une révision de la Constitution et le départ de D. Ratsiraka. Grève générale. Lors d'une marche vers le palais d'Iavoloha, l'armée tire sur les manifestants et fait 12 morts. Juillet : pouvoir parallèle du Conseil des Forces vives (Hery Velona). 14-15 septembre : première conférence nationale des États fédérés. 31 octobre. convention du Panorama. Novembre : A. Zafy est proclamé président de la Haute Autorité de l'État (HAE) tandis que D. Ratsiraka reste président de la République.
1992	Août : Référendum sur une nouvelle Constitution. Dirigeants politiques désignés par le terme de <i>raimandreny</i> .
Zafy	
1993	Fevrier : A. Zafy gagne les élections présidentielles contre D. Ratsiraka.
III^e RÉPUBLIQUE	
1994	Taux de change flottant pour le FMG.
1995	Libération du prix de la vanille à la demande des IFI. Adhésion à l'OMC. Septembre : référendum pour le pouvoir de nomination du Premier ministre par le président de la République.
1996	Deuxième vague de privatisation Septembre : destitution parlementaire et démission de A. Zafy. N. Ratsirahonana est nommé président par intérim. Décembre : D. Ratsiraka gagne les élections présidentielles contre A. Zafy.
Ratsiraka	
1998	Révision de la Constitution par le président Ratsiraka (Référendum). Création des provinces autonomes.
1999	Décembre : M. Ravalomanana élu maire d'Antananarivo.
2001	Naissance du Sefafi. Décembre : premier tour des élections présidentielles dont les résultats sont contestés.
Ravalomanana	
2002	Janvier : manifestations et grève générale à Antananarivo, Mahajanga et Fianarantsoa. Février : premières barricades sur la route entre Antananarivo et Toamasina par les partisans de Ratsiraka. Avril : la HCC proclame la victoire de M. Ravalomanana. Mai : investiture de Ravalomanana. Juillet : Ratsiraka quitte Madagascar. Cessation des opérations militaires. Décembre : élections législatives remportées par le TIM.
2003	Juillet : Madagascar est réadmis dans l'Union africaine (UA). Décembre : D. Ratsiraka condamné à 5 ans de prison.
2004	La Banque mondiale et le Fonds Monétaire International annoncent l'annulation d'environ la moitié de la dette de Madagascar.
2005	Premier État à recevoir une aide au développement des États Unis au titre du programme « Millennium Challenge Account ». L'Ariary remplace le FMG.
2006	M. Ravalomanana est réélu président de la III^e République au premier tour. Lancement du MAP. Création des Pôles intégrés de croissance. Création, sous l'égide de la Banque mondiale, d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers (EDBM).

2007	Juillet : M. Ravalomanana dissout le parlement. Septembre : élections législatives remportées par le TIM en partie boycottées par l'opposition ; révision constitutionnelle. Suppression des provinces autonomes. Décembre : élection de A. Rajoelina maire d'Antananarivo.
2008	Novembre : affaires Daewoo et Boeing. Décembre : fermeture de la station Viva d'A. Rajoelina, suite à la diffusion d'une entrevue avec D. Ratsiraka.
Rajoelina	
2009	Janvier : manifestations pour réclamer un nouveau gouvernement. 26 janvier : pillages des entrepôts de Tiko et des chaînes de télévision nationale et MBS. Création de la HAT par A. Rajoelina. Février : le 7 du mois, les forces de sécurité ouvrent le feu sur une manifestation de l'opposition : au moins 30 morts. M. Roindefo nommé premier ministre de la HAT. Mars : mutinerie des soldats de la Capsat. Démission de M. Ravalomanana. Directoire militaire transfère le pouvoir à A. Rajoelina. L'UA et la <i>Southern African Development Community</i> (SADC) suspendent l'adhésion de Madagascar. Juin : condamnation de M. Ravalomanana par contumace à 4 ans de prison. Août : négociations à Maputo pour un accord de partage du pouvoir. Décembre : A. Rajoelina annonce l'abandon de l'accord de partage du pouvoir.
IV^e RÉPUBLIQUE	
2010	Février : A. Rajoelina reporte les élections parlementaires. Mars : l'UA impose des sanctions ciblées à A. Rajoelina et à son administration. Novembre : nouvelle Constitution adoptée par référendum instaurant un système semi-parlementaire. Juin : l'UE suspend l'aide au développement à Madagascar en l'absence de progrès démocratiques.
2011	Septembre : signature d'une feuille de route entre les différents protagonistes politiques visant la désignation d'un nouveau gouvernement représentatif des différentes tendances et différentes régions. Octobre : nouveau gouvernement. J.-O. Beriziky nommé Premier ministre
2013	Janvier : condamnation à 3 ans de prison ferme pour deux journalistes d'opposition. Décembre. premier tour des élections présidentielles.
Rajaonanimampianina	
2014	Janvier : élection de H. Rajaonanimampianina. Juin 2014 : fondation du parti HVM, parti du président. Octobre : retour de M. Ravalomanana. Assigné à résidence. Novembre : la peste fait son apparition dans la capitale. Décembre : abolition de la peine de mort. Morondava : pillages et heurts avec la gendarmerie lors d'un conflit entre les dirigeants et les employés d'une usine tenue par des Chinois.
2015	Mai : fin de l'assignation à résidence de M. Ravalomanana. Mai : motion de déchéance du président votée par les députés, mais rejetée par la HCC Juin : alliance politique Armada des perdants de l'élection présidentielle. Juillet : mise au vote d'une motion de censure du gouvernement rejetée à sept voix près. Seuls 17 députés ont voté contre. Juillet : élections municipales. L. Ravalomanana élue maire d'Antananarivo (56 % des suffrages exprimés ; taux de participation : 29 %). Décembre : adoption d'une loi de réconciliation nationale. Loi sur la lutte contre le trafic de bois de rose.
2016	Mai : les évêques lancent un cri d'alarme face aux violences, à la pauvreté et aux détournements de richesses naturelles. Mai-octobre : mobilisations populaires à Soamahamanina contre l'autorisation d'exploitation d'une mine d'or par une compagnie chinoise. Novembre : la mairie d'Antananarivo est encerclée pendant plusieurs heures par des militaires en arme.

Index des noms propres et des noms malgaches

A

Acemoglu.....13, 32, 49, 134, 215, 241
 Acmil.....261
 AFD.....11, 45, 158, 159, 244, 245, 250
 AFP.....92, 241
Afrobaromètre.....38, 40, 41,
 98, 116, 117, 118, 132, 139, 140,
 141, 142, 143, 144, 151, 152, 153,
 154, 155, 156, 160, 161, 181, 182,
 184, 185, 196, 197, 215, 219, 257
 Agoa.....123, 124
 AKFM.....60, 67, 72, 90, 113, 261, 262
 Althabe.....67, 112, 135, 241
 Ambovombe.....74
 Amsden.....191, 241, 245
Andevo.....52, 70, 112
 Andriamanjato.....90, 261
 Andriamirado.....73
Andriana.....52, 53, 54,
 55, 68, 89, 194, 196, 197, 200,
 202, 203, 205, 209, 210, 224, 273
 Andrianampoinimerina.....50, 52
 Andrianarison.....74, 241
 Andrianarivo-Razafimanjato.....241
 Andrianjafy-Andriamanindrisoa.....50
 Andriantsitohaina.....62
 Andrimihaja.....178
 ANP.....72
 Antananarivo.....24, 56,
 70, 75, 82, 90, 92, 93, 98, 104,
 112, 113, 114, 137, 140, 183, 196,
 237, 241, 245, 247, 248, 249, 250,
 251, 252, 253, 254, 256, 257, 258,
 259, 261, 262, 263, 264
 Antoine.....175
 Antsiranana.....74, 75, 92
 Araujo.....242
 Archer.....54, 60, 61, 62, 67, 68, 70, 71, 73,
 242
 Arema.....72, 73, 74, 95, 113, 163, 262
 Arndt.....38, 242

B

Bach.....111, 242
 Badie.....184
 Banerjee.....178
 Banque mondiale.....11, 18, 39, 44,
 64, 151, 173, 175, 195
 Banque nationale malgache
 de développement.....64
 Bara.....39, 113
 Barday.....68
 Bardhan.....176
 Barro.....25
 Bayart.....63, 135
 Beaujard.....50
 Berthélémy.....178
 Betsileo.....39, 53, 59, 196, 197, 200,
 202, 210
 Betsimisaraka.....51, 52, 61, 70
 Bezanozano.....61
 Bianco.....128
 Blanc-Pamard.....73
 Bloch.....51, 54, 164
 Bluhm.....44
 Blum.....113
 Blundo.....126, 129
 Boetsch.....56
 Boina.....52
Boky Mena.....72
 Bossuroy.....158, 243
 Bost.....123
 Bourguignon.....192
 Bratton.....130
 Braudel.....56
 Brechard.....71
 Bretton Woods.....11, 123
 Brocheux.....57, 226
 Broffman.....90
 Burnside.....177, 178
 Bush.....25

C

Cadoux.....	82
Campbell.....	113
Capsat.....	114
CAR.....	58
Carayol.....	120
CEAMP.....	58
Chabal.....	126
Chadefaux.....	155
Châtaigner.....	169
Chazan-Gillig.....	51
Citmad.....	193, 214, 216, 222, 224, 226
Cling.....	124, 172, 176
Clinton.....	25
CNDP.....	68
CNOSC.....	195
Cogneau.....	32, 158, 243, 244
Cole.....	60
Collier.....	178
Compagnie lyonnaise.....	57
Compagnie marseillaise de Madagascar.....	57
Condominas.....	51, 54
Conecs.....	98
Coroi.....	74
Côtiers.....	39, 71, 202, 223
Crédit de Madagascar.....	58
CRES.....	82
CRS.....	113
CSLCC.....	128
CSR.....	71, 72
CUR.....	75

D

Daewoo.....	28
Dahalo.....	102, 112, 113, 115, 119, 122, 235, 273
Daloz.....	126
Darbon.....	191
d'Easterly.....	39
de Crombrughe.....	45
Déléris.....	72
D'Ersu.....	98
Deschamps.....	59
de Singly.....	173
Devarajan.....	12, 22
Dezalay.....	135
DG Trésor.....	234
D'Hoore.....	27, 31
Dial.....	23, 125, 131, 133, 137, 138, 140, 183, 197, 199, 200, 202, 203, 206, 207,

208, 210, 212, 213, 215, 216, 219, 222, 224, 226, 244, 253	
iCaprio	191
ina	70, 150
i Tella	127
ollar	177, 178
SRP	173
uferez	130, 245
ussac	59

E

EBA.....	123
Elias.....	52
Elimad.....	193, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 210, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 222, 224, 226
Ellis.....	51, 52, 53, 54, 58, 70, 113, 245, 254
Engels.....	52

F

Fady.....	119
Famama.....	74
Fanjakana.....	51, 142, 145, 150, 164
Fanompoana.....	52, 58
Faritany.....	72
Fauroux.....	82, 150
Fearon.....	40
Ferry.....	55
FFKM.....	82
Fialonana.....	119
Fianarantsoa.....	60, 68, 75, 92, 113, 263
Fiaraha-monina.....	141, 154, 232
Fides.....	58
Fihavanana.....	119, 120, 121, 187
Firaisam-pokonolona.....	72
Fivondronam-pokonolona.....	72
FJKM.....	90, 196
Flacourt.....	52
FMI.....	11, 235
FNDR.....	72, 81
Fokonolona.....	55, 68, 69, 70, 73, 150
Fokontany.....	72, 73, 150
Forces vives.....	81, 83, 114, 157
Fort Dauphin.....	52
Fotsy.....	52, 121
Franke.....	44
Fremigacci.....	57, 60, 75, 157, 207, 235, 246
FRS.....	113
Fukuyama.....	155

G

Galibert.....	50, 82, 98, 120, 157, 235, 246
Gallieni.....	55, 56, 260
Galy.....	121, 122
Garth.....	135
GEFP.....	123
GEM.....	93, 195
Gendarme.....	58
Genieys.....	192
Goguel.....	53, 56, 61
Gollwitzer.....	44
Goody.....	131
GPM.....	71
Guénard.....	192
Guilloux.....	159
Gurr.....	141

H

HAE.....	82
<i>Hasina</i>	51
HAT.....	169
Hauts plateaux.....	57, 196
Helluin.....	159
Hémery.....	57, 226
Hobsbawm.....	135, 230
Hoeffler.....	178
Houphouët-Boigny.....	34
<i>Hova</i>	52, 53, 54, 55, 56, 68, 113, 196, 197, 200, 202, 203, 210, 274
Hugon.....	56, 64, 68, 69, 74, 75
Huntington.....	172
Hyden.....	149

I

IEP.....	11
Imerina.....	51, 54, 70, 113, 244, 252, 256, 260, 274
Inglehart.....	183, 221
Instat.....	21, 22, 23, 125, 131, 133, 137, 138, 140, 150, 151, 165, 183, 197, 199, 253
Institute for Economics and Peace.....	116

J

Jacob.....	57
Jacquemot.....	191
Jacquier Dubourdieu.....	78
Jerven.....	12, 22, 26
Jina.....	59
JPM.....	195

Justice et paix.....	238
Jütersonke.....	44, 95, 176

K

Kanbur.....	178
Kantorowicz.....	164
<i>Karana</i>	57, 105, 113, 114, 122, 195
Kartas.....	44, 95, 176
Kaufmann.....	35
Khan.....	13, 49
KIM.....	67
KMF/CNOE.....	91, 195
Kneitz.....	120
Kobama.....	74
Koerner.....	57, 60
Koparema-Procoops.....	74
Koussoubé.....	19, 171
Kraay.....	35

L

Lagrange.....	119
Lahifotsy.....	51
Lahiniriko.....	59, 60
Lalasoa.....	74
<i>Lamba</i>	54
Lambert.....	53
Lam-Sek.....	68
Lavallée.....	38
Lavrard-Meyer.....	225
Le Myre de Vilers.....	56, 59
Levine.....	39, 178
Leymarie.....	82
Lienert.....	127, 173
Lindauer.....	127, 173
LMS.....	53
Lombard.....	51
London Missionary Society.....	56

M

Maddison.....	18, 22
Radio.....	23, 42, 125, 131, 133, 137
Magro.....	96, 114
Mahajanga.....	74, 75, 92, 263
Mahaleo.....	122
<i>mainty</i>	52
<i>Mainty</i>	52, 60, 121
Manandafy.....	81, 113
<i>Manjaka</i>	164
Mannoni.....	164
MAP.....	173

<i>Marofotsy</i>	54
Marx.....	19, 52, 162, 250
Mascareignes.....	51
MDRM.....	57, 59, 60, 61
Médard.....	207
Meisel.....	130
<i>mena</i>	54
Menabe.....	53
<i>Menalamba</i>	113
merina.....	50, 51, 61, 67, 196, 224
Merina.....	39, 56, 62, 68, 70, 71, 82, 113, 196, 197, 200, 202, 210, 273, 274
Merlin.....	56
Mesple-Somps.....	192
MFM.....	71, 72, 81, 113, 262
Mitterrand.....	172
Modi.....	127, 173
Monima.....	71, 72, 112, 113, 122
Monja Jaona.....	81, 112
Morisset.....	11, 44
<i>mosavy</i>	119
mpanjaka.....	164
<i>Mpanjaka</i>	51

N

Naudé.....	39
Naudet.....	27
North.....	49, 183
Nunberg.....	127, 173
NWW.....	44

O

OAL.....	236
OAQ.....	43, 110, 122, 124, 126, 130, 134, 172, 230, 236
Olivier de Sardan.....	126, 129
<i>Olobe</i>	121
Oman.....	38
OMD.....	173
Omnis.....	74, 262
OPK.....	113, 122
Ottino.....	50, 112
Ould Aoudia.....	124, 130

P

Padesm.....	60, 70, 121
PAS.....	173
Pellerin.....	98, 177, 235
Pesle.....	91
Pierre Bernard.....	73, 83

Piketty.....	192
PPTE.....	173
PSD.....	57, 60, 61, 65, 70, 72, 280

Q

Quintyn.....	44
--------------	----

R

Rabemananoro.....	105, 168
Rabetafika.....	70, 72, 74
Radama I.....	53, 54, 120, 259
Radama II.....	53
Raffinot.....	173, 249, 251
<i>Raiamandreny</i>	52, 82, 121, 142, 146, 164, 168, 214, 215, 225, 263
Rainilaiarivony.....	53, 54
Raison.....	10, 52, 73, 76, 90, 92
Raison-Jourde.....	10, 19, 51, 52, 53, 56, 65, 82, 90, 112, 120, 135, 151
Rajaonah.....	56, 120
Rajaonarimampianina.....	21, 168, 231, 237, 264
Rajaonarison.....	71
Rajaonesy.....	72
Rajoelina.....	21, 114, 120, 164, 168, 169, 223, 224, 231, 257, 264
Rakotoarisoa.....	83, 91
Rakotomalala.....	216
Rakotomanana.....	22
Rakotondrabe.....	59, 82
Ralaimihoatra.....	53, 56
Ralaimongo.....	59
Ralibera.....	82
Ramaholimihaso.....	89
Ramamonjisoa.....	40, 52
Ramanandraibe.....	89
Ramanantsoa.....	67, 69, 70, 71, 72, 74, 82, 167, 223, 224, 261, 262
Ramaroson.....	64, 101
Ramasindraibe.....	120
Ramasy.....	53, 70, 92
Ranavalona I.....	53, 259
Ranavalona II.....	53, 54, 259, 260
Ranavalona III.....	53, 54, 259, 260
Randriamaro.....	60, 112
Randriamarotsimba.....	75
Randriamihaingo.....	73, 75
Randrianja.....	10, 21, 51, 52, 53, 54, 58, 70, 90, 93, 98, 120, 246, 252, 253, 254
Ranjeva.....	70, 101

Rasoherina.....	53, 54
Ratrimoarivony-Rakotoanosy.....	56
Ratsimandrava.....	69, 70, 71, 73, 167, 252, 261, 262
Ratsirahonana.....	83, 263
Ratsiraka.....	19, 21, 32, 70, 71, 73, 74, 81, 82, 83, 91, 92, 93, 113, 114, 115, 130, 167, 168, 177, 223, 224, 225, 244, 249, 252, 262, 263, 264
Ravalomanana.....	11, 21, 38, 73, 89, 90, 91, 92, 98, 114, 115, 120, 136, 137, 139, 168, 169, 173, 176, 177, 217, 223, 224, 225, 231, 237
Ravalona II.....	53
Ravaloson.....	74
Ravelosoa.....	23, 75
Ravoahangy.....	59
Ravony.....	83
Razafimahaleo.....	90, 231
Razafimbelo.....	68, 71
Razafindrakoto..	10, 11, 22, 23, 24, 37, 38, 42, 75, 78, 98, 114, 122, 127, 129, 132, 135, 137, 168, 173, 177, 193, 244, 247, 249, 251, 253, 254, 255, 256, 257
Razafindralambo.....	52
Razanamasy.....	82
Raznabahiny.....	81
Resampa.....	71
Robinson.....	13, 49, 134, 215
Roubaud.....	10, 11, 21, 22, 23, 24, 37, 38, 40, 42, 75, 83, 98, 114, 122, 127, 129, 130, 132, 135, 137, 173, 176, 193, 244, 246, 247, 249, 251, 253, 254, 255, 256, 257
Roy.....	56, 65, 112, 135, 151
Rua.....	27
S	
Saez.....	192
sakalava.....	51, 52
Sala-i-Martin.....	25
<i>Sakelika</i>	59, 278
Sam-Kan.....	68
<i>Sampy</i>	52, 53
Sarraut.....	57
Saura.....	67
Savarese.....	56
Savonnerie tropicale.....	64

Schardgrotsky.....	127
Sefafi.....	238, 256, 263
SeFaFi.....	195
Sen.....	131
SIM.....	98
Sindjoun.....	111
<i>Sinoa</i>	195
Sinpa.....	68, 69
Smotig.....	56, 59
SMTM.....	71
SNI.....	64
Société industrielle et commerciale de l'Émyrne.....	57
Sonaco.....	68
Sosumav.....	74
Spacensky.....	59, 60, 61, 67
Sucoma.....	102
Swamy.....	127
Szirmai.....	44

T

Tamatave.....	74
Tanale.....	61
<i>Tangalamena</i>	101
Tarabey.....	235
Thélot.....	173
Tichit.....	178
Tiko.....	90, 93, 98, 163
Tilly.....	151
TIM.....	73
Toakafo.....	51
Toamasina.....	75, 91, 92, 263
Toliara.....	75, 92
Toly.....	74
Toulabor.....	191
Treisman.....	127
Trois Mouvances.....	157
Tronchon.....	60, 82
Tsimenata.....	51
Tsimihety.....	60
<i>Tsiny</i>	119
Tsiranana.....	57, 60, 62, 63, 71, 113, 115, 122, 136, 167, 223, 224, 256, 261
<i>Tsy Mitsitsy</i>	113
TTS.....	113
Tuléar.....	60

U

Udecma.....	72, 262
UDSM.....	60

UNISDR	235	253, 255, 256, 257
UPM.....	60	<i>Wake Up</i>
Urfer.....	44, 82, 141, 154, 175	238
V		Wantchekon.....
Vahabi.....	134	Weber.....
Vakinankaratra	74	164
Van de Walle.....	130	Weder.....
Vanf.....	11	127
Van Rijckeghem.....	127	Willame.....
<i>Vato</i>	59, 278	75
<i>Vatoeka</i>	69	Williamson.....
Verdier.....	192	173
Vérin.....	63, 74, 75	Wisner.....
Véron.....	10	31
VITM.....	72, 81	Y
Vivier.....	114, 235	You.....
<i>Vodivona</i>	260	158, 172
VONJY	72	Z
<i>vonodina</i>	150	Zafimahova.....
VVS.....	59	60, 82, 176
Vy.....	59, 278	Zafisoro.....
W		61
Wachsberger.....	122, 151, 166, 171, 186,	Zafy.....
		82, 83, 90, 130, 168,
		223, 224, 225, 263
		Zakariasy.....
		101
		<i>Zanatany</i>
		105, 195
		Zema.....
		74
		Zeren.....
		74
		Zoam.....
		67, 112
		Zwam.....
		67, 77, 112, 113, 253

Glossaire des termes malgaches cités

<i>Andevo</i> :	Descendant d'esclave dans l'ancienne société merina. Cette appartenance ancienne au groupe des esclaves est encore très dévalorisée dans la société malgache.
<i>Andriana</i> :	Un des groupes statutaires (ou caste) de l'ancienne société merina et qui correspond aux nobles. Bien que ce système ait été aboli, les Merina continuent à se distinguer en fonction de leur origine en termes de groupe statutaire.
<i>Avo razana</i> :	De haute lignée (<i>razana</i> désigne les ancêtres et <i>avo</i> signifie haut).
<i>Dahalo</i> :	« Voleurs de bœuf ». Le phénomène de vol de zébus, empruntant initialement à la tradition Bara, connaît une extension considérable depuis plus d'une vingtaine d'années.
<i>Dina</i> :	Statuts légaux établis par les membres d'un <i>fokonolona</i> en vue de favoriser la vie sociale et économique du quartier.
<i>Fady</i> :	Tabous ou interdits coutumiers hérités des ancêtres divinisés (appelés <i>Razana</i>). Ils restent très présents dans la société malgache et peuvent concerner toutes sortes de domaine tels que le travail, les pratiques sexuelles, l'alimentation.
<i>Fanjakana</i> :	L'État, le pouvoir politique.
<i>Fanompoana</i> :	Corvée. Sous la royauté merina, en échange de la protection du souverain, les paysans devaient fournir des prestations de toute sorte au souverain et notamment contribuer aux travaux d'aménagement collectifs agricoles tels que la construction de digues et de systèmes d'adduction d'eau.
<i>Fialonana</i> :	Jalousie.
<i>Fiaraha-monina</i> :	Une dimension du <i>fihavanana</i> . Art de vivre ensemble.
<i>Fihavanana</i> :	Le <i>fihavanana</i> est une valeur essentielle de la société malgache inscrite depuis 1992 dans le préambule de la constitution de la III ^e République. Ce terme, réputé intraduisible, est souvent décrit comme une manière traditionnelle de vivre les relations interindividuelles, faite de fraternité, de respect mutuel, de recherche de consensus, de cordialité.
<i>Firaisan-kina</i> :	Solidarité.
<i>Fivondronana</i> :	Subdivision administrative malgache sous la II ^e République, correspondant aux préfectures.

<i>Fokonolona</i> :	Communauté territoriale. Forme d'organisation de la vie collective sur une base communautaire et territoriale (à l'origine villageoise) impliquant une étroite collaboration entre ses membres. Les <i>fokonolona</i> choisissent leurs représentants dont la fonction, outre celle de collecteurs d'impôt, est de veiller aux activités de développement et de préservation du <i>fokontany</i> . Les <i>fokonolona</i> ont également le droit d'établir leurs propres statuts légaux ou <i>dina</i> pour assurer la sécurité intérieure.
<i>Fokontany</i> :	Village ou quartier. Le <i>fokontany</i> est la plus petite entité administrative malgache.
<i>Fomba</i> :	Coutumes.
<i>Fotsy</i> :	Blanc. Voir <i>Mainty</i> (2)
<i>Hasina</i> :	Essence invisible du pouvoir que le roi peut transmettre à ses descendants.
<i>Hova</i> :	Un des groupes statutaires de la société merina d'avant le ^{xx} e siècle et qui correspond en quelque sorte aux roturiers.
<i>Kabary</i> :	Grands rassemblements que les souverains malgaches convoquaient pour obtenir l'adhésion du peuple aux décisions politiques.
<i>Karana</i> :	Nom donné aux Indiens arrivés dans le pays à la fin du ^{xvii} e siècle.
<i>Lamba</i> :	Toge. Désigne l'habit traditionnel des paysans.
<i>Mainty</i> :	(1) Nom du groupe des esclaves affranchis pour services rendus. À partir du règne d'Andrianampoinimerina, les <i>mainty</i> ont essentiellement été affectés aux services royaux (garde royale, troupes d'élite). <i>Dès la fin du ^{xviii}e siècle un amalgame s'est fait, dans le langage, entre le groupe des mainty et celui des andevo.</i> (2) Noir. Ce terme est alors employé dans une opposition très générale entre blancs (descendants des groupes statutaires supérieurs) et noirs (descendants d'esclaves). Cette opposition en partie symbolique entre les couleurs (distinguant le pur et l'impur) est aussi cependant indication d'une différence physique : les <i>mainty</i> sont souvent de type « africain » quand les <i>fotsy</i> sont plutôt de type « asiatique ».
<i>Manjaka</i> :	Régner.
<i>Marofotsy</i> :	Déserteurs de l'armée ou du travail forcé ou esclaves échappés qui habitaient aux confins des zones contrôlées par le royaume merina.
<i>Menalamba</i> :	Nom donné aux insurgés qui, de 1895 à 1898, ont fragilisé, dans l'Imerina, l'installation de l'état colonial français. De <i>mena</i> , « rouge » et <i>lamba</i> , « toge » (les insurgés teintaient leurs vêtements en rouge).

Merina :	un des groupes ethniques des hautes terres centrales de Madagascar.
Mosavy :	Sorcellerie.
Mpanjaka (ou <i>Ampanjaka</i>) :	Souverain (roi ou reine) ; chefs traditionnels.
Mpiavy :	Les <i>mpiavy</i> sont les habitants d'un territoire sur lequel leurs ancêtres ne sont pas enterrés. Jugés nouveaux venus, ils sont considérés comme moins légitimes que les <i>tompontany</i> .
Olobe :	Type de chef traditionnel.
Olomanga :	Personnage remarquable, renommé, méritant.
Raiamandreny :	Étymologiquement, père et mère. Nom souvent donné aux dirigeants, renvoyant à une légitimité par le statut d'aîné et la sagesse et capacité à diriger qui sont censées y être associées.
Sampy :	Objets magiques associés au pouvoir du roi sous la royauté merina.
Sinoa :	Nom donné aux Chinois installés à Madagascar.
Soa iombonana :	Bien commun.
Tangalamena :	Autorité traditionnelle provinciale.
Tany :	Terre.
Tsiny :	Blâme des ancêtres en cas d'infraction aux interdits traditionnels.
TTS :	<i>Tanora Tonga Saina</i> . Littéralement, « jeunes ayant pris conscience d'eux-mêmes ». Groupe de jeunes chômeurs organisés par l'État se livrant à des violences pour soutenir le régime en place.
Vatoeka :	Commission économique du <i>fokonolona</i> .
Vonodina :	Réparations, pécuniaires ou en nature, au profit de la victime et du <i>fokonolona</i> .
Zanatany :	Français établis à Madagascar depuis plusieurs générations.
Zoam :	Voir <i>Zwam</i> .
Zoky :	L'aîné, mais désigne aussi une personne qui est considérée comme supérieure, plus importante.
Zwam :	<i>Zatovo Western Andevo Malagasy</i> (« Jeunes Western – du fait de leur identification aux cow-boys – esclaves Malgaches). Organisation apparue en 1972 pour supporter les revendications étudiantes contre les lois du président P. Tsirirana. Le groupe a ensuite transformé son acronyme en Zoam, <i>Zatovo Orin'Asa Malagasy</i> (« Jeunes chômeurs malgaches »).

Sigles et acronymes

- Acmil** : Académie militaire d'Antsirabe.
- AEF** : Afrique équatoriale française.
- AFD** : Agence française de développement.
- Agoa** : *African Growth and Opportunity Act*. Loi américaine de 2000 permettant à certains pays d'Afrique subsaharienne d'exporter sur le marché américain sans droit de douanes.
- AKFM** : *Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara* (Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar).
- AMF** : Accords multifibres.
- ANP** : Assemblée nationale populaire.
- AOF** : Afrique occidentale française.
- APD** : Aide publique au développement.
- Arema** : Avant-garde de la révolution malgache.
- BAfD** : Banque africaine de développement.
- Bianco** : Bureau indépendant anti-corruption.
- Capsat** : Corps d'administration des personnels et services de l'armée de terre.
- CAR** : Communes autochtones rurales.
- Casep** : Crédit à l'ajustement structurel des entreprises publiques.
- Caspic** : Crédit d'ajustement structurel de la politique industrielle et commerciale.
- CEAMP** : Centrale d'équipement agricole et de modernisation du paysannat.
- CEG** : Collège d'enseignement général.
- CESC** : Conseil économique, social et culturel.
- CIFP** : *Country Indicators for Foreign Policy*.
- CMM** : Compagnie marseillaise de Madagascar.
- CNDP** : Conseil national populaire pour le développement.
- Cnosc** : Coordination nationale des organisations de la société civile. Organisation née en 2010 visant à fédérer l'ensemble des organisations de la société civile en vue de peser sur la résolution de la crise politique. Elle est le fruit d'un accord entre l'alliance des organisations de la société civile (AOSC), la coalition des organisations de la société civile (COSC) et le KMF/CNOE.
- CPIA** : *Country Policy and Institutional Assessment*.

- Cres** : Comité pour le redressement économique et social.
- CSLCC** : Conseil supérieur de lutte contre la corruption.
- CSR** : Conseil suprême de la révolution. Institution créée par D. Ratsiraka en 1975 et destinée à assurer le passage à la II^e République.
- CST** : Conseil supérieur de la transition.
- CT** : Congrès de la transition.
- CUR** : Centres universitaires régionaux.
- DCAN** : Direction de la construction et d'armement naval.
- DSRP** : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.
- EBA** : *Everything but arms*. Initiative de l'Union européenne de 2001 accordant le libre accès au marché européen, sans droit de douanes, aux produits en provenance des pays les moins avancés (PMA).
- EDS** : Enquête démographique et de santé.
- Ekar** : *Eglizy Katolika Apostolika Romana* (« Église catholique de Madagascar »).
- EM-DAT** : *Emergency Events Database*.
- FCF** : Formation de capital fixe.
- FFKM** : *Fikambanan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara* (« Association des Églises chrétiennes à Madagascar »), association qui réunit les quatre principales Églises chrétiennes historiques (anglicane, catholique, luthérienne et réformée).
- Fides** : Fonds d'investissement pour le développement économique et social.
- FJKM** : *Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara* (« Églises réformée de Madagascar »).
- FMG** : Franc malgache.
- FMI** : Fonds monétaire international.
- FNDR** : Front national de défense de la révolution.
- FRS** : Forces républicaines de sécurité.
- GEM** : Groupements d'entreprises.
- GPM** : Groupement de police mobile.
- HAE** : Haute Autorité de l'État.
- HAT** : Haute Autorité de transition.
- IPD** : *Institutional Profiles Database*.
- IDH** : Indice de développement humain.
- IMF** : Impôt du minimum fiscal.
- INS** : Institut national de statistique.
- Jina** : Jeunesse nationaliste (société secrète).

- JPM :** *Jery sy Paikady ho an'i Madagasikara* (ex « Jeune Patronat de Madagascar »), association patronale créée en 1991.
- KIM :** *Komity lombonan'ny Mpitolona* (littéralement, « Comité où se rassemblent ceux qui luttent »), comité d'organisation des luttes en 1972.
- KMF/CNOE :** *Komity Mpanaramaso ny Fifidianana* (« Comité national d'observation des élections »), fondé en 1989.
- LMS :** *London Missionary Society*.
- MAP :** *Madagascar Action Plan*.
- MDRM :** Mouvement démocratique de la rénovation malgache.
- MFm :** *Mpitolona ho amin'ny Fandrosoan'i Madagasikara* (« Militant pour le progrès de Madagascar »).
- Monima :** Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar, parti politique à tendance maoïste fondé en 1958 par Monja Jaona.
- OAL :** Ordre d'accès limité (en anglais *LAO : Limited Access Order*).
- OAo :** Ordre d'accès ouvert (en anglais *Open Access Order*).
- OCDE :** Organisation de coopération et de développement économiques.
- OMD :** Objectifs du millénaire pour le développement.
- Omnis :** Office militaire national pour les industries stratégiques.
- Padesm :** Parti des déshérités de Madagascar, parti constitué dans les années 1950 pour concurrencer le MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache).
- Papmad :** Papeterie de Madagascar.
- PAS :** Plan d'ajustement structurel.
- PDS :** Président de la délégation spéciale.
- PED :** Pays en développement.
- PIB :** Produit intérieur brut.
- Pnud :** Programme des Nations unies pour le développement.
- PPN :** Produits de première nécessité.
- PPTE :** Pays pauvres très endettés.
- PSD :** Parti social-démocrate.
- PSM :** Parti socialiste malgache, parti issu de la fusion en 1974 du PSD (Parti social-démocrate de Philibert Tsiranana) et de l'USM (Union des socialistes malgaches d'André Resampa).
- PTF :** Productivité totale des facteurs.
- SADC :** *Southern African Development Community*.
- SeFaFi :** *Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena* (« Observatoire de la vie publique »).
- SEM :** Société d'électricité de Madagascar.

- Sinpa** : Société d'intérêt national pour les produits agricoles.
- Smotig** : Service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général.
- SMR** : Société malgache de raffinage.
- SMTM** : Société des transports maritimes.
- SNI** : Société nationale d'investissement.
- Sonaco** : Société nationale de commerce.
- Sotema** : Société textile de Mahajanga.
- TIM** : *Tiako i Madagasikara* (« J'aime Madagascar »), parti politique fondé par M. Ravalomanana à son arrivée au pouvoir en 2002. Le nom du parti joue sur la proximité sonore avec Tiko, le groupe agro-alimentaire du président.
- TTS** : *Tanora Tonga Saina* (« Jeunes conscientisés »).
- Udecma** : Union des démocrates chrétiens, membre du FNDR sous la II^e République.
- UDSM** : Union démocratique et socialiste de Fianarantsoa et Tuléar.
- UPM** : Union des populations malgaches.
- USM** : Union socialiste malgache.
- VITM** : *Vonjy iraytsymivaky* (« Élan populaire pour l'unité de Madagascar »), survivance du PSD ralliée au FNDR (Front national de la révolution) en 1975.
- VVS** : *Vy, Vato, Sakelika* (organisation politique clandestine).
- WDI** : *World Development Indicators*.
- Zoam** : *Zatovo orin'asa* (jeunes chômeurs).

Table des matières

Remerciements	7
Introduction générale	9
Chapitre 1	
La trajectoire malgache à l'aune des théories du développement	15
Les données du problème : l'équation malgache à résoudre.....	18
Premiers éléments d'interprétation : les théories courantes ne fonctionnent pas	24
L'économie « <i>stupid</i> » ?	25
Les circonstances : l'histoire et la géographie ?	30
Les politiques économiques ?	32
La gouvernance ?	35
L'ethnicité : la clef du mal malgache ?	39
Une première incursion en économie politique	42
Chapitre 2	
Repères pour une économie politique de la trajectoire malgache	47
Du XVIII ^e siècle à 1895 : le développement de l'État.....	50
De 1895 à 1972 : le bouleversement colonial et la I ^{re} République..	55
Le moment colonial : politique des races et économie de traite.....	55
De 1960 à 1972 : l'indépendance dépendante de la première République	61
De 1972 à 1991 : la malgachisation et l'extension de la rente étatique.....	67
De 1972 à 1975 : l'intermède Ramanantsoa.....	67
De 1975 à 1991 : la II ^e République et l'extension de la rente étatique.....	71
De 1991 à 2002 : les errements de l'ouverture économique et politique.....	81
Flux et reflux de l'ouverture démocratique	82
L'entrée dans la « modernité » économique libérale	84

De 2002 à 2009 : l'ère Ravalomanana ou la fusion des pouvoirs politique, économique et religieux.....	89
La crise de 2002.....	89
La période Ravalomanana : fusion des pouvoirs politique, économique et religieux.....	93
De 2009 à nos jours : la décadence de l'État	98
La crise de 2009.....	99
De Rajoelina à Rajaonarimampianina.....	101
Chapitre 3	
Les qualités structurelles	107
Ordre social et contrôle de la violence.....	109
Les épisodes de violence : des dérapages et non des stratégies politiques revendiquées.....	110
L'aversion pour la violence : une raison du faible recours à la violence en politique ?.....	115
Les formes de la violence symbolique : primauté de l'ordre social et prégnance d'un système hiérarchique.....	120
Les capacités opérationnelles des institutions formelles.....	122
Un succès continental exceptionnel : le cas des zones franches.....	123
Des performances significatives en matière de lutte contre la corruption bureaucratique.....	126
Double transition et consolidation démocratique : le cas des années 1990.....	129
La population compte.....	134
Le rôle joué par la population.....	134
L'importance des aspirations pour expliquer le paradoxe.....	136
Un tiraillement entre valeurs traditionnelles et principes démocratiques.....	141
Chapitre 4	
Les facteurs de blocage	147
Atomisation de la population et individualisation des élites.....	149
Une population atomisée.....	149
Des élites individualistes et coupées du peuple.....	157
Inertie sociale de long terme et instabilité politique.....	162
Les échelons manquants entre la population et le président.....	162
Le religieux et les Églises dans la structuration de la société.....	164
Les effets de la structure sociale.....	168
Les facteurs externes.....	171
Le rôle ambigu des bailleurs de fonds.....	172
Déliquescence et perte de légitimité des institutions.....	181

Chapitre 5	
Les élites à Madagascar : un essai de sociographie	189
Qui sont donc les groupes élitaires à Madagascar ?	194
Les stratégies d'accès aux sphères de pouvoir ou de maintien au pouvoir.....	205
La reproduction sociale des élites : un phénomène qui s'amplifie dans le temps ?	205
Le chevauchement des positions de pouvoir : accroître et diversifier les sphères d'influence ?	207
Structure et ampleur du réseau élitaire	209
Un système de valeurs et de représentations propice au développement ?	213
Une adhésion mitigée aux principes démocratiques.....	214
La mauvaise gestion des dirigeants, principale entrave au développement : un <i>mea culpa</i> assumé ?	215
Stabilité sociale ou amélioration des conditions de vie : quelles priorités ?	221
Bilan sur les différentes périodes de l'histoire de Madagascar	222
 Conclusion générale	229
Bibliographie	241
Éléments chronologiques	259
Index des noms propres et des noms malgaches	265
Glossaire des termes malgaches cités	271
Sigles et acronymes	275



La situation économique de Madagascar est singulière à plus d'un titre. D'une part, le niveau de vie des Malgaches ne cesse de régresser depuis l'indépendance en 1960, un cas unique pour un pays qui n'a pas connu de conflits majeurs ; d'autre part, à chaque fois que le pays s'est engagé sur la voie de la croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise socio-politique mettant à bas les espoirs suscités. Pour éclairer ce contexte spécifique, les auteurs décryptent l'« énigme » et le « paradoxe » malgaches en procédant à une lecture d'économie politique dans le temps long et en s'appuyant sur des données statistiques de première main.

La trajectoire du pays est analysée à l'aune des théories du développement. L'identification des rentes et des stratégies d'acteurs, le rôle de la violence, le fonctionnement des institutions, la sociologie des élites malgaches ainsi que le rapport entre les citoyens et le pouvoir sont également parmi les grands thèmes traités.

En dépit de sa spécificité, Madagascar apparaît à la lumière de cette analyse comme emblématique d'une situation commune à de nombreux pays du Nord comme du Sud. La fragilité des coalitions entre élites y nourrit une instabilité systémique d'autant plus grande qu'elle vient se greffer sur un mécontentement populaire récurrent. En effet, même dans les rares périodes fastes, les aspirations au progrès des Malgaches se sont toujours heurtées aux dures réalités du quotidien.

Un ouvrage à la fois documenté et accessible, pour mieux comprendre Madagascar et appréhender les différentes dimensions du développement au Sud.

Mireille Razafindrakoto est économiste et statisticienne, directrice de recherche à l'IRD et membre de l'UMR Dial. Madagascar est l'un des champs privilégiés de ses recherches qui portent sur les liens entre le marché du travail et les multiples dimensions de la pauvreté, ainsi que sur le rôle des institutions et la gouvernance.

François Roubaud est économiste et statisticien, directeur de recherche à l'IRD et membre de l'UMR Dial, dont il a été le directeur entre 2000 et 2003. Spécialiste de Madagascar, il étudie plus particulièrement le marché du travail et l'économie informelle, la gouvernance, les institutions et l'économie politique du développement.

Jean-Michel Wachsberger est agrégé de sciences sociales et maître de conférences en sociologie à l'université de Lille-3. Il est chercheur au Ceries et chercheur associé à l'UMR Dial. Engagé depuis 2003 sur des recherches à Madagascar, il travaille sur les effets de quartier, les dimensions de l'intégration sociale, la participation citoyenne et la sociologie des élites.



IRD Éditions

44, bd. de Dunkerque
13572 Marseille cedex 02
www.editions.ird.fr

32 €



ISBN 978-2-7099-2408-5

